

**REVUE**  
**DES**  
**DEUX MONDES**

LXXXII<sup>e</sup> ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

TOME XI. — 1<sup>er</sup> SEPTEMBRE 1912.

1





REVUE  
DES  
DEUX MONDES

---

LXXXII<sup>e</sup> ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

---

TOME ONZIÈME

---

PARIS  
BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES  
RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15  
—  
1912

054

R3274

1912

v. 5

67 May 1913

120714

---

# LA VALLÉE BLEUE<sup>(1)</sup>

---

## TROISIÈME PARTIE<sup>(2)</sup>

---

V. — MARTHE BOURIN

— Mon oncle, s'écria, le lendemain, Rolande, qui pénétrait en coup de vent dans le petit atelier de Gabriel; mon oncle, nous venons voir Bastien. Est-ce que cela vous dérangerait de nous le présenter ou de nous présenter à lui : je ne sais quels sont les usages?

— Je n'ai pas fini mes cartouches, mais je m'y remettrai ce soir. Qu'est-ce que je ne ferais pas pour ma chère petite nièce? répondit Gabriel Baroney. Maxime est là?

— Oui, il fume, dehors.

— Vous êtes donc venus à pied.

— C'est à n'y pas croire. Père nous a chipé la voiture pour aller voir un entrepreneur...

— Et alors, pris au dépourvu, vous vous êtes dit : si nous allions visiter les bêtes de l'oncle Gabriel...

En chasseur classique, Gabriel Baroney confectionnait lui-même ses cartouches, pesant la poudre, mesurant le plomb. Tout en parlant, il dévissa le sertisseur, compta les cartouches faites et ferma au cadenas la petite table qui servait de « coffres à grains pour les perdreaux d'alentour. »

— Cent cartouches de moins chaque année, ma pauvre Rolande. Le gibier s'en va.

— Il me semble, mon oncle, que vous l'aidez à s'en aller.

(1) Copyright by Jacques des Gachons, 1912.

(2) Voyez la *Revue* du 1<sup>er</sup> et 15 août 1912.

— S'il n'y avait que de vrais chasseurs, le nombre du gibier *augmenterait*. Mais il y a les marchands de plume et de poil, les braconniers. Inutile de se plaindre! Nous vivons en un temps ennemi de la loyauté. Le braconnage n'est pas officiellement autorisé, mais il est toléré. Il paraît que c'est démocratique! Mieux que cela. On vient de juger un braconnier qui a tué un garde; trois ans de prison. Encore quelques années et on lui donnera le Mérite agricole... Alors, comme cela, ma belle Rolande, tu veux faire la connaissance de Bastien. Je t'avertis qu'il n'est point galant. Ton ombrelle ne te conciliera pas ses grâces. Ce n'est pas cependant qu'il soit sot. Il sait très bien distinguer les visiteurs que le pâturage reçoit. Il a pitié du pêcheur à la ligne, du chercheur de taupes, du botaniste dont les lunettes et le filet à papillon sont du même vert criard. Il ne poursuit jamais les enfans, pourvu qu'ils ne fassent pas trop de tapage.. Mais ceux qu'il hait par-dessus tout, ce sont les gens qui entrent chez lui en rampant. A son tribunal à lui le braconnier n'obtient jamais de circonstances atténuantes... Mais, je cause, je cause et tu trépignes d'impatience. Là, j'ai fini. En route.

Maxime, sur un banc de la terrasse, à l'ombre, achevait un gros cigare en sommeillant. Cependant, il avait promis à Rolande d'être de la partie et il se leva avec un soupir.

Le domaine de Bastien, le grand taureau nivernais, s'étendait sur plusieurs hectares de pâturages. Il était borné du côté du levant par un chemin creux, ombragé de gros noyers luisans; du côté du Nord, par un petit bois qui escaladait en désordre un coteau; au Midi, par une haie qui le séparait d'un chaume; enfin, au couchant, il s'arrêtait tout près de l'Igneraie. Cette vaste prairie recevait la lumière du soleil à tous les momens du jour.

Dans la partie la plus élevée, vers le chemin creux, un très vieux chêne étendait ses rameaux en un large geste de protection et donnait une ombre douce et ronde. Plus bas, bruissait un rideau de peupliers. Une source, tout près, remuait et s'élançait, sur la pente, jusqu'à une petite mare qui servait d'abreuvoir aux hôtes du champ.

Il y avait là deux jumens, quatre poulains, douze vaches, six veaux, deux taurins et le taureau Bastien. Ça et là, quelques seigneurs de moindre importance : une vingtaine de poules, deux coqs et un troupeau de dindons. Tout ce petit monde

vivait paisiblement, les chevaux avec les chevaux, les veaux avec les vaches, les dindons en tas noir, les poules picorant en tirailleurs.

Les animaux, dans les herbages, mènent une existence harmonieuse et simple. Quand elles ont tondu un petit espace, les sages jumens, pour l'exemple, s'ébrouent et partent, au galop, vers un autre bout du champ, et les poulains s'élancent, sur leurs pattes raides, à la poursuite des tétines maternelles. Au bruit de cette brusque cavalcade, les dindons gloussent, quelques poulets s'effarent, mais c'est à peine si la gent bovine daigne tourner la tête. Vautrés dans la verdure, le poitrail un peu soulevé, les grands bœufs blancs du Nivernais émergent comme des rochers hors de la mer. Ils ruminent, lentement, religieusement. Les veaux blonds ont de gros mufles roses et des yeux de poupées. L'un d'eux, au moment où arrivait Gabriel Baroney et ses neveux, s'agenouilla et tira une énorme langue dont il caressa le cou de sa mère qui ferma les yeux de plaisir.

— Où est-il ? demanda Rolande, penchée sur la barrière et que le taureau seul intéressait.

L'oncle Gabriel étendit le bras.

Bastien, le cou dans les épaules, se promenait, le long de la haie, le long du bois, vers la mare, vers le vieux chêne. Il regardait partout, il écoutait chaque bruit, il surveillait le champ. Ses sabots s'enfonçaient dans le sol, autoritaires : il était chez lui. Tout à coup, se trouvant un peu loin des siens, il s'arrêta, tendit le cou et poussa un bref mugissement pour qu'on vit où il était et pour qu'on sût qu'il n'y avait rien à craindre. Puis il reprit sa tournée.

Les poulains n'aimaient pas beaucoup ces promenades du taureau aux yeux brusques, et les jumens, à son approche, battirent en retraite, d'un mouvement tournant, pour ne pas offusquer leur rageur compagnon. Et cependant, ils le savaient, Bastien n'attaquait jamais les hôtes du champ : il leur demandait seulement de lui laisser la place libre lorsqu'il faisait sa ronde. On le craignait, mais on l'admirait. Il était la force, la décision, l'audace.

— A quelle heure le rentre-t-on ? demanda Rolande inquiète. Quel chemin prend-il ?

Mais l'oncle Gabriel rassura sa nièce. En été, les bêtes vivent aux champs. On ne les rentre pas. D'ailleurs, ni le vent, ni la

pluie n'inquiètent Bastien. Lui et les siens supportent très bien les intempéries. Si l'orage augmente, le « maître du champ » marche, digne, vers les peupliers ou vers le vieux chêne, selon que les nuages viennent du Nord ou de l'Ouest, — et son troupeau le suit. Et dès que le soleil perce la brume, il mugit de reconnaissance et sort de son refuge.

— Voulez-vous entrer ? demanda Gabriel Baroney.

— Peuh ! répondit Maxime sans enthousiasme, vous savez, moi, les taureaux...

— Avec moi, il n'y a aucun danger. Bastien ne plaisante pas avec le protocole, mais ma présence vous accrédite.

— Entrons, dit Rolande qui s'amusait à être brave.

Tout de suite, Bastien aperçut le petit groupe et fit lentement quelques pas dans sa direction pour se rendre compte.

— Bonjour, Bastien ! s'écria l'oncle Gabriel.

Le taureau tendit le cou, s'arrêta, puis, indifférent, se mit à brouter l'herbe, à ses pieds. Et la traversée s'acheva sans incident.

Sur le chemin qui les ramenait vers la ferme, Gabriel Baroney raconta à Rolande, car Maxime décidément était bien distrait, une histoire de chasse dont Bastien avait été le héros.

Un jour, après avoir ouvert sans bruit la barrière, un homme tout ramassé sur lui-même et une corde entre les doigts, se glissa vers les poulains. Bastien d'abord laissa faire la blouse suspecte ; il continua de brouter en marchant vers la barrière comme s'il n'avait rien vu. Tout était calme dans le champ. Bastien seul se méfiait. Il avança en retenant son souffle. Les jumens, le col allongé, tiraient à elles, par-dessus la palissade, les branches d'un chêne, régal interdit. Les poulains, les quatre fers en l'air, se roulaient en découvrant le ciel, avec ses nuages, et le soleil qui fait fermer les yeux. Adroitement lancé, le lasso s'enroula autour d'une patte qui gigotait. D'un coup de reins, le petit fut debout. Mais déjà l'homme le saisissait aux naseaux, l'immobilisait. Les jumens continuaient, confiantes, leur dinette. Mais le taureau, en quelques bonds, gagna cent mètres. Il était maintenant à quelques pas de la barrière. Il savait que l'homme allait revenir de ce côté : les voleurs de chevaux arrivaient toujours par le chemin creux. Ce n'était pas la première fois qu'il avait affaire à eux... Tout à sa victoire, l'homme n'avait rien vu. Il tira le poulain, le cingla d'un coup de trique qui réveilla les mères. Mais il n'était plus temps ; le poulain trot-



tait vers la barrière, malgré les appels désespérés des jumens, des autres poulains, malgré les sifflemens des dindons, malgré les meuglemens de tout le troupeau blanc qui galopait en désordre vers la haie que côtoyaient le voleur et sa proie. Ce fut un grand drame. Tout le champ se révolta, s'apitoya. Les animaux, entre eux, ont d'obscures amitiés et le poulain que le pâturage allait perdre était un bon petit galopin que les vaches regardaient avec étonnement, mais qui, par ses gambades imprévues, amusait les jeunes veaux un peu lourdauds de leur naturel... A dix pas du barreau entr'ouvert le voleur aperçut le taureau à l'affût et qui, tête baissée, fondit sur lui. Il n'y avait pas de lutte possible. Il essaya bien d'interposer le poulain, mais celui-ci ne voulut pas se prêter à la manœuvre, et déjà Bastien jouait des cornes. L'homme lâcha sa conquête, puis, par un saut de côté, tenta de gagner, seul, la porte du champ. Le taureau ne l'entendait pas ainsi. Il barra le chemin à l'intrus et le poursuivit le long de la haie. L'homme tout à coup sentit le souffle de la bête furieuse et, sans réfléchir, sauta au milieu de la broussaille. Le taureau entra derrière lui parmi les ronces. Alors l'homme, épouvanté, cria au secours. C'était ce qu'attendait sans doute Bastien, car, tout de suite, il s'arrêta. Ce hurlement de l'homme avait dû s'entendre à la ferme. On allait accourir. Son rôle de gardien était terminé.

— Quand, aidé par le père Clément, dit l'oncle Gabriel, j'ai fait sortir l'homme, tout ensanglanté et penaud, de sa cachette, Bastien, à petits pas, a regagné le haut du pâturage et tout le champ a repris son grand calme quotidien. Car c'est le propre des animaux, mes enfans, d'oublier vite leurs peines, leurs joies et de ne point tirer vanité de leurs victoires.

Maxime avait rallumé un nouveau cigare et, les mains dans les poches, il suivait Rolande et leur oncle. La jeune fille était enchantée de son excursion au pays des bêtes à cornes et puis elle aimait les récits pittoresques de son oncle. Aux haies du chemin, des chèvrefeuilles en fleurs embaumaient. Mais, au fond, elle poursuivait son « idée » de la veille. La promenade avait un but. Rolande brûlait de parler du baron :

— Est-ce que M. Malard fait de l'élevage ?

— Mais certainement, répondit Gabriel Baroney.

— Il n'est donc pas aussi excentrique qu'on se plaît à le répéter ?

— Il aime à faire ce qui lui convient, voilà tout. N'est-ce pas un peu ta propre manière de te conduire dans la vie ?

Rolande sourit du rapprochement ingénu de l'oncle Gabriel. Ils arrivaient en vue de la ferme. Au milieu de la cour, on apercevait Étienne et son frère Philippe, sa bicyclette en main, examinant un cheval, en compagnie du père Clément.

— Eh bien ! mon oncle, dit tout à coup Maxime, il nous reste à vous remercier. Nous avons promis à mère de prendre le thé avec elle et...

— Tu nous lâches, acheva Gabriel Baroney en se caressant une moustache et en examinant son neveu. D'ailleurs, tu n'as pas l'air dans ton assiette. Tu m'as laissé causer tout le temps ; ça n'est pas naturel.

Maxime se contenta de hausser les épaules. Gabriel Baroney n'insista pas et quitta sa nièce et son neveu pour rejoindre ses enfans.

Le père Clément montrait le gros percheron qu'il avait acheté à la foire du Magnet, une occasion, et qui allait être fort utile, les deux jumens du domaine n'étant guère en état de fournir du travail, pour l'instant. Étienne regardait sans parler. Il fut tout de suite évident pour son père qu'il pensait à autre chose. Et dès que la conversation eut pris fin, Gabriel interrogea son fils aîné.

— Qu'est-ce qu'il y a qui ne va pas ?

Philippe avait enfourché sa bicyclette et ils le virent bientôt descendre vers le village. Étienne eut un geste brusque de la main.

— Oui, je suis préoccupé, agacé. Ce Maxime est un chenapan.

— Maxime ?

— Oui, mon père. A vous, on n'ose rien raconter, mais à moi, à La Châtre, on me dit tout. Maxime se compromet publiquement. Ferdinand m'a cité plusieurs noms, et moi-même, samedi dernier, j'ai vu descendre de sa voiture une employée du bazar, vous savez cette grande effrontée qui s'affiche le dimanche au bras de son patron Cohen. Tout cela ne serait rien ou du moins ne me regarderait pas s'il se contentait de suborner les filles de La Châtre, mais il tourne autour de Marthe et Marthe en est tout impressionnée...

— Qu'est-ce que tu me dis là ? Voyons, moi je tombe des nues. As-tu vraiment quelque indice précis ?



Gabriel Baroney ne tombait pas d'aussi haut qu'il voulait bien le dire. Et il n'était pas fâché de voir Étienne prendre un peu la mouche.

— Mon père, je vous serais bien obligé de nous priver pendant quelque temps de la présence de ce godelureau, ou bien je le calotterai devant tout le monde.

— Ce ne serait pas une solution. Aux conséquences de cet enfant mal élevé n'ajoute pas des brutalités. Mais, tu as raison, nous allons espacer un peu nos réunions. D'autant plus que les petits commencent à trop l'admirer, à trop parler de lui. J'ai déjà eu un entretien avec Maxime...

— Il a dû vous mettre dans sa poche, selon son expression.

— Il a été suffisamment impertinent.

— Est-ce qu'ils ne vont pas bientôt s'en aller ? murmura Étienne.

— Allons, allons ! mon petit, pas de découragement. De l'énergie, que diable ! Montre-toi capable de lutter ! Tiens, la tante Anna est chez nous.

Ils gravissaient l'allée qui mène du domaine à la maison et ils venaient d'apercevoir au pied de la terrasse la grosse jument grise et la victoria du Château-Neuf. La grise fumait des pieds à la tête. On avait dû lui faire gravir la côte au trot, ce qui n'était guère dans les habitudes de la tante Anna.

« Qu'est-ce qu'il y a encore de ce côté ? se demanda Gabriel Baroney qui, tout confiant qu'il fût dans la vie, savait cependant que les ennuis viennent d'ordinaire par troupe. Est-ce que cette bonne maman Malvina serait souffrante ? »

Étienne et son père allaient pénétrer dans la grande salle : les éclats de la voix perçante de la tante Anna les arrêtaient sur le seuil. Pour la dixième fois, sans doute, la grosse dame racontait son histoire.

— Qui est-ce qui aurait cru cela d'Artémise ? Une petite si rangée, si timide. « Ah bien ! par exemple, que je lui ai dit, tu m'étonnes... » Alors, elle s'est mise à pleurer : « M. Maxime m'a dit que personne ne le saurait. Et puis il est si gentil, si drôle ! » Ah ! bien par exemple, oui, il est drôle. Mais pas toujours, pas toujours ! C'est même vilain, bien vilain ! Oh ! oui, bien vilain. Mais je ne veux pas croire qu'il ait osé embrasser Marthe...

A ce nom, Étienne bondit dans la pièce. Tante Anna poussa un cri, puis se mit à rire :

— Ah bien ! par exemple, tu m'as fait peur, Étienne. Est-ce que tu nous écoutais ?

Gabriel était entré à son tour et interrogeait sa femme des yeux. Mais la tante Anna était remontée. Personne n'aurait pu l'arrêter. Elle reprit son récit :

— Je ne sais pas ce qu'il y a de vrai là dedans, mais Artémise, la fille à Biard, le cafetier, a demandé à me parler après déjeuner et, c'est tout de même trop fort, je ne peux encore le croire, elle dit qu'elle est la bonne amie de Maxime. « Ah ! par exemple, que je lui ai dit, tu m'étonnes... » Alors, elle s'est mise à pleurer...

— Oui, ma tante, interrompit Étienne, vous l'avez déjà dit. Mais vous parliez de Marthe...

— De Marthe... oui... mais attends. Artémise avait, à ce qu'elle dit, rendez-vous avec Maxime, hier soir, dans mon potager et elle l'attendait sur le chemin, lorsque tout à coup, ah ! par exemple, c'est trop fort, elle a vu, à ce qu'elle dit, notre Maxime avec Marthe Bourin à son bras. « Laissez-moi, monsieur Maxime, disait Marthe. — Non, non, je veux vous reconduire jusque chez vous. » Artémise les a suivis par jalousie et, à un moment, ils se sont arrêtés et Maxime a embrassé Marthe. Moi, je ne peux pas croire cela. Ce serait trop, trop vilain. Mais, j'ai voulu tout de même vous avertir... Ah bien ! par exemple, ce serait fort... Dans mon jardin, mon jardin ! Je ne peux pas croire cela !

Étienne était atterré. Il s'était assis près de la tante Anna et il la regardait fixement comme pour mieux entendre, pour mieux comprendre.

Madeleine Baroney avait des larmes dans les yeux. Gabriel, debout près de la table, fixait son fils. Quand la tante Anna eut fini d'égoutter ses exclamations, Gabriel s'approcha d'Étienne :

— Ce n'est pas toi qui as reconduit Marthe chez elle hier soir ?

— Non.

— Comment, non ? et qui est-ce qui l'a reconduite ?

— Je n'en sais rien. Elle m'a quitté brusquement en me suppliant de la laisser partir seule...

— Mais pourquoi ?

— Nous avons eu une scène stupide.

Étienne, la gorge serrée, raconta en quelques mots, à son père et à sa mère, le drame du kiosque. La tante Anna, les yeux

hors du visage, avait de la peine à ne pas pousser ses clameur favorites. Lorsque Étienne se tut, sa mère parla d'abord :

— Mon pauvre garçon, comment tout cela va-t-il finir ?

— Cela finira, répondit son mari, à l'honneur d'Étienne.

— Honneur, je ne sais pas, dit Étienne ; malheur, sûrement.

— Les deux peuvent très bien aller ensemble, mais nous n'en sommes pas là. Ma chère Anna, je n'ai pas besoin, n'est-ce pas ? de te recommander le secret le plus absolu sur tout ce que nous venons de raconter devant toi. Il ne serait même pas mauvais que la petite Biarde fût chapitrée à ce sujet. Tâche donc de la revoir et de lui promettre quelque chose.

— Ah ! par exemple, oui, je vais la chapitrer. Je lui dirai...

— Oui, ma bonne Anna, tu lui diras tout ce que ton bon cœur te dictera. Nous te sommes bien reconnaissans de nous avoir mis au courant.

La tante Anna, encore émue, ne songeait pas à se lever. Il fallut que Gabriel Baroney lui conseillât d'aller voir tout de suite Artémise Biard, afin d'éviter les commérages.

— Elle est maligne, dit la tante Anna, elle ne parlera pas. Elle n'a rien à y gagner...

Ce qui n'était pas si mal raisonné pour une tante Anna, toute rouge de cette énergie qu'elle avait déployée depuis quelques heures...

Gabriel Baroney, sa femme et leur fils n'étaient pas fâchés de se retrouver tous les trois sans témoin.

— Avant tout, dit Étienne, il faut que je voie Marthe.

— Certainement, approuva son père. De mon côté, j'irai parler à Jérôme.

Madeleine Baroney ne voulut pas dire tout haut sa pensée, de peur de faire souffrir son grand fils qu'elle ne sentait pas de force à entrer en lutte avec Maxime. Une autre chose la tourmentait, l'« inconséquence » de Marthe Bourin. « Il se passe en cette petite quelque chose de singulier, se disait Madeleine Baroney ; ce n'est peut-être qu'un enfantillage dont elle se repent déjà. C'est peut-être plus sérieux et alors, elle est bien à plaindre. » Et Madeleine songea qu'il avait manqué à Marthe, en ces années si délicates de la formation de la jeune fille, la présence d'une mère. Mais il fallait qu'elle parlât à son tour

et elle proposa d'aller rendre visite à M. Bourin, « puisque cette pauvre Florence n'était plus là pour conseiller sa fille. »

Il fut convenu qu'on en reparlerait le lendemain, et Étienne, qui souffrait de cette situation équivoque, se disposa à descendre à Saint-Chartier.

— N'aie pas l'air trop méchant, mon bon Étienne. Cela n'est pas dans ton caractère, recommanda Madeleine, et si tu te reconnais le moindre tort, avoue-le gentiment. Arrange un peu tes cheveux, ta cravate.

— Ma toilette, je le crains bien, ne fera rien à l'affaire. Nous n'en sommes plus à ces petits détails. Et puis d'ailleurs, de ce côté, ne suis-je pas vaincu d'avance ? Je ne suis qu'un rustre, on ne me l'a pas caché.

— Allons donc ! toi un rustre, Étienne. Tu n'es pas plus un rustre que Maxime n'est un « homme du monde. » Et si vraiment Marthe vous juge ainsi l'un et l'autre, elle est doublement aveugle...

— A tout à l'heure, dit Étienne, sur le seuil de la grande salle. Mon avenir va se décider dans un moment.

Et il sortit, le regard anxieux, tourné vers les toits de Saint-Chartier qu'on apercevait au fond de la vallée, mêlés aux arbres, dans une confusion qui frappa Étienne.

— Cette Marthe est folle, dit Madeleine Baroney. Ce n'est pas de l'étourderie, cela ! Est-ce de la naïveté ou de l'inconscience ? Je l'avais dit que ce n'était pas la femme qui lui fallait.

— Eh ! c'était mon avis aussi, tu le sais bien, et si nous avons cédé, c'est uniquement parce que nous avons jugé qu'Étienne était un garçon assez sérieux pour ne pas s'engager à la légère... Bourin est seul coupable : il a toujours été trop absolu, trop autoritaire ; livrée tout à coup à elle-même, cette petite a perdu l'équilibre. Elle n'était pas armée contre les entreprises de ce beau parleur.

— Quel bonheur que les bans ne soient pas encore publiés, soupira Madeleine.

— Les bans, passe encore ! mais vois-tu ce qui serait arrivé si le mariage...

— Oh ! pour cela, Gabriel, on ne peut pas avoir de doute : Marthe Bourin est d'une famille honorable et elle saura se tenir en honnête femme.

— Espérons-le pour elle, mais je n'ai plus confiance...

Gabriel Baroney, les bras croisés, regardait par la fenêtre sa chère vallée :

— A la rigueur, je comprends qu'à la ville, parmi le heurt des intérêts, des tentations du luxe, des appétits, au milieu des bruits discordans, on aille de-ci, de-là, pauvre détenu privé d'horizon, mal guidé par l'instinct, mal retenu par les traditions ; mais quand on a devant les yeux ce spectacle-ci, cette grandiose simplicité, cette divine harmonie, cet espace et toute cette charmante intimité, comment peut-on ne pas voir clair en soi, comment peut-on ne pas marcher tout droit, le front haut, comment peut-on dissimuler et trahir ?

— Elle n'est peut-être pas coupable ! prononça lentement M<sup>me</sup> Baroney. Nous la jugerons mieux ce soir...

Marthe Bourin n'était pas beaucoup mieux renseignée sur elle-même que les Baroney de Filaine. Quand elle put enfin quitter le bras de Maxime et rentrer chez elle, elle monta tout droit dans sa chambre et s'y enferma pour pleurer à son aise. Tapie dans un grand fauteuil, témoin de toutes ses bouderies, de toutes ses colères enfantines, elle laissa échapper le flot contenu de son désespoir. Il lui était impossible d'enchaîner ses pensées qui s'entre-choquaient dans son pauvre cerveau fatigué. Une image se présentait obstinément à son souvenir : deux hommes, deux ombres, les poings menaçans, et, entre eux, une autre ombre toute vacillante et qui était elle-même, Marthe Bourin, fiancée déloyale. Du reste de la soirée elle ne se rappelait que la brûlure d'un baiser. Comment avait-on osé profiter de son émoi ? Pourquoi n'avait-elle pas crié ? Pourquoi s'était-elle laissée reconduire dans cette nuit fiévreuse, magnétique et méchante tout à la fois ? A aucune de ses questions, elle ne trouvait de réponse. Elle, *elle*, avoir laissé cette énormité s'accomplir, elle, Marthe Bourin, à jamais compromise, humiliée. A quoi lui avait servi de tant s'appliquer en face de Rolande, de se figer dans cette réserve dont l'excès la gênait elle-même ? Elle était la plus malheureuse des créatures. Elle n'était plus bonne qu'à pleurer, à pleurer, jusqu'à ce que fût tarie à jamais la source des larmes.

Elle passa la nuit ainsi et, quand elle s'endormit de fatigue au petit jour, elle laissa échapper des soupirs et des gémissemens tout le long de ses rêves. Lorsqu'elle s'éveilla, la réalité



lui parut si affreuse qu'elle se jeta sur son lit pour essayer de dormir encore. Mais elle s'aperçut qu'elle n'y parviendrait pas. Il fallait coûte que coûte qu'elle réfléchît à sa situation nouvelle.

Ce qui l'effrayait par-dessus tout, c'était d'affronter la présence de son père. Maître Bourin ne parlait guère et n'avait pas pour habitude d'interroger; mais, sur toutes choses, il avait, immédiatement, une opinion qu'il exprimait avec une netteté sans réplique. Qu'allait-il lire sur le visage ravagé de sa fille? Qu'allait-il deviner? Qu'allait-il décréter? Que pourrait-elle imaginer pour sa défense?

Elle voyait bien passer devant ses yeux le visage satisfait de Maxime, le visage anxieux d'Étienne et, puis, comme une ronde macabre, tourner autour d'elle, étonnés, courroucés, moqueurs, tous les Baroney de Filaine et M<sup>me</sup> Anna Bouquet et la femme du docteur et M. l'abbé, si bon d'habitude. — Quelle honte! Quelle honte! — Mais des heures, des jours peut-être les séparaient d'elle tandis qu'il allait falloir descendre déjeuner en face de son père, et c'était cela surtout qui la faisait trembler de tous ses membres...

Maître Bourin déjeunait à dix heures et demie, selon un usage qui persiste dans les petites villes du Bas-Berry. Les plus hésitants et les plus bavards de ses cliens n'ignoraient point ce détail et, de peur de mécontenter leur grave conseiller, ils n'avaient garde de le retenir dans son cabinet après l'aigre carillon qui tintait au fond du corridor quelques secondes avant la demie de dix heures. Maître Bourin était redouté et admiré de tout le monde. Grand, mince, invariablement vêtu d'une redingote noire, il était cravaté d'un non moins inamovible nœud de reps noir, dont les pans et les boucles, également minces, formaient le signe de la multiplication. Une vie méthodique avait sauvé ses cheveux qu'il portait noirs, longs et rejetés en arrière, mais maîtrisés et aplatis par un cosmétique qui n'était peut-être pas étranger à leur couleur uniforme. Ses courtes moustaches aussi étaient noires. Un teint un peu bistré accentuait encore sa gravité coutumière.

Il portait les secrets des familles du canton à la façon des jeunes prêtres qui, avant leur sermon, restent enfermés en eux-mêmes et n'osent sourire par crainte de laisser échapper quelque bribe de ce dont leur mémoire est chargée. Il avait le respect de sa mission de confiance. C'était un notaire à l'an-

cienne mode, qui s'occupait beaucoup moins d'échafauder sa propre fortune que de veiller aux intérêts de sa clientèle. Ses jeunes confrères souriaient de lui entre eux, puis l'élaient président de leur Chambre à l'unanimité.

Il avait été, deux fois, maire de Saint-Chartier et avait déployé pendant ces huit années un tel zèle d'administrateur qu'une cabale s'organisa entre gens que cette paix contrariait. Un cafetier braillard lui avait succédé à la mairie, mais on continuait de venir consulter M. Bourin à la moindre difficulté. Sa vanité, certes, était flattée; son désir d'être utile et sa passion de « tirer les choses au clair » y trouvaient surtout leur compte.

Ce matin-là, Maître Bourin fut, comme à l'ordinaire, ponctuel, il salua sa fille de son mot habituel : « Bonjour, petite, » il dénoua et déplia sa serviette avec ses gestes de tous les jours, il apertisa ses yeux pour son regard circulaire de vérification; la jeune fille remarqua tout de suite le sourcil froncé de son père. Maître Bourin était préoccupé. Le trouble de Marthe s'en accrut. Le repas fut silencieux. Maître Bourin n'était pas un très gros mangeur. Sans considérer les repas comme une corvée, — il était d'avis qu'on devait s'appliquer dans les moindres actes de la vie, — il n'aimait pas « les entr'actes entre les plats, » ni les conversations oiseuses qui « retardent la mastication. » Aussi répondait-il volontiers par des monosyllabes et réclamait-il les objets par leur nom sans se donner la peine inutile de construire une phrase : « Sel... Fourchette... Cornichons... »

Marthe avait l'appétit de ses vingt ans; mais, aujourd'hui, sa gorge serrée, la fièvre qui martelle ses tempes l'empêchent de manger. Elle attend le regard de son juge, l'éclat, la scène, le verdict. Rien ne vient. Ce sera pour le dessert.

M. Bourin frappe sur son assiette tandis qu'il pèle un fruit :  
— Café !

Comme il est pressé ! Il porte à ses lèvres sa tasse fumante, noue sa serviette rapidement. Le voici debout. Marthe toute blanche est reprise de son tremblement de la nuit.

— M. Darmond m'a fait demander d'être à midi chez lui; je pense être rentré à une heure. Si l'on me demande, que l'on fasse attendre. Adieu, petite.

M. Bourin en trois enjambées fut à la porte. Il la tira derrière lui bruyamment. Il était parti. Marthe respira profondément.

ment, et ses yeux en même temps s'emplirent de larmes. Elle était soulagée et vexée. Son père n'avait rien vu, rien deviné. Il n'était préoccupé que de l'acte que M. Darmond, un gros propriétaire des environs, allait lui faire rédiger.

Tout à coup débarrassée de ce souci qui l'avait tourmentée toute la matinée, elle feignit d'être souffrante, demanda qu'on lui fit une tasse de tilleul et alla s'enfermer dans sa chambre. Là, les plus folles pensées se mirent à tourbillonner dans son cerveau. Tantôt elle se voyait devenir la risée du bourg, puis sans transition, elle s'avancait au bras de Maxime, plein d'attentions pour elle; il l'avait épousée, et ils partaient pour Paris, en auto. Mais son père entraînait en coup de vent et dissipait ce beau rêve. Elle n'était plus maintenant qu'une loque qu'on regarde avec dégoût.

Vers quatre heures, la domestique vint lui annoncer que « M. Étienne était en bas. » Il fallait feindre et gagner du temps.

— J'ai trop mal à la tête. Dites-lui que je le prie de m'excuser.

La porte refermée, son regard se durcit et elle haussa les épaules : « Que lui voulait-on si tôt? » puis tout de suite une bouffée de stupeur embruma ses yeux. Elle cacha son visage dans ses deux pauvres mains impuissantes à retenir les larmes.

« S'il savait! s'il savait! » murmurait-elle en songeant à Étienne qui s'en retournait, tête basse, vers Filaine. Elle se demanda comment elle pourrait jamais aborder son fiancé, lui parler. Dans son ingénuité, elle n'arrivait pas à se faire une idée exacte de l'importance de l'événement qui la bouleversait. Ce baiser reçu, subi, prenait tour à tour, dans sa mémoire, la figure d'une horrible blessure dont elle porterait la cicatrice sa vie durant, et la forme d'une fleur épanouie dont le parfum continuait de l'enivrer.

Le marteau de l'entrée retentit à nouveau et, dans son désarroi, l'abandonnée fit les souhaits les plus insensés et les plus contradictoires : elle eût voulu voir arriver son frère, qui était aux Colonies, ou Rolande, ou sa tante Lucienne, de Châteauroux. Elle eût voulu voir entrer quelqu'un à qui elle aurait pu tout dire ou tout cacher... C'était tout simplement Gabriel Baroney.

La bonne lui avait répété la phrase qui avait déjà servi



pour Étienne, mais Gabriel Baroney avait passé outre et grimpé l'escalier sans façon. Il connaissait le chemin. Il savait que le salon et la chambre de Marthe étaient au premier, séparés par une porte à travers laquelle il allait pouvoir obtenir des nouvelles toutes fraîches.

Du revers de sa main, il frappa deux fois, légèrement, la boiserie. Marthe, sans plus réfléchir, s'élança et ouvrit. A la vue de Gabriel Baroney, son visage, un instant détendu, se ferma.

— Bonjour, Marthe, dit le visiteur inattendu ; où voulez-vous que nous cautions ? Chez vous, ou dans le salon ?

Il y avait une telle assurance dans son accent que la jeune fille comprit qu'il savait quelque chose. Elle n'osait le regarder en face et ne pensa pas un instant à parler de « sa migraine. » Elle répondit dans un souffle :

— Où vous voudrez, père...

Cependant Gabriel Baroney entendit, et cette confusion augmenta son courage... Ils s'installèrent tout près l'un de l'autre, dans le salon, dont les volets étaient à demi tirés, mais cette pénombre ne déplaisait ni à l'un ni à l'autre.

— Voyons, ma petite Marthe, parlez-moi franchement... Qu'est-ce qui se passe ?

— Mais rien.

— Si, mon enfant. Vous ne vous en rendez peut-être pas bien compte, mais il y a quelque chose. Interrogez-vous loyalement. Pourquoi n'avez-vous pas voulu recevoir Étienne ? Il rentrait chez nous la figure décomposée quand je l'ai rencontré. Je sais qu'il y a eu, hier soir, entre vous, une petite querelle. Mais cela justifie-t-il l'affront que vous venez de lui faire ? Profitant de l'occasion qu'il vous offrait, vous auriez dû lui tendre la main, et, au contraire, vous avez défendu votre porte... Vous avez donc une autre raison de vous tenir enfermée. Dites-la-moi. J'ai habitué mes enfans à tout me raconter de ce qui se passe en eux. Je crois qu'ils s'en trouvent bien. Quand je suis entré, vous m'avez appelé « père. » Prouvez-moi que vous êtes encore ma fille... ma petite Marthe. Un peu de courage. Vous verrez comme cela vous fera du bien.

Marthe Bourin écoutait de tout son être les paroles à la fois fermes et conciliantes de Gabriel Baroney. Son mutisme se détendait peu à peu ; sa mauvaise humeur se dissolvait ; cepen-

dant les mots ne venaient pas : tout à coup, des larmes emplirent ses yeux, roulèrent sur ses joues.

— Mais vous avez peut-être déjà tout dit à votre père?

— Oh! papa, dit la jeune fille à travers ses sanglots, papa ne s'inquiète pas de moi. Il est trop occupé. Il est content de mon mariage. Mais il ne m'en parle guère... Je suis toute seule, ici, toute seule.

— Oui, je vois, ma pauvre enfant... C'est votre mère qui vous manque... Aussi puis-je vous conseiller? Venez ici, plus près de moi. Il n'est rien de mieux pour dire la vérité. Qu'est-ce qui se passe? Ma question est-elle trop vague? Précisons. Si je vais trop loin, vous m'arrêterez...

— Comme vous êtes bon! J'ai tant, tant besoin qu'on m'écoute, qu'on me guide. Je ne sais ce qui se passe en moi. Je ne me reconnais plus moi-même. Je suis troublée, troublée...

— Oui, je le sais. Et cela date déjà de quelque temps. Je l'avais remarqué...

— Vous l'aviez remarqué?

— Oui, mon enfant. Vous n'aviez plus la même façon d'écouter, de rire, de répondre. Vous n'étiez pas *naturelle*. Ce bon Étienne vous aime trop pour saisir ces nuances. Il a fallu cette altercation pour lui ouvrir les yeux. Et peut-être était-il trop tard?

— Croyez-vous, père?

— Nous allons nous en rendre compte, tous deux.

Gabriel Baroney regardait Marthe affectueusement, il l'écoutait, mais il avait encore d'autres témoins de son émotion : ces mains si vivantes, si frémissantes, et qui s'abandonnaient entre les siennes. Gabriel Baroney savait tout avant le brusque aveu qui jaillit des lèvres de la jeune fille :

— J'ai peur de ne pas aimer M. Étienne... comme il faudrait.

— Tout est là, ma chère Marthe, et si vous croyez cela, c'est que vous en aimez déjà un autre. Ne dites pas non. Je ne serai pas indiscret. Votre secret vous appartient. A mesure que vous vous éloignez de mon fils, vous m'échappez davantage.

— Oh! père, soyez bon jusqu'au bout. Ne m'abandonnez pas. Je voudrais pouvoir vous dire ce qui s'est passé hier soir, après que j'ai fui, pour ma perte, peut-être, M. Étienne...

— Je sais qui vous a reconduit jusque chez vous...

— Vous savez?

— Oui. Quelqu'un vous a suivi. Oh ! n'ayez crainte. Quelqu'un qui ne nous est rien ni à l'un ni à l'autre... Alors, maintenant, que pensez-vous faire ?

— Je ne sais pas, moi, je ne sais rien...

Les larmes étaient prêtes à revenir. Gabriel Baroney sentit que la pauvre fille était sincère et aussi qu'elle n'était pas coupable ou, du moins, pas responsable de ce qui était arrivé. Il était venu en père offensé et, peu à peu, il se transformait en protecteur. Son grand front blanc était comme un miroir sur lequel Marthe Bourin attachait ses regards...

— Je ne sais pas, répéta-t-elle, mais vous allez me le dire. Ah ! si mon père m'avait parlé comme cela. Je n'en serais pas où j'en suis. Je saurais ce que j'ai fait. Je saurais à quoi cela m'engage.

— Ma chère enfant, prononça Gabriel Baroney après un instant de réflexion, l'importance d'un acte est en rapport avec le plus ou moins grand don de soi qui s'y trouve mêlé... Je devine de quoi vous voulez parler... On n'est pas maître des actions des autres... Mais il n'y a pas que ce... baiser subi. Il y a une situation nouvelle. Vous ne vous êtes pas assez... révoltée pour être considérée comme une victime. A mesure que vous me parlez et malgré vos réticences, je me persuade davantage que vous avez pris une voie autre et que vous ne pouvez plus retourner en arrière... Je vois qu'il ne peut plus être question d'Étienne, et cela, je le déplore et pour lui et pour vous. Vous auriez eu un bon mari ! L'espèce est assez rare... Vous aviez la sécurité, vous allez vers l'inconnu. Je fais des vœux pour que vous ne rencontriez pas trop de ronces sur votre chemin...

— Si l'on ne veut pas de moi, je resterai fille, voilà tout.

— Ce n'est pas si simple, même de rester fille. Et puis, qui sait si l'on se dérobera ? Les Baroney sont tous des honnêtes gens.

— Oui, je le sais... et c'est peut-être pour cela que j'ai été si faible.

— Non, ça n'est pas pour cela, ne vous faites pas d'illusion. Vous n'avez rien calculé ; aussi je vous conserve mon amitié...

— Vous ne m'en voulez pas trop ? Je suis pourtant bien coupable après l'accueil qui m'avait été fait par tous les vôtres.

— Je ne vous garde pas rancune parce que je sens que, si vous faites souffrir mon garçon, vous allez bientôt avoir à souffrir. C'est *certain*.

— Ce sera ma punition. Je l'accepte d'avance.

— Vous avez raison. Si vous obtenez un peu de bonheur, il sera centuplé par ces bonnes dispositions. Et voyez comme la vie est logique ; elle vous apporte l'amour peut-être ? et tout un cortège de tracas ; puis, tout de suite, elle vous mûrit, elle vous arme pour que vous sachiez, à l'avenir, prendre mieux vos précautions.

La voix de Gabriel Baroney s'était faite plus grave pour prononcer ces derniers mots. Il y eut ensuite un silence ; il se leva, passa la main sur son grand front, saisit son chapeau qu'il avait posé sur un meuble en entrant, et se dirigea vers le vestibule. Avant de quitter Marthe, il se tourna vers elle, considéra un instant son visage que l'émoi embellissait et lui dit :

— Mon pauvre Étienne, lui aussi, va beaucoup souffrir... et il n'a rien à se reprocher... Mais je ne suis pas fâché d'avoir eu cet entretien avec vous. Nous avons remis les choses au point et, grâce à votre franchise, gagné du temps. C'est très bien d'être franc dans tous les momens dramatiques de l'existence, surtout lorsque cette sincérité peut réparer, — ça n'est pas toujours possible, — les désordres qu'entraîne l'orgueil mal dompté... Ah ! mon enfant ! méfiez-vous de l'orgueil... De ce pas, je vais voir mon frère Jérôme. Et peut-être lui parlerai-je de vous.

Marthe Bourin rentra à petits pas dans sa chambre. Ses yeux pétillaient presque, à son insu. Tout son jeune corps flexible se redressait comme l'arbuste après l'orage. Elle n'avait point quitté de la journée le petit tablier écossais à bavette qu'aimait son père et qu'elle avait revêtu pour le déjeuner. Ses poings se caressaient aux poches comme des oiselets dans leur nid. Elle s'arrêta devant l'armoire à glace et se sourit. Pourquoi se sentait-elle comme délivrée de tout remords ? Et même ce n'était pas le passé seul qui lui apparaissait sous un jour favorable, l'avenir aussi s'ouvrait, pour elle, tout illuminé.

Elle se permit alors de songer plus ouvertement à Maxime. Elle se souvenait de toutes ses paroles : « Laissez-moi vous reconduire... J'ai, du reste, beaucoup de choses à vous dire... Ce que vous avez fait est très brave et je vous en félicite d'autant plus que votre geste a été tout spontané... Vous ne pouvez pas aimer ce rustaud d'Étienné. Vous êtes trop fine pour lui. Il ne vous comprendra jamais. Il lui faut une fermière. Et, pour vous, je vois un jeune homme d'aujourd'hui qui sache s'habiller, causer, rire et surtout s'apercevoir que vous êtes charmante... »

Elle répétait tout bas les mots, avec les inflexions câlines et elle revoyait, tourné vers elle, dans la clarté lunaire, le regard enjôleur et les lèvres, si nettement, si joliment dessinées.

Et parbleu, oui ! C'était Maxime qu'elle aimait. Il la ferait souffrir ? Pourquoi ? et puis qu'importe ! Qui est-ce qui ne souffrait pas, ici-bas, par quelqu'un ?... Mais souffrir près de Maxime, souffrir par Maxime, quelle délicieuse perspective !... D'ailleurs Maxime saurait vite reconnaître qu'elle lui serait utile. Comme contrepoids à sa désinvolture, à son égoïsme libéré de toute contrainte, elle apporterait toute la modération et la prudence héritée de son père et toute la sagesse ménagère que l'absente lui avait léguée. Ils feront un « parfait » ménage.

Comme Gabriel Baroney avait été bon pour elle, comme il avait su la confesser sans la froisser ! Quel excellent homme ! « Comme c'est dommage, se dit-elle ingénument à mi-voix, qu'il ne soit pas le père de Maxime ! »

Gabriel Baroney n'était pas le père de Maxime, mais il en tenait l'emploi.

Il était en face de son frère, dans son atelier d'Épirange, et cherchait à engrener une conversation : ce n'était point aisé. Jérôme, grimpé sur une haute chaise et à moitié couché sur les larges planches qui servaient de table, vérifiait des dessins :

— Alors tu ne t'aperçois de rien ? disait Gabriel.

— Est-ce qu'il y a quelque chose à voir ? demandait sans enthousiasme Jérôme. Laisse-moi le temps de finir, nous causerons après tant que tu voudras...

Et l'on n'aurait pas su dire s'il parlait de terminer quelque menu travail ou le château lui-même dont il avait entrepris la restauration.

— Alors, je m'en vais.

— Mais non, reste donc. Parle, je t'écoute. Je puis très bien entendre tout en calculant. Il y a entre les deux corps de bâtiment de l'Ouest et du Midi un changement de niveau presque insignifiant, mais qui me tracasse. Il devait y avoir à cette anomalie une raison que je ne saisis pas. Ces diables d'hommes ne faisaient rien à la légère. Figure-toi...

Gabriel Baroney poussait de gros soupirs, et, les bras dans le dos, se torturait les mains d'impatience. Il laissa son frère aller jusqu'au bout de son éloge des architectes de la Renaissance, puis, suivant son idée, lui aussi, et jugeant qu'il fallait frapper



un grand coup pour se faire entendre, il mit la main sur les papiers étalés devant Jérôme et, le regardant en face, il prononça ces mots :

— Mon cher Jérôme, je ne veux pas te déranger davantage, mon temps à moi aussi est précieux. J'étais venu simplement te dire que Maxime te prépare une surprise de sa façon et pas très jolie.

— Maxime ? il est capable de tout. Je vois plus de choses que l'on ne croit. Et ce que je ne vois pas, je le devine.

Jérôme repoussait peu à peu la main de son frère et alignait avec soin ses papiers, tout en parlant au hasard :

— Je le connais, le gaillard ! Il m'en a déjà fait voir de plusieurs couleurs. Et quelle est sa dernière aventure ? Tu sais, avec lui, ça ne tire jamais à conséquence. Il flirte à la hussarde, puis il esquisse une belle révérence. Ne t'inquiète pas de lui !

— Il n'y a pas que lui dans cette affaire, et sa facilité à disparaître, son méfait commis, ne peut que m'alarmer davantage.

— Ah ! ah ! C'est si sérieux que cela. Alors, tu devrais lui en parler. Il t'écouterait mieux que moi. Le discours d'un père, c'est un peu pompier, aujourd'hui.

— Celui d'un oncle, c'est encore pire. Toutefois, j'ai bien l'intention de lui glisser quelques mots... Auparavant, je voulais te mettre au courant.

— Je te donne carte blanche. J'ai eu assez d'embêtements avec lui à Paris. Ici, tu es chez toi. Tu es le maître. Mieux que cela, c'est toi qui nous a amenés ici. Tu es responsable de tout ce qui arrive !

Et Jérôme se mit à rire bruyamment, content de son bon mot. Il enleva ses lunettes bleues pour les essuyer, regarda son frère en face pour la première fois, puis les remit vite devant ses yeux. Gabriel écarta les bras en signe d'irrévocable impuissance :

— Sacristi ! tu n'es pas curieux.

— Ma foi, non. Ou plutôt, je suis un peu blasé. Que cela te passionne, rien de plus naturel : c'est nouveau pour toi !

— Mais enfin, c'est ton fils, dit Gabriel qui ne put s'empêcher d'exprimer son étonnement. Le travail, c'est très bien, mais ta famille...

— Ma famille ?... Sans moi, ils n'en mèneraient pas large, tous trois.

Jérôme était déjà recouché sur sa planche à dessin. Tout à coup, il s'écria :

— J'ai trouvé... Parfaitement... C'est ça !... Comment n'y ai-je pas songé plus tôt ? Ah ! les bougres !... Il faudra que j'aille conter cela au baron... Je crois qu'il sera satisfait...

Mais Gabriel à son tour n'écoutait plus. Il venait d'apercevoir Maxime par la fenêtre. Voulant tout de suite achever la mission qu'il s'était donnée, il s'élança dehors.

— Ah ! Maxime ! Viens donc t'asseoir avec moi sur un banc que je connais à l'entrée du bois.

C'était une allée couverte qui menait aux bords de l'IGNERAIE. Quand ils furent installés, il ajouta :

— J'ai à te parler sans témoins.

— Sans témoins, mon oncle ! Est-ce que vous voudriez m'assassiner ? s'écria Maxime, ennuyé de rencontrer son oncle là où il comptait saluer le baron MALARD.

— Non, ni te couvrir de fleurs, — répliqua brusquement Gabriel BARONEY. L'indifférence de son frère l'avait impatienté et l'accueil de Maxime achevait de le faire sortir de son caractère. — Je viens, en deux mots, te demander si tu es un honnête homme, ou un paltoquet.

— Oh ! mon oncle, ni l'un ni l'autre, très probablement. En ceci du moins, je suis assez partisan du juste milieu. Je ne mérite ni cet excès d'honneur, ni cette indignité.

— A mon humble avis, tu mériterais des gifles, tout bonnement.

— Pourquoi me dites-vous cela ?

— Parce que je connais, minute par minute, l'emploi de ta soirée d'hier.

— Eh bien ! mais, mon cher oncle, cette soirée n'est pas toute à mon déshonneur.

— Laisse-moi parler. Je ne veux pas te faire de discours ni de morale. Tu as grossièrement agi envers ton cousin Étienne et tu as compromis une jeune fille des plus honorables.

— Compromis ?

— Cinq personnes savent à quoi s'en tenir sur ta conduite « chevaleresque » de Filaine au Château-Neuf. Demain, quoi qu'on fasse, il y en aura vingt.

— En voilà un pays !

Maxime fronça le sourcil. Il sentit tout à coup qu'il n'avait

plus le beau rôle. Il n'était pas, depuis le matin, très rassuré sur les conséquences de sa promenade nocturne avec la fiancée d'Étienne. On a beau se croire libéré des traditions, on n'en ressent pas moins quelque malaise à l'examen d'un acte malpropre que l'on vient de commettre. Maxime, heureux d'un côté d'avoir joué un bon tour à Étienne, cherchait maintenant une issue à cette situation où il s'était jeté à l'aveuglette.

— Tu as même fait pis que compromettre cette petite, tu l'as troublée. Je viens de la voir. Tant que tu restais dans la théorie ou dans le simple badinage, je voulais bien prendre plaisir à tes propos. Je sentais même pousser en moi la sotte vanité d'avoir un neveu spirituel... Mais c'est fini de rire. De la théorie tu es descendu aux réalisations. C'est du propre. Je croyais que, pour un jeune homme d'éducation chrétienne, une jeune fille était un être digne de respect et deux fois sacrée, lorsqu'elle était fiancée. On a changé tout cela, probablement. On ne respecte plus le mariage, comment garderait-on des égards pour une personne qui a engagé sa foi sur parole ! Est-ce que cela compte, un serment ?... Moi, je suis resté vieux jeu, et sais-tu le vrai nom qui te convient, depuis hier, ... ne ricane pas d'avance ! Tu es un voleur !

Maxime se leva, piqué au vif. Ses lèvres étaient blanches et tremblaient.

Gabriel ne lui laissa pas le temps de réfléchir.

— Tu trouves le mot un peu précis ? Il t'a ouvert les yeux. Puisse-t-il t'obliger à la réflexion et te montrer ton devoir !

Gabriel Baroney se tut. A son tour, il se leva du banc. Il croisa les bras et attendit, comme un juge, la réponse de son neveu. Celui-ci ne semblait plus pressé de parler. Il se livrait en lui un étrange combat. Son orgueil se regimbait, mais à son dépit se mêlait la honte. Il ne savait contre qui il avait le plus de colère, contre son oncle ou contre lui-même. Les mains dans les poches, les sourcils rejoints, il allait de long en large dans l'allée, devant Gabriel immobile. Tout à coup, il regarda son oncle en face et, haussant d'une saccade ses épaules, il dit :

— J'avoue que j'ai agi comme un idiot. Seulement, vrai, cette petite semblait si peu tenir à Étienne, et Étienne avait l'air si godiche en face d'elle que...

— Laisse Étienne tranquille. Est-ce que tu peux le comprendre ? Il est dix fois ton maître, entends-tu ? dix fois, en tout ! sauf dans l'art d'enjôler les filles ! Godiche, si tu veux, mais c'est



grâce aux gens de sa sorte que notre pays ne croulera pas de sitôt dans la fange définitive que nous préparent les « gigolos » de ton espèce.

Le visage de Gabriel Baroney, si calme d'ordinaire, était pourpre. Les yeux eux-mêmes étaient injectés de sang. Maxime au contraire reprenait possession de ses moyens. Il songea soudain à la fameuse scène de Musset et, prenant le ton ironique et l'air impertinent de Le Bargy, il s'écria, les mains tendues :

— Mon oncle Van Buck, vous allez vous mettre en colère...

C'était si imprévu, si blessant et si niais tout à la fois que Gabriel Baroney laissa tomber ses mains de découragement. Il n'y avait rien à tirer de cet insolent, de ce grimacier ! Cependant il ne voulait pas encore abandonner la partie :

— Je dois t'avertir, pour ta gouverne, prononça-t-il, épuisé, que le père Bourin n'est pas homme à se laisser jouer.

— Qui vous dit, mon oncle, que je veuille me moquer de lui et de sa fille ?

Gabriel était abasourdi. Avec sa loyauté coutumière, il se refusa à suspecter la sincérité de Maxime. Son visage s'éclaira d'un espoir et il s'écria :

— Tu épouserais Marthe ?

— Pourquoi pas ? répondit son neveu, impassible. Si elle est troublée, c'est qu'elle m'aime, et c'est le principal.

— Ta main, Maxime. Si tu fais cela, je te rends toute mon estime !

Maxime tendit une main un peu molle, — il fallait bien encore jouer la comédie de l'indifférence, — que son oncle serra de toutes ses forces.

— Vous ne m'avez pas laissé le temps de m'expliquer, commenta Maxime.

Cependant, ils n'avaient plus rien à se dire et ils se séparèrent bientôt.

Gabriel Baroney remonta à Filaine par le plus long chemin. Le résultat de sa triple ambassade n'était guère satisfaisant au point de vue d'Étienne. Sans doute, son fils n'était point homme à se livrer à des excentricités. Il supporterait vaillamment sa mauvaise fortune. Mais il n'en souffrirait que plus. Et puis vraiment, c'était injuste...

Et Gabriel Baroney marchait, le front bas, par le petit chemin à ornières et par les larges « traînes » herbues. Il ne regardait

ni ses champs, ni les arbres, ni sa chère vallée, ni le ciel. Il évita de passer par le champ de « l'Oreille, » où vingt moissonneurs travaillaient depuis le matin. Il n'existait plus pour lui, en ce moment, que le désordre apporté par Maxime et que la douleur de son enfant.

## VI. — LE BEL ARBRE

D'un pas nerveux, serrant dans son poing la canne dont il décapitait sur son passage les fleurs et les pousses fragiles, les lèvres pincées, le feutre en bataille, Maxime Baroney remontait vers le Château-Neuf. Il n'était pas du tout content de ce qu'il avait fait, pas davantage de ce qu'il venait de dire. Il sentait qu'il s'enlizait. Aussi convenait-il de prendre une rapide décision. Rolande était de bon conseil, parfois. Il allait consulter Rolande. Cela ne le ravissait guère. Lui qui ne préparait jamais ses discours, il pesait les phrases par lesquelles il allait mettre sa sœur au courant de la situation. Besogne inutile : Rolande, assez négligée dans ses atours, quelque peu échevelée, était debout sur le perron et l'accueillit par ces mots :

— Eh bien ! tu en fais de belles. Écoute ce « raffût ! » On parle de toi là dedans et dans des termes tout à fait coquets !

Et d'un geste bref, elle indiqua la fenêtre de la cuisine.

— De moi ? à quel propos ?

— Oh ! tu sais, ça ne prend pas, ces airs-là. Si tu ne sais rien, je vais te renseigner : la petite Biard que tu as courisée, — tu les prendras bientôt au biberon, — fait courir toute sorte de bruits sur ta conduite, et la Louise, la mère d'Ernestine, veut retirer sa fille d'une maison où habite un débauché tel que toi. La tante Anna est « aux cent coups. » La vois-tu perdant, et par ta faute, sa brodeuse de fin ? Nous serions jolis. Avec cela que c'est gai ici, déjà ! Vrai, tu aurais pu braconner plus loin !...

— Je commence à en avoir plein le dos du patelin, et toi ? Qu'est-ce que tu dirais d'une fuite prompte vers des rivages plus hospitaliers ?

— Une fuite ? tu choisis bien le moment !... Et l'héritage de la tante Anna, qu'est-ce que tu en fais ?

— L'héritage de la tante Anna ! Dans cent un ans, merci... Je repasserai...

La voix de la Louise se fit à ce moment-là plus stridente :

— J'veus dis qu'c'est un saligaud, ce'ch'ti fi-là.

— Ça, c'est pour toi, dit Rolande, ses noirs sourcils froncés. Sérieusement, tâche d'arranger ça.

— Arranger ! Tu ignores le principal, ma pauvre vieille. Cette sale gosse d'Artémise, il suffira de quelques louis à sa famille, pour la remettre au pas... Mais il y a autre chose. J'ai soufflé Marthe à la barbe d'Étienne ! Et il paraît que cela se sait déjà. Artémise nous a épiés et dénoncés.

— Qu'est-ce que tu dis ? s'écria Rolande, au comble de la surprise. Marthe et toi ! Toi ! toi ! et... et... Marthe Bourin ?

Elle répétait ces mots comme si elle n'arrivait pas à comprendre. Maxime traversait un pénible moment. Rolande était son égale et les exclamations de sa sœur l'atteignaient en plein orgueil. Il y eut un silence pendant lequel Maxime mesura mieux la profondeur de sa sottise et qui permit à Rolande de se sentir supérieure à son frère.

— Marthe Bourin ! C'est à n'y pas croire ! Cette mijaurée qui prenait des airs offusqués en apprenant que j'allais dans tous les théâtres... Mademoiselle choisit ; elle tient, aux champs, l'emploi des Marguerites. Aux jeux de scène elle préfère les réalités. C'est à se tordre ! Ah ! la pureté provinciale !

— Tu sais, interrompt Maxime, elle n'est pas venue toute seule dans mes bras. J'ai joué mon rôle...

— Oui, oui, je m'y attends. Mais ça ne m'empêche pas de trouver qu'elle s'est conduite comme une poupée pleine de son ou comme une roublarde achevée. Ah ! bien, je la retiens, celle-là. Étienne en verra de toutes les couleurs... Qu'est-ce que l'oncle Gabriel va penser de cette aventure si jamais il est mis au courant ?

— Il sait tout déjà... Je le quitte à l'instant... Il a été un peu dur... Et puis il s'est radouci...

— Radouci ?... Alors ?

— Il paraît que la petite m'aime !

— Marthe ?... et puis ?

— Et puis... rien... ou tout. Qu'est-ce que tu veux que je te dise ? Attendons les événemens. Ne précipitons rien. Tiens, voilà la cloche du diner. J'ai une faim d'ogre... Les émotions me creusent, comme dirait l'oncle de Filaine...

Rolande tourna le dos à son frère et rentra brusquement, sans ajouter un mot. Elle avait à se recoiffer, puis à préparer

ses desserts. Maxime attendit le second coup pour se diriger vers la salle à manger. « Pourvu, se disait-il, que la tante Anna ne me fasse pas une scène ridicule! Je lui éclaterais au nez et Rolande serait furibonde. »

Ce fut d'abord du désarroi. La vieille tante Malvina était installée à sa place d'honneur et attaquait déjà son potage. En face d'elle, la chaise de Jérôme restait vide. Comme d'habitude, l'architecte était en retard. Maxime s'assit à la droite de l'aïeule silencieuse, puis la tante Anna à la droite du couvert de Jérôme. M<sup>me</sup> Jérôme Baroney avait sa migraine, et la scène de la Louise avait achevé de la décider à monter se coucher. Rolande arriva seule, un peu trop poudrée, et tout de suite elle parla pour rompre le mauvais charme qui semblait figer les hôtes du Château-Neuf. Mais personne ne lui répondit. Ernestine servait; toute rouge d'avoir été ainsi mise sur la sellette et jetant à la dérobée des regards d'envie et d'admiration étonnée vers Maxime qui, contre sa coutume, n'ouvrait la bouche que pour manger et boire.

Au beau milieu du service, Jérôme arriva sur la pointe de ses gros souliers et souriant derrière ses lunettes. Il était heureux. Tout allait bien sur le chantier.

— Bonsoir, tante Malvina, bonsoir Anna. Ah! Fanny a sa migraine. Ça va, petite? Bonsoir, toi...

Jérôme n'oubliait personne. Puis il se jeta sur la soupe qu'il avala brûlante. Il renaissait, littéralement, de jour en jour; même sa vue semblait s'améliorer. Il avait plaisir à manger, plaisir à boire, plaisir aussi à voir davantage sa famille.

— Ah! bonnes gens, reprit-il à la dernière cuillerée, qu'on est au calme ici et qu'il fait bon ce soir dans la vallée! Le baron est toujours aimable. Il m'a adopté. Il assure qu'il ne pourra plus se séparer de moi, qu'il vit les plus heureux jours de son existence.

Mais on n'entendait guère le pauvre homme. On avait tellement l'habitude de ne point écouter ses ordinaires propos de bâtisse!... Maxime ruminait une sorte d'amende honorable pour la tante Anna, qui était plus cramoisie que nature et visiblement agitée. Lorsque son père eut terminé son « boniment » (ainsi que Maxime appelait ce plaidoyer *pro domo*), il se tourna vers elle :

— C'est égal, ma tante, je crois que nous devenons un peu

encombrans et que vous seriez ravie de nous voir partir. Cela ne tardera pas, allez.

— Oh bien ! par exemple, commença l'intrépide tante.

— Qu'est-ce que tu dis ? s'écria Jérôme en soulevant ses lunettes bleues, pour mieux voir son fils...

— Je dis que nous n'allons pas nous éterniser à Saint-Chartier. Je ne parle pas pour vous, mon père, bien entendu.

— A la bonne heure ! Moi, je me sens très bien ici. Et je ne me trouve pas encombrant. Qu'est-ce que tu en dis, Anna ?...

— Oh ! moi, Jérôme, tu penses bien...

Les mots ne lui venaient pas. Ses yeux seuls sortaient de sa tête.

— Enfin, tante, reprit Maxime, ayez encore quelques jours de patience. Rolande et moi avons comploté d'emmener mère faire une grande tournée en auto...

La tante Anna, ne sachant que dire, gloussait par contenance...

— En voilà une idée, dit Jérôme en haussant les épaules et en se replongeant dans son assiette.

A ce moment, Ernestine rentra avec une enveloppe qu'elle porta à Maxime. Au dos, il lut : « Étude de M<sup>e</sup> Bourin, notaire à Saint-Chartier, Indre. » Il l'ouvrit d'un doigt rapide. Deux lignes seulement, d'une toute petite écriture, au milieu de la page. L'encre était à peine sèche, et les mots portaient encore des parcelles de poudre bleue :

« Monsieur,

« Vous êtes prié de vous présenter à mon étude le plus tôt qu'il vous sera possible. Affaire urgente.

« J'ai l'honneur de vous saluer.

« BOURIN. »

et en bas, cette indication précise :

« M. Baroney (Maxime), chez M<sup>me</sup> Anna Bouquet, au Château-Neuf. »

Maxime froissa brusquement le papier en maugréant :

— Oh ! il m'embête, celui-là !

Rolande interrogeait son frère du regard. Alors Maxime lança le nom de son correspondant, sans détail :

— Bourin.

D'un œil soupçonneux, Jérôme avait suivi tout le manège de son fils. A ce nom, il s'écria :



— Bourin t'écrit. Qu'est-ce qu'il peut bien te vouloir ?

— Je n'en sais rien, répondit Maxime, sèchement ; puis se levant, il mit la lettre dans sa poche et sortit en murmurant :

— Je veux en avoir le cœur net.

La tante Anna était devenue violette : on la devinait près d'éclater ; Rolande jouait nerveusement avec une petite cuiller. Seule la vieille tante Malvina restait absente et mâchonnait les fruits qu'on lui avait servis.

— Enfin, qu'est-ce qu'il y a ? demanda Jérôme. Vous avez l'air d'être au courant, vous deux. Dis-moi, Anna...

La tante Anna n'attendait que le moment de parler, mais elle avait attendu trop longtemps, les mots se précipitèrent au hasard :

— Ah bien ! par exemple, oui, je suis au courant. Mais j'aimerais mieux ne rien savoir, parce que... Ah ! oui, c'est joli. Mon jardin... et puis Artémise tient bien ses promesses. Oui ! par exemple, elle tient bien ses promesses !... Mais Ernestine ne peut pas s'en aller ; non, elle ne peut pas s'en aller.

Devant ce flot incohérent, la tante Malvina leva le front, s'étonna. Jérôme recula sa chaise et se tourna vers sa fille qui agita ses mains pour se récuser.

— Moi ? Oh ! papa, ne compte pas sur moi. Je n'y comprends rien. Et puis, j'ai horreur de ces cancanes de petit trou. S'il y a quelque chose d'important à savoir, Maxime nous l'apprendra à son retour.

— Et où va-t-il ?

— Chez M. Bourin. Il l'a dit tout haut.

— Maxime, chez Bourin, c'est du plus haut comique...

— Tu trouves ?

— Est-ce qu'il veut entrer dans son étude ?

— Non, je ne crois pas.

— Enfin, vous ne voulez rien me dire, c'est parfait.

Et tout son corps s'affaissa, ses traits se tirèrent. Il avait suffi de ce nouvel ennui pour le faire rentrer dans la peau du vieil homme des veillées parisiennes.

— Je me demande, reprit-il, pour combien vous me comptez ? Pour un simple zéro. Un fournisseur de pièces de cent sous. Utile au dehors, mais toujours de trop dans les conversations. Eh ! j'y songe. Gabriel est venu me voir cet après-midi et voulait absolument m'entretenir d'une chose grave. Je l'ai envoyé promener. J'ai eu tort. Il m'aurait tout dit... Maxime a commis

encore une sottise. Ah! l'animal, il s'y entend à compliquer l'existence, sous prétexte qu'il ne faut pas se faire de bile... Bourin le demande. Quelque famille qui a à se plaindre de notre cher jeune homme... Un beau jour, on nous le rapportera avec une balle dans la tête...

— Oh! papa, peux-tu dire des choses pareilles!... Tu n'as pas de cœur!

Et, sur ce beau mot, Rolande sortit. Elle brûlait d'aller au-devant de son frère, de connaître l'avenir. Elle aurait voulu pouvoir accompagner Maxime, combattre à son côté. Elle était dans un jour « Bernstein, » comme elle disait. Elle attendit une grande heure dans le jardin, l'oreille aux aguets, les yeux plongés dans la nuit, toute noire.

Enfin, Maxime parut. Son allure n'était point celle d'un vainqueur.

— Eh bien? lui lança de loin Rolande.

Maxime hâta le pas, puis à mi-voix :

— Eh bien!... j'épouse.

— Tu épouses? qui? quoi? voyons, explique-toi.

— J'épouse Marthe Bourin.

Rolande partit d'un éclat de rire nerveux.

— J'aurais voulu te voir à ma place, expliqua Maxime en colère. C'est un terrible homme que ce Bourin. Il m'a fait peur, je l'avoue. En voilà un qui ne transige pas sur les affaires d'honneur. Toute la conversation a eu lieu debout, dans son cabinet. Il a la tête de plus que moi et de grandes mains sèches. Si j'avais fait le moindre mouvement pour me dérober, j'ai eu le sentiment très net qu'il m'étranglait.

— Tu auras un beau-père agréable.

— Il aura son bon côté. Pour le dégoûter de moi, je lui ai avoué mes dettes. Il les payera! Mes défauts. Il m'en corrigera,... à ce qu'il prétend. Il va me faire entrer dans une étude à La Châtre et il l'achètera pour moi... dans quelques années...

— Est-ce que c'est lui qui te couchera?

— Oui, sur son testament... Et puis, tu sais, en mon honneur, il double la dot.

— Le pauvre homme! tu vas lui coûter cher... mais ce que fille veut... C'est bien ce que je pensais. Cette petite pensionnaire est une rouée... Elle t'a gentiment pris dans son filet à papillon...

— Mais non, Marthe n'a eu qu'à avouer sous l'empire de

la peur. Son père avait été renseigné par la rumeur publique.

— Quel trou! Et c'est là que tu vas t'enterrer?

— L'avenir nous dira cela. N'anticipons pas.

— Il est joli, ton grand tour en auto...

— Il colle toujours. Tu penses que je ne tiens pas à faire une cour officielle à Marthe, aux yeux des badauds. Un voyage s'impose plus que jamais. Nous emmenons la petite avec nous, voilà tout...

— Nous emmenons, nous emmenons! on dirait que tu es le maître. Et Bourin, tu crois qu'il te laissera faire? Il aurait trop peur que tu ne détériores sa fille avant la lettre.

— Tu es stupide.

— Non, je vois clair... A propos, papa t'attend avec impatience. Tâche de lui dire quelque chose. Il n'est pas content.

— Bon. Rentrons. Du reste, il faut qu'il aille faire dès demain la « demande, » selon les règles en usage dans la contrée... Quelle tête il va faire, à l'annonce de cette corvée!...

— Tu sais, il y a de quoi!

Le jardin de la tante Anna, qui s'étendait en partie derrière les maisons du bourg, était dessiné à la française. Maxime et Rolande s'étaient retrouvés sous un quinconce des tilleuls. La lune se levait et badigeonnait de blanc les murs et le tronc des arbres. Le frère et la sœur marchèrent vers la maison sans parler. Un peu avant d'atteindre le perron, Rolande s'arrêta, et, regardant Maxime, elle haussa à petits coups les épaules, puis :

— Tu me fais rire avec tes Bourin, dit-elle à mi-voix. Sérieusement tu ne vas pas croupir ici? Et moi, qu'est-ce que je deviens dans toute cette histoire?

— Toi? répliqua vivement Maxime, n'as-tu pas le baron?

Ils se mirent, tout de suite en rentrant, à la recherche de leur père. On leur dit, à la cuisine, qu'il était allé se coucher.

L'ouverture de la chasse se ressentit un peu, à Filaine, de toutes ces secousses. Mais pour Gabriel Baroney, « l'ouverture » était une solennité que, pour rien au monde, il n'eût négligée. Il traina de force Étienne hors de la maison après avoir rempli ses poches de cartouches et mis en état le fusil de son fils.

— Il n'y a rien de meilleur pour balayer la mauvaise humeur qu'une dizaine de kilomètres de chaumes et de brandes dans les jambes, avec, de temps à autre, un lièvre qui déboule et une



compagnie de perdreaux qui monte devant vous à grand bruit peureux... Ah! mon grand! nous ne sommes pas les maîtres du destin. Il y a des momens où il faut baisser la tête, accepter, remercier! Plus tard, on comprend mieux...

Gabriel, serré dans son veston kaki, avait sur la tête un feutre mou, rond, qui devait avoir reçu pas mal d'averses au long de sa carrière, mais qui était orné de trois plumes prises à l'aile de la première perdrix rouge tuée l'année d'avant. Il parlait à mi-voix : il voulait bien verser de bonnes paroles dans le cœur de son enfant déçu, mais il ne tenait pas à effaroucher le gibier.

Gabriel Baroney chassait religieusement, avec une joie de néophyte, un zèle toujours neuf et une gravité qui n'admettait pas les plaisanteries. « Chasser : c'est une des grandes traditions humaines. » Aussi avait-il du dédain pour ceux qui faisaient de ce devoir une simple distraction, une promenade champêtre, destinée surtout à donner de l'appétit. Il chassait pour tuer, pour apporter des proies au logis ; il chassait, comme les hommes de l'époque des cavernes, pour nourrir sa famille.

Et il avait une telle foi dans la vertu de cette sacro-sainte occupation qu'il cessa bientôt de parler à son compagnon pour se livrer tout entier à sa passion. Rip et Jap étaient de la partie, le jeune Jap obéissant à Étienne, la bonne Rip devant Gabriel.

— Il n'est chasse que de vieux chien ! avait coutume de répéter son maître quand on l'interrogeait sur l'âge de Rip.

Et de fait, Rip, un peu lourde à la maison, amie des paillassons et du coin du feu, se réveillait vers la fin d'août. Elle devinait que la grande fête approchait, qu'elle allait en être, et que son maître, toujours excellent, lui prodiguerait caresses, bons morceaux et compliments. C'était une chienne griffon, d'une couleur indéfinissable, à longs poils jaunâtres, roussâtres, aux yeux dorés capables d'exprimer tour à tour le contentement, la crainte, le doute, la reconnaissance. Parfaite en plaine, d'un arrêt impeccable, elle se surpassait dans la chasse aux buissons, aux « bouchures » comme on dit de ce côté-là du Berry. La minuscule truffe rose de son nez en guise d'éperon, ramassée sur ses pattes, elle entrait dans les ronces qui glissaient tout le long de son corps agile. Mais, Rip disparue, Gabriel Baroney devinait tout ce qui se passait et il s'apprêtait à tirer le lapin qui allait bondir. Au coup de fusil, Rip réapparaissait, contente, puis très vite humble.

Gabriel Baroney ne se faisait jamais suivre d'un porte-carrier. Il tenait à honneur de rapporter lui-même toute sa chasse, trop heureux si, la poche de derrière de son veston étant pleine, il était contraint de rentrer au logis... faire de la place, puis de repartir et de continuer ! Car il y a des heures pour rentrer définitivement de la chasse, onze heures, six heures ! Et les jours où Gabriel Baroney chassait, il chassait. *Age quod agis !* Pour inculquer des principes à ses enfans, il prêchait d'exemple.

Étienne, lui, n'était guère attentif. Malgré les brefs encouragemens de son père, il chassait sans conviction. Il marchait d'un pas lourd, « butait » sur les mottes de terre, se trompait de direction, ratait tout ce qu'il tirait. Si distrait qu'il fût, il remarqua cependant plusieurs fois que son père haussait les épaules à ses maladresses, et il en fut sourdement irrité : « Vraiment, que lui importait la chasse, en ce moment ? Est-ce qu'il pouvait avoir sa tête à lui ? Son père se consolait bien vite du chagrin de ses enfans ! La chasse, la chasse ! il ne mettait rien au-dessus de la chasse ! » Il résista à l'envie de rebrousser chemin, de fausser compagnie à ce père dont les travers prenaient vraiment trop d'importance.

Gabriel sentait toutes ces nuances et, rapproché d'Étienne pour franchir une haie ou suivre un chemin creux, il ne manquait pas de lui lancer quelque mot affectueux :

— Et puis, vois-tu, mon pauvre ami, dans cette malheureuse histoire, ce n'est pas toi le plus à plaindre.

Ou bien :

— Tu auras ta revanche ! Car enfin tu ne méritais pas cela.

Étienne n'avait point revu Marthe, ni M. Bourin, ni Maxime. Aux récits de son père, le pauvre garçon était entré dans un violent courroux, menaçant « d'arracher, à Maxime, ses oreilles de polisson. » Mais Gabriel Baroney avait remis les choses au point :

— Laissons, à leur place, les oreilles de ce garnement. Il y a des chances pour que le sort se charge de les lui tirer. Ou il va, d'un coup, racheter toutes ses fautes passées, ou il va commettre la plus grande fourberie de sa carrière... Je me demande comment cette pauvre Marthe a pu songer tour à tour à toi, puis à lui... Vous êtes si loin l'un de l'autre, mon cher Étienne ! Au milieu de son cynique triomphe, il fait bien piteuse figure.

Continue à le dominer par ton caractère. Si j'avais le choix entre vos deux situations, je choisirais la tienne qui est nette, propre ! Tu souffres : c'est peut-être une bénédiction. L'avenir nous le dira. L'avenir, mon bon Étienne, l'énorme et généreux avenir ; travaillons à l'avenir. Quant au passé, mon pauvre enfant, avouons qu'il y a un peu de ta faute dans tout ce qui arrive. Tu as mal défendu ton bien. Par le temps qui court, il faut se méfier des enjôleurs et des charlatans. Il ne suffit plus d'être un honnête homme : il faut être malin ! Tu as été un peu bourru, surtout ces jours-ci. Tu as été trop effacé. Ta mère et moi, nous en avons convenu ensemble plusieurs fois...

— Oui, peut-être ! se contenta de répondre Étienne. Il faut bien que vous ayez raison.

Et il résolut, mordant son frein, de se tenir coi.

La chasse fut une heureuse distraction aux soucis des deux hommes, la chasse et les battages.

Les récoltes étaient rentrées, seigles, avoines d'hiver, blés. Les battages commençaient au domaine : quatre batteuses, actionnées par une locomobile, ronflaient à la fois comme des orgues de cathédrale. Une poussière blonde montait, vapeur sèche, dans l'air chaud. Les cheveux et la chemise poudrés, les yeux clignotans, les mains agiles, cinq hommes, tous du pays, aidaient les Delage.

Après les premières heures d'énervement et de pénibles réflexions, Étienne se donnait tout entier à son labeur habituel, comme un jeune veuf qui, son tribut payé à l'adversité, songe à l'avenir. Ses épaules se redressèrent, ses regards s'affermirent, sa voix reprit sa netteté coutumière. Ses fiançailles inattendues avaient développé en lui ses tendances à la timidité. Malgré ses efforts, il n'avait jamais pu parler vraiment d'égal à égal avec Marthe. Il savait bien que la jeune fille deviendrait une bonne épouse, sérieuse et capable de s'intéresser à la vie champêtre, mais il sentait, en même temps, une résistance qui le contrariait. Avec la certitude d'être dans la bonne voie, il souffrait de certains silences un peu railleurs de cette quasi-citadine. Marthe avait beaucoup à apprendre et son orgueil qui la conseillait mal voyait l'ignorance d'autrui. Leur amour en somme n'était pas puissamment étayé, mais le mariage consoliderait tout.

Étienne n'était donc pas absolument préparé au coup de théâtre du kiosque aux jeux, mais il n'était pas non plus par-

faitement tranquille. Si bien que son épreuve, deux fois pénible, par elle-même et à cause du rôle joué par Maxime, comportait une atténuation dans un certain sentiment de soulagement. Plus de responsabilités ! Marthe, en manquant à la parole donnée, le dispensait de tout souci... C'était comme un opium bienfaisant et provisoire qui s'imposait à lui.

Et l'attitude courageuse qu'il adopta lui conserva toutes les sympathies. Les paysans, qui sont simplistes, donnèrent tous les torts à Maxime, dont la désinvolture dédaigneuse et les « simagrées » ne leur allaient guère. Quant à Marthe, ils ne l'accablèrent qu'à demi, car l'opinion générale fut qu'elle se repentirait de son coup de tête « avant les semailles de l'an prochain. »

Personne ne s'avisa de trouver Étienne ridicule. Le pauvre garçon en eut l'impression immédiate et, au lieu d'être satisfait, il en souffrit : il eût préféré que ce fût lui la victime, et non celle qu'il avait appelée quelques jours sa fiancée. Et ainsi, la douleur, dominant la surprise, affina sa sensibilité.

Il put donc affronter sans trop d'appréhension la curiosité de son frère Paul qui allait débarquer d'Épinal.

La nouvelle du séjour prolongé des Jérôme à Saint-Chartier avait beaucoup ému Paul Baroney, et comme il n'avait pas encore « fêté ses galons, » il obtint une permission de quinze jours avant les grandes manœuvres. Il arriva à Filaine le surlendemain du drame. Il en voulut d'abord à Étienne de s'être laissé « souffler » sa fiancée : il lui semblait que le déshonneur rejaillissait sur lui. Puis il se débarrassa de ce « préjugé » et se moqua de son frère maladroit. D'ailleurs, il ne dit mot à personne de ces réflexions contradictoires. C'était un homme à la volonté froide, ennemi du sentiment et qui ne supportait aucune contrainte. Il avait pris son congé pour le passer auprès de Maxime et de Rolande. Aucune considération ni personne ne l'eût empêché de se rendre au Château-Neuf dès le lendemain de son arrivée.

Il était grand, mince, brun, avec des moustaches coupées court, et portait avec aisance l'uniforme bleu clair de sous-officier de chasseurs à cheval. Il venait d'être nommé maréchal des logis. Sa garnison d'Épinal ne lui permettait pas de venir souvent dans sa famille, mais il était bien noté et obtenait aisément de plus longues permissions.

Au Château-Neuf, où l'on avait besoin de petits incidents

extérieurs, son apparition eut un vrai succès. Rolande, qui n'avait conservé de lui qu'un très vague souvenir, poussa une exclamation dépouillée d'artifice.

— Quelle surprise, Paul ! Vous êtes un homme, et un fort bel homme !

— Ma cousine, vous allez me faire rougir. Et que vais-je dire de vous, moi ?

— C'est bien simple. L'expression est courante. Dites-moi : Vous en êtes un autre !

La glace ainsi rompue, les deux jeunes gens se serrèrent la main à la bonne franquette. Ils étaient de la même espèce et, tout de suite, s'accordèrent très bien. Maxime qui s'était fait réformer et fréquentait à Paris un monde cosmopolite, antimilitariste, était un peu gêné par cet uniforme « tapageur. » Mais l'esprit indépendant de Paul lui plut vite, et Maxime, toujours superficiel, eût été bien en peine d'expliquer les raisons de ses haines passagères et de ses emballements. Et puis, il lui avait paru « très chic » de se poser en amoureux fou de Marthe et, pour le moment, il ne pensait guère à autre chose.

Les deux familles ne tenant plus à se voir quotidiennement comme les mois précédents, Paul et Rolande devinrent, entre elles, les intermédiaires tout naturels. Paul ne parlait pas volontiers. Gabriel, curieux, l'interrogeait.

— Ma présence les gêne un peu, disait Paul des fiancés du Château-Neuf ; cependant ils ont l'air de s'entendre. Marthe rit. Rolande l'instruit. Maxime fait la roue et raconte des histoires dont les trois quarts ont dû arriver à ses amis et aux amis de ses amis, mais dont il fait parure sans vergogne.

— Et Fanny ?

— Tante, elle bâille.

— Et Jérôme ?

— Il est enchanté. Maxime lui a suggéré une idée qui ne pouvait que le flatter et qui a vite pris corps. Il s'agit tout bonnement de construire à La Châtre, dans le quartier neuf, un petit hôtel moderne pour notre futur notaire. Maxime notaire à La Châtre ! Il faut que Bourrin soit complètement fou pour avoir songé à cela ! Mais pour l'oncle Jérôme, il ne voit que son cottage « modern style, » avec panonceaux formant aigrette à l'auvent de l'entrée. Le plan est déjà esquissé !

— Tu l'as vu ?



— Bien entendu. Le baron a été appelé en consultation. Il est ravi de voir les Jérôme s'installer dans le pays.

— Les Jérôme ?

— Mais oui, tous.

— Alors, cette maison ?

— Énorme. Conçue pour deux ménages... au moins... Tout le monde a l'air d'oublier Paris...

— On voit qu'il fait beau. Vienne l'automne, et nos oiseaux trop vite apprivoisés s'envoleront vers d'autres rivages.

Gabriel Baroney ne savait plus trop que penser de son œuvre de transplantation. Lorsqu'il avait engagé son frère à venir se reposer à Saint-Chartier de tous ses travaux parisiens, il s'était dit naïvement que Jérôme, libéré de ses multiples besognes, reprendrait la direction de son foyer. Mais il n'en devait rien être. On ne se fait pas impunément, pendant vingt ans, l'esclave de son métier. Jérôme ne voyait qu'à travers l'architecture, ce qui changeait la couleur du monde plus encore que ses lunettes bleues. Que lui importait l'avenir précis de sa famille ? Il avait une maison à construire, et pour lui-même !

— Mais enfin, dit Gabriel à son fils Paul, Rolande ne doit pas, elle, être fort enthousiasmée de cette décision.

Paul sourit. Il avait peur de trahir sa belle cousine. Il eut un geste vague :

— Rolande n'en fait qu'à sa tête. Si elle veut bien rester provisoirement dans le pays, c'est qu'elle y trouve son compte.

Le jeune sous-officier gardait pour lui certain épisode lyrico-comique qui l'avait bien renseigné sur les intentions de sa brillante cousine. C'était sur le chemin d'Épirange, au retour d'une amusante et fructueuse chasse au rabat. Paul Baroney, bon tireur, avait reçu des complimens. Tout émoustillé, il marchait aux côtés de Rolande, et ses propos cavaliers prirent peu à peu la forme d'une véritable déclaration. La jeune fille, le fusil en bandoulière, un doigt passé dans la ceinture de son costume trotteur, le laissa parler quelques instans, flattée de cette impétuosité militaire, puis, quand il eut terminé, elle s'arrêta, et, les yeux fixés sur les yeux du jeune homme, elle répondit :

— Mon cher Paul, vous perdez votre temps. Nous ne sommes plus des collégiens pour cousiner de la sorte ! Je vous ai trouvé joli garçon et je vous l'ai dit ; vous me trouvez à votre goût et vous ne me le cachez pas. C'est parfait. Mais, halte-là ! J'ai vingt



et un ans bien sonnés et je songe à m'établir. Vous, mon pauvre Paul, il vous faut encore attendre quelques années. Si je ne m'abuse, un maréchal des logis touche soixante-cinq francs par mois. Nous ne pourrions pas entrer en ménage dans ces conditions-là. Ne foncez pas vos beaux sourcils. Je ne veux point me moquer de vous. Restons bons amis. Là, donnez-moi votre main, et maintenant, marchons et écoutez-moi. J'ai encore quelque chose à vous dire et qui vous prouvera que vous vous étiez fourvoyé... J'ai des projets...

— A Paris?

— Non. Ici.

— Aux environs.

— Non. Ici.

— Qu'est-ce que vous appelez « ici ? »

— Et vous ? Sur quelles terres sommes-nous ?

— Sur les terres de Malard... Vous voulez épouser Malard ?

— Oui. Qu'est-ce que vous en dites ?

— Je dis qu'il aura rudement de la veine.

— Bon. Mais je parle à mon point de vue ?

— Eh ! eh ! Malard est un original ; c'est aussi un homme de ressource.

— Il est riche. Mais je le crois un homme de premier ordre. Il a un culte modéré pour l'élégance, c'est entendu : il est fort intelligent, ce qui vaut mieux.

— Est-ce que vous savez que ?...

— Oui, je sais *que*... comme vous dites. Je sais tout. Je ne crois pas l'obstacle insurmontable. Tout homme traverse sa période d'amourettes. Celle du baron a été plus longue par veulerie provinciale. J'en augure un avenir de tout repos.

— Bravo ! bravo !

— Ça n'est pas le grand enthousiasme.

— Ah ! ma chère Rolande, donnez-moi le temps de me faire à cette idée. Il se passe tant d'événemens dans notre calme coin depuis quelques semaines que je m'y perds un peu. Étienne blackboulé : ça, c'est dans l'ordre. Maxime se fixant à La Châtre et épousant la petite Bourin : c'est tout de même digne de remarque. L'oncle Jérôme quittant Paris pour réparer des châteaux : cela reste logique. Rolande Baroney, Parisienne, épousant le baron Louis-Napoléon Malard dit Bric-à-Brac, c'est le bouquet inattendu de cet invraisemblable feu d'artifice.

— C'est un mariage comme on en bâtit couramment.

— Oh ! on a vu pire...

— Mais il y a mieux, direz-vous ; cela se peut très bien. Je suis avant tout une fille pratique, mais pas à la manière antique qui consistait à se garder de l'argent pour ses vieux jours. Mon avis est qu'en fait d'argent, il faut en avoir dès qu'on entre en ménage...

— Vous avez parfaitement raison, ma chère Rolande, et je souhaite que tous vos désirs soient satisfaits. Est-ce qu'il y aurait indiscretion à vous demander où vous en êtes ?

— Aux préliminaires, tout au plus. Et si je vous en ai parlé, c'est qu'il me semble que vous pourriez... m'aider.

— Vous aider ? Je ne vois pas bien...

— N'ayez crainte : je ne vous demande pas d'aller offrir ma main au baron. Soyez mon allié. C'est très important. Un mot placé à propos vaut mieux, parfois, qu'un long discours...

Et ils scellèrent d'une poignée de main fraternelle un pacte d'alliance. Paul Baroney, grâce à son uniforme et à une certaine gravité élégante, était le plus brillant des Baroney de Filaine. Et cela plaisait à Rolande. Il était donc assez adroit de la part de Rolande de l'avoir choisi pour servir en quelque sorte de trait d'union entre la Parisienne et le célibataire campagnard.

Il se tira très bien de sa première négociation.

— Monsieur Malard, dit-il un jour au baron, vous allez peut-être me faire observer que je me mêle de ce qui ne me regarde pas. Cependant, voici : est-ce qu'il vous serait agréable de faire plaisir à l'oncle Jérôme ?

— J'en serais enchanté.

— Eh bien ! je crois que si vous consentiez à être garçon d'honneur de Maxime, ils seraient tous...

— Moi, garçon d'honneur ! grands dieux ! quelle idée saugrenue !

— Pourquoi ?

— D'ailleurs, l'on ne m'a rien demandé !

— Par discrétion sans doute. J'ai cru saisir que ma cousine serait ravie de vous avoir pour cavalier.

— M<sup>lle</sup> Rolande ? Un gros pataud tel que moi ? Allons donc ! Vous voulez vous moquer ?

— Pas du tout. D'ailleurs vous avez fait sa conquête.

Et, à l'étonnement de tous, le baron accepta de remplir le

rôle qu'il avait toujours regardé comme une corvée ridicule...

A quelque temps de là, on sut même à Filaine que la cérémonie aurait lieu dans la petite chapelle d'Épirange, fermée à la mort de la baronne.

Depuis la rupture des fiançailles d'Étienne, l'auto ne venait plus que très rarement à Filaine. Une après-midi cependant, Rolande s'y fit conduire. C'était un samedi et, les samedis, Rolande ne tenait pas en place à cause des « absences » du jeune baron. Étienne était au marché de La Châtre et Gabriel était à la chasse. Elle joua avec les fillettes dans le jardin. Vers cinq heures et demie, Gabriel rentra, la tête basse, le sourcil froncé, l'air de porter le diable en terre. Il était bredouille. Les enfants le devinèrent et prirent tous des mines soucieuses.

— Pauvre papa, murmura la petite Gabrielle.

Rolande ne comprenait rien à ce changement de tableau.

— Bonsoir, mon oncle, combien de pièces ? s'écria-t-elle.

Gabriel leva la tête ; ses yeux bleus parurent plus foncés :

— Bonsoir, prononça-t-il lentement. Tu permets que j'aille me changer ?

— Oh ! mais je veux savoir, insista la jeune fille, et elle s'avança pour tâter le veston-carnier de son oncle qui se défendit les deux mains en avant :

— Laisse, je te prie. Je n'ai rien tué ! Es-tu satisfaite ?

— Rien, mais alors vous n'êtes plus mon oncle et vous avez raison de prendre le deuil. Très réussie, la comédie. Vous me rappelez Footit à qui Chocolat, sans le faire exprès, a joué un méchant tour...

— Merci, Rolande, tu es vraiment trop bonne.

L'oncle Gabriel continua son chemin, d'un pas plus nerveux, mais sans se déridier. Sa vieille chienne le suivait, penaude, à l'unisson.

Rolande ouvrait de grands yeux et faillit éclater de rire.

— Cousine Rolande, dit Solange, il ne faut pas se moquer de papa. Il a du chagrin.

— Comment ! il a du chagrin ?

— Oui, quand papa ne tue rien à la chasse, il a beaucoup de chagrin, répéta Gabrielle.

Et les deux petites hochaient la tête ensemble, en regardant s'éloigner le chasseur malheureux. Rolande n'arrivait pas à

bien saisir la portée exacte de ces propos et de la conduite de son oncle. Elle se demandait si c'était touchant ou ridicule.

Et tout en regagnant Saint-Chartier par les petits chemins verts, — elle avait renvoyé l'auto, — elle sentit en elle toute une floraison d'idées noires : « Non, décidément, ce pauvre oncle Gabriel était grotesque; on ne se met pas dans des états pareils parce qu'on rentre le carnier vide! Mais, dans ce trou-ci, c'est bien simple, on ne sait rien mettre à son plan : on ignore, on dédaigne les grands événements, — politique, art et littérature, — et on fait un sort au moindre incident journalier. Quelle petitesse! Et je suis sûr que tante va avoir le cœur gros de la désolation de son pauvre mari. Quelle vie! Et la solennité inlassable de M<sup>onsieur</sup> Bourin, de « maître Bourin, notaire, » un personnage d'Émile Augier. Et cette petite Marthe, — notre Marthe, — qui se déniaise, qui s'avise d'être heureuse. Heureuse. Ah! la pauvre! Mon Dieu! que tout le monde est sot! Et tante Anna, le bouquet, c'est le cas de le dire. C'est la fleur même de notre sainte province, l'aboutissement logique, nécessaire. Est-ce que Maxime va se laisser enlizer? Cela me paraît tout de même impossible. Dieu! quel avenir, ces gens sont bouchés, vraiment tous, le Bourin, l'oncle Gabriel, sa femme, tante Anna. Étienne, lui, bien entendu, ne peut rien faire, il est disqualifié. Mais vraiment les autres ne voient donc rien... que les convenances? Les convenances! parlons-en! Il est convenable de marier ensemble le jour et la nuit sous prétexte qu'un soir, ils se sont rencontrés à la croisée d'un chemin. Il est pourtant fatal que, dès qu'ils seront libres, ils tireront chacun de son côté. Si bien que les convenances auront été satisfaites l'espace d'un crépuscule. Mais, advienne que pourra, n'est-ce pas? ô cher oncle. Maxime aura épousé, l'honneur est sauf. Et moi, qui juge tout le monde, qu'est-ce que j'ambitionne? Lier mon existence à un original qui, pendant que je lui fais la cour, s'en va... dîner chez sa belle, chez son horreur! Tout cela n'est pas fort ragoutant. C'est la vie. Il faut l'aider à s'arranger et non pas, comme a fait Maxime, se faire accommoder par elle. Louis-Napoléon, qui, j'espère, voudra bien se laisser appeler Louis tout court, n'est pas sot, Dieu merci. Il y a de la ressource en lui, comme dit le cousin Paul, sans parler d'un certain bas de laine qui ne doit rien à personne... Et puis, vraiment, s'il m'épouse, je ne le plains pas! »

Ainsi Rolande se donnait à elle-même l'absolution qu'elle refusait à tout le monde. Sa démarche se fit plus ferme, plus souple. Sa taille se cambra. Faute de public, elle se donnait en spectacle aux haies lourdes de mûres noires, aux chaumes rugueux, aux prairies qui la regardaient à travers les barreaux des clôtures, à la rivière fureteuse. Lorsqu'elle parvint à Saint-Chartier, elle continua de faire la roue pour un groupe de gamins, casquette au front, déjà bons appréciateurs de jolies filles; pour le charron, qui resta un instant le marteau levé, tandis que le cheval qu'il avait à ferrer hennissait d'impatience; pour la mercière, qui sans gêne ôta ses lunettes, pour mieux juger la coupe de sa robe et sa façon de marcher.

Elle était au beau milieu de la rue quand elle vit s'avancer, à sa rencontre, Étienne, à bicyclette. Sous le regard des gens du bourg, ils ne pouvaient pas s'éviter. Étienne, dès qu'il l'aperçut, à quelques pas de lui, « freina » et descendit pour lui serrer la main.

Ils ne trouvaient rien à se dire, pas même de ces paroles banales qui partent toutes seules quand on a peur du silence. Étienne avait eu, vers sa cousine, un regard si ouvert et si grave! Rolande avait serré la main d'Étienne avec une sympathie si spontanée que tous les deux restaient étonnés de se comprendre ainsi, tout à coup. Parce qu'ils s'étaient ignorés jusqu'à ce jour, ils avaient été plusieurs fois injustes l'un vis-à-vis de l'autre. Rolande n'était pas la simple poupée frivole qu'Étienne imaginait. Étienne n'était pas non plus tout d'une pièce, et la faculté de souffrir discrètement, que Rolande lui reconnaissait, à cet instant, le mettait en marge de la catégorie des rustres où elle l'avait rangé trop vite. Ce ne fut sans doute qu'une lueur, qu'un moment lucide, ils se sentirent très loin l'un de l'autre, sans doute, avec des aspirations presque opposées, mais malgré tout, de la même race honnête et saine. Il suffit parfois d'un regard et d'une poignée de main pour éclairer deux consciences. Rolande et Étienne n'eurent pas besoin de s'interroger; ils se chargèrent mutuellement d'amitiés pour leurs parens et ils se séparèrent, réconfortés tous deux par cette rencontre fortuite.

La petite crise de pessimisme que venait de traverser Rolande s'évanouit à la vue d'Étienne et de sa vraie souffrance, noblement portée. Et son cousin sourit en songeant que si



Maxime était un paltoquet, Marthe aurait au moins près d'elle une femme de cœur et qui saurait panser ses blessures.

Rolande avait raison de prévoir que M<sup>me</sup> Baroney compatirait à la contrariété de son mari. Dans ces circonstances, très rares du reste, — Gabriel Baroney était le meilleur fusil du canton, — l'unique règle de conduite était le respect du mutisme du maître de la maison. Personne ne riait, on parlait à mi-voix. Les domestiques et les enfans avaient des prévenances inaccoutumées. Cependant rien ne fut changé au programme de la soirée. Après la double lecture, les enfans montèrent se coucher, Étienne sortit dans le jardin, puis le père et la mère. Gabriel Baroney continuait d'être triste, mais la tristesse, si elle est le plus souvent un résultat, peut parfois devenir une cause. Gabriel Baroney savait se servir de ses chagrins.

Il passa doucement sa main dans le bras de sa femme et ils marchèrent quelques instans sans prononcer une parole. Madeleine Baroney se laissait guider par son mari, mais elle savait d'avance où il la conduisait. Ils prirent une allée tournante qui dévalait vers un taillis de noisetiers et de coudriers. On traversait un court tunnel d'ombre glauque et l'on débouchait dans un endroit découvert, large pelouse d'où s'élançait, à quelque distance et un peu en contre-bas, le haut fût d'un peuplier argenté, de cette espèce qu'on nomme couramment « blanc de Hollande. »

C'était un bel arbre. Non pas qu'il fût bien droit, ni régulièrement bâti : il avait ses défauts, mais il était harmonieux. Tout d'une venue jusqu'à cinq ou six mètres du sol, il se divisait à cet endroit en deux maîtresses branches, dont l'une se courbait presque horizontalement pour se relever en une fourche hardie et d'où naissaient plus loin vingt rameaux. L'autre branche-mère restait unique et ne donnait naissance qu'à de plus modestes ramures, mais variées à l'infini... Les feuilles de ce peuplier sont toutes petites, vert tendre et luisant d'un côté, elles présentent de l'autre un velours léger, blanc, qui s'argente par moment. On dirait des coquettes qui au moindre souffle s'agitieraient pour être vues à leur avantage. L'ensemble du feuillage est somptueux, le détail est familier et charmant. Ce géant a une figure de bon génie.

Gabriel Baroney avait un culte véritable pour ce bel arbre. Et lorsque le cultivateur ou le chasseur avait mérité sa récom-



pense, il allait, au moment de l'exode de ses enfans, passer quelques minutes en sa compagnie. Sous un tilleul, à la lisière du taillis, un banc avait été planté, un banc de bois cintré, peint en vert et sur lequel le tabac, à en croire le maître du logis, devient un régal divin. En été, Gabriel apportait à cet endroit un seau d'eau fraîche, une bouteille de cidre, un verre et sa pipe. Quelles soirées ! Après les travaux du jour, et ses fatigues, il buvait de longues gorgées, posait son verre doucement à ses côtés, puis tirant quelques bouffées, il songeait, en regardant son arbre, son ami fidèle, devenu comme le gardien de ses pensées les plus secrètes, de ses projets les plus élevés. Les soirs moroses, quand il retrouvait la parole, Gabriel Baroney employait volontiers des paraboles. Ses méditations solitaires, s'il avait quelqu'un avec lui, se changeaient en homélies.

Arrivés au carrefour du banc, il fit asseoir sa femme, et tout de suite, après avoir jeté un coup d'œil vers son silencieux confident, comme pour en recevoir un encouragement, il dit :

— Te souviens-tu, Madeleine, de cette année pluvieuse où toutes nos récoltes furent gâtées. L'IGNERIAIE avait débordé sept fois et les ruisseaux du coteau, devenus torrens, avaient emporté notre terre. Nous ne pûmes pas même rentrer en foin de quoi nourrir nos bêtes l'hiver suivant. Le blé, maigre et rare, ne put être vendu. Il n'y eut pas de fruits, et les pommes de terre elles-mêmes pourrissaient avant d'arriver à maturité. Une épidémie se déclara dans nos étables. Et chez nous, notre Lucien, aujourd'hui le plus gai de nos enfans, faillit mourir. Lucien ne fut pas le seul qui guérit ; notre terre, nos bêtes, nos arbres, tout oublia, l'an d'après, la saison meurtrière. Et cependant, tu te rappelles nos transes et ces longues journées de découragement. Il faut savoir regarder plus loin que l'heure qui sonne, plus haut que l'orage qui passe.

Il se tut. Dans l'arbre, on n'eût pas su dire sur quelle branche, le rossignol commença son concert nocturne. Madeleine remuait la tête doucement, et elle sentit que ses yeux se remplissaient de larmes. Gabriel fumait silencieusement, les regards fixés sur le grand peuplier de Hollande. Puis il reprit :

— Regarde. Là-haut, entre les deux maitresses branches, une autre branche avait voulu poussér. Que lui est-il arrivé ? Je ne sais. Brisée par le milieu, il n'en reste plus là-haut qu'un

tronçon. La branche, pourrie, sert aujourd'hui de nid à toute une colonie de geais. L'arbre ne doit pas s'inquiéter de son rameau meurtri. La sève monte, de nouveaux rameaux poussent et, de printemps en printemps, tout l'arbre prospère. Même on dirait qu'il veut cacher sa blessure à laquelle le feuillage fait un habit décent. Je suis peut-être le seul être vivant qui connaisse ce défaut de mon cher arbre.

Madeleine devinait que son mari voulait faire allusion aux ennuis d'Étienne qui passeraient; aux sottises de Maxime qu'on avait cachées le mieux possible aux regards des curieux et à cette tache familiale qui n'empêcherait pas les Baroney de continuer d'être de parfaits honnêtes gens... Quand elle parla à son tour, ce fut dans un langage plus direct, mais qui ne choqua point Gabriel. Car, au fond, tous les deux avaient les mêmes pensées.

— Qu'allons-nous faire des enfans pendant les noces? Ne serait-il pas bon de les conduire chez nos cousins de Valençay? Ils y passeraient huit jours excellens. Nos cousins seraient ravis, et les enfans aussi, très probablement.

— Oui, ma chère Madeleine, tu as raison. Protégeons nos petits. Nous ne sommes point les maîtres de l'avenir, et les desseins de la Providence sont parfois incompréhensibles; mais notre devoir est d'agir dans le sens que nous croyons le bon. J'écrirai demain. Ils partiront lundi. Philippe seul restera avec nous; il est assez grand pour comprendre et il convient que les enfans soient représentés au mariage de notre neveu.

Ils rentrèrent à pas lents, dans la nuit claire. Parfois d'un même mouvement, ils se retournaient pour voir la vallée dont le recueillement silencieux est si émouvant. Puis ils reprenaient leur marche, serrés l'un près de l'autre, réconfortés et sourians.

Dans le bel arbre argenté par la lune, le rossignol continuait son concert.

JACQUES DES GACHONS.

*(La dernière partie au prochain numéro.)*

---

# PAYSAGES D'AMÉRIQUE

---

23 avril. — Promptement, la mer a été mauvaise. Toute la nuit, le vent a poussé contre nous, droit sur l'avant, les longues barres de la houle. J'entendais comme des cloches qui appelaient. Étaient-ce les lames faisant sonner les tôles ? Je disais : « Pas tout de suite, cloches de l'office dernier ! Vous ne détruirez ni nous, ni cette *France* magnifique à son premier voyage et que toutes les nations regardent. » Je crois bien que chacun a pensé à la mort, chacun selon son âge, son éducation et l'habitude de son cœur. Non qu'il y eût danger : mais nous nous sommes embarqués au lendemain du désastre du *Titanic*, et le plus durable écho de ces pauvres appels, il est là, chez nous, qui succédons aux victimes sur la route.

Cependant, aux flancs du bateau, ce matin, dans la poussière qui vole au-dessus des collines d'eau éventrées, un arc-en-ciel nous suit. Des nuages passent et l'effacent. Il renaît avec le soleil, et je regarde ce petit arc, où vivent et voyagent les couleurs des jardins, dans l'immensité bleue, d'un bleu de métal, bleu terni par le vent. Le chef télégraphiste frappe à la porte de ma cabine. Il me tend une enveloppe que je déchire. Je retire un papier plié en carré, je l'ouvre, je lis d'abord les mots qui sont là pour moi seul, et, avant de remercier, afin de cacher peut-être mon émotion, je continue de lire, je parcours les lignes imprimées en tête de la feuille. Il y a ceci : « Radiotélégramme en provenance de Paris, reçu du poste extra-puissant de Poldhu (Angleterre), le 12 avril 1912, à 11 heures du soir, *France* étant à 1 000 milles de ce poste. » Je venais d'apprendre, par les deux mots qui suivaient, que tout allait bien dans ma

maison de Paris. O merveille ! Visite de la pensée maîtresse de sa route ! On l'a jetée en l'air, cette pensée ; elle a pris son chemin, non le long d'un fil, mais comme elle a voulu, libre à travers les espaces, et, comme elle passait, les antennes du bateau l'ont saisie au vol, et on me l'amène, vivante. Je vois, dans les mains de l'employé, un paquet d'enveloppes grises, pareilles. J'étudie ce travailleur d'un nouveau métier. Il est Anglais, long, mélancolique, de visage creusé, de regard planant. Écouteur d'océan ! Il a si bien l'habitude d'écouter, là-haut, près de la passerelle, coiffé du casque et toute l'attention tournée en dedans, qu'il a l'air d'un contemplatif. Je lui demande :

— Vous avez des navires en vue ?

— En vue, non, mais dans le voisinage : à moins de cent milles, dans le Nord-Ouest, un pêcheur qui se rend sur les bancs. Nous causons.

Il « avait, » au delà de l'horizon désert, dans le champ d'action de son appareil, un petit vapeur terreneuvais, et, invisibles l'un pour l'autre, les deux bateaux s'étaient dit leur nom, et ils causaient.

Quelques heures plus tard, je rencontre ce même chef télégraphiste auquel j'avais remis le texte d'une réponse. Avec sa gravité et sa déférence coutumières, il s'approche. Je comprends qu'il a une communication d'ordre professionnel à me faire. Nous nous retirons à l'écart, et nous échangeons ces phrases :

— Monsieur, j'ai préféré, à cause de la distance, ne pas expédier à terre votre radiotélégramme.

— Ah ! tant pis !

— Mais je l'ai confié à un bateau qui est derrière nous.

— Et qui le transmettra ?

— Qui l'a déjà transmis.

— Comment le savez-vous ?

— Monsieur, j'ai entendu le bateau qui relançait vos mots.

*Mercredi 24 avril.* — Je suis réveillé par la sirène, mais non celle des anciens qui chantait. La nôtre meugle. Nous sommes dans la brume. Il fait chaud et blanc. Je cherche et ne trouve plus la douceur de respirer, la bouche ouverte au vent du matin. Car le vent, dans ces fourrures mouillées, perd sa force et son goût. Je fais tout le tour du navire, par le pont couvert. Quelques passagères, étendues sur leurs fauteuils de toile, enve-

loppées dans des manteaux et des châles, lèvent la tête, et cherchent à voir si le jour a grandi. Mais le jour n'a pas grandi. Il n'est aucune heure. Une toute jeune femme, malade, énervée par ce crépuscule, et par le meuglement de la sirène, murmure :

— Ce Christophe Colomb ! Quel besoin avait-il d'aller découvrir l'Amérique ?

Je me penche au-dessus de la mer. Quelle redoutable puissance, cette poussière d'eau à qui le ciel appartient en ce moment ! Comme elle pèse ! Comme elle nous enserme et comme elle change toute chose ! L'énorme voix de la vapeur est prisonnière, elle aussi, elle ne va pas loin, on le devine, elle reste autour du bateau. Je me rappelle des brumes pareilles, sur les côtes de Norvège. Mais des voix nombreuses répondaient à notre appel. Nous étions entre les îles. On apercevait tout à coup, dans les déchirures que les grandes meules de brouillard ont entre elles, des profils d'îles, la cime d'une forêt, le sommet d'une roche plate et un chien courant dessus. Ici, nous sommes dans le désert, ou à peu près ; rien ne répond, pas même la petite corne, manœuvrée au pied, d'une goélette de pêche, partie de Perros ou de Saint-Servan. La mer, — l'étroite mer visible, sur qui le brouillard s'appuie et glisse, — n'a plus de crête, ni d'aigrette d'écume ; elle est d'un vert pâle, et sans cesse traversée, à toutes les profondeurs, par de longs rubans d'eau jaunâtre, qui vont plus vite que les houles, et qui sont pareilles à des algues fuyant le long du navire, et pareilles à des bêtes. Je suis le manège inquiétant de ces lames-chattes, si longues, si souples. Souvent elles montrent la tête, leurs yeux s'épanouissent, leurs yeux qui sont tout, elles rient et elles plongent aussitôt. Je les ai vues aussi dans les nuits calmes, mais en nombre moins grand. Ce sont les mêmes. L'abîme en est plein. Nul ne peut dessiner la forme de ces yeux, mais leur regard va au cœur, parce qu'il est chargé de vie, et cruel affreusement. Comme tout cela nous guette, nous cherche, nous menace et nous revient après avoir fait un tour dans les grands fonds ! Ces formes enlacées montent de l'abîme, éclairent la mer de ce regard qui ne s'est pas trompé, et qui nous a tous vus, et elles s'enfoncent un peu au delà, comme si elles se perdaient dans l'ombre blanche qui arrête tout, la lumière et le son, tout ce qui nous ferait communiquer avec le monde. Vers neuf heures, je fais une seconde ronde. Toute la mer est dépolie, et l'air



aussi, le blanc jaune de la brume, d'où filtrent un peu plus de rayons non brisés. Quand apercevrai-je la première moucheture du soleil? A force de guetter, j'ai vu mon gibier d'or. Ça été d'abord à la pointe d'un mât. Vous n'étiez donc pas hautes, brumes qui nous teniez en prison! Peu à peu, l'or du ciel, par des chemins secrets, a glissé dans le brouillard. J'ai vu des sentiers de joie descendre dans le gris. Ah! printemps de la mer, vous aussi, vous avez votre heure. Sur les labours de l'Océan mes yeux ont retrouvé le vert des jeunes blés. Et je n'ai plus peur d'apercevoir, devant l'étrave, là, porté sur nous, flottant, perdu, le long corps vêtu de noir et la tête coiffée de blanc d'une goélette bretonne.

*Jeudi 25 avril.* — Voici la terre d'Amérique. Le beau bateau tout neuf a bien marché. A midi et demi, en avant et à tribord, une terre s'élève au-dessus des eaux limoneuses. Elle est plate et pareille à un banc de sable où des enfans auraient bâti des tours carrées, une ici, l'autre là, toutes sans toit. C'est Long Island. Nous suivons un chenal que des dragues à vapeur ne cessent de dégager, rejetant en dehors la boue de l'Hudson. Une caille, effarée, rasant l'eau, file vers la terre où je suis sûr, maintenant, que toute la moisson est drue et le nid des pies en échafaudage. Au loin déjà, très loin, dans la brume fine, j'aperçois le dessin de la baie de New-York, et les bateaux nombreux, qui viennent de toute la terre et vont à toute la terre. Ils sont presque tous dans la demi-lumière, gris sur l'eau jaune; leurs fumées, toutes ensemble, allongées dans le ciel, forment un nuage pas plus gros qu'un trait de crayon. Un rayon de soleil tombe sur une voile petite, qui devient comme un phare. L'étendue magnifique est mesurée par des points colorés. Devant nous la côte grandit. La couleur des rives commence à nous venir, traversant le brouillard; je vois le vert des pentes gazonnées, des bois dont la ramille est encore mal vêtue, des villas en ligne sur les falaises. La *France* incline enfin pour entrer dans l'Hudson; nous doublons une pointe qui nous cachait la ville, et, à grande distance dans la brume, mais de face, nous voyons New-York. J'avais redouté ce moment. Eh bien! non. Je suis séduit. La brume nous favorise. A travers ce voile lumineux, les maisons à vingt et trente étages, coupées ras au sommet, les campaniles, les clochers et les toits ordinaires de la pointe



de Brooklyn semblent plus étroitement soudés les uns aux autres ; la base est presque cachée ; les plans s'effacent ; il reste une dentelure irrégulière, une bâtisse très haute, d'une richesse inusitée de mouvement, hérissée de minarets et d'aiguilles, et toute cette industrie a l'air d'une cathédrale maigre et qu'on n'aurait pas faite exprès. Le voile de brume se déchire, et ce ne sont plus que des maisons de rapport, bâties sur le modèle des piles de planches, auxquelles il faut laisser des jours, afin que l'air circule et que le bois ne pourrisse pas. Mais tout le charme ne s'en va pas, parce qu'il y a la couleur variée de ces façades, et leurs diverses lumières. Quelques-unes sont d'un grenat foncé, d'autres jaunes. J'observe à gauche la fusée magnifique d'un toit vert d'eau. La plus haute bâtisse est blanche, d'un blanc de nacre avec campanile rose ; elle mène le regard jusqu'aux nuages étendus sur la ville. Nous nous arrêtons, pendant que « la santé » monte à bord. Des journalistes croisent à tribord, sur un remorqueur, attendant l'autorisation d'embarquer sur la *France*. Le fort qui commande la rade a le pavillon à mi-mât, en signe de deuil, car les journaux, — déjà nous les lisons, — annoncent que plus de deux cents cadavres de passagers du *Titanic* viennent d'être retrouvés, flottant sur la mer. « La santé » apportait aussi les lettres. Parmi celles que je n'attendais pas, et qui m'émeuvent par leur âme vivante, l'une dit : « Cher monsieur René Bazin, nous avons appris que vous étiez à bord de la *France*, et cette nouvelle nous a comblées de joie. Nous sommes des religieuses chassées de France par la persécution ; nous aimons par devoir notre patrie d'adoption, mais nous ne pouvons oublier l'autre ! Tout ce qui nous vient d'elle nous fait l'effet d'un rayon de soleil. Vous nous trouverez peut-être indiscrètes, d'oser vous écrire ; cependant, si vous devinez le plaisir que nous y trouvons, vous nous pardonneriez tout de suite. Nous n'osons pas vous demander de nous faire une petite visite, bien que nous ne soyons qu'à quelques heures de New-York. Acceptez du moins nos souhaits de bienvenue en Amérique... Vos compatriotes et vos bien respectueusement dévouées en X<sup>te</sup>. » Hélas ! j'ai reçu plusieurs invitations de cette sorte, toutes signées de noms français, en diverses villes des États-Unis ou du Canada. Et je n'ai pas osé compter, de peur d'être trop triste.

Que cette apparition est loin de répondre aux descriptions qu'on m'avait faites des « gratte-ciel, » et mon émotion de res-

sembler à tous les rires que j'ai entendus ! J'ai voulu renouveler l'expérience, et étudier, non plus de la mer, mais du milieu de ses rues, le paysage de la grande ville. Avant le coucher du soleil, j'ai ouvert la fenêtre de ma chambre, située au 11<sup>e</sup> étage de l'hôtel Vanderbilt. Me suis-je trompé ? Mais non. Je domine toutes les terrasses de l'autre côté de l'avenue, toutes les maisons qui s'élèvent au delà jusqu'à l'East River. Et je vois une étonnante, une superbe mosaïque décorative. Évidemment, chacun des élémens disparates dont elle est formée peut être discuté. Mais ce champ de couleurs a une beauté grande. Je suis sûr que New-York est affreux sous la pluie. Mais le soleil du soir, celui des rayons plus dorés et des ombres plus longues, peintre, sculpteur et grand costumier du monde, rajeunit les lignes des toitures, les arêtes des balustrades et des cheminées, et met en magnificence tout ce qui a un éclat, toute pierre et toute poussière. Les premiers plans, jusqu'au bras de mer qui coupe en deux le paysage, ont une violence de ton méridionale. Le grenat des briques et des enduits domine. Au delà de l'immense berge bâtie que j'aperçois de ma fenêtre, l'East River flambe d'un feu gris d'argent ; elle est large, moirée, couturée de rides brillantes par le passage des bateaux de toute espèce. Au delà encore, la plaine bâtie s'enfonce dans d'incroyables douceurs de mauve et d'or. Deux ponts géans limitent à droite et à gauche ce vaste fragment de New-York qui appartient à nos yeux. Et tout cela n'est pas remarquable par le dessin. Il y a peu de formes belles, mais il y a une beauté singulière de couleur, dans ces zones successives de lumière, éclatantes d'abord, et peu à peu atténuées par les brumes du couchant.

La nuit est venue. Un autre décor succède à celui du jour. Toutes les rues, des milliers de rues que je ne soupçonnais pas, divisent en se croisant le double espace des ombres d'avant la rivière et des ombres d'après. Ni la tristesse, ni avec elle la grande paix des ténèbres n'ont pu s'emparer de la ville. La joie des grands feux de bois, l'étincelle, est partout. Les deux ponts mirent leurs puissantes lanternes dans les eaux sur lesquelles mille fanaux de barques et de navires tremblent et s'avancent. A l'extrême horizon, sur la terre, dans la nuit, je découvre des lueurs minuscules qui sont des groupes de lampes électriques, comme dans le ciel des étoiles toutes menues. Et le nombre est si prodigieux de ces lumières, l'illumination est si puissante que

le grand voile, toujours flottant sur les villes, est clair au-dessus de l'East River, clair au-dessus des quartiers qui sont au delà, mais non d'une seule teinte, comme est la vapeur rouge au-dessus de notre Paris. Par endroits, en beaucoup de ces avenues, de ces rues et de ces carrefours étendus devant moi, les lampes sont bleues, ou orangées, ou d'un or très pâle, et je ne puis dire la douceur de ces ilots d'une clarté de jour, d'une clarté matinale, dans la nappe couleur de nacre étendue entre la ville et la nuit.

Mais que d'hommes doivent souffrir et mourir pour que New-York soit ainsi parée !

*Washington, 29 avril.* — Un de ces hommes qui excellent à tout mettre en formules, et qui se donnent à bon compte une réputation d'originalité, m'avait dit : « Ils gâchent tout, la campagne d'abord ; elle est cultivée quelquefois. » J'allais avoir l'occasion de juger ce jugement. Nous partions, hier, de New-York pour Washington, où la Délégation doit être reçue par le Président. Le pays est d'abord marécageux. La ligne des rails passe au milieu de bois inondés, futaies abandonnées, où la gelée et le vent bûcheronnent seuls, cassant par la moitié des baliveaux de chêne qui tendent leur perchoir mort aux aigles de passage. Beaucoup de bouleaux, signes d'un sol médiocre, quelques hêtres, et des pâtures sauvages, où les plantes à larges feuilles, les roseaux et des buissons crépus font des îles nombreuses et d'un sombre vert parmi l'herbe nouvelle. Le vent était brutal, le vent de fin d'hiver qui secoue et déroule les bourgeons. Ça et là, des essais, non pas de culture, mais de villégiature : deux, quatre, dix villas posées dans une clairière sèche, et qui ne diminuaient point l'impression de solitude, et n'éveillaient pas même dans l'esprit le désir prompt à s'échapper, prompt à revenir : « Si j'habitais ici ! » Non, pas même un dimanche. J'étais las de regarder ces étendues sans mouvement, qui n'ont ni passé, ni avenir, semble-t-il, et qui ne sont que des déserts, et des filtres pour l'air et pour l'eau. Mais, à une heure environ de New-York, voici que la terre se met à onduler, d'un beau mouvement de houle atlantique, régulier et large d'épaule. Les forêts s'éloignent jusqu'à ressembler à de l'herbe au sommet des dernières collines. Partout des pentes labourées, des fromens jeunes, des avoines, champs que rien ne sépare l'un de l'autre, ni haie, ni barricade, et que

dessinent seulement la couleur et l'humeur des épis. Au milieu, bien situées, de grandes maisons de ferme, bâties en planches, peintes en clair, et tout près, des granges goudronnées comme une coque de navire. Autant qu'il est possible de juger, quand on passe à quatre-vingts kilomètres à l'heure, les paysans ou plus exactement les entrepreneurs de ces vastes cultures sont des gens entendus. Puis la forêt reparait, le train traverse un pont au-dessus d'une rivière; une ville toute en usines, en fumée, en tapage, enlaidit la rive droite d'un estuaire vaseux. Elle est déjà oubliée. Toutes les fenêtres du wagon reçoivent une lumière plus ardente. A gauche, aussi loin que les yeux peuvent voir, il y a des eaux qui emplissent l'horizon.

Ce n'est pas la mer, et, si je ne le savais pas, je le devinerais aux rides du courant, aux sables qu'il entraîne et aux moires épanouies. Le vent non plus n'est pas marin. Il n'a pas le goût du sel, ni la jeunesse de ce qui n'a pas touché la terre. Mais ces larges eaux ne ressemblent point à celles d'Europe, à celles du moins qui me sont familières. Elles me rappellent seulement les fleuves débordés. On ne les voit point dominées par des caps, ou des collines, et les courbes des terres qui limitent leur cours, et les pointes de forêts qui s'y enfoncent, n'étant point d'un sol élevé au-dessus des eaux, semblent nager sur elles, et y mirer leurs arbres sans racine et sans herbe à leurs pieds. Ces grands fleuves enflés de lacs sont répandus encore sur des terres qu'ils abandonneront un jour, ils vivent leur période d'inondation permanente. Si vite que passe le train, j'ai le temps d'éprouver l'impression de solitude magnifique de celui qui s'avancerait ici, dans un canot, dans la pleine lumière. Aucun bateau visible. Ces eaux inhabitées, immenses, venues à travers toutes les Amériques, les terres à blé et les bois, font des clairières de soleil, et les nuages au-dessus luisent. Déjà la terre monotone, des fermes, des bois, des herbages, a repris sa course aux deux vitres du wagon.

Cette impression des eaux jaunes, prodigieuses, à la mesure de ces continents nouveaux, je l'ai éprouvée ce matin comme hier. A onze heures, la « Délégation Champlain » était réunie sur le quai du Potomac. Nous avions avec nous le ministre de la Guerre, le chef de l'État-major général de l'armée américaine, l'ambassadeur de France, plusieurs autres personnages officiels. Un piquet de soldats rendait les honneurs; dix-neuf coups de canon saluaient les couleurs françaises que venait de hisser la

canonnière *Dolfin*, et la musique du bord jouait la *Marseillaise*. Nous allions visiter Mount Vernon, l'ancienne demeure de Washington. En peu de temps, nous perdons de vue les quelques usines à haute cheminée, que cette ville des avenues, des jardins et des parcs a laissé bâtir sur la rive du fleuve, et nous nous avançons, toutes les fumées et les maisons étant restées en arrière, au milieu de ces grands espaces d'eau qui, n'ayant pas de montagnes pour les contenir, n'ont pas d'ombre sur eux et ne reflètent que du ciel. Le *Dolfin* suit un chenal à distance à peu près égale des deux rives. Celle de droite est relevée en talus. Tout est boisé, cette pente, l'autre bord qui est plat, les anses qui s'ouvrent et éclatent tout à coup, comme des bulles de lumière, et les petits caps de lagunes, très lointains, qui n'ont point de relief, et qui portent sans se montrer, aussi avant qu'ils peuvent dans le courant, la découpure nette d'une ligne d'arbres. Lorsque nous nous approchons un peu plus des rives, les différentes et jeunes frondaisons apparaissent, et parmi elles, des fleurs blanches. Je crois d'abord que ce sont des aubépines. J'ai vu de si beaux aubépins, à Regent's park, et, qui feraient, dans une futaie, des taches pareilles à celles-ci. Mais non, pas pareilles, car l'aubépine est un buisson, un fouillis de bouquets d'étoiles, et fleuri jusqu'en dedans : ce que j'aperçois, sous les futaies, parmi les hampes jeunes, les baliveaux et les végétations protégées, c'est un arbuste dont les branches en éventail, comme celles d'un hêtre, portent de larges fleurs, d'un blanc soyeux, un arbre qui a ses fleurs avant ses feuilles, il me semble, ce qui est une permission donnée à quelques-uns, pour notre joie. Je demande à une Américaine. « Nous l'appelons Dogwood, » me dit-elle. Et je crois voir que les Dogwood se multiplient, à mesure que nous avançons vers Mount-Vernon. Ils blanchissent l'ombre bleue, quand la futaie se creuse, s'enfonce dans une faille, et fait un pli comme un livre entr'ouvert. Des mains se tendent vers cette pente forestière ininterrompue, fuyante, et désignent un point blanc, tout en haut. La canonnière ralentit sa marche, des fusiliers de marine, en armes, se rangent sur le pont, face à la terre. Les conversations cessent. Nous allons passer devant le tombeau de Washington, qui est là-bas, entre les arbres du parc. L'officier qui commande le piquet d'honneur tient son sabre levé. Tous les invités du Président et les marins de l'équipage sont debout et découverts. La musique, à l'avant du



bateau, joue l'hymne américain. A peine la dernière phrase musicale a-t-elle commencé de courir sur les eaux, qu'un clairon, du milieu du bateau, derrière le piquet des fusiliers, salue à son tour le héros. Il l'appelle. Il jette aux collines d'en face, par deux fois, une plainte déchirante, et ces notes prolongées, d'une tristesse inattendue, m'émeuvent. J'admire ce peuple où se fait passionnément, en toute occasion, l'éducation du patriotisme. Je sais qu'il a une marine redoutable, dont les équipages, autrefois très mêlés d'étrangers, sont aujourd'hui presque entièrement américains. Je pense que ce salut au fondateur des États-Unis, il n'y a pas un grand ou un petit bateau passant en vue de Mount-Vernon, qui ne l'adresse à sa manière, chacun ayant à bord une sirène, un sifflet, un drapeau étoilé, ou un marin levant son bonnet. C'est une chose émouvante de voir grandir un pays. Et nous qui avons tant d'ancêtres, tant de héros tombés pour la patrie ! Chaque colline et chaque plaine de France abrite un mort glorieux ou plusieurs inconnus qui ont peiné et mérité. Nous pourrions aller tête nue par nos chemins, et le clairon pourrait tourner dans tous les sens son pavillon. Tant d'amour qui servirait encore ! Passé précieux et gaspillé ! L'Amérique ne laisse pas perdre une parcelle du sien. Nous descendons dans des canots automobiles qui nous mènent à terre. Les groupes s'engagent dans les allées d'un parc en pente rapide, les unes décrivant des lacets à travers les bouquets d'arbres, et la plus grande, carrossable, montant presque droit, avec sa large banquette de briques posées sur champ. J'imagine les attelages et les lourdes berlines du seigneur qui habitait là-haut. A présent, cette avenue ne connaît plus le poids des roues, à moins que ce ne soit d'une charrette de feuilles mortes ou de foin ; le tombeau du maître est à mi-colline, chapelle rouge dans la verdure ; il ne vient plus que des visiteurs, par la voie du fleuve, et la maison est à jamais inhabitée. La maison, longue, plate et blanche, posée à la crête du plateau, regarde, par-dessus les pelouses, tout un pays, les eaux coudées du Potomac, et les forêts qu'en s'écartant elles enveloppent et limitent de leur lumière. En arrière, elle a son accompagnement obligé de dépendances et de communs, son village, ainsi qu'on peut le voir, aujourd'hui encore, dans les domaines seigneuriaux d'Angleterre, cuisines, maisons du jardinier, boulangerie, et dix autres pavillons, y compris celui qui servait à fumer les jam-



bons. Devant la demeure du jardinier, — quel poste enviable ! — des bordures de buis d'une authenticité certaine, des buis taillés en murets, en corbeilles, en pétales de lys, des buis dont on aperçoit la membrure tordue et dégarnie à moitié, vestiges encore somptueux, abritent des fleurs dont un curé du village ne voudrait plus, primevères, oreilles d'ours et pensées. Je n'ai pas vu le jardinier. Il n'est pas fonctionnaire. Il dépend de la « Mount-Vernon ladies association, » qui conserve à l'admiration de l'Amérique le domaine du grand homme ; et je le crois assuré de ne point déplaire, s'il remplit bien son rôle de retardeur de la mort et de défenseur des bosquets. Quels beaux moments il doit connaître ! Lorsque la nuit d'été va commencer, — tous les visiteurs partis, et le petit pavillon d'accostage n'étant visé par aucune proue, — quelle splendeur pour lui ! La ville, au loin, mijote dans la chaleur humide de l'été. Les habitants riches ont tous quitté la capitale politique ; les mouches à feu traversent les avenues. Le jardinier de Mount-Vernon, debout au-dessus d'une contrée assoupie, regarde d'en haut les bateaux qui passent, et le premier souffle de vent est pour lui, que la brise se lève du fleuve, ou de l'océan invisible, ou des forêts qui l'ont gardée fraîche, tout le jour, parmi les mousses, et capable seulement d'un vol court.

*Washington, après une soirée.* — Parmi les gloires américaines, il faut célébrer l'œillet rose et la rose qui a nom, équitablement, « american beauty. » Ce sont des fleurs de grande santé, d'une richesse de ton qui ne heurte pas et ne fatigue pas ; elles ont le parfum non pas subtil, mais d'une fraîcheur vive et durable ; elles coûtent cher ; elles meurent à profusion sur les tables et dans les salons ; on m'a dit qu'elles vivaient en serre, — du moins les premières de la saison, — et si j'en préfère d'autres, je ne veux pas le savoir, mais elles ont le droit d'être aimées.

A la fin d'un de ces diners d'apparat qui ont groupé, chaque soir, les membres de la Délégation Champlain, j'ai posé cette question à mes voisins américains : « Ne pensez-vous pas que l'Amérique, qui a eu un bel éveil littéraire, avec Longfellow, Edgar Poë, Thoreau, Hawthorn, aura un jour sa grande période de littérature et d'art ? » Un citoyen considérable des États-Unis a répondu fermement :

— Non.

— Parce que ?

— Nous ne faisons rien pour cela. Nous ne le désirons pas.

— Les Barbares ont dû dire comme vous.

— Pas tout à fait. Ils brisaient les œuvres d'art : nous les achetons.

— Comment pouvez-vous admettre que votre patrie pourra manquer, toujours, de génies créateurs ? Vous acceptez qu'elle n'ait qu'une civilisation moindre ? Toute matérielle ?

— Oui, surtout matérielle, nos profits nous permettant de jouir, comme d'un luxe, des arts qui n'auront pas fleuri chez nous. Nous buvons votre champagne : c'est la même chose. J'accepte très bien l'idée d'une Amérique tributaire de quelques nations anciennes, pour les jeux de l'esprit.

— Ce que vous appelez jeu, c'est la vie même. Je vais vous dire le rêve que j'ai fait. Je suis, pour vous, plus ambitieux que vous.

Ma voisine, Américaine, écoutait de ses deux yeux où il y avait une mine d'or et une forêt mêlées ; tandis que mon interlocuteur, comme un taureau qui va charger, baissant un peu sa face carrée, coiffée d'une lamelle de cheveux noirs, fixait sur moi des prunelles non habituées aux nuances, et qui ne cessaient de dire : « Non, non, non. »

— Pourquoi pas ? Vous dites que l'éducation, l'exemple, la lecture des journaux, le besoin de luxe, développent jusqu'à la folie l'ambition de la richesse, et que toute la puissance des esprits américains est captée par les affaires. Vous faites de l'hyperbole, tout simplement, comme les poètes. Vous oubliez de quels élémens votre peuple est fabriqué. C'est un alliage où il entre de tout. Il n'est pas possible que, de tant de races qui se rencontrent ici, et se fondent, quelques hommes ne naissent pas, doués du génie qui fait les grands poètes ou les grands peintres. Je suppose qu'ils naissent. Que leur faut-il pour devenir illustres ? L'admiration ? Ils auront celle des femmes américaines qui ont cent fois plus de culture que leurs maris. Elles proclameront que ce livre est très beau et que ce panneau décoratif est une merveille. Elles y mettront la passion de la découverte, et la ténacité de l'amour-propre. Et les hommes ne tarderont pas à les croire, et à répéter : « Nous avons de grands artistes, » non parce qu'ils goûteront le livre ou la peinture, mais par patriotisme, et parce que les Américaines l'auront dit. Alors, le monde sera averti et sommé de ne pas marchander son admiration à

l'Amérique pensante, versifiante, romanisante, à l'Amérique décoratrice ou musicienne. Vous élèverez un palais à l'Art américain ; vous ferez faire, en or, la statue de vos poètes vivans, et vous mettrez un droit *ad valorem*, prohibitif, sur tout exemplaire importé d'Homère, de Dante ou de Shakspeare. Vous pouvez rire de mon rêve. Il est pour le bel honneur de l'Amérique.

Ma voisine approuvait, et disait :

— Oui, les femmes inventeront les génies.

L'homme politique riposta, rudement :

— Qu'elles les fassent donc : c'est beaucoup mieux leur rôle.

Une grande dame, anglaise, resta droite, et dit :

— Parce qu'ils commencent, ils s'imaginent que les autres finissent. La vérité est qu'ils commencent, et que les autres ne finissent pas.

Je me souvenais de ce fragment de conversation, en recevant, à l'hôtel, et au moment où j'allais quitter Washington, la visite d'un Français. C'était un religieux, jeune encore, et que j'avais connu en France. Nous avions, à nous retrouver, cette joie et cette peine qu'on imaginera. La joie cependant dominait. Nous ne pouvions nous faire qu'un petit nombre de questions, car le temps pressait. Les premières furent : « Vous souvenez-vous ? » La seconde : « Parlez-moi de la France. » Et, en finissant, mon ami me racontait sa vie en exil. Il professe à l'Université catholique de Washington. Je demandai :

— Vos étudiants ont-ils le goût de la philosophie et de la théologie ?

— Remarquablement, me répondit-il. J'avais été l'objet de grandes commisérations, le jour où l'on avait appris que je devais enseigner en Amérique. « Les Américains, me disait-on, ne vous suivront pas ; ils ne sont pas doués pour d'autres sciences que les mécaniques et les mathématiques. » Or, cela n'est pas vrai. Vous pouvez le dire hardiment. L'esprit philosophique est répandu en Amérique ; je suis frappé du progrès rapide, de l'aptitude, de la vigueur et de la bonne volonté intellectuelle que je rencontre parmi mes auditeurs. Vous ne sauriez croire, au surplus, l'admiration de l'Américain, en général, pour toute intellectualité.

3 mai. Lac Champlain. — Nous avons, ces jours derniers,

assisté à un bal donné par la « Société des Cincinnati. » Les descendants de ceux qui ont combattu, dans la guerre de l'Indépendance, portaient, hommes et femmes, un bijou qui rappelle cette noblesse. A Philadelphie, on nous a montré la *maison de l'Indépendance*, la cloche, aujourd'hui fêlée, qui sonna la liberté de l'Amérique, et, dans les salles du premier étage, les portraits des Américains et des gentilshommes français qui se battirent pour la même cause. Il y a partout, ici, un respect du passé, une recherche des moindres bribes d'histoire et de tradition. Les Américains réussissent, à force d'amour, à faire une grande histoire avec un court passé. Et nous ? Quels mauvais trésoriers de l'histoire de France nous avons eus ! Dix peuples pourraient se faire des ancêtres avec ceux que nous avons vu calomnier, oublier, effacer. La joie est vive, même si un peu de rougeur nous en vient ensuite, lorsque des étrangers célèbrent quelqu'un de ces Français d'autrefois, et nous rappellent la parenté. Nous avons eu cette joie, aujourd'hui, de l'aube à la nuit.

Depuis hier soir, nous voyagions en train spécial, afin de gagner les rives du lac Champlain. Ce matin, à la première heure, la sensation d'immobilité m'éveille. J'ouvre la fenêtre du Pullman, et je reconnais qu'en effet nous sommes arrêtés, sur une voie de garage, en rase campagne. Le jour est levé, le soleil ne l'est pas, mais va paraître. J'ai devant moi, à droite de la ligne du chemin de fer, des terres baissantes, herbues, sauvages à la manière des pâtures délaissées ; au delà une maison grande, sous des ormes, et au delà encore les eaux du lac, dont le luisant ne m'arrive que par lames, entre les brouillards blancs qui voyagent et qui montent. Le silence est admirable. C'est la saison, — déjà passée chez nous, — où les merles, à l'aube, se posent sur la pointe des arbres. Ils n'y manquent point. La dentelure des collines, au delà du lac et au-dessus des brouillards, devient d'un bleu vif, et soudain le globe du soleil dépasse le bord de l'écran. Aussitôt, un gros héron butor, qui regagne les bois, arrive au vol, les pattes en gouvernail et franchit le remblai. J'entends le bruit de rames de ses ailes courtes. J'entends venir un train, de l'extrême horizon, et le bruit est si menu qu'il rend présente l'immensité du paysage où il se dilue. La paix primitive est encore ici. Je sors, je vois, sur la gauche de la ligne, des plans successifs de collines boisées, dont les dernières ont un air de montagnes. Ce sont les monts Adirondackse.

On les appelle montagnes vertes, dans le pays, mais elles regardent le matin, et des milliards de bourgeons, tout empâtés, les habillent de pourpre. Chênes peut-être, érables probablement : ce bel érable qui a deux saisons rouges.

Vers huit heures, des automobiles viennent nous chercher. Je monte dans la première, avec Hanotaux et deux autres de nos compagnons. Nous n'avons pas un long chemin à faire : une côte entre des futaies claires, un palier de peu d'étendue, un tournant à gauche, une belle courbe descendante, jalonnée d'arbres verts, et nous voici devant le perron d'une grande villa, au bord de l'eau. Nos hôtes pour la matinée, Mr et Mrs S. H. P. Pell, s'avancent sous la véranda. L'automobile s'arrête, et, à ce moment, un petit coup de canon retentit en avant. Nous regardons dans la direction d'où le coup est parti, et nous voyons l'herbe de la prairie toute constellée de drapeaux tricolores. Une seconde automobile arrive ; elle est saluée comme la nôtre. Dans la belle maison très claire, très blanche, ornée de portraits de famille, et de gravures anciennes représentant les aspects d'autrefois de ce lieu tout ennobli d'histoire, nous sommes accueillis avec une grâce intelligente, et une science du monde qui laisse transparaître un cœur attentif et vrai. Il y a des minutes où de simples particuliers et de simples actions deviennent des argumens en faveur d'un pays. Et je ne pourrai plus entendre médire de l'esprit américain, sans me souvenir de l'hospitalité des Américains de Ticonderoga. Le nom est le nom indien de la forteresse qui fut confiée par Louis XV au marquis de Montcalm. Les Français disaient, disent et diront encore « Carillon. » A Carillon, le 8 juillet 1758, le marquis de Montcalm n'avait que 3 570 réguliers, 87 marins, 85 Canadiens et 16 sauvages sous ses ordres, c'est-à-dire 3 758 soldats ; mais il était retranché dans les bois, et il avait un refuge, en cas de besoin. Abercromby commandait une armée de 16 500 hommes, et il s'avancait pour vaincre cet ennemi faible et pour établir définitivement la domination anglaise sur le Canada. L'heure n'était pas venue. Une fois de plus, bien que l'ennemi fût vaillant et obstiné, la France, à armes inégales, fut victorieuse. En entrant dans la maison de Mr Pell, nous nous rappelons cette date, ces chiffres, et tout leur bel honneur. Nous nous souvenons que le matin, dans cette forêt où nous allons entrer tout à l'heure, Montcalm, enlevant sa veste et l'accrochant à une



branche d'arbre, dit à ses hommes, qui achevaient de garnir de pieux les retranchemens : « Enfans, la journée sera chaude. » Nous nous rappelons que, le soir, à cette même place, à la lueur longue du jour allongée par le reflet du lac, il écrivait : « Quelle journée pour la France ! La trop petite armée du Roi vient de battre ses ennemis... Ah ! quelles troupes que les nôtres ! Je n'en ai jamais vu de pareilles. »

En combien de lieux de la terre, chez les autres, notre mémoire ne pourrait-elle pas nous parler ainsi, tout bas, de la gloire de nos armes ? Mais ce qui est délicieux, c'est que la famille étrangère qui nous reçoit se souvient aussi, et qu'elle comprend, et qu'elle sait encore autre chose que de l'histoire. Tandis qu'on nous sert un premier déjeuner d'une ordonnance jolie et méditée, — il y avait jusqu'à des fruits de Californie ou de Floride jetés dans du vin aromatisé, — nos hôtes et les parens de nos hôtes nous parlent de cette France qu'ils connaissent, et qu'ils aiment, de Jacques Cartier, de Roberval, de Champlain « père des sauvages, » des missionnaires, de Frontenac, de Vaudreuil, de Montcalm. Ces noms revivent, et ceux des adversaires. Nous apprenons que M. Pell a voulu acheter tout le territoire où se battirent, autour de Carillon, les Français et les Anglais, afin qu'on ne puisse y bâtir d'hôtel, et diminuer le caractère sacré de ce paysage. N'est-ce pas un joli trait, et appartient-il, par hasard, à cette « civilisation matérielle » dont on fait aux Américains, tantôt un reproche, tantôt un si lourd compliment ? Nous sortons de la villa ; nous traversons la prairie, et, le terrain se relevant un peu, nous sommes devant un fortin carré, en pierre, protégé par des fossés. Les propriétaires l'ont restauré, mais la plus grande partie de ces moellons sont véritablement des pierres de guerre, et les poutrelles noires des chambres ont bruni à la fumée des pipes que fumaient, dans l'hiver dur de ces climats, les enfans perdus et presque abandonnés des régimens de France. On pense à ces reproches qu'ils devaient faire, aux nouvelles apportées par les sauvages, au vent qui soufflait, à la tempête de neige, et au « quand même » qu'ils disaient tous, après avoir grogné. Le fort est pavoisé en notre honneur. Sur la façade, une plaque de bronze porte cette inscription : *Germain redoubt, constructed by captain Germain, régiment des Gardes de la Reine, in 1758, by order of the marquise de Montcalm, in com-*



*mand of the fortress of Carillon.* Le long de l'ancien chemin couvert, tranchée aujourd'hui, nous montons vers l'intérieur des terres. Devant nous, à 500 mètres, de hauts glacis couvrent la colline, et cachent, jusqu'à la toiture, une construction qui devait servir de logement aux officiers. J'aperçois deux drapeaux claquant à la pointe de deux perches immenses, et plus bas, comme une corbeille de fleurs violettes, — mouvantes, car le vent est vif, — où ils auraient été plantés. Mais personne ne m'explique encore ce que nous allons voir. Et M. Pell, qui marche près de moi, se baissant, cueille la feuille laineuse d'une plante sauvage et me dit : « Gardez-la, en souvenir. Ici même, voilà quelques années, nous avons voulu faire une tranchée. Aux premiers coups de pioche, les ouvriers ont découvert des corps couchés, revêtus d'uniformes galonnés. L'ordre a été donné aussitôt de reniveler et de n'y plus toucher. » L'émotion nous gagne. Je continue de gravir la colline. Il faut tourner un peu pour trouver l'entrée de la forteresse de Carillon. Une douzaine de canons, en dehors, sont encore braqués sur le lac et sur la petite montagne voisine, « le mont de France, » d'où tirait l'artillerie anglaise. J'entre dans l'enceinte de la forteresse. Elle est en atours de fête. Elle attendait la France. Ah ! la voici qui est venue, la France. Et elle voit, devant la façade du vieux logement de Montcalm, dix étendards de soie que le vent déplie et qui retombent, pesans, sur la hampe, carrés violets bordés de blanc, panneaux bleus barrés de rouge, panneaux multicolores, tous les étendards des régimens de France qui furent représentés à la bataille de Carillon. Les couleurs victorieuses revivent dans la lumière. Et, bien au-dessus, dominant les talus et les toits, deux grands drapeaux protègent les autres, les commandent et les expliquent : le drapeau étoilé de la jeune Amérique, et le drapeau de l'ancienne France, tout blanc, fleurdelisé. Mes yeux se sont emplis de larmes, et je crois bien que deux larmes ont coulé. Je suis sûr qu'elles disaient : « Vive cette Amérique-là, qui a le cœur profond ! » Elles disaient autre chose encore, et je me sentais vivre dans la France d'autrefois, unanime.

La maison du fort est devenue un musée. Des épées, des fusils, des balles, des lettres, des clés, des bèches qui se sont battues, elles aussi, en élevant des retranchemens, des gravures de plusieurs époques sont là, pendus aux murailles ou serrés dans des vitrines, jusqu'à une vieille montre que le journal de

la forteresse, — conservé également, — disait avoir été perdue parmi les ruines. Nous nous attardons là, et je vois que nos compagnons de voyage parlent moins que tout à l'heure. Mais, lorsque nous faisons le tour des talus de Carillon, et que nous observons, dans la pleine clarté de dix heures du matin, toute la contrée que commande le vieux fort, les paroles reviennent, la joie aussi. Au delà des terres descendantes, au delà du lac, étroit en ce point, les collines s'étagent, et le bleu des lointains s'affermi jusqu'à dessiner des lignes nettes sur l'azur pâle de l'horizon. Quelqu'un dit :

— N'êtes-vous pas d'avis que cela ressemble à la plaine de Pau, vue de la terrasse?

En effet, si j'efface de mon souvenir l'image des eaux bleues, que ne rappellent en aucune façon les eaux du lac Champlain, troublées par la fonte des neiges, et qui refusent le ciel, les deux paysages ont une parenté de mouvement. L'atmosphère même est transparente ici, et favorable aux architectures étagées des lointains.

Un autre de nos compagnons, qui observe plutôt la forme longue du lac, et la couleur des arbres de premier plan, dit, presque au même moment :

— Je crois voir les Vosges, avec Retournemer et Longemer.

Tous d'ailleurs, nous reconnaissons ici des harmonies françaises.

Quelques heures plus tard, nous sommes sur une pointe de terre, loin déjà du fort de Carillon, au pied d'un phare de pierre blanche. Le phare domine un meulon de mauvaise rocaille, unique, debout parmi des lieux bas et des prairies, qui s'étendent en arrière. Quel désert ce doit être, et depuis l'origine du monde, cet éperon que bat la vague courte du lac Champlain! Mais aujourd'hui les gens des villages américains, ceux qui habitent dans les monts Adirondacks, ceux de l'autre côté de l'eau, mineurs, fermiers, et quelques industriels, ou des pêcheurs de truites venus pour préparer la campagne prochaine, sont accourus à *Crown point*. Des chevaux, au piquet, broutent dans les prairies; d'autres sont attachés aux branches d'un fragment de haie, reste peut-être d'une plantation faite par la main d'un vieux Français jalonneur et jaloux; des carrioles américaines, — un petit siège sur quatre roues légérisssimes, — des chariots, vingt

automobiles sont épars dans les herbes, tandis qu'autour du phare, à tous les degrés du raidillon de pierre, assise sur des planches ou sur la terre, la population mêlée, familière, contenant mal les enfans qui trottent comme des cailleteaux, écoute, comprend ou fait semblant de comprendre les discours qui glorifient Champlain. Le médaillon de bronze qui représente la France, l'œuvre de Rodin, apportée par nous, est déjà posée dans sa niche, face au large. Le vent souffle. Il fait vibrer les dix cordes tendues depuis la lanterne du phare jusqu'à terre, en couronne, et claquer le grand pavois, tous les drapeaux qui les ornent. Et, comme j'ai de longues distractions lorsque le discours est en anglais, j'entends ce que disent les drapeaux :

— Les voyez-vous, ces hommes assis au premier rang? Ils ne sont pas d'ici.

— C'est évident qu'ils ne sont pas d'ici! Vous parlez pour dire peu de chose : sont-ils tannés par le grand air? Ont-ils l'honnête laisser aller du citoyen américain?

— Je suppose qu'ils sont de Paris?

— Vous avez un moyen bien simple de le savoir, mon cher. Ne faites pas tant de bruit! Écoutez! Quand ils sont de Paris, ils ne manquent jamais de le dire!

— ... Justement, l'orateur vient de le proclamer : ils viennent de Paris.

— Pas très étendue, la France?

— Pas très redoutable?

Un drapeau où il y avait de la fumée noire dit :

— Pas très sérieuse?

Alors, le drapeau anglais, qui n'avait rien dit, claqua d'un coup si sec qu'un fouet n'aurait pas mieux fait.

— Très sérieuse, mon cher. J'ai connu les Français à une époque où vous n'étiez pas grand'chose, soit dit sans vous offenser. J'ai connu Champlain. Il avait l'air jovial. Il plaisantait volontiers. Les sauvages lui disaient : « Nous aimons que tu nous parles. Tu as toujours quelque chose de joyeux à dire. » Mais, croyez-moi, je m'y entends : c'était un colonial, et un rude adversaire. Je dis adversaire, parce que c'est le nom qu'on donne à ses anciens ennemis quand ils sont devenus nos amis, vous comprenez?

— A peu près.

Je laisse les drapeaux s'agiter. Je pense à ce brave dont c'est

la fête, en ce moment, à sa petite ville de Brouage, endormie et ruinée dans les herbes, aux rêves de gloire qu'il y fit, tout jeune, semblable en cela à beaucoup d'hommes de son temps, et qu'il accomplit parce qu'il avait un cœur capable de souffrir pour son amour. Or il aimait la France; il la quitta pour la mieux servir; il emporta d'elle, aux Indes Occidentales et plus tard au Canada, pauvre compagnon, une image parfaite et toute sainte. Presque seul parmi les sauvages, ayant chargé sur ses fortes épaules des rames, des provisions et la couverture où il se coucherait pour la nuit, éprouvé par le chaud, le froid, les moustiques, la longueur des exils et l'incessante trahison des hommes, il allait, sur les terres mêmes où nous sommes, à la découverte, voyant un monde nouveau se lever autour de lui, et le donnant à son maître du ciel en même temps qu'il le donnait au Roi, secrètement, à chaque heure, à chaque regard par quoi il prenait possession de ce monde inconnu. Car il disait : « Les rois ne doivent songer à étendre leur domination dans les pays infidèles, que pour y faire régner Jésus-Christ. » Le commerce n'était pas oublié. Mais quelle humanité supérieure ! Elle est encore vivante, méconnue seulement. Champlain a passé ici. Je songe que ce paysage a été reflété dans ses yeux comme il l'est dans les miens. Ce paysage ? Est-ce bien sûr ? Où sont les témoins certains ? Ce n'est pas la prairie, qui est neuve. Ce ne sont ni les arbres, trop jeunes pour l'avoir pu connaître, ni les eaux qui ont changé, ni les nuages, ni les ancêtres même des spectateurs rassemblés sur cette grève : à peine peut-on dire que le mouvement du sol chantait comme aujourd'hui, le même vers dans l'hymne universel.

... 8 heures du soir. — Nous avons repris notre train spécial, et longé, aux dernières heures du jour, le lac Champlain. Il n'y a pas deux semaines que la débâcle des glaces a donné le signal du printemps. Déjà les bouleaux, au bout de leurs branches d'acier menu, ont des pendentifs d'un vert pâle. Les eaux sont devenues, vers le Nord, extrêmement larges. Nous cherchons, dans la campagne où la lumière s'éteint, les clochers de chez nous. Les villages, à présent, sont presque entièrement habités par des Canadiens émigrés. Nous approchons de la frontière. Voici deux grandes fermes bâties sur le dos d'une longue et large vague de terre parallèle au remblai. Elles doivent voir,

dans les demi-ténèbres, la fumée, qui est rouge en dessous, de la machine, et les panneaux de lumière entraînés sur les « lisses. » Nous, le front appuyé aux vitres, nous voyons, car la distance ne doit pas être de trois cents mètres, des constructions nombreuses, trapues, faites en planches et qui ont l'air d'être posées sur le sol nu ; puis des champs qui attendent la charrue. Un peu de neige dort et meurt en dormant dans le creux d'un sillon. « Ne trouvez-vous pas que les clôtures sont plus rapprochées ? — Oui, besoin d'intimité : la famille et les champs sont comme chez nous, serrés autour des chefs. Voyez cette palissade qui clôt la jachère ? — Et la ligne de poteaux autour du pré ! — Et la haie ! Oui, une haie ! une clôture vivante ! Ah ! monsieur, qu'elle fleurisse seulement, et je me croirai à cinquante lieues de Paris ! — Regardez l'homme, à présent ! » Il rentrait, le dernier, lent, balancé sur ses jambes, un peu courbé en avant et les bras dépassant la ligne du corps, comme s'il tenait la charrue. Mais je voyais bien qu'il causait avec sa terre, en marchant, et qu'il avait si profond dans l'esprit l'espérance et le souci du printemps, que le passage du train n'interrompit pas le songe. Il revenait. Il était une ombre dont la forme s'est promptement fondue avec les mottes et couchée dans l'universelle ténèbre, et il n'y eut plus, pour nous déjà bien loin, qu'une fenêtre éclairée, un point lumineux, dominateur et doux, sur la courbe invisible, et vers lequel le fermier s'avancait.

La nuit est venue. Le sommeil commence à nous prendre. Tout à coup je sursaute. Le train s'arrête. Nous sommes enveloppés d'une foule qui crie. Le nègre se précipite pour empêcher ces voyageurs d'envahir les wagons. Le bruit augmente. Hanotaux paraît à l'extrémité de la voiture, et appelle à haute voix : « M. de Rochambeau ? Général Lebon ? Barthou ? Lamy ? René Bazin ? Blériot ?... » et tous les autres noms successivement. Il nous presse : « Dépêchez-vous ! On veut vous voir ! Le train ne s'arrête que cinq minutes ! » Nous accourons. L'un après l'autre, nous apparaissions sur les marches du petit escalier du Pullman : mille, deux mille personnes peut-être se pressent sur le quai de la gare ; hommes, femmes, enfans, tous nous tendent les mains ; tous essayent d'approcher ; tous crient : « Vive la France ! Vivent les Français ! Parlez-nous ! Parlez-nous ! Vive la France ! » Je ne sais plus ce que j'ai dit. J'ai crié : « Vive le Canada ! » Je crois que j'ai promis de revenir !



Déjà ! Les visages étaient de ceux que j'ai toujours connus. Les yeux brillaient d'une amitié sans étonnement, qui est celle de la race. Quand j'ai demandé :

— Où sommes-nous ?

— Saint-Jean ! Et vive la France ! m'ont-ils répondu.

... Le train s'est remis en marche. Les lumières de la gare de Saint-Jean sont menues comme un grain de poudre qui flamberait dans la nuit. Nous serons bientôt à Montréal.

*Dimanche 5 mai. Montréal.* — Hier soir, les Montréalais nous ont reçus d'une façon magnifique, dans la grande salle de l'hôtel Windsor. Et, quand mon tour a été venu, à la fin du dîner, de saluer le Canada, je n'ai eu qu'à raconter mon émotion de l'après-midi et de la nuit d'avant-hier, de ce que je puis appeler « la nuit de Saint-Jean : »

« La courtoisie traditionnelle et si haute de l'Angleterre ne sera pas surprise si, venant pour la première fois dans ce pays, et y rencontrant de lointains et chers parents, c'est à eux que j'adresse mon salut.

« Canadiens-Français, j'ai deviné à plus d'un signe, et longtemps d'avance, hier, que nous approchions de votre pays.

« Dès le Sud du lac Champlain, j'ai commencé d'observer que les labours étaient bien soignés. Les mottes s'alignaient droit, sans faire un coude, tout le long des guérets. A peine la neige avait fondu, que déjà de grands amis de la terre, de fins laboureurs ouvraient les sillons pour la semence. Et j'ai pensé : C'est comme chez nous ; quand les hargnes de mars sont passées, la charrue mord les jachères.

« Un peu plus loin, j'ai vu des haies, des palissades plus multipliées qu'en pays de New-York. L'espace était immense, mais il était clos. Et j'ai pensé : Ce sont bien sûr nos gens, qui aiment à être chez eux !

« En même temps, le caractère des paysages, par la culture qui fait une physionomie plus souple et plus vivante au sol, le caractère des paysages changeait. Quelques-uns de nous disaient : « N'est-ce pas notre plaine ? N'est-ce pas nos montagnes ? N'est-ce pas la claire lumière ? »

« Dans un chemin, j'ai vu beaucoup d'enfants. Ils ont levé les yeux, et ils riaient à la vie nouvelle. Et j'ai dit : Nombreux, mutins, bien allans, ce sont leurs fils !



« J'ai aperçu, enveloppé d'ormeaux, un clocher fin, tout blanc, d'où partait l'Angelus du soir, et j'ai dit : Puisque mon Dieu est là présent, les Canadiens sont tout autour !

« Et, en effet, dès que le train se fut arrêté, nous vîmes une grande foule qui nous attendait, et des visages heureux, et tout à fait de la parenté. On se reconnaissait. On se disait : « Ah ! les braves gens ! Les gens de chez nous ! » Le bruit des acclamations renaissait comme la houle.

« Alors, chacun de nous a senti les larmes lui monter aux yeux, celles qui sont toutes nobles, celles qui effacent peut-être les fautes du passé.

« Et j'ai résolu de saluer, ce soir, les Canadiens-Français, qui ont fait pleurer les Français de France. »

Aujourd'hui dimanche, nous allons voir le parc de Montréal. Il est au milieu et au-dessus de la ville, montagne boisée d'assez bonne hauteur. Les premières pentes sont couvertes de belles villas et de jardins, puis les routes montent en lacet parmi des futaies. Nos chevaux tirent à plein collier. Nous rencontrons des groupes de cavaliers qui sont, certainement, des Anglo-Canadiens, car cette ville est mixte, partagée inégalement entre des races différentes. J'ai même traversé plusieurs fois un quartier où abondent les enseignes et les affiches en hébreu. Il y a peu de monde au parc ce matin, et, par momens, lorsque les érables, les chênes, les hêtres, forment muraille et font l'ogive, ou qu'une avenue transversale ouvre sur un petit plateau gazonné, mouillé et tournant, on se croirait loin d'une ville. Cependant, la ville nous enveloppe. Un caillou bien lancé retomberait sur une maison. Nous arrivons sur une vaste terrasse sablée, ménagée au sommet du parc, et protégée par une balustrade. De là, le jour étant limpide, et le paysage très plat, on a une vue géographique, étendue et précise. En bas, à une belle profondeur, apparaît très net et presque sans relief le dessin de la ville, avec les rues, les avenues, les places, quelques clochers, quelques tours, et, à la périphérie, des cheminées d'usines. Elle s'infléchit à l'Ouest et à l'Est ; elle fera bientôt, nous disent nos amis Canadiens, le tour de la montagne, et elle sera une cité immense comparable aux plus grandes des États-Unis, dominée par une gerbe de futaies. Déjà son étendue et sa puissance me surprennent. Elle occupe tout l'espace entre la montagne et le Saint-Laurent, qu'on voit venir des brumes de

l'extrême Ouest et se perdre dans les brumes de l'Est. Elle a ses manufactures au bord du fleuve, et un voile de fumée, qui paraît mince parce que tout est grand ici, flotte sur les eaux jaunes. Au delà du fleuve, s'étend une plaine et, si je ne savais où je suis, je dirais le royaume des plaines. Il n'a point de limite discernable. Les plus voisines de ces étendues sont à cette distance où déjà les couleurs des choses se fondent et renaissent en harmonie. A l'heure où nous sommes, le ton commun est un roux ardent, qui se mélange peu à peu de violet, et se perd dans cette pourpre qui unit le bas du ciel à la ligne invisible de l'horizon. Des montagnes pareilles à celle qui nous sert d'observatoire, des Laurentides isolées, se lèvent au Sud-Est ; elles ont la forme des meules de paille, les premières presque nettes, les autres, deux, trois, je ne saurais donner un nombre, si transparentes et d'un contour si léger qu'elle semblent des nuages pour un moment posés.

*Les campagnes autour de Montréal.* — Je n'ai pas entrepris de raconter le voyage de la Délégation Champlain, ni de nommer tous ceux que je me félicite d'avoir connus ou retrouvés, ni de décrire les réceptions qui nous furent faites, à Étienne Lamy et à moi, après le départ de la Délégation, par les principales œuvres de charité ou d'enseignement chrétien de Montréal. Je recevrai, bien sûr, à Québec, dans les grandes salles des maisons d'éducation, ce même accueil, délicieux et ancien, composé d'amitié, de menuet et d'éternité. Que de fois, en France, j'ai été ému par ces visages mêmes, cette politesse, cette révérence, cette grandeur et cette jeunesse ! Je n'écris pas un livre, mais des notes où le paysage a la plus grande part. Et je dirai quelque chose des campagnes, parce que je les ai vues mieux que tout le reste.

Je suis invité à déjeuner chez un riche cultivateur du village de Saint-Laurent, frère d'un chanoine de la cathédrale. Et comme le chanoine fait partie de cette sorte de famille ecclésiastique, vicaires généraux, secrétaires, économes, que préside l'archevêque, mon très honoré et cher ami Mgr Bruchési, c'est de l'Archevêché que nous partons. Il est de bonne heure. L'automobile qui est venue nous chercher appartient à un cultivateur, frère aussi du chanoine et de mon hôte prochain. Nous passons au pied de la montagne-parc, dans ce joli faubourg

d'Outremont où sont bâties des villas, parmi des verdure caduques, en ce moment jeunes et fines. La route ne vaut pas les routes de France ; elle est seulement suffisante ; mais nous n'avons pas fait trois milles hors de la ville, que nous nous trouvons en présence de l'obstacle le plus inattendu : une maison en voyage. Oui, une maison en bois, comme elles sont presque toutes à la campagne, de notable largeur, et composée d'un rez-de-chaussée, d'un premier étage et de deux mansardes. Elle a dû se mettre en marche à l'aurore. Elle est solidement assise sur des rouleaux ; les rouleaux peuvent tourner sur des madriers qu'on a disposés sur le chemin, l'un à droite, l'autre à gauche, comme des rails, et l'énorme promeneuse est tirée par une chaîne, qui s'enroule autour d'un treuil, en avant. Quant au treuil, il a été planté, — pouvait-il l'être mieux ? — droit au milieu de la couche de macadam, et un brave cheval, tranquillement, tourne autour du pivot. Notre chauffeur n'hésite pas ; il donne un coup de volant à droite, fait sauter l'automobile sur la banquette d'herbe, coule dans un caniveau, remonte, salue le cheval résigné qui hale la maison, puis il reprend la route et file à bonne allure. La campagne est de sol léger, propre à la culture maraîchère. Je n'aperçois pas une terre en friche, pas un buisson inutile. Mes compagnons me donnent quelques détails sur Saint-Laurent, dont nous approchons.

— 500 feux, dont 150 abonnés au téléphone.

— A quoi sert le téléphone, dans les fermes ?

— Pour les affaires, donc ! Et en hiver, quand on ne peut pas sortir, on fait un bout de causette par le fil. Ce qu'on s'amuse, l'hiver !

Cette note, cette allusion au plaisir de l'hiver, voilà dix fois que je l'entends, depuis le peu de jours que je vis au Canada. J'apprends aussi que la spéculation sur les terrains, qui détruit tout l'ordre des valeurs en abaissant le travail, se porte particulièrement sur cette région où nous sommes. Un nouveau chemin de fer, le Grand Nord, va la traverser. Les compagnies américaines n'acquièrent pas seulement, comme les nôtres, la largeur d'un trait de plume sur le plan cadastral : elles achètent des domaines considérables, qu'elles revendront s'il leur plaît. Presque toutes les fermes de la paroisse de Saint-Laurent ont été cédées ainsi, depuis quelques mois, soit au Grand Nord, soit à des compagnies financières. Tout autour de

Montréal, d'ailleurs, ce sont des centaines de familles qui se trouvent, volontairement, appauvries de leur maison et de leur terre, et chargées d'or. Des fermes de 50 000 francs viennent d'être payées 200 000 francs, d'autres 500 000. La tradition rurale est ébranlée et la vocation des jeunes en grand péril. Je regarde les guérets sablonneux où demain seront bâties des usines. L'automobile s'engage dans un chemin transversal et médiocre, et s'arrête devant une très jolie maison, construite en bois verni, et précédée d'un petit pré clos. Tout le long de la clôture blanche, des drapeaux aux couleurs françaises, d'autres aux couleurs pontificales ont été plantés, et, çà et là, des banderoles portent écrit, en lettres d'or, le mot « Bienvenue. » La façade du cottage, les colonnes de la véranda qui tourne, selon la mode canadienne, autour du rez-de-chaussée surélevé, sont décorées de drapeaux aussi et de guirlandes. Toute la famille est là groupée, le père et la mère, des frères et des sœurs, des fils et des filles. On me reçoit comme un parent qui aurait longtemps oublié de venir en Amérique, et que l'on fête, afin qu'il se souvienne et qu'il regrette sa négligence. Quelqu'un m'a dit hier, à Montréal, dans la rue : « Vous allez dîner chez M. Adé-lard Cousineau ? — Oui. — C'est un homme qui « vaut » un gros chiffre. » Il avait précisé. Mais ce n'est pas notre manière de compter. La richesse est ici évidente : il suffit, pour n'en pas douter, de pénétrer dans le salon où l'on me fait asseoir, puis dans la salle à manger ornée de fleurs. Mais, en voyant mon hôte robuste, aux yeux clairs, au visage hâlé, je pense beaucoup moins à sa fortune qu'à ce qu'il « vaut » moralement, à son air d'honnête homme, de brave homme, et encore de pionnier qui a lutté. Il préside la table, autour de laquelle ont pris place des frères, des beaux-frères, des fils, des neveux ; les jeunes femmes et les jeunes filles servent les plats innombrables, changent les assiettes, et ne cessent d'aller et de venir entre la salle et la cuisine ; mais non pas toutes, car, dans le salon voisin, pendant le repas, une voix fraîche chante des chansons et des romances. Les souvenirs me reviennent en foule, surtout ceux des métairies de la Vendée, où les femmes, qui sont reines, et reines incroyablement, d'après l'usage ancien mangent après les hommes. Nous causons aisément, et sans chercher les mots, à cause des fraternités qui nous lient, et du goût de la terre que nous avons commun. Puis je vais visiter la ferme voisine, « la

maison de Jasmin, » qu'on m'a dit être du vrai type français, et pareille aux anciennes. Elle date de 1808. C'est, en effet, en plus grand, un logement de fermiers français. Hélas ! le domaine a été vendu. Il va falloir quitter le sol défriché par les aïeux, voir détruire les plantations qui promettent et celles qui sont en plein remerciement. Le père me montre ses groseilliers et ses pommiers. La mère, — elle a eu dix-sept enfans, — me présente deux jeunes gars élancés, à l'œil timide et brillant, et me dit, avec fierté : « En voici deux, monsieur, qui seront cultivateurs, comme nous. Ils ne veulent rien autre chose. N'est-ce pas ? » Et les enfans confirment de la tête, gravement, la parole maternelle.

Nous remontons en voiture. L'automobile achève de traverser la grande île sur laquelle est bâti Montréal. Je retrouve un de ces paysages fluviaux qui sont vraiment une des caractéristiques de la nature américaine : eaux débordantes, îles et rives boisées, terres à peine émergentes, solitude des forêts primitives, noyées dans les fleuves géans. Nous entrons alors dans la paroisse de Saint-Eustache. Les cultures reparaissent, puis les bois. Nous avons pris une belle route qui coupe un bois non exploité. Et je ne veux pas dire que des bûcherons n'y sont jamais venus couper un tronc d'arbre, mais la main de l'homme, la main ravageuse n'a pas travaillé avec méthode. Les essences les plus diverses sont mêlées, et j'admire le vert tout jeune des épinettes, et ces thuyas échevelés, qu'on appelle cèdres au Canada, et dont le bois n'est jamais attaqué par la vermine. Le regard est vite arrêté ; il ne fouille pas les profondeurs : mais il y a des clairières, aux deux bords de la route, et j'aperçois, au milieu des arbres qui font le rond, des fleurs d'une blancheur vive, que je ne connais pas. « C'est le lys des bois, » me dit un de mes compagnons. Je descends, et, marchant sur la très épaisse mousse, toute gonflée d'eau, j'approche du massif sauvage. Non, je n'ai jamais vu ces trois pétales charnus, pointus, d'un blanc parfait, ouverts à l'extrémité d'une tige fine et haute d'un pied. Je cueille une gerbe de ces premières annonciatrices du printemps canadien. Nous repartons. Les terres de labour nous rendent l'horizon. Un peu de temps, nous suivons un vallon encaissé, fait en corbeille longue, et plein d'arbres qui ne dépassent les bords que du sommet de leurs frondaisons, et, quand nous sortons de là, nous sommes devant une ferme de belle appa-



rence, qui a ses étables à droite et, à gauche, ses hangars.

— Je vous présente M. Philias Barbe.

Je vois venir à moi un homme encore jeune, maigre, roux de cheveux, qui me tend la main. Une chose m'étonne. Il ignorait, il y a une minute, qu'il dût recevoir une visite; nous sommes à la fin de la semaine : et cependant il est rasé avec soin, il porte une chemise blanche et un complet de drap noir avec lequel il pourrait faire son tour de ville. Je ne tarde pas à avoir l'explication. Nous montons l'escalier qui conduit à la salle de réception, bien ornée ici, de tapis, de fauteuils, de rideaux et de gravures. On m'a raconté, en chemin, que M. Philias Barbe, qui possède, par héritage, un domaine de deux cents arpens, en a acheté un second, de même étendue, dans le voisinage immédiat, pour établir son fils aîné. Il est propriétaire, il est riche, la plupart des agriculteurs canadiens le sont, du moins ceux qui possèdent la vieille terre patrimoniale : mais cela ne m'explique pas la barbe fraîche, un samedi à quatre heures, alors qu'il est de tradition lointaine, dans nos campagnes, de passer chez le barbier le dimanche matin, avant la grand'messe. Au moment où nous entrons dans le salon de la ferme, — aucun autre mot n'est exact, — deux grandes jeunes filles travaillent à des ouvrages de couture. L'une est en corsage blanc, l'autre en corsage rose. Je demande en riant si les fermières canadiennes s'habillent ainsi pour faire le ménage.

— Non, bien sûr, répond l'ainée : mais, le samedi après midi, c'est l'habitude que les pères, les mères et les jeunes filles fassent un brin de toilette.

— Et qui achève l'ouvrage?

— Les garçons. Vous n'avez qu'à voir mes frères.

En effet, un jeune homme entre, décidé et de mine intelligente, comme le père. Il est en habits de travail. La mère a dix enfans, cinq filles et cinq fils. Deux des filles sont religieuses. Les fils font valoir le domaine, et il n'y a pas besoin de valets de ferme, non! bien que l'ouvrage ne chôme pas. Il faut des spécialistes chez maître Philias Barbe. Tout le lait des vaches doit être expédié à la beurrerie. Et, pas de retards!... Beau temps ou mauvais temps, on est toujours pressé. La grande culture, à elle seule, occuperait bien six hommes qui n'auraient qu'une demi-bonne humeur au travail; mais le père a entrepris de cultiver les fraises, les tomates, et autres bricoles, et tout doit



arriver frais au marché de Montréal, à plus de sept lieues d'ici!

Nous allons, entre hommes, visiter les terres. Elles sont jolies, plaisantes à l'œil, et fines de grain. Ce n'est plus tout à fait la plaine, mais une lente montée, qui fait voir toute la moisson au soleil, dès l'aurore, et au maître également. La meilleure partie est labourée. Mais au sommet de la vague, loin de nous, et dans le bleu déjà des brumes d'horizon, il y a des bois.

— A qui sont-ils?

— Ils sont à moi. Mais ceux de droite sont à l'ainé.

J'ai pris congé de toute la famille rangée devant le perron de la ferme. La mère m'a offert un verre de « chartreuse, » qu'elle avait faite avec des herbes puissantes. Et je suis parti, regardant derrière moi, tant que j'ai pu apercevoir la maison et les gens.

J'ai parcouru, un autre jour, le chemin de Montréal à Sainte-Anne de Bellevue, qui côtoie le Saint-Laurent et les rapides de Lachine, et j'ai visité la ferme modèle du Bois de la Roche. Étables, écuries, bergeries, porcheries, poulailler, où vivent des bêtes de races choisies, j'ai visité toutes les dépendances de ce beau domaine qu'exploitent un régisseur et quatorze « engagés. » Mais je ne saurais pas juger l'agriculture de luxe. Je m'en tiens aux fermes conquises sur l'antique forêt, et transmises de père en fils, dans la même famille, presque toujours d'origine française et toujours cultivant elles-mêmes. Plusieurs études généalogiques ont été faites, sur les familles rurales de telle ou telle paroisse. On y relève des noms qui nous sont familiers, parmi lesquels beaucoup de sobriquets, de seigneuries, comme on disait jadis. Il semble qu'on revoie, rien qu'à les prononcer, les anciens soldats des régimens de France, qui se firent laboureurs quand le Canada passa sous la domination anglaise. Je relève par exemple, dans le dictionnaire des familles de Charlesbourg, par le curé Gosselin, des Amiot, Larosée, Brindamour, Aubry, Beaulieu, Bergevin-Langevin, Blondain, Bresse, Ladouceur, Latulippe, Lavigneur, Roy, Vandal, Malouin, Papillon, Provençal, Robitaille, Sansfaçon. Mais le document le plus intéressant est ce *Livre d'or de la noblesse rurale canadienne-française*, qui fut publié à l'occasion des grandes fêtes du troisième centenaire de Québec, en 1908. Un Comité des anciennes familles fut chargé de rechercher, dans la province, quels étaient les cultivateurs qui pouvaient justifier

de plus de deux cents ans de présence familiale sur la même terre. A chacun de ceux-ci, une croix de vermeil était promise, et un diplôme. Or, il y eut deux cent soixante-treize de ces nobles, et, assurément, le recensement ne put être complet. Qui étaient-ils, les chefs de la lignée? Après le traité de Paris, du 10 février 1763, il fut accordé aux Français un délai de dix-huit mois pour vendre leurs biens et retourner en France. Un grand nombre en profitèrent. Les historiens nous disent qu'il resta cinq cents soldats, quelques rares employés et artisans, et des laboureurs « attachés au sol et qui ne le quittèrent point. » La plupart des prêtres, attachés aux âmes comme les paysans à la terre, ne songèrent pas même à laisser les paroisses commençantes. Et ce fut le début d'un empire.

*Québec.* — De la terrasse de Québec, où des habitués se promènent, dans le vent du matin, j'aperçois le plus beau carrefour d'eau qui soit au monde. Quatre régions de plateaux, d'une hauteur à peu près égale et s'opposant deux à deux, s'avancent dans le fleuve : celle de Québec, élevée de plus de cent mètres au-dessus des eaux, la côte de Beauport à gauche, la pointe de Lévis à droite, en face l'île d'Orléans. Je ne vois limpide, avec tout l'amusement des reliefs et des couleurs, que la basse ville étendue au-dessous de moi. Les autres terres sont distantes. Le paysage est immense. L'œil ne s'intéresse plus aux formes secondaires, mais aux longues lignes droites de ces terres hardies, qui enfoncent leurs falaises dans le courant. Les pointes sont brunes, les sommets d'un vert pâli par le lointain. Entre eux, il y a la lumière des eaux, qui est jaune aujourd'hui, et qu'un vieux Canadien m'assure avoir vue très bleue, et glauque, et violette, et quelquefois encore, au soleil descendant, toute tavelée d'or et de rouge, comme une forêt d'érables transparente. Cette lumière, au moment où je passe, n'a qu'une beauté médiocre. D'où vient donc mon émotion? Pourquoi mes lèvres, malgré moi, s'ouvrent-elles pour dire : Que c'est beau ! que c'est beau ! Pourquoi mes yeux se reposent-ils, avec une telle joie, sur ces étendues qui bâtissent, autour du Saint-Laurent, un dessin géométrique? Vers le Nord et vers l'Est, toute la côte de Beauport et de Beaupré est dominée par la chaîne des Laurentides. Elles suivent le fleuve; elles ont des mouvemens d'une souplesse parfaite; elles font, au bas du ciel, une suite de

dentelures légères, dont la dernière, et d'un si grand dessin, celle du cap Tourmente, se perd, à d'infinies distances, du côté où est la mer. Longtemps je les ai regardées, et j'ai regardé l'île d'Orléans, et la pointe de Lévis. Et je devine que la beauté du paysage de Québec est d'abord d'ordre architectural, conforme à un instinct mystérieux de l'esprit, et qu'elle procède de cette ordonnance où se mêlent les lignes droites des caps et les lignes courbes des Laurentides.

Rien, en France, n'est plus français que ce Québec du Canada. Les gens et les maisons sont de chez nous. On ne voit pas de gratte-ciel. Les gamins, rencontrés dans la rue, flânent, jouent, rient, se disputent, s'envolent comme les nôtres. Lorsque, le soir, je rentre chez sir Adolphe Routhier, et que nous causons de toutes choses françaises, librement, il me semble que je suis en déplacement, aux environs de Paris, chez un confrère de l'Institut, qui a une belle maison et une famille fine.

*Les campagnes. Saint-Joachim.* — Je vais voir, sur la rive gauche du Saint-Laurent, des terres qui appartiennent, ou ont appartenu au séminaire de Québec, en vertu du testament de Mgr de Montmorency-Laval (1680). Mon compagnon de route, le savant abbé Gosselin, me cite, de mémoire, les dates où quelques-unes des familles de Saint-Joachim s'établirent au bord du fleuve et défrichèrent le sol que les descendants n'ont pas quitté. « Il y a là, me dit-il, un Joseph Bolduc, dont la noblesse remonte à sept générations, jusqu'à Louis Bolduc, procureur du Roi, de Saint-Benoît, évêché de Paris, et qui vint ici, dans le comté de Montmorency, en 1697. Il y a un Féruc Gagnon qui descend d'un Pierre Gagnon, de Tourouvre en Perche, venu à Saint-Joachim en 1674. Les Fillion descendent d'un Michel Fillion, notaire royal, de Saint-Germain-l'Auxerrois, mais ils ne sont « habitants » que depuis 1706. Les Fortin ont commencé d'ensemencer la Grande Ferme en 1760, et les Guilbault de cultiver La Fripone en 1757. Vous verrez combien sont prospères les familles, celles-là ou d'autres, que nous visiterons. »

Le train s'arrête à la station de Saint-Joachim. Nous montons dans une petite voiture à quatre roues, et traversons le village, puis un grand bout de plaine, où chaque champ est soigneusement clos, où, çà et là, bordant les chemins, se lève une double ligne d'ormeaux. Les terres plates où nous voyageons,

terres d'alluvions sans nul doute, s'étendent jusqu'au pied de la belle montagne qui porte le nom de Cap Tourmente. Quelle joie ce serait, de vivre une semaine de chasse et de pêche dans ces Laurentides ! Je n'ai pas vu encore d'aussi belles futaies d'érables. Elles n'ont pas leurs feuilles, mais leurs ramilles, et sans doute aussi les bourgeons entr'ouverts, font de grandes tentures, ocellées et moirées, aux flancs de la montagne. Nous devons être à une lieue au moins, peut-être une lieue normande, de cette forêt attirante. N'y pensons plus. Le chemin ne nous y mène pas. Il va, parallèlement au fleuve, et voici, devant nous, une longue habitation en bois, avec la vérandah coutumière. Le fermier, — par exception, le mot peut s'employer ici, — nous reçoit à l'entrée. Il est jeune, solide, haut en couleur, et il porte les moustaches, et ces demi-favoris que j'ai souvent vus en Normandie. La fermière, accorte, claire, pas très parlante, mais parlant bien, a préparé le déjeuner. Elle a jeté, sur sa robe grise, un tablier à broderies rouges, et, quand nous entrons, elle appelle, pour nous faire honneur, sa dernière ou avant-dernière :

— Allons, viens dire bonjour, Marie-Olivine !

Les étables sont presque vides, car le temps est arrivé où les bestiaux vont dans les pâtures. Elles renferment d'ordinaire cent bêtes à cornes, et je pourrais visiter la laiterie modèle. Mais plus que la laiterie et que le déjeuner, le paysage m'attire. Nous avons dépassé l'île d'Orléans dont j'aperçois l'extrémité boisée. D'autres îles, mais bien plus petites, tiennent le milieu de ce fleuve de douze kilomètres de largeur en cet endroit, et paraissent disposées en ligne, comme des navires en manœuvre : île aux Ruaux, la grosse île, île Sainte-Marguerite, île aux Grues, île aux Canots, île aux Oies. L'eau est basse, et la berge découverte. Devant moi, sur les vasières, ces choses immobiles, d'une éclatante blancheur, que sont-elles ? Elles couvrent de grands espaces. Je sais que ce n'est pas une prairie de fleurs de nénuphars : il y aurait des feuilles. Des cailloux ? Ils seraient roulés et ramenés sur les rives. Tout à coup, le vent souffle vers nous et m'apporte le cri des oies sauvages. Elles s'agitent. Quelques-unes étendent leurs ailes. En même temps, de l'extrême horizon au-dessus du fleuve, du fond de l'azur brumeux, d'autres oies sauvages, en troupes immenses et formées en arc, émergent, arrivent dans la lumière, l'étincelle au poitrail, tournent un

peu, s'abattent, et le bruit de leurs ailes passe comme une trombe. Les vasières sont entièrement blanches.

Je les ai revues, une heure plus tard, du sommet du Petit Cap. C'est le nom d'une colline toute voisine du Saint-Laurent, et qui porte, parmi les bois, la vieille et vaste maison de campagne, — bien française aussi, — du séminaire de Québec. Un sentier suit la crête de la falaise, et la splendeur des eaux, le vent tiède, le cri des oies sauvages, le ronflement d'un canot à pétrole qui paraît menu comme un scarabée, nous viennent à travers la futaie. Arbres verts, chênes, érables, frênes, tout pousse bien sur la butte. La saison du sucre d'érable est à peine terminée. La sève sucrée coule encore le long des troncs qui sont percés de deux ou trois trous d'un demi-pouce de diamètre. Je demande à mon guide combien produit un érable de taille moyenne.

— Cinquante ou soixante litres d'eau, me dit-il, qui donnent une livre de sucre.

Pendant que nous traversons de nouveau la plaine, il me raconte des traits de mœurs rurales. Je sens bien, au ton de la voix, que ce prêtre a le respect et l'amour de la profession de laboureur. Il me dit encore :

— Mon père avait fait ses humanités jusqu'à la rhétorique. A ce moment, il se mit à cultiver la terre. Et il avait coutume de nous répéter : « Je n'ai jamais eu de regrets. »

Ce pays de haut labourage me conquiert. En peu de temps nous gagnons la partie de la paroisse où commencent les premières pentes du cap Tourmente, et les forêts merveilleuses ne sont plus très loin. Les cimes des érablières ont une grâce qui retient. Il me semble que le sol est plus pauvre. Mais les cultures sont toujours bien encloses. Des fossés bordés de saules suivent le pli des pâtures. Nous entrons un moment chez M. Thomassin, qui est propriétaire de Valmont, vieil homme, tout droit encore, qui ressemble à un retraits de la marine.

— Venez au moins dans la grand'chambre ? me dit-il.

Et nous allons dans la grand'chambre. La mère de famille arrive : des cheveux très blancs, des yeux très bleus, un visage doux ; puis un gars de dix-neuf ans, géant magnifique et rieur, le torse serré dans un tricot de laine ; puis une des filles, qui porte, — ce doit être la mode dans le comté de Montmorency, — un joli tablier brodé. La maison, dont nous visitons une



partie, est double. Elle a trois belles pièces en avant, du côté opposé à la montagne. Dans la troisième, où est le poêle, il y a des provisions, la table à manger et des vaisselles.

— Voulez-vous goûter la tire ?

La tire, c'est le sucre d'érable à l'état filant, une pâte brune dans le plat, dorée par transparence, où l'on pique la pointe d'un couteau. Je goûte la tire, et la déclare délicieuse, ce qui me vaut une demi-naturalisation canadienne. On cause de l'hiver, des terres qui sont encore bien froides pour le labour, et aussi de la race. En prenant congé de M. Thomassin, je ne puis me tenir d'observer tout haut, voyant l'homme au grand jour, à la porte de son royaume :

— Avez-vous l'air d'un de nos marins !

— Eh ! monsieur, riposte-t-il, ça se peut bien : on est venu du comté d'Avranches !

Le cheval se remet à trotter, et nous conduit chez les Braun, qui ne sont pas plus prévenus de notre visite que ne l'étaient les Thomassin. La mère a eu dix-sept enfans ; elle en a quatorze vivans. Sept ou huit sont autour de nous dans la première pièce, et le plus petit dort dans un berceau d'osier, posé à terre. Vraiment, il y a une distinction et une dignité singulières chez la mère canadienne. Celle qui nous reçoit a sûrement passé plusieurs années de son enfance dans un couvent, comme presque toutes les fermières qui prennent là un degré de culture et de civilisation que les hommes n'ont pas. Elle a un visage ovale, grave et bon, que la jeunesse n'a pas quitté. Plus jeune, elle a dû ressembler à un modèle du Pérugin. L'un après l'autre, elle me présente les grandes filles qui l'aident dans le ménage, les petits qui jouent autour d'une table, puis, regardant le dernier, qui dort, elle me dit :

— Je suis bien contente : je n'ai pas eu d'enfant cette année. C'est dur, voyez-vous, d'être toujours penchée sur le berceau et réveillée la nuit ! A présent, on attend la récompense.

De quelle récompense voulait-elle parler ? De l'éternelle ? De l'appui que prêtent, aux parens, les enfans devenus grands ? Les deux pensées étaient sûrement dans son esprit.

Que cela est admirable, divin et humain !

A peine a-t-elle achevé, que le dernier né se met à s'agiter dans le berceau. Elle fait un signe, du doigt. Et, aussitôt, une petite de six ans, qui était là, jouant aux dés sur la table,



mais attentive, et les yeux vers nous au moindre mouvement, saute à terre, court au berceau, s'assied sur un des bords d'osier, appuie sur l'autre sa main droite, et, prenant de l'élan, se balance en mesure, et rendort le nourrisson.

Le père est d'origine écossaise. De la ferme des Coteaux à Saint-Joachim la distance est longue déjà. Je sais que, même dans le plus rude de l'hiver, quand il fait quinze ou vingt degrés de froid, les « habitans » ne manquent pas la messe du dimanche. « C'est du brave monde, » comme l'a dit l'un d'eux. Plusieurs font deux ou trois lieues pour se rendre au village. Mais les enfans, comment vont-ils à l'école? Ceux des Coteaux? Le père répond :

— N'y a-t-il pas les traîneaux à chiens? Le mien est grand : ils se fourrent cinq dedans. Et youp! youp!

Je vois en esprit, sur la neige fraîche encore, le chien qui tourne brusquement, et les écoliers qui roulent, poudrés comme des moineaux. Le soleil baisse. Il faut repartir. Un jeune homme, à la barrière du premier champ, nous regarde, debout près d'une paire de bœufs de labour. Il reconnaît en nous la nation.

— Voyez, dit-il, nos bœufs sont enjugués à la française!

En effet, tandis que, bien souvent, les bœufs ont un harnachement, collier ou bricole, ici, je retrouve le joug en bois d'érable et la courroie de cuir qui le lie aux quatre cornes.

*Les campagnes, Montmagny.* — Nous sommes quatre qui partons pour Montmagny, deux Français et deux Canadiens-Français : Étienne Lamy, un sénateur, un médecin et moi. Le village étant situé sur la rive droite, il faut d'abord traverser le Saint-Laurent, de Québec à Lévis. Puis nous prenons un train, qui longe la côte. Les paroisses ont des noms qui, pour nous, sont plaisans : Saint-Vallier, Berthier, Saint-François. Un lac, le lac Beaumont, fait une longue clairière dans une forêt pauvre, lande plutôt, où abonde la myrtille. Puis la terre ameublie succède aux étendues sauvages. Nous voyons nettement, car alors les arbres sont rares, les lignes successives d'habitations rurales et le dessin des propriétés. Celles-ci ont toutes la même largeur de cinq cents mètres, et la même longueur d'un kilomètre. A l'époque lointaine des concessions de terrains, les arpenteurs ont commencé à mesurer et borner les lots en partant du fleuve et remon-

tant vers l'intérieur. Les colons de la première ligne ont bâti leurs maisons à la limite extrême de leur domaine, c'est-à-dire exactement à un kilomètre du Saint-Laurent. Mais les concessionnaires de la seconde ligne ont pu bâtir, de même, la ferme et les dépendances au commencement de leur concession, de l'autre côté du chemin. On cherchait à se rassembler, à se porter secours en cas d'incursion des sauvages, ou d'accident, ou de grand travail. De telle sorte que les campagnes sont sillonnées de rues parallèles, où les maisons, il est vrai, sont bâties à de longs intervalles, et que l'on vous dira, si vous demandez l'adresse d'un cultivateur : « Il habite dans le deuxième rang, ou dans le quatrième. »

Je crois que Joseph Nicole habite dans le deuxième. Des automobiles nous attendaient à la gare. Ce Montmagny est le chef-lieu judiciaire de trois comtés, gros bourg ou petite ville, dont les maisons de bois sont bien peintes et qui a ses jardins, ses trottoirs et ses clubs politiques. Je remarque le goût des gens du pays pour la brave « potée » tant aimée de nos pères, et qui a encore bien des fidèles. Ce géranium-lierre, ce bégonia, ce fuchsia, ce dahlia tuyauté, modèle 1850, ont péniblement poussé leurs premières feuilles dans la cuisine, peut-être dans la grande salle, où les « cavaliers » viennent « voir la blonde, » et aujourd'hui, ils s'épanouissent sur l'appui de la fenêtre. Les fermes en ont aussi, de ces belles potées, et, quand nous entrons chez M. Joseph Nicole, la première couleur vive que j'aperçois, c'est un géranium-lierre, en espalier, qui fait son petit vitrail, vert et rose, devant une fenêtre. A la demande du père, une jeune fille d'une trentaine d'années, vive d'esprit et « bien disante, » va chercher le registre sur lequel sont notées l'histoire et la généalogie de la famille. Je copie ces premières lignes, concernant l'ancêtre, le premier de la race : « Voyageur, originaire de France, arrivé en Canada, acheta de Basile Fournier et de Françoise Robin, son épouse, un certain terrain au Sud de la rivière du Sud, provenance de la seigneurie de Saint-Luc, qui fut cédée, par le roi régnant Louis XIV, à M. de Montmagny, premier seigneur, le 5 mai 1646. »

Le souci, l'orgueil même de la tradition sont évidens. Mais le goût d'un progrès sage ne me paraît pas manquer à l'habitant canadien. Je crois que le laboureur de vieille race demande à la nouveauté d'avoir fait ses preuves, mais sa défiance pre-

mière n'est pas de l'entêtement. L'un d'eux, ces jours derniers, m'a dit : « Toute machine nouvelle, qui fait du travail rapide, et qui n'a pas cassé aux mains des premiers acheteurs, je l'achète. » Aujourd'hui, je visite les étables de M. Nicole, avec le fils aîné, qui vient d'acquérir le domaine voisin. Le plafond est bas, sans doute pour que les bêtes aient plus chaud pendant le long hiver. J'en fais la remarque.

— Les nouvelles étables, chez moi, dit l'aîné, seront bâties un brin plus haut, mais les sociétés d'agriculture ne conseillent pas d'élever beaucoup plus la charpente.

Il s'est informé ; il connaît les méthodes et les plans recommandés. Les vaches mâchonnent un reste de foin dans le râtelier, et, juste au-dessus de leurs cornes, il y a, pendues au mur, des boîtes à trois compartimens, et, dans les boîtes, une ou deux poules qui pondent.

— Bah ! dit encore l'aîné, qui me voit sourire et qui retrouve un mot de la marine, bah ! c'est le poulailler des anciens : à présent, ça se grée autrement.

Et je ne dirai plus qu'une des visites que j'ai faites à mes amis de la campagne : ma visite à Fortunat Bélanger.

Il habite le troisième rang, par conséquent à trois kilomètres du fleuve, et tout au bord de la rivière du Sud. Pas plus que Nicole il n'a été prévenu. Nous le voyons au dépit qu'il ne dissimule pas, lorsque les premières politesses ont été échangées. Il dit au sénateur, il dit au médecin :

— Ce que ça me fâche ! Si seulement vous m'aviez écrit !

La maison a six pièces au rez-de-chaussée et autant au premier étage. Un calorifère la chauffe entièrement. Malgré les protestations de la ménagère, une maman de onze enfans, — mince et de visage délicat, — qui assure que tout n'est pas en ordre, on nous ouvre les portes des chambres et des dortoirs de là-haut. Les lits sont faits, les courtes-pointes tirées, et le plancher est net. Je remarque deux penderies, fort bien garnies ; des armoires où sont entassés des cartons à chapeaux aussi larges que ceux de Paris ; des tuyaux qui amènent l'eau de la rivière à l'étage. En bas, le mari me montre les deux pièces de réception, tout à fait élégantes, et la « chambre nuptiale, » devenue chambre d'apparat. Les oreillers et les draps du lit sont brodés ; une belle commode, des chaises légères, un miroir,

le bénitier, des chromolithographies ont encore leur air de jeunesse et d'étalage. Nous revenons dans la salle à manger, où le couvert était mis quand nous sommes entrés.

— Vous prendrez bien une bouchée avec nous ?

Je reconnais les mots, l'accent, la politesse de la France rurale non diminuée. Et tout de suite l'hôte ajoute, en hochant la tête, et regardant avec tristesse les deux Français :

— Vous ne nous aimez pas comme nous vous aimons. Nous avons l'œil sur la France, toujours.

Il est jeune ; il a le type conventionnel du Gaulois, et la physionomie sans repos d'un homme des villes. Tandis que nous goûtons au pâté en croûte, doré et délicieux, que la ménagère avait préparé pour le dîner de midi, M. Fortunat Bélanger reprend :

— Je n'ai pas toujours été tel que vous me voyez. Il a fallu travailler, et même voyager...

— Oui, interrompt sa femme : pensez qu'il a fait deux séjours au Yukon, de dix-huit mois chacun, l'un avant son mariage, et l'autre après !

— Comme mineur ?

— Prospecteur et mineur, répond le Canadien. Il fallait dégrevier le bien de mon père. J'y suis arrivé, et j'ai même gagné plus.

Lamy l'interroge sur la vie dans l'extrême-Nord. Nous écoutons. La causerie dure trop peu à mon gré. Nous quittons la ferme et retournons au village, chez le docteur Paradis.

Nous étions là depuis une heure peut-être, quand on sonne à la porte. Le docteur va ouvrir, et revient tenant une lettre à la main.

— Il n'a pas voulu entrer ! J'ai insisté : rien à faire !

— De qui parlez-vous ?

— De Bélanger : dès que nous l'avons eu quitté, ce matin, — vous vous souvenez que notre arrivée à l'improviste l'avait chagriné, — il s'est mis à écrire. Voici la lettre.

Cette lettre était adressée à Étienne Lamy, qui me l'a donnée. Je la transcris fidèlement :

Rivière-du-Loup, Montmagny, mai 1912.

« Cher monsieur,

« Pardon de venir vous relancer, mais, si je comprends bien

votre visite, vous venez étudier l'âme française en Amérique, et je crains bien que, pendant votre courte visite sous mon toit, je n'aie pas eu le temps de vous la montrer dans toute sa vivacité. Pour bien la comprendre, il vous faudrait entendre nos enfans, quand ils sont tous réunis, dérouler leur répertoire de vieilles chansons de France et nous questionner sur votre beau pays.

« Vos malheurs, vos succès, vos gloires, trouvent un écho dans nos cœurs, et cet attachement profond à la vieille mère patrie ne nous empêche pas d'être de loyaux et fidèles sujets britanniques. Expliquez cela si vous le pouvez.

« Merci à vous et à vos compagnons de voyage pour l'honneur que vous m'avez fait de visiter mon humble toit. Je comprends que c'est le paysan canadien-français que vous avez honoré en ma personne, et je vous remercie au nom de tous.

« Croyez-moi, cher monsieur, votre bien dévoué

« F. BÉLANGER. »

Si on me demandait, maintenant, quelle est mon opinion sur les Canadiens-Français en général, je me récuserais, n'ayant pas eu le temps d'étudier chacun des groupes humains dont le peuple est composé. Mais si on limitait la question à la population rurale, d'origine française, de la province de Québec, je n'hésiterais plus. D'autres ont célébré et préféré l'audace du colon américain, ou la méthode de l'Écossais, ou la patience de l'Allemand. Mais, si l'on juge à la fois les trois élémens qui font l'homme de labour, la famille, l'âme, le goût du métier, le Canadien-Français n'a pas de rival. On pourrait lui en trouver pour le métier : il n'en a pas pour l'âme. On la sent enveloppée, menacée, attaquée déjà par plusieurs ennemis, la richesse, l'alcool, la politique, la mortelle Révolution. Mais, si elle résiste, quelle grande nation, bientôt, elle animera !

RENÉ BAZIN.



---

# LES « MÉMOIRES »

DE

## SIR ROBERT MORIER

---

Mrs Rosslyn Wemyss a entrepris la publication des Mémoires et lettres de son père, sir Robert Morier, et les deux premiers volumes qui comprennent la période de 1825 à 1874 sont du plus haut intérêt (1).

Sir Robert Brunett David Morier, fils unique de David Richard Morier qui fut attaché à l'ambassade de lord Aberdeen en 1815 et devint consul général, est né à Paris le 31 mai 1826. Les Morier étaient d'origine française. Leur famille, au lendemain de la révocation de l'édit de Nantes, émigra dans le Valais. Une branche de la famille se fixa en Orient. En 1806, Isaac Morier fut naturalisé sujet anglais et nommé consul d'Angleterre à Constantinople. La grand'mère de sir Robert Morier eut plusieurs sœurs dont l'une devint la marquise de Chabannes la Palice. Sir James Morier, secrétaire d'ambassade à Constantinople avec lord Elgin, puis ministre en Perse, auteur de romans connus, *Zohrab le prisonnier* et *Ayeska*, était l'oncle de l'auteur des Mémoires que nous allons étudier.

Sir Robert Morier, comme son père, choisit la carrière diplomatique où il devait laisser les meilleurs souvenirs. En 1853, il était attaché à l'ambassade de Vienne et en 1858 à celle de Berlin. Dans son premier voyage en Prusse, il avait fait la

(1) London, chez Edward Arnold, 2 vol. in-8, avec portraits.

connaissance du juriste Samwer et du publiciste Roggenbach qui prirent une part importante aux luttes pour la constitution de l'unité allemande et eurent sur la carrière du jeune diplomate une influence décisive. Robert Morier se lia également avec le baron de Stockmar qui lui témoigna une fidèle et profonde amitié. En octobre 1860, Morier mandait à lord John Russell que l'alliance anglo-prussienne était fort difficile à conclure, en raison de la faiblesse ou de l'ignorance des ministres de l'Angleterre et de l'hostilité de l'opinion publique allemande contre tout ce qui était anglais. Morier attachait le plus grand prix à cette alliance, car il rêvait d'unir l'Angleterre libérale à la Prusse libérale, partageant à cet égard les idées de son ami le baron de Stockmar (1).

En mars 1865, Morier fut envoyé, à Vienne, comme second secrétaire d'ambassade et commissaire anglais pour signer une convention commerciale avec l'Autriche. Dans le courant de septembre de la même année, il remplit les fonctions de secrétaire de légation à Athènes et, le 30 décembre, il fut transféré, avec le même titre, à Francfort-sur-le-Mein. En 1863, il suivit de près la grave affaire du Schlesvig-Holstein et en relata les curieuses phases dans un journal anglais. C'est à ce moment qu'il accentua sa liaison avec François de Roggenbach, lequel lui fit connaître le prince royal dont il conquist bientôt l'amitié. En juillet 1866, Morier retourna à Vienne négocier un nouveau traité de commerce, puis revint à Francfort et de là à Darmstadt, dont il dirigea la légation. Le 8 juillet 1871, il passa à la légation de Stuttgart, puis à celle de Munich le 30 janvier 1872, et se rendit en 1876 à Lisbonne comme ministre plénipotentiaire. En 1881, il fut nommé ambassadeur à Madrid, puis en 1884 à Saint-Pétersbourg. Là, il fit preuve d'une habileté exceptionnelle dans les relations de l'Angleterre avec la Russie, spécialement au sujet de l'incident du Pendjab, et il contribua fortement au maintien de la paix entre les deux pays.

Durant trente-trois années de diplomatie active, il avait acquis des connaissances variées et une expérience qui furent employées utilement par lui au service de sa patrie. Il n'était

(1) Ernest-Alfred-Christian de Stockmar, jurisconsulte et historien des plus estimés (1823-1886), était le fils du célèbre baron Christian-Frédéric de Stockmar, homme d'État allemand, ami du roi Léopold, conseiller très habile et très sage de la reine Victoria et du prince Albert.

pas de ceux qui consentent à se réduire au rôle de « drogman télégraphique, » et il ne s'en remettait pas uniquement aux ordres donnés. Malgré la fièvre de vitesse qui a gagné aussi bien les chancelleries que les autres administrations, il prenait le temps de réfléchir, de méditer les instructions reçues et de peser les termes de ses réponses. Il était, pour tout dire, de la vieille et bonne école. On le prisait fort. On l'écoutait. Sa physionomie était attrayante. Son front vaste, ses yeux clairs et francs, sa bouche finement arquée, un ensemble de bonté et de gravité douce parlaient en sa faveur. La sincérité de son langage, la droiture de son caractère l'avaient rendu populaire à Saint-Pétersbourg. Il n'en fut pas de même en Allemagne où ses allures indépendantes avaient déplu à M. de Bismarck qui aurait voulu trouver en lui un instrument docile et non un collègue habile et réservé. Sa popularité en Russie avait été augmentée par les attaques de la presse allemande excitée à cet effet par le chancelier, lequel avait répandu contre lui des bruits calomnieux. Ainsi, on avait accusé sir Robert Morier d'avoir transmis au maréchal Bazaine des renseignemens sur le passage de la Moselle par les Prussiens en 1870. Or, cela était complètement faux. Et lorsque Herbert de Bismarck, le fils aîné du chancelier, osa faire répéter ces bruits par la *Gazette de Cologne*, l'ambassadeur anglais envoya un démenti formel qui ne fut pas inséré dans la feuille allemande. Alors Morier publia sa correspondance qui le dégageait de toute compromission. Les lettres que donna le *Times* en 1875 furent à cet égard d'une netteté et d'une portée décisives. Roggenbach, qui avait été mêlé injustement à ces fâcheux incidens, disait avec raison de ses calomnieux : « Le temps est mal choisi pour un tel déploiement de sottises et un pareil sport de persécution ! »

Le tempérament impulsif de sir Robert Morier, joint à une parfaite rectitude d'esprit, tranchait sur l'attitude gourmée des autres diplomates. Tant de naturel et d'autorité déplut à la coterie allemande et augmenta les rancunes de Bismarck. Celui-ci connaissait son intelligence et son savoir. Il n'ignorait pas que, dans les questions compliquées de la politique allemande, le Foreign Office avait souvent recours aux lumières de Morier. Mais, malgré les attaques incessantes des reptiles excités contre lui, Morier vit son crédit s'accroître à Saint-Pétersbourg, tandis que celui de Bismarck et de ses agens diminuait d'autant. Le

bruit de son savoir-faire se répandit partout, et ce ne fut pas sans plaisir qu'un jour Morier entendit un chef de gare, pendant qu'il traversait la France, le désigner ainsi à haute voix : « C'est le grand ambassadeur qui a roulé Bismarck ! »

Le rude climat de la Russie et un labeur assidu fatiguèrent sa constitution pourtant fort robuste. Sur les instances du tsar Alexandre qui lui témoignait une amitié et une estime particulières, il consentit à rester quelque temps encore à Saint-Pétersbourg, mais la mort prématurée de son fils unique Victor-Albert-Louis, frappé en 1892 à l'âge de trente-six ans, l'affecta profondément. Un an après, il succombait à Montreux, entouré de toute sa famille. Il s'était marié en 1861 avec la fille du général Joachim Peel et avait trouvé joie et consolation dans cette union parfaite. Ces quelques lignes tracées pour donner immédiatement une idée de la personne et du caractère de sir Robert Morier seront sur certains points complétées par des renseignemens précis que nous trouverons dans les Mémoires dont nous allons nous occuper.

\* \* \*

Les divers chapitres de ces Mémoires portent sur les parens de Morier, son enfance, ses études à l'Université d'Oxford, ses voyages en Suisse et en Allemagne, ses premiers essais de diplomatie à Vienne et à Berlin, le conflit constitutionnel soulevé dans la Hesse électorale et les affaires du Schlesvig-Holstein, le traité de commerce austro-anglais, la guerre de 1866, la légation de Darmstadt, la guerre de 1870, les légations de Stuttgart et de Munich, les rapports de la Prusse avec le Vatican et l'Alerte de 1875. Des écrits littéraires et politiques, des aperçus sur la diplomatie, complètent la physionomie attrayante du politique, du diplomate et de l'écrivain qu'était sir Robert Morier.

Je n'ai point la prétention de donner au lecteur le détail de tous ces sujets qui les uns et les autres offriraient un réel intérêt, mais j'ai fait choix des pages où il est question de la guerre de 1870, de l'Alsace-Lorraine et de l'Alerte de 1875, questions toujours actuelles et qu'on ne saurait trop étudier. On y verra que, surtout au début de la guerre, les sympathies de Morier n'étaient pas pour nous, mais que, à mesure qu'elle continuait, il perdit quelques-unes de ses illusions sur les vainqueurs et même sur la politique de son propre pays. Le lecteur trouvera peut-être

ça et là quelques contradictions qui proviennent des fluctuations auxquelles est soumis, lui, un diplomate, même très avisé, mais l'ensemble des vues demeure d'une gravité et d'une importance considérables.

Deux mois avant la guerre de 1870, Morier écrivait de Darmstadt à lord Clarendon que Bismarck pensait à faire proclamer l'Empire allemand, mais qu'en présence des nombreuses difficultés soulevées par ce dessein, il se cassait la tête pour découvrir quelque *deus ex machina* qui l'aidât à sortir d'embarras. Il avait retenu ces mots du prince royal à Roggenbach : « Nous courons au-devant d'une grande guerre. » Le prince croyait cependant que l'Angleterre empêcherait cette guerre d'éclater. Il ne se doutait pas qu'elle conserverait, à son propre détriment, une imprévoyante neutralité.

« La France, écrit Morier avec un certain humour, se tenait sur le seuil du salon impérial dans lequel Bismarck voulait faire entrer la Prusse, et elle barrait l'entrée comme l'Ange à la porte de l'Eden, en disant : « Messieurs, l'entrée est interdite... » « L'Angleterre, ajoute Morier, aurait pu alors intervenir comme médiatrice, mais elle préféra le rôle de spectatrice. Nous avons choisi la meilleure place pour voir la grande course de taureaux. Nos sympathies vont tantôt aux taureaux, tantôt aux matadors. » Les craintes de Morier furent trouvées inopportunes par son gouvernement. Le sous-secrétaire d'État au Foreign Office, lord Hammond, croyait pouvoir affirmer, à la veille de l'orage, que jamais l'aspect de l'Europe n'avait été aussi pacifique.

Le 15 juillet, Morier prédit que la guerre serait effroyable et que la France serait vaincue. A son avis, une alliance anglo-allemande eût pu empêcher les hostilités, car jamais Napoléon III n'aurait osé affronter les deux nations unies. Le 20 juillet, le diplomate anglais qui semblait avoir changé d'opinion sur le succès immanquable des Allemands, déclarait qu'ils n'étaient pas prêts, et qu'une partie de l'Allemagne serait occupée par les Français avant le premier choc qui aurait lieu au cœur de l'Allemagne même. Et le 28, il s'étonnait fort que les Français n'eussent pas encore fait la moindre démonstration. « S'ils avaient eu besoin, dit-il, de quelques jours de délai pour se préparer, ils auraient pu envoyer 30 000 hommes, qui n'auraient rencontré aucune opposition et auraient pu détruire les ponts, les chemins de fer et rendre impossible la concentration des troupes alle-



mandes. » Morier ne savait pas que la mobilisation était si défectueuse, le commandement si mal pourvu, les plans et les ordres si contradictoires, les préparatifs si confus, que nous étions au 20 juillet dans l'impossibilité de détacher de la masse désordonnée de l'armée un corps spécial de 30 000 hommes qui eût pris les devans et se fût jeté au delà du Rhin.

Venant ensuite à l'intrigue Hohenzollern, Morier affirme que cette affaire fut conduite par le Roi avec légèreté et insouciance, et par Bismarck avec son audace accoutumée. Or, le roi Guillaume savait fort bien ce dont il s'agissait, puisque, le 15 mars, il avait lui-même présidé le Conseil où fut décidé le choix du prince Léopold dans l'intérêt de l'Allemagne. La présence de Bismarck, de Moltke et de Roon à ce Conseil donnait à l'affaire la gravité qu'elle devait avoir. Seulement, le roi se ménageait une habile retraite au cas où tout eût mal tourné. Prudent et réservé de nature, il attendait le moment favorable et se montrait aussi disposé à s'effacer, si l'adversaire eût été de taille à lui disputer le terrain, qu'à avancer s'il n'y avait eu aucun obstacle redoutable. En ces terribles circonstances, il a secondé l'action du chancelier, mais en prenant toutes les précautions pour sauvegarder sa dignité et les intérêts primordiaux de la Prusse. Dire qu'il fut léger et insouciant, c'est émettre un jugement hasardé, car les faits ont exactement prouvé le contraire.

Les Mémoires affirment que, la guerre une fois déclarée, une grande animosité se manifesta en Allemagne contre l'Angleterre que l'on croyait hostile. Morier avait dit que si l'on avait extrait de la blessure d'un Prussien une balle provenant de Birmingham, il se fût soulevé une tempête de haine qui eût duré plusieurs générations. Aussi, suppliait-il le ministère anglais de cesser toute importation d'armes en France. Le 3 août, il était allé saluer le prince royal à son quartier général à Spire et il n'avait pu s'empêcher d'exprimer son admiration pour ce prince qui, ayant blâmé la guerre, se préparait néanmoins à y prendre part, « ayant maintenant confiance dans la justice de sa cause. »

Le cabinet anglais n'avait pas encore manifesté ses vues et déjà on l'accusait de prendre parti pour la France. Le duc de Cobourg croyait que l'attitude équivoque de l'Angleterre au début des hostilités était due aux sympathies de lord Granville pour l'Empereur et l'Impératrice, quoique Gladstone et les autres membres du Cabinet britannique fussent mieux dis-

posés pour l'Allemagne. Morier attribuait cette information à Bismarck « qui aimait toujours, dit-il, à chercher midi à quatorze heures, » et il ajoutait : « Lord Granville est absolument neutre et incapable de se laisser diriger par des sympathies personnelles dans une affaire d'intérêt public. » Morier ne cachait pas ses propres dispositions. Elles étaient alors favorables à l'Allemagne et il raillait « l'invention fantastique » des Français qui avaient cru effrayer les Teutons en plaçant les turcos en avant-garde. N'en déplaise au chargé d'affaires de Darmstadt, ces trois bataillons de turcos causèrent un très grand effroi aux Prussiens, et nul n'a oublié leur panique à Wissembourg. Pour excuser cette panique, Morier dit que l'Allemagne, fort calme au début, est devenue furieuse à la suite des atrocités commises par les turcos. Il appelle « atrocités » une défense désespérée de vaillans soldats contre des forces dix fois plus nombreuses. « Les pauvres diables, remarque Morier qui a cru aux inventions de la Presse allemande, les paient cher maintenant et on ne leur fait aucun quartier. Cela rendra la paix plus difficile, car la nation entière crie vengeance. » On le vit bien à Bazeilles où les cruautés commises par les Bava-rois sont restées inoubliables. Mais cette vengeance féroce ne devait pas suffire. « Elle se manifestera davantage, prédisait Morier, sous la forme d'une demande de territoire en Alsace-Lorraine. » Il ajoute le 8 août, — et ceci fait honneur à son jugement : « Ce sera la pire faute que puisse commettre l'Allemagne ! »

Il s'étonne de l'ignorance des journaux anglais qui supposaient qu'après une bataille décisive Napoléon III et Bismarck se donneraient une poignée de main et prendraient, l'un la Belgique, l'autre la Hollande. « Ne savent-ils pas, s'écrie-t-il, que l'Allemagne doit battre la France, car elle a tiré l'épée, non pour assurer comme la France sa prépondérance politique, mais pour assurer son existence nationale ? » Il écrit ensuite à son ami Stockmar : « Je suis corps et âme avec l'Allemagne, mais j'ai d'abord craint les conséquences de la victoire plutôt que la possibilité de la défaite. Ces conséquences seraient la demande de l'Alsace et de la Lorraine ; *car prendre deux grandes provinces dont les habitans sont plus Gaulois que les Gaulois eux-mêmes, et devenant Allemands seraient obstinément plus Français que les Français*, cela créerait un état de choses que je n'aime-

rais pas pour les débuts de l'Empire allemand au XIX<sup>e</sup> siècle. Ceci est le côté sentimental de la question. Voici le côté pratique. Une telle occupation hostile demanderait un état de paix armée et rendrait tout désarmement impossible. J'aurais voulu voir l'armée des citoyens allemands, remettant au fourreau son épée sanglante, proclamer le vieux roi Empereur sur le champ de bataille et montrer au monde qu'elle avait combattu pour l'unité de l'Allemagne et pour vivre en paix avec ses voisins. »

Voilà bien plutôt le côté sentimental!... Depuis des siècles on avait mis dans la tête de tous les Allemands que Strasbourg et Metz devaient leur revenir comme des propriétés dérobées, et le professeur d'histoire et le maître d'école avaient pénétré les générations de cette nécessité inéluctable. L'orgueil allemand exigeait l'Alsace et la Lorraine... Il les a eues et il commence seulement à comprendre que ce n'était pas tout de conquérir et qu'il fallait encore assimiler. Or cette assimilation, cette germanisation tant prédites et tant désirées ne se font pas, comme l'a reconnu tout récemment le chancelier Bethmann-Hollweg lui-même, et les prévisions de Morier sur une paix armée, aussi coûteuse qu'une guerre, se sont réalisées. Quant à l'attitude effacée de l'Europe au lendemain de la guerre de 1870, on sait ce qu'elle a coûté à cette même Europe.

Se tournant vers son pays qui avait retenu dans une inertie calculée la ligue des Neutres, Morier mandait à Stockmar : « Je n'ai pas besoin d'ajouter combien je suis honteux de l'attitude du lion britannique. Pauvre bête! Au début, ses instincts furent justes. Mais aujourd'hui, s'il sent qu'il devrait combattre pour la Belgique, il ne sait pas contre qui. Quant à son gardien, on ne vit jamais une telle maladresse, une telle incapacité, une imbécillité aussi absolue! » Voilà qui n'est guère conforme à la réserve diplomatique; mais, une fois lancé sur cette pente, Morier ne s'arrête pas : « Les gens s'attendaient, dit-il, à trouver plus de moralité sur la rive gauche que sur la rive droite du Rhin. » Il fait allusion ici à la révélation subite du piège tendu par Bismarck à Benedetti au sujet de la réunion de la Belgique à la France : « Le chancelier aurait dû attendre pour faire ses révélations, d'avoir battu définitivement les Français; car c'est une rude épreuve pour la confiance publique de savoir qu'un homme d'État allemand a pu être parmi les conspirateurs. » Cependant, on peut croire que lord Granville n'a pas dû être

étonné d'apprendre que Bismarck, dans ses intrigues avec Napoléon III, faisait bon marché des États d'autrui. Morier semblait ici trop novice en subtilités et en roueries diplomatiques. Quand il sut que Gortchakov avait envoyé aux puissances une circulaire pour les informer que la Russie ne se considérait plus comme liée par le traité de Paris au sujet de la Mer-Noire, il manifesta sa tristesse et son indignation contre le cabinet anglais qui perdait son temps en grimaces et n'osait élever la voix. Il se plaignait hautement, et ses plaintes étaient répétées au chancelier qui ne les lui pardonnait pas.

Une autre circonstance allait exciter la méfiance et la colère de Bismarck contre lui. La princesse royale Victoria et la reine Augusta, d'accord avec la grande-duchesse de Bade, prévoyant la capitulation prochaine de Paris, avaient demandé à Morier son concours gracieux pour faire réussir un projet d'approvisionnement rapide de la capitale. Les vivres nécessaires devaient être concentrés dans les ports d'Angleterre et à Ostende, à proximité de la France. Bismarck en fut averti et témoigna publiquement son indignation contre une générosité aussi surprenante. Cette indignation s'accrut, quand il s'aperçut que le retard du bombardement de Paris était dû aux mêmes influences féminines. Moritz Busch nous a conservé à ce sujet des propos du chancelier, aussi cruels que significatifs.

Morier ne cessait de déplorer l'inaction politique de son pays. « Le rôle de l'Angleterre, écrivait-il le 5 janvier 1871, a été nul. Elle aurait pu appliquer le vieux remède du cordon sanitaire, si elle avait conservé son ancienne position en Europe. Elle ne l'a malheureusement pas conservée. Elle est fort embarrassée par les derniers événemens. » La manière brutale dont l'Allemagne conduisait les hostilités lui aliénait peu à peu les sympathies qu'elle avait eues dès l'origine en Angleterre. Morier lui-même était outré des actes violents et des excès commis par les troupes allemandes, tout en conservant une opinion favorable aux résultats politiques de la guerre. On s'étonnait autour de lui de la prolongation des hostilités et on ne comprenait pas comment le chancelier n'y avait pas encore mis fin. « Bismarck, écrivait Morier, est Bismarck et non pas Daniel. Il est donc tout naturel qu'il fasse durer la guerre jusqu'à ce que la France épuisée demande la paix. » Et se livrant alors à une comparaison bizarre : « Les vrais coupables, disait-il, sont

les maîtres du ballet qui préparèrent la mise en scène mélodramatique dont l'Europe fut régälée quand le rideau se leva sur la France républicaine... Les coupables sont aussi les bandits de la pièce qui organisèrent le spectacle de Paris sanglant, ruiné, affamé ! Il faut accuser enfin la galerie anglaise qui applaudit ces sataniques maîtres de ballet et leur offrit le public devant lequel ils voulurent se pavaner. Je ne puis cacher mon indignation pour les hommes qui, sachant que l'Angleterre n'interviendra pas en faveur de la France et que la France devra se soumettre en fin de compte à l'Allemagne, ne trouvent rien de mieux que d'applaudir aux efforts désespérés de la pauvre victime ! » Aussi, lorsque l'Angleterre interviendra en 1873, — comme on le verra dans cet article, — Bismarck raillera ses efforts pacifistes et écrira à Hohenlohe cette phrase ironique : « C'est en 1870 que ces efforts auraient été à leur place ! »

Les troupes allemandes entrent enfin à Paris. « Cette entrée, remarque Morier, fut une affaire des plus ridicules et en fait une humiliation. » Il ne s'extasie pas, comme l'a fait son collègue des États-Unis, sur la gloriole des Allemands. Il remarque qu'ils se sont contentés de peu, puisqu'on les a parqués dans les Champs-Élysées et qu'un seul échelon de 30 000 hommes y est venu. Il constate que cette entrée a eu pour effet de hâter le vote des préliminaires de paix par l'Assemblée de Bordeaux et il ajoute : « Pour ma part, je n'aurais jamais eu le courage de soumettre l'armée allemande à cette épreuve. » Singulier jugement !... S'il y a eu épreuve, l'épreuve a été pour nous.

On voit que, tout en blâmant les excès de l'Allemagne et l'inertie de l'Angleterre, Morier ne dissimulait pas ses sympathies allemandes, avouant lui-même que ces sympathies l'avaient fait considérer par beaucoup de gens à Londres « comme une sorte de démon. » A son retour à Darmstadt, le grand-duc lui exprima ses regrets de n'avoir pu le décorer, le gouvernement anglais ayant décliné sa proposition à cet égard. « J'aurais aimé cependant, dit-il, vous pendre quelque chose au cou. — J'espère en tout cas, répondit galement Morier, que ce ne serait pas une corde ! » Il n'eût certainement pas fait la même réponse à Bismarck. Mais il recevait d'autres marques de sympathie qui le flattaient particulièrement, comme celles qui lui vinrent du roi et de la reine de Wurtemberg. Celle-ci était aussi belle qu'aimable et tenait la beauté de son père, l'empereur Nicolas



auquel, rapporte Morier, une « cocotte » française avait dit un jour avec enthousiasme : « On voit bien que tu es le Tsar, car tu as le physique du métier ! »

Un grave incident, survenu le 9 décembre 1870, inquiéta fort Morier. A cette date, le gouvernement du grand-duché de Luxembourg reçut une note menaçante de Bismarck. Le chancelier lui faisait savoir que le roi de Prusse ne se croyait plus tenu de respecter la neutralité du grand-duché, parce que la population avait maltraité des fonctionnaires allemands et parce que le gouvernement avait ravitaillé, par des convois venus de Luxembourg, la place de Thionville et permis à des officiers et à des soldats français, échappés de Metz, de passer librement sur le territoire pour aller reprendre du service en France. C'était tout simplement une menace contre tous les États secondaires, ce qui jeta la consternation dans le monde diplomatique, facile d'ailleurs à émouvoir. Un fait aggravait l'incident. A la suite du traité de Londres de 1867, le premier ministre d'Angleterre avait déclaré que la neutralité du Luxembourg était placée sous la sauvegarde des co-signataires du traité, mais que, si un seul des contractans refusait de combattre en faveur de cette neutralité, il déliait tous les autres. Bismarck avait retenu cette déclaration et en profitait pour accentuer son hostilité contre le Luxembourg. Le 15 décembre, Morier écrivit à Stockmar : « J'ai le cœur brisé. Je suis dans le désespoir quand je vois l'état de l'horizon politique. J'ai fait tout ce que j'ai pu pour obtenir qu'en échange de nos bons services en faveur de la Russie à propos des affaires d'Orient, cette puissance conclût avec nous une entente cordiale et agit en quelque sorte comme un *Polizei Ordnung* (règlement de police). Et voici qu'au milieu des pourparlers, *bang!* éclate la bombe luxembourgeoise ou l'exacte contre-partie du manifeste russe ! » Morier voulait dire ainsi que la note du chancelier allemand avait une analogie frappante avec la récente circulaire du cabinet de Saint-Petersbourg relative au traité de 1856.

« Jamais, ajoute Morier, plus grand acte de stupidité n'a été commis, si l'objet en est l'acquisition du Luxembourg qui aurait pu être obtenu tout aussi aisément par des moyens honnêtes et respectables. J'ai quelques raisons de savoir que c'est la préparation et l'exécution d'un plan formé depuis longtemps, ayant pour but la restauration de Louis-Napoléon avec la partie fran-

caise de la Belgique comme *Morgengabe* (corbeille de mariage) et la Hollande réunie à l'Allemagne. » Je remarque qu'ici Morier est plus affirmatif qu'au mois d'août où il critiquait à cet égard les dires de la presse anglaise. « Ces résultats, déclarait-il, peuvent être désirables en eux-mêmes, mais s'ils doivent être octroyés à l'Europe par la seule volonté de M. de Bismarck au mépris de toute loi, de toute justice et de l'honnêteté internationale, alors je voudrais voir l'Angleterre dépenser son dernier homme et sa dernière cartouche pour s'opposer à une si damnable restauration des pires périodes de l'histoire moderne. J'ose dire que nous serions battus, mais nous combattrions assez pour fatiguer de la guerre l'Allemagne elle-même. Je crois que l'ambition de la gloire allumée comme elle l'est maintenant en Allemagne y brûlera d'une manière plus terrible qu'elle ne brûla jadis, même, dans la *grande Nation*, comme le charbon une fois enflammé brûle plus vivement que la paille. »

Le ministre du grand-duché, Servois, répondit avec calme et dignité aux accusations du chancelier et releva ses erreurs. Il fit remarquer que plus d'une fois des uhlans et des détachemens prussiens avaient pénétré sur le territoire luxembourgeois sans avoir été désarmés et que des milliers de wagons appartenant à l'exploitation luxembourgeoise étaient retenus en Allemagne où ils servaient au transport des troupes et de leur matériel. M. Servois ajoutait que l'on ne pouvait toucher à la neutralité du grand-duché sans réunir préalablement les puissances pour modifier l'accord de 1867. Bismarck, que cette réponse dérouta quelque peu, se borna à déclarer qu'il se réservait pour l'avenir de réclamer certaines indemnités pour les dommages dont l'Allemagne avait à se plaindre. Mais l'incident suffit pour faire comprendre combien l'indépendance du Luxembourg et des petits États était chose fragile devant l'audace et les appétits de l'Allemagne. Et cependant, l'Angleterre ne dit rien, contrairement aux désirs de Morier, pas plus que la Russie, l'Autriche et l'Italie. Tout était abandonné aux caprices du vainqueur et le silence de l'Europe était comme une abdication dont elle allait bientôt se repentir. Bismarck s'en étonnait lui-même. « La possibilité d'une intervention européenne, a-t-il dit plus tard, était pour moi une cause d'inquiétude et d'impatience. Je redoutais que la participation de la France aux conférences de Londres relatives aux clauses du traité de Paris ne

fût utilisée pour greffer, avec l'audace dont Talleyrand avait fait preuve à Vienne, la question franco-allemande sur les discussions prévues par le programme. C'est pour ce motif que j'ai mis en œuvre les influences du dehors et celles du pays pour empêcher Jules Favre d'assister à cette conférence. » L'idée de coalitions possibles donnait de mauvais rêves à Bismarck. Ni l'Angleterre, ni l'Autriche, ni la Russie n'osèrent transformer ces rêves en réalités.

Quant à croire que le chancelier allemand préparait la restauration de Napoléon III en lui offrant pour gage de réconciliation la Belgique et en se réservant la Hollande, c'est le bruit qui a couru à l'époque, mais rien de probant ne l'atteste.

La délégation de Bordeaux fit remarquer à l'Angleterre la portée considérable des menaces de Bismarck contre le Luxembourg. Elle montra l'Allemagne prête à saisir les bouches du Rhin et à détruire d'un geste le système des ports neutres; mais le gouvernement anglais ne s'émut pas. Lord Granville se borna à pressentir le gouvernement allemand sur la réunion d'un Congrès. Bismarck répondit qu'il serait inutile, car on ne pourrait y parler ni de l'armistice avec ravitaillement, ni de la paix sans cession de territoires. Il ne laissait voir aucune des inquiétudes qui le tourmentaient, et on fut assez aveugle pour ne pas les deviner. L'Angleterre avait cru tendre la perche à la Défense nationale en l'invitant à la conférence de Londres, mais le gouvernement français ne le comprit pas. Obéissant à une sentimentalité inopportune, Jules Favre, malgré l'avis de Gambetta et les conseils de Chaudordy, demeura à Paris pour partager les périls de ses habitants, et le dernier espoir d'une intervention possible en notre faveur s'évanouit. Après six mois de résistance acharnée, la France allait payer une colossale indemnité de guerre et céder l'Alsace et la Lorraine.

Morier reconnaît que ces deux provinces ont toujours été le prix convoité par la Prusse en cas de victoire. Il croit pouvoir affirmer, d'après l'opinion des divers cercles politiques de Berlin, que si l'Europe s'était opposée à cette conquête, les Allemands auraient violé la neutralité de la Belgique et échangé plus tard avec la France les provinces de langue française, Namur, Liège, Hainaut, contre l'Alsace et la Lorraine. Morier se dit très choqué, — *much shocked*, — par ces révélations qui lui avaient été faites le 17 septembre 1870. Il convient que cette annexion des

pays de langue française à la France était la meilleure carte à jouer des pangermanistes, mais il redoutait que cette « combinaison » n'amènât la guerre navale avec l'Angleterre « qui a toujours eu un sentiment particulier pour la Belgique. » Quelle que soit ici l'exactitude, plus ou moins grande, des informations de Morier, — auxquelles, pour mon compte, je ne crois nullement, — la Prusse aurait pu prendre la Belgique et même la Hollande, sans que l'Europe, qui n'était pas prête à la lutte, eût fait entendre autre chose que des gémissemens ou des approbations. Certes, Bismarck connaissait bien sa force, mais il aurait pu être encore plus audacieux. S'il avait étendu ses conquêtes en Belgique et en Hollande, tout en capturant l'Alsace et la Lorraine, il eût désintéressé les uns par des promesses et effrayé les autres par des menaces. Mais il était homme à ne prendre que ce qui lui était indispensable, et il l'a prouvé.

Morier voulut, pendant la guerre, sonder les sentimens des Alsaciens-Lorrains au sujet de leur annexion à l'Allemagne. Il se mit en rapport avec diverses notabilités. Causant d'abord avec le docteur J... de Mayence, il entendit celui-ci formuler ainsi les sentimens de la Prusse à l'égard de l'Alsace : « La France a autrefois volé l'Alsace à l'Allemagne. C'est pour celle-ci un souvenir douloureux, une épine enfoncée dans le côté. La France lui a pris la cathédrale de Strasbourg et lui a laissé en échange les ruines d'Heidelberg. » Faut-il faire observer qu'aucun pays envahi n'a tiré un parti aussi fructueux d'une violente mesure de guerre ? L'Allemagne a fait des ruines du château d'Heidelberg, non seulement un « leit motiv » de ressentiment qui dure depuis plus de deux siècles et alimente chez des générations d'étudiants une haine inextinguible contre nous ; mais elle en a fait encore une attraction pittoresque qui amène au pied des ruines, aménagées et truquées avec art, une foule de touristes qui viennent y dépenser leur or et satisfaire une banale curiosité. Que n'a-t-elle conservé aussi les ruines de Strasbourg ? On eût vu de quel côté avait été la plus déplorable violence et comment les Allemands avaient souhaité la bienvenue au retour de frères égarés !

Le docteur J..., qui ne pouvait « sans frémir » passer sur le pont de Kehl, n'était pas suspect de sympathie à notre égard ; il avait cependant que le sentiment national des Alsaciens-Lorrains « était français à un degré exagéré. » Cela tenait,

suivant lui, à ce que l'Alsace avait été incorporée à la France « au moment où celle-ci touchait au zénith de sa gloire. »

Morier voulut savoir du docteur J... si l'assimilation n'exigerait pas la durée de plusieurs générations. Le docteur répondit que cela irait beaucoup plus vite à cause de l'identité de langage et du caractère de la race, mais que d'eux-mêmes les Alsaciens ne s'y prêteraient guère. Cependant, il croyait que les sentimens de *chaude bienvenue*, — on venait de bombarder Strasbourg ! — qui se manifestaient partout en Allemagne à l'égard des infortunés habitans de l'Alsace, ne pourraient rester sans effet. « Les Allemands, disait-il, entrent en Alsace, non avec l'orgueil des vainqueurs, mais avec les sentimens provoqués par le souvenir de leur ancienne amitié, et, quels que soient les sentimens hostiles manifestés actuellement par le parti anti-annexionniste, quand l'annexion sera un fait accompli, ces sentimens se modifieront et deviendront ceux de la satisfaction pour un régime qui accordera aux Alsaciens la liberté religieuse aussi bien en pratique qu'en théorie. » On sait quelles libertés leur ont été données et où en est, après quarante et un ans d'annexion, l'assimilation rêvée !

Le grand-duc de Bade, auquel s'adressa ensuite Morier, croyait qu'il n'y avait pas de parti annexionniste en Alsace et que les sentimens de la population étaient aussi français que possible. En ce qui le concernait, il avait toujours désapprouvé l'idée de l'annexion. Il paraîtrait que le Kronprinz était du même avis, mais que le gouvernement, l'eût-il partagé, eût rencontré mille difficultés insurmontables. « Si des considérations géographiques ne l'eussent exigé, disait Bismarck, — ce propos a été rapporté par Maurice Jôkai, — nous n'aurions jamais annexé à l'Allemagne un empan de terre habité par des Français. Ce sont des ennemis irréconciliables et sauvages ! » A Metz et aux environs, Morier n'osa même pas consulter les Lorrains à ce sujet, de crainte que ses questions ne fussent considérées comme des injures. A la suite de son enquête, il pensait que la paix pourrait se conclure facilement si la France cédait Strasbourg et l'Alsace à l'Allemagne qui renoncerait à la Lorraine. Morier ne connaissait pas encore les Français.

Revenant sur cette question si délicate, au lendemain de la guerre, Morier croyait qu'il aurait mieux valu établir une union intime entre l'Alsace et la Lorraine, et en faire un



duché séparé de la couronne allemande, gouverné par un vice-roi, et cela *bona fide*. Il estimait que plus on développerait le particularisme en Alsace-Lorraine, plus ce particularisme se tournerait contre la France. Nous dirons cette fois que Morier ne connaissait pas les Alsaciens-Lorrains. Les événemens ont prouvé en effet que, quelle que soit la tactique des Allemands à l'égard de l'Alsace-Lorraine, violente ou modérée, rigoureuse ou insinuante, rien ne leur ramène ni les esprits ni les cœurs. Il y a littéralement un abîme entre les deux peuples, et rien ne pourra le combler. Morier rapporte un curieux entretien qui eut lieu entre le dernier maire de Strasbourg, M. Klein, et Bismarck. Aux argumens que le maire donnait au chancelier contre le service militaire prussien imposé à nos compatriotes, Bismarck répondait : « La Prusse a une immense expérience des résultats qu'on obtient en faisant porter aux conscrits l'uniforme prussien. Au bout de trois ans, celui qui le porte devient non seulement un bon soldat, mais un fidèle citoyen. » M. Klein reconnaissait que ce serait fort simple si les conscrits alsaciens se laissaient mettre l'uniforme prussien, mais il croyait que beaucoup s'échapperaient en France. « Et alors, vous n'aurez ni soldats ni citoyens ! » En moins d'un an en effet, douze cents jeunes Alsaciens s'étaient fait inscrire sur les contrôles français à Nancy, et l'exode continuait et continue toujours. Aux exigences du recrutement allemand, Morier ajoutait le manque de tact des autorités et s'irritait de tant de rigueurs inutiles. Examinant un jour avec le docteur Brandis, secrétaire de l'impératrice Augusta, quelles devraient être les armes du nouvel Empire, Morier dit ironiquement : « Vous prendrez sans aucun doute le lion de Juda. — Pourquoi cela ? — Parce que vous combattez comme des lions et faites la paix comme des Juifs ! » Cette boutade cruelle montre qu'à la longue Morier avait senti décroître sa sympathie pour le gouvernement allemand. Il laissait entendre d'ailleurs que tous les moyens étaient bons aux yeux de Bismarck pour arriver à ses fins. C'est ainsi que le chancelier détermina, par le comte Hohnstein, le roi de Bavière à accepter et à préparer lui-même le rétablissement du titre impérial en faveur du roi de Prusse, non seulement en flattant l'amour-propre bavarois, mais en offrant à Louis II accablé de dettes, une somme considérable à titre de libéralité officieuse. Le fait est peu connu, et cependant il est certain.



Une des parties les plus importantes des Mémoires de sir Robert Morier est consacrée à l'Alerte de 1873. Elle mérite d'être étudiée avec soin.

Dès le mois de février 1874, Morier écrivait que le chancelier allemand s'efforçait de faire admettre à l'opinion publique la possibilité d'une nouvelle guerre avec la France, et le diplomate anglais regrettait à ce propos l'attitude effacée de son pays en 1870. Le conseiller Geffcken, qui était en relations amicales avec lui et possédait la confiance du Kronprinz, l'avertissait qu'une crise extérieure pourrait bien sortir des embarras causés à Bismarck par sa lutte contre les catholiques.

Le prince impérial vint à passer à ce moment par Munich et eut avec Morier un long entretien. Il s'efforça de rassurer le diplomate sur l'imminence d'une guerre et l'autorisa à répéter ses paroles au ministre français, Lefebvre de Béhaine. Cependant, tout en affirmant que l'idée de nouvelles hostilités lui était odieuse, il paraissait se préoccuper, lui aussi, des armemens de la France. L'empereur Guillaume avait dit à Hohenlohe qu'il ne doutait pas que les Français ne se préparassent à attaquer à la première occasion. Morier affirmait que leurs armemens n'étaient que purement défensifs. Mais les bruits de guerre s'accroissaient à Berlin. Le monde financier s'inquiétait. L'Empereur aurait demandé au chancelier d'où venaient tous ces bruits, et celui-ci en aurait rejeté la responsabilité sur le maréchal de Moltke, dont le Kronprinz disait lui-même : « C'est un grand génie militaire, mais il est absolument dépourvu d'idées politiques. » A ses intimes, le chancelier affirmait que l'impératrice Augusta était plus responsable encore et l'accusait d'avoir elle-même inquiété Gontaut-Biron. Cependant, il était certain que Bismarck, devant l'échec du Kulturkampf, cherchait une diversion. Il attribuait la résistance des catholiques non seulement à leur fanatisme, mais à des encouragemens venus de l'étranger. Il s'irritait de voir les catholiques français applaudir aux nobles efforts des catholiques allemands pour défendre leur foi et leurs intérêts. Il voyait des ennemis partout. Sa politique tracassière était surtout soupçonneuse. N'a-t-il pas fait lui-même cet aveu significatif dans ses *Souvenirs* : « Si, après le traité de Francfort, un parti catholique, d'opinion soit royaliste, soit républicaine, était

resté au pouvoir en France, il eût été impossible d'ajourner la guerre aussi longtemps que cela a eu lieu. Il aurait fallu redouter dans ce cas le rapprochement de deux puissances voisines, que nous avons combattues : l'Autriche et la France, rapprochement opéré sur le terrain de la commune religion catholique. »

Bismarck détestait Gontaut-Biron qui était allé, en mars 1874, passer quelques jours à Saint-Pétersbourg, où il avait de nombreuses et hautes relations, Gontaut s'était efforcé d'enlever tout caractère politique à ce voyage. A la vérité, il y vit Gortchakof, et celui-ci le prévint que le chancelier allemand lui chercherait chicane, mais il ajouta qu'avec de la patience et de la modération on pourrait se tirer d'affaire. « Il ne peut vous faire la guerre, dit-il, en ayant contre lui l'opinion morale de l'Europe et, remarqua-t-il énergiquement, il l'aurait. » Le tsar confirma la déclaration de Gortchakof et reconnut que le prince de Bismarck était un personnage « entreprenant, entier, pas commode. » Il espérait bien toutefois que la paix ne serait pas troublée. Mais il résultait du voyage en Russie que l'ambassadeur français n'avait combiné aucune intrigue avec le chancelier russe contre le chancelier allemand. Le seul fait d'avoir été à Saint-Pétersbourg avait excité les soupçons de Bismarck. Furieux de trouver en Gontaut un diplomate averti et un catholique convaincu, mécontent de sa campagne du Kulturkampf qui tournait mal, cherchant une diversion nécessaire, il jugea habile de faire croire aux Allemands que les Français se préparaient à fondre de nouveau sur eux. Il fallait donc les prévenir et en finir avec ce peuple aussi incorrigible que téméraire. C'est là tout le secret de l'Alerte de 1875.

D'après une légende, dont le major général Braccia di Montone s'est fait récemment l'éditeur, Bismarck n'aurait cherché la guerre que parce que Mac Mahon voulait fortifier Nancy, contrairement à une promesse secrète de M. Thiers. On aurait donné comme prétexte le renforcement de l'armée par les quatre-vingt-trois bataillons, pour ménager l'amour-propre des Français. Je dois dire que jamais M. Thiers, ni dans ses écrits, ni dans ses discours, ni dans ses conversations, n'a fait la moindre allusion à une semblable promesse. Jamais il n'est venu du côté de l'Allemagne, comme voudrait le faire croire le major général Braccia, une interdiction dans n'importe quelle forme,

de fortifier Nancy. Il n'y a pas à cet égard de veto mystérieux à chercher ou à rappeler. Ce qui est vrai, c'est que Bismarck a donné pour prétexte de l'Alerte de 1875 la création par l'Assemblée nationale de nouveaux bataillons destinés à augmenter l'armée française. Ce fait est indéniable. Il a trouvé, même chez nous, des écrivains qui, ajoutant plus de foi aux paroles du chancelier qu'à celle de Le Flô et de Gontaut-Biron, ont supposé que l'Alerte n'était qu'une invention « de la France monarchiste de Mac Mahon qui voulait montrer qu'elle n'était pas à confondre avec la République de M. Thiers et pouvait trouver des alliés. » N'en déplaise aux sceptiques, l'Alerte, comme le prouve péremptoirement Morier, était une réalité.

Voici comment s'exprimait le journal allemand, la *Post*, le 8 avril 1875, sous ce titre : *Der Krieg im Sicht?* — la guerre est-elle en vue? — « Depuis quelques semaines l'horizon politique s'est couvert de nuages. Le gouvernement français a fait acheter de nombreux chevaux auxquels le gouvernement allemand fut forcé d'opposer un arrêt qui en interdisait l'exportation (1). L'attention publique fut ensuite excitée par l'augmentation considérable des cadres de l'armée française, décidée par le vote de l'Assemblée nationale à Versailles, et qui fut volontairement dissimulée pendant qu'on discutait les questions relatives à la nouvelle Constitution... On ne peut douter que l'organisation nouvelle de l'armée ne soit plutôt un instrument destiné à une guerre prochaine qu'une réforme prévue, durable et justifiée... La préparation de cette guerre a été la raison de l'union des républicains et des orléanistes dans le dernier vote de la Constitution. Si donc nous devons répondre à cette question qui sert de titre à cet article : La guerre est-elle en vue? nous pouvons dire : « Oui, certes la guerre est en vue, » ce qui n'empêche pas cependant que les nuages puissent se dissiper. » Cette menace non déguisée frappa Gontaut-Biron.. Depuis deux ou trois ans, il savait que Bismarck disait ouvertement : « Si la France s'identifie avec Rome, elle devient par là même l'ennemie jurée de l'Allemagne. Une France qui se soumettrait à la direction de la théocratie pontificale serait incompatible avec la paix du monde. » Il savait que le chancelier l'accusait de pactiser

(1) Le 26 février 1875, le prince de Bismarck pria le prince de Hohenlohe d'examiner avec l'attaché de Bülow ce que l'on en pensait à Paris, « avant de faire les démarches nécessaires. »

avec les ultramontains et de chercher, comme d'Arnim, à l'écartier du pouvoir. Il savait que Bismarck disait n'être pas disposé à laisser aux Français le temps de renforcer leurs effectifs et de devenir menaçans. Il savait enfin que le prince de Hohenlohe avait dit le 25 mars au grand-duc de Bade : « Il est possible qu'on évite la guerre, mais ce n'est pas probable. » D'autre part, notre chargé d'affaires à Munich, Lefebvre de Béhaine, croyait que l'attitude arrogante du cabinet de Berlin était calculée pour fournir en France et en Italie des armes aux partis révolutionnaires, en leur offrant le prétexte de se présenter aux populations comme seuls capables de sauvegarder la paix compromise par les conservateurs et par les cléricaux.

La crise était due à l'impulsion donnée par Berlin à l'Empire pour le maintenir dans un véritable système d'entraînement militaire et satisfaire au besoin fiévreux des Allemands d'affirmer leur prépondérance en Europe. Lord Derby le disait à Charles Havard, notre chargé d'affaires à Londres : « La nation allemande a conscience depuis ses succès qu'elle inquiète tous ses voisins, et elle est poursuivie de l'idée qu'ils s'apprêtent à se coaliser contre elle. » Cette idée n'a pas changé depuis quarante et un ans, et le cauchemar des coalitions hante toujours le sommeil des diplomates allemands. Enfin, Bülow avait confié à Le Flô cette nouvelle menace de Bismarck : « La France se réorganise trop vite, mais nous nous donnerons une garantie. Nous occuperons Nancy. » Lorsque Hohenlohe partit pour prendre possession de l'ambassade allemande à Paris, le chancelier lui dit en propres termes : « Nous sommes intéressés avant tout à ce que la France ne soit pas assez puissante à l'intérieur et assez estimée au dehors pour avoir des alliés. Une République et des troubles intérieurs sont une garantie de la paix. Une forte République est un mauvais exemple pour l'Europe monarchique. » Gontaut-Biron était averti de toutes ces menaces, et il crut bon d'en donner connaissance à son ministre, le duc Decazes qui, comme on le sait, montra en ces graves circonstances autant d'énergie que de sang-froid.

Radowitz, âme damnée de Bismarck, était parti en mission spéciale pour Saint-Petersbourg afin de hâter les dispositions de la Russie, au cas où l'Allemagne serait obligée de riposter par le fer aux dispositions hostiles de la France. Il avait fait



entendre aux Russes que l'Allemagne était prête à les laisser agir en Orient s'ils lui laissaient les mains libres en Occident. C'est ce que Gortchakof fit connaître lui-même à Morier aux eaux de Wilbad. « Ceci, remarque Morier, me donna l'occasion de lui faire observer que c'était un dogme de la politique prussienne de chercher à empirer les relations anglo-russes en Asie pour améliorer d'autant la situation allemande. Et sans nommer personne, je lui donnai, comme provenant d'un éminent homme d'État prussien, la substance de confidences qui m'avaient été faites par Schweidnitz. Je vis clairement qu'elles n'étaient pas choses nouvelles pour lui, mais il parut s'amuser de la naïveté des aveux faits à un diplomate anglais. Il dit seulement : « C'est une ficelle si facile à voir qu'on ne s'y laisse pas prendre ! » Et Morier conclut que Bismarck en avertissant la France de ne pas s'associer aux menées ultramontaines, ne cherchait qu'un prétexte pour fondre sur elle.

Déjà, le 19 mai 1874, Morier, conversant avec Hohenlohe, regrettait l'attitude roque du chancelier à l'égard de la France, et émettait l'espoir que le nouvel ambassadeur à Paris saurait calmer les esprits inquiets. Hohenlohe reconnaissait lui-même que Bismarck semblait vouloir une guerre nouvelle, mais il disait que le danger disparaîtrait le jour où les Français cesseraient de crier à la revanche. Quelques jours auparavant, lord Russell avait interpellé le Cabinet britannique à la Chambre des Lords sur les difficultés apparentes des relations franco-allemandes et sur la possibilité de maintenir la paix. On avait, à Berlin, fait la plus grande attention à ce débat et on avait accusé Morier d'avoir excité Russell à interpellier. Bismarck se défiait de plus en plus du diplomate anglais et le faisait observer par ses agents et attaquer par les publicistes à sa solde. Morier ne se préoccupait pas outre mesure de cette animosité, et continuait tranquillement ses relations avec les personnes que le chancelier détestait le plus : Geffcken était du nombre (1). Ce conseiller, très au courant de la politique allemande, le renseignait sérieusement. On en jugera par cette lettre, datée de Strasbourg le 27 mai 1875.

(1) Le docteur Henri Geffcken appartenait à la fraction conservatrice du parti libéral et jouissait de la confiance du Kronprinz. Ancien ministre résident hanseatique, il avait de profondes connaissances philosophiques, politiques et littéraires. Il écrivait dans nombre de journaux et Revues et était très opposé à la politique de Bismarck.

« ... Quand Bismarck fut convaincu que tous ses efforts pour *internationaliser* sa politique religieuse étaient vains, il eut pendant un moment l'idée de jeter le ministre des Cultes Falk par-dessus bord et de faire la paix avec les catholiques. Un peu avant Pâques, je causais avec un homme qui le voit beaucoup et qui me demanda, tandis que je l'entretenais de la folie des procédés actuels, comment on pourrait sortir de cette impasse ? Je répondis à cette question par un long exposé dans lequel je montrais que ce serait possible sans reculade, et je présentais trois esquisses de lois aux moyens desquelles la chose pouvait être réglée. Un mois après, vint cette courte réponse : « Mes bonnes intentions étaient vivement appréciées, mais les blessures béantes ne pouvaient être fermées avec un emplâtre. » La phase de conciliation était passée et le chancelier avait résolu de sortir des complications intérieures par une action à l'étranger, de frapper un grand coup dont la Belgique serait l'objet.

« Je ne puis dire qu'il soit déterminé positivement à faire la guerre, car il serait obligé de créer d'abord une situation où l'Allemagne semblerait être l'offensée... Ceci ne serait pas aisé, car les Cabinets sont méfiants et il n'y a plus d'aveugle *camarilla* française ou autrichienne pour penser à la guerre. Mais il est déterminé à annihiler la Belgique qu'il déclare être le foyer des conspirations. Il consentirait aisément au partage de ce pays entre la Hollande et la France, et voudrait désintéresser cette dernière de manière à lui faire accepter définitivement la perte de l'Alsace-Lorraine. Il parle avec mépris de l'Angleterre qui ne serait pas capable de donner une aide militaire effective à la Belgique. Il méprise le gouvernement actuel, mais dit qu'il serait content de voir Gladstone au pouvoir... Il ne craint rien de l'Autriche; tous ses efforts sont concentrés sur la Russie. Ce fut l'objet de la mission de Radowitz (fév. 1875), et il remuerait ciel et terre pour gagner Gortchakof et le tsar pendant leur visite à Berlin. Il leur dira que c'est le moment d'accomplir leurs projets en Orient et que l'Angleterre, absorbée par l'affaire belge, est incapable d'y opposer une résistance effective. Mais il faut qu'il agisse cet été. Andrassy peut être renversé; les élections bavaroises peuvent être défavorables; l'Empereur Alexandre peut mourir; mais surtout, en supposant que la France refuse le marché, l'armée française n'est pas encore organisée, tandis qu'elle le sera dans quelques années. Au

contraire, l'armée allemande a son effectif complet et ses nouveaux fusils, de sorte que les chances d'un conflit ne deviendraient que moins favorables en attendant. L'exécution de ce plan commença par la note à la Belgique. L'article de la *Post* suivit, puis la seconde note. La *Gazette de Cologne* déclara que le même siècle, qui avait vu naître la Belgique, la verrait disparaître. Bismarck essaiera de faire de cette question un réel conflit. Je ne sais pas si notre gouvernement se rend compte de la gravité de la situation. Je ne crois pas que le gouvernement belge s'en rend compte, car, autrement, il ne commettrait pas l'imprudence de célébrer Deschamps (1), ce qui est de l'eau pour le moulin de Bismarck. Vous voyez que nous allons avoir un été assez *chaud*, mais il faut savoir quelles forces pourront être opposées à ce *sou furieux* qui va hasarder l'avenir de l'Allemagne par sa politique aveugle. Il y a d'abord l'Empereur lui-même qui, à son âge, n'aimera pas à risquer dans une nouvelle guerre ce qu'il a gagné. Le jeu de Bismarck est de l'acculer à une position où la guerre deviendrait inévitable, et il faut tout faire pour empêcher cela. Votre Reine ne pourrait-elle lui écrire, lui dire nettement le but de Bismarck et déclarer que l'Angleterre n'abandonnera jamais la Belgique? Je ne puis concevoir le paisible langage de vos ministres. Mais la chose la plus importante est d'empêcher une entente de Bismarck avec la Russie. Je puis à peine penser que Gortchakof, qui désapprouve la politique religieuse de Bismarck et qui a résolument refusé de marcher avec lui, puisse prêter la main à une entreprise qui, si elle réussissait, ferait de Bismarck le maître de l'Europe. »

Cette lettre est assez nette, je crois, pour que désormais on ne traite plus de roman l'Alerte suscitée en 1875 et pour qu'on n'accepte plus les démentis intéressés de Bismarck. Mais il y a mieux encore. Au retour d'un petit voyage à Innsbruck, Morier trouva une lettre de Blowitz, parue dans le *Times* du 6 mai 1875,

(1) Adolphe Deschamps, homme d'État belge, chef éminent du parti catholique (1807-1875), se plaignait de la pression exercée par l'Allemagne sur le ministère, et disait que sa tâche devenait impossible. « La déclaration faite à Perponcher le 11 mai que la démission du Ministère mettait en danger l'indépendance même de la Belgique, dit Hohenlohe, donne, aux yeux de Bismarck, une très petite idée de la vitalité du pays. Pour nous, nous ne pouvons en aucun cas nous réjouir de voir la Belgique gouvernée par des ministres appartenant au parti qui nous fait la guerre. Tout ce qui est ultramontain gravite autour de la France. » (*Mémoires*, t. II, p. 321.)

qui avait répandu dans l'Europe entière une émotion considérable. Cette lettre, dont on connaissait la source diplomatique, n'attribuait pas les inquiétudes nouvelles à l'imagination surexcitée des Français. Elle en affirmait la réalité. Le parti militaire allemand estimait que l'indemnité de cinq milliards avait été trop minime; qu'on avait eu tort de laisser Belfort à la France et que celle-ci se préparait à une guerre de revanche. Ses armemens, peu dissimulés, motivaient des hostilités nouvelles qui auraient pour but de lui reprendre Belfort et de lui imposer une seconde indemnité de dix milliards. La lettre de Blowitz reconnaissait bien que la France conservait l'espoir d'une revanche, mais que ce n'était pour le moment qu'un rêve qui ne devait pas troubler l'esprit d'un homme aussi réfléchi que l'était le prince de Bismarck. L'Assemblée nationale était d'ailleurs aussi pacifique que la Chambre des Communes. Mais certains Allemands pensaient que le meilleur moyen de protéger l'Allemagne et ses conquêtes, c'était d'écraser la France. « Raisonement aussi faux qu'odieux! » s'écriait le *Times*. Le grand journal anglais ne pouvait croire qu'un dessein aussi cynique existât dans la masse du peuple allemand. Il lui paraissait impossible que le prince de Bismarck pût sérieusement préparer la guerre et qu'un souverain, tel que l'empereur Guillaume I<sup>er</sup>, consentit à la sanctionner; enfin que la nation allemande pût accepter la proposition de détruire un État voisin, tout simplement parce qu'il pourrait devenir agressif. Le *Times* affirmait que l'origine de ce bruit néfaste provenait des fanfaronnades de l'état-major prussien et peut-être aussi « des vagues menaces qu'avaient laissées tomber des hommes d'État allemands qui attribuaient à la tactique de l'intimidation une valeur diplomatique efficace. » En résumé, d'après le *Times* qui faisait sienne la lettre de Blowitz, la situation et les intentions de la Prusse pouvaient se résumer ainsi : Même avec les cinq milliards, l'Allemagne n'était pas plus riche qu'avant la guerre. Elle ne pouvait, sans épuiser ses ressources, défendre ses conquêtes devant une puissance qui ne voulait pas les oublier. Aussi, fallait-il en finir avec la France et réparer les bévues du traité de Francfort qui avait laissé à ce pays la faculté de réparer ses ruines et de recommencer la lutte un jour ou l'autre. Le moment était favorable. L'Angleterre, l'Italie, l'Autriche laisseraient faire. La Russie seule pourrait présenter

quelques objections, mais on lui démontrerait qu'il fallait à tout prix se débarrasser de cette nation gênante pour tous... Le *Times* faisait l'Europe juge de tels desseins. Qui dès lors pouvait être sûr de sa propre indépendance? Que ne devait-on pas attendre de ceux qui déclareraient une nouvelle guerre dans de semblables conditions? Il fallait dissiper l'angoisse générale. C'était à l'Allemagne de rassurer par une déclaration formelle, non seulement la France, mais tout le monde civilisé, car des théories aussi sauvages mettraient en péril le droit des gens.

Au moment où allait paraître le premier article du *Times*, le prince de Hohenlohe s'était présenté au quai d'Orsay, porteur d'une note du chancelier qui visait les armemens exagérés de la France. Cette note, je puis l'affirmer d'après ce que m'en a dit autrefois Albert Sorel, qui avait reçu les confidences du duc Decazes, ressemblait à un ultimatum et jeta le plus vif émoi dans le monde officiel. Aussi, cet émoi gagna-t-il bientôt les diverses chancelleries. Si l'on traitait ainsi la France, quel était le sort qui attendrait prochainement les autres puissances? « Telle est, ajoutait la lettre envoyée au *Times*, la considération qui devrait faire sortir l'Europe de son indifférence et lui rappeler cette recommandation peu flatteuse, mais ingénieuse, d'une paysanne qui, en laissant ses enfans seuls à la ferme leur disait : « S'il vous arrive quelque chose, ne criez pas : Au voleur! Personne ne viendrait, car vous seriez seuls en danger d'être volés... Criez au feu! si vous voulez faire accourir les voisins, car le feu peut brûler tout un village? »

A la suite de la lettre de Blowitz, le journal anglais appréciait en ces termes la théorie attribuée au parti militaire allemand : « Elle serait plus digne d'un conquérant barbare que d'un État civilisé. » Le lendemain, 7 mai, le *Times* consacra à cette grave affaire un second article aussi impressionnant que le premier. « Qui peut croire, disait-il, que des hommes d'État, comme le prince de Bismarck et ses collègues, ne se préoccuperaient pas de l'irritation que causerait en Europe un procédé inconnu depuis le premier Empire? Il semble presque impossible que l'empire allemand entreprenne l'effroyable tâche de ruiner la France sans amener le rapprochement de ses voisins et leur réunion en une ligue hostile contre lui? » Puis, dans un troisième article, il ajoutait : « Il est inadmissible que les craintes des Français se réalisent. L'Allemagne n'osera pas ou-



trager le sens moral de l'Europe en attaquant une nation qui ne lui fait aucun mal et qui cherche à garder la paix. C'est alors que tous les États européens considéreraient l'Allemagne comme leur ennemie et que l'Allemagne verrait se former une ligue internationale qui mettrait en péril son Empire à moitié constitué. »

Il importe de rappeler, — et c'est ce qui fit impression sur Morier, — que le 21 avril précédent, dans un dîner chez l'ambassadeur d'Angleterre, le comte de Radowitz avait, à propos des bruits de guerre répandus en Allemagne, manifesté de l'inquiétude sur la formation des quatrièmes bataillons en France. Le vicomte de Gontaut-Biron avait essayé de le rassurer en lui jurant que c'était une simple question de réorganisation militaire et nullement le désir de préparer des hostilités nouvelles. « Vous nous rassurez sur le présent, répliqua Radowitz, mais l'avenir, en répondez-vous ? Pouvez-vous affirmer que la France, ayant repris son ancienne prospérité et réorganisé ses forces, ne retrouvera pas alors des alliances qui lui manquent aujourd'hui, et que les ressentimens qu'elle conserve très naturellement pour la prise de ses deux provinces, ne la pousseront pas à déclarer la guerre à l'Allemagne ? Si la revanche est la pensée intime de la France, pourquoi attendre pour l'attaquer qu'elle ait repris des forces et qu'elle ait contracté des alliances ? Convenez en effet que politiquement, philosophiquement *et même chrétiennement*, ces déductions sont fondées et que de semblables préoccupations sont bien faites pour guider l'Allemagne ! »

C'était la pensée même de Bismarck que divulguait Radowitz. Il la divulguait un peu trop, car après l'échec de la menace, le chancelier irrité s'écria que, suivant son habitude, après le troisième verre, Radowitz avait exagéré son langage. Et plus tard, il dit à Hohenlohe : « Quant à Radowitz, même s'il s'est imprudemment avancé, Gontaut a eu tort de le rapporter. Le conseiller du bureau des Affaires étrangères n'est pas le ministre. » On comprend cependant que, devant la déclaration du diplomate allemand, Gontaut-Biron éprouva une indignation bien naturelle qu'il eut quelque peine à réprimer. Ayant repris son calme, il se borna à répondre que ce que l'on disait au sujet de la France, on pouvait le concevoir pour les autres puissances. « Vous êtes en paix avec la Russie, dit-il. Cependant, vous pouvez avoir des raisons de la redouter un jour et à vos yeux ce serait un

motif suffisant pour l'attaquer ? — Oh ! ce ne serait pas la même chose ! Pourquoi penserions-nous à faire la guerre à la Russie avec qui nous n'avons cessé d'entretenir des rapports excellents ? Il n'en est pas de même pour la France. Trop souvent nous avons été en guerre avec elle. Il y a deux cents ans qu'elle a ravagé le Palatinat et enlevé l'Alsace à l'Allemagne ! » Gontaut-Biron répliqua qu'il pourrait relever à son tour les incursions des peuples allemands en Gaule et qu'il ne s'agissait pas de rappeler les injures du passé. Pour le moment, la France était tout entière à ses affaires et avait grand besoin de la paix. « Vous me donnez cette assurance pour cette année, objecta Radowitz, mais me la donneriez-vous pour l'année prochaine ? — Oui, certainement et pour plus encore ! » Mais les affirmations du diplomate français ne convinquirent pas le diplomate allemand et la persistance de son attitude rogue et ironique redoubla les inquiétudes de Gontaut.

Morier avait lu avec attention le numéro du *Times* qui venait si à propos appuyer ses propres sentimens. Il l'envoya au Kronprinz et y joignit la lettre suivante sur laquelle j'appelle tout particulièrement l'attention du lecteur :

« Monseigneur, en rentrant chez moi la nuit dernière, j'ai trouvé le *Times* de jeudi arrivé en mon absence. Il contient une lettre importante de Paris et un remarquable *leading article*, tous deux sur le sujet dont j'ai essayé de parler à Votre Altesse Impériale hier dans le train ; et, comme ils confirment, d'une manière vraiment extraordinaire, l'anxiété dont j'ai parlé à Votre Altesse Impériale et qui oppresse des personnes bien informées, je prends la liberté de les joindre à ma lettre, au cas où ils auraient échappé à l'attention de Votre Altesse Impériale. Le point le plus important me paraît être que cette chose alarmante venant apparemment de Paris, je l'ai entendue, il y a au moins trois semaines, comme provenant des sources purement allemandes de Berlin ; et puisque l'alarme causée en France n'est que la fumée d'un feu allumé en Allemagne, puisque, au lieu d'être, comme le dit le *Times*, une *alerte française* ou le résultat de la maladive imagination française, cette alarme est causée directement par une personne ou quelques personnes officielles de Berlin, qui ne pourrait reconnaître qu'il y a intention de la part de l'Allemagne d'attaquer la France, maintenant qu'elle est affaiblie ? Nous sommes en face d'un fait d'une importance

si grave et si périlleuse pour l'avenir de l'Europe et même de la civilisation humaine, que je confesse le déchirement de mon cœur quand j'y songe, et que je me rappelle, au moins vingt fois par jour, les paroles de Votre Altesse Impériale en 1868, me disant qu'une guerre entre la France et l'Allemagne reculerait la civilisation d'un siècle et que vous feriez tous vos efforts pour prévenir une telle calamité. Je n'ai jamais songé que, si cette catastrophe avait lieu, ce même danger serait renouvelé par l'Allemagne ayant appris et exagéré le tort du peuple qu'elle avait vaincu. Car il ne faut pas se dissimuler que *la maladie dont souffre maintenant l'Europe est causée par le chauvinisme allemand, type nouveau et plus formidable de la maladie que le chauvinisme français, car, au lieu d'être spasmodique et indiscipliné, il est méthodique, calculé, de sang-froid et en pleine possession de soi-même...* Si la doctrine qui déclare qu'un danger abstrait, hypothétique, complètement différent d'un danger immédiat et concret, est une raison suffisante pour qu'un voisin plus fort attaque le plus faible et y voie un *casus belli*, si une telle doctrine se traduisait par des actes officiels, comme une sommation de désarmement adressée à la France en ce moment, j'ose prophétiser à Votre Altesse Impériale que l'Allemagne ne se laverait jamais de la tache qu'un tel retour à un pur *Faustrecht* imprimerait sur elle.

« ... Si un individu peut le faire sous une impulsion diabolique, une nation ne peut s'offrir le luxe du cynisme et ne peut risquer de se placer au ban de l'opinion publique, parce qu'une nation ne meurt pas... Ce ne fut pas Caïn mort, mais Caïn vivant qui fut maudit, comme meurtrier de son frère. Nous avons tous été élevés dans la haine du nom de Napoléon I<sup>er</sup>; mais j'ose dire que si l'Allemagne attaquait et écrasait la France maintenant, sous quelque prétexte que ce soit, son nom éveillerait plus de haine encore dans l'histoire future. Aucune des circonstances, qui peuvent excuser Napoléon, n'existe dans le cas présent... Plonger l'Europe dans une nouvelle guerre pour satisfaire la conscience scientifique de professeurs militaires serait une action marquée de férocité pédante, de cynisme scientifique, de *cruauté académique*, une action que l'histoire n'oublierait jamais et que l'humanité serait longue à pardonner... Sans doute, les armemens de la France sont exagérés, mais ce sont les armemens du désespoir, les armemens d'un peuple qui

*a la mort dans l'âme...* Un Français bien informé me disait, il y a quelque temps : « Nous savons qu'en Allemagne les autorités militaires invoquent sans cesse la nécessité d'une nouvelle guerre... Nous devons être prêts contre un coup de main. Nous savons qu'aucun de nos préparatifs ne peut nous assurer la victoire, mais nous devons être capables de mourir avec dignité... » L'émoi des Français est indicible et même exagéré, ajoutait Morier. Le danger réel contre la paix se trouve : 1° dans la doctrine des professeurs militaires allemands qui déclarent *a priori* qu'une guerre est nécessaire d'après des principes scientifiques; 2° dans les idées personnelles de certains hommes d'État qui voient dans une guerre étrangère le moyen de sortir des difficultés intérieures.

« Comment parer à ce danger? J'y ai songé toute la nuit et j'en suis venu à conclure qu'il faudrait surveiller les armemens français et non protester fortement contre ces armemens, ce qui amènerait la guerre et inaugurerait un nouveau principe de droit international contre lequel s'élèverait le monde entier. Il faudrait proposer le renouvellement de la ligue des Trois Empereurs uniquement dans le dessein de maintenir la paix de l'Europe... Je dois réclamer l'indulgence et le pardon de Votre Altesse Impériale pour lui avoir écrit si longuement, mais Elle sait combien j'ai profondément à cœur la cause de l'Allemagne et le profond intérêt que je prends à tout ce qui concerne Votre Altesse Impériale et la Princesse Royale... J'ai l'impression que si cette crise de chauvinisme réussissait à venir *zum Durchbruch*, (par violence,) fût-elle couronnée de succès, l'avenir de l'Allemagne serait compromis au moins durant nos vies respectives. »

Le Kronprinz savait que Morier lui avait dit la vérité et ses derniers mots, en le quittant, avaient été : « Souvenez-vous que je garde tout ce que vous m'écrivez parmi mes archives les plus secrètes et les plus précieuses. Vous ne pouvez trop m'écrire. » On reconnaîtra toute la gravité de cette lettre qui dénonçait en Allemagne un état de choses qui, malheureusement, n'a pas encore cessé.

A la même date, Morier disait à Lefebvre de Béhaine : « Je sais qu'on se promet d'obtenir de grands résultats du prochain séjour de l'empereur Alexandre à Berlin. Le prince de Bismarck persiste à se montrer préoccupé de vos armemens. A quelle

résolution cela le conduira-t-il? C'est ce que je ne suis point parvenu à connaître. Mais qu'il se prépare quelque chose, c'est ce que je puis vous affirmer. Lord Derby m'a dit qu'il était inquiet. Le chancelier a toujours eu cette idée que vous ferez une guerre de revanche et il veut la prévenir. Il a eu récemment la pensée de vous forcer à prendre la moitié de la Belgique et d'octroyer l'autre à la Hollande. Dans ce cas, il donnerait carte blanche à la Russie, en Orient, aux dépens de l'Autriche et il voudrait vous obliger, bien entendu, à entrer dans une ligue contre la Papauté. » Il y avait quelque vérité dans ces assertions, provenant de Geflicken, mais les desseins de Bismarck sur des modifications possibles en Europe étaient tellement mystérieux et changeans qu'on ne peut y ajouter une sincère créance. Vers cette même époque, les *Munchener Nachrichten* traitaient la Belgique de « nid de Jésuites, » et accusait ce pays et la France de s'être ligués avec le Vatican pour faire rouler la petite pierre qui devait ébranler l'Europe. Le journal bavaïois exprimait l'espoir que la Russie et l'Autriche dégoûteraient le coq gaulois de son envie de chanter et il appuyait sur la pensée conçue par Bismarck de grouper les trois Empires dans une triple alliance contre la France et le Saint-Siège. Mais les espérances fondées sur la Russie surtout devaient s'évanouir rapidement, et la politique aventureuse du chancelier allemand allait subir un rude échec.

Tout confirme les intentions brutales de Bismarck, malgré ses dénégations répétées, lorsque le coup, préparé par lui, fut manqué. Dans une conversation qui eut lieu entre Gortchakof et Morier pendant le mois de juin, Gortchakof faisait semblant de rejeter la responsabilité de l'Alerte sur le maréchal de Moltke et sur son état-major. Morier fit alors allusion à la célèbre phrase de Radowitz : « Pour des raisons philanthropiques, morales et chrétiennes, c'est le devoir de l'Allemagne d'attaquer la France. » En entendant cela, Gortchakof parut s'émouvoir et, après un long silence, fit cette grave déclaration : « Puisque vous en savez tant, je vais vous raconter un fait qui vous intéressera. » Et il apprit à Morier que la phrase citée par lui avait été envoyée à Radowitz à Saint-Petersbourg de Berlin même, dans un rapport confidentiel. Gortchakof en avait eu connaissance, l'avait copiée lui-même et montrée au tsar. Quelque temps après, se trouvant à Berlin, il parlait de l'Alerte avec le



chancelier, lequel rejeta naturellement tout le blâme sur les militaires. Mais Gortchakof ajouta tranquillement : « Après tout, il y a des hommes d'une tout autre importance que de petits lieutenans qui ont tenu un langage similaire, » et il répéta la phrase de Radowitz. Sur ce, Bismarck jura que cette phrase était controuvée, que Radowitz lui-même lui avait rapporté sa conversation, *ipsissimis verbis*, et que rien de pareil ne s'y trouvait. Pour le mieux prouver, le chancelier envoya quelques jours plus tard à Gortchakof un long memorandum de Radowitz qui relatait son entretien avec Gontaut-Biron (memorandum visiblement écrit *ad hoc*) et dans lequel non seulement la phrase incriminée ne figurait pas, mais où il n'y aurait pas même eu possibilité de l'introduire. Cette démonstration si habile n'empêcha pas le chancelier russe d'exprimer à Morier sa conviction absolue de la parfaite correction de Gontaut-Biron, homme trop loyal pour s'être permis des affirmations mensongères. Ceci explique encore l'animosité de Bismarck contre l'ambassadeur français auquel il ne pouvait pardonner ce fait que Gortchakof avait plus de confiance en ses dires qu'en ceux des Allemands. Il avait à diverses reprises fait demander son rappel par Hohenlohe, en prétendant « qu'il était impossible dans l'intérêt de la paix, d'entretenir à Berlin de bonnes relations, tant que le poste d'ambassadeur serait occupé par un légitimiste ultramontain avec lequel le prince de Bismarck n'avait pas sa liberté de parole et qui ne possédait pas une connaissance suffisante des affaires. » La vérité, c'est qu'il les connaissait beaucoup trop!

\* \* \*

La haine de Bismarck contre Gontaut-Biron s'était portée sur Morier, et depuis longtemps. En 1858, Morier qui débutait dans la carrière, avait été envoyé, sur la demande du prince Consort, à Berlin comme secrétaire d'ambassade. L'ambition du jeune diplomate était d'amener une alliance politique et intellectuelle entre l'Allemagne et l'Angleterre. Lié, ainsi que je l'ai dit, avec le baron de Stockmar, il avait foi dans les hautes destinées de l'Allemagne et croyait « qu'elle serait la lumière qui éclairerait les Gentils et aurait un avenir plus magnifique que celui des autres nations. » De cette époque date son amitié avec le prince héritier et la princesse Victoria, auprès de laquelle il eut une situation privilégiée. Ses relations et ses sentimens libéraux lui

attirèrent bientôt à la Cour des jalousies et des inimitiés. Dès que Bismarck arriva au pouvoir, il s'inquiéta de voir Morier en si bonne position auprès du prince Frédéric-Guillaume, le fit pressentir et le trouva trop indépendant à son gré. Il lui reprocha bientôt d'influencer le roi Guillaume par l'entremise de la Reine, du prince héritier et de sa femme. Quand Morier occupa à Darmstadt une situation où il croyait n'avoir rien à craindre, le chancelier fit tous ses efforts pour l'en déloger et lui faire quitter l'Allemagne, en le dénonçant comme un agitateur anti-prussien, et cela même au moyen de lettres anonymes. Dès 1867, le baron de Stockmar avertissait Morier qu'il était accusé de nouer des intrigues contre l'Allemagne et que le chancelier avait adressé à lord Napier une plainte formelle contre lui. Morier avait les preuves de toutes ces menées et connaissait le dénonciateur, un diplomate prussien, qui avait servi d'espion contre certains habitants de Darmstadt et contre le prince Waldemar de Holstein lui-même. Voici comment Morier expliquait la persécution de Bismarck contre lui : « Je ne crois pas être injuste envers le prince en affirmant que la politique se présente à lui d'une manière moins abstraite que concrète ; en d'autres termes, bien moins en rapport avec les principes qu'identifiée avec les personnes. Il réagit contre l'idéalisme de ses compatriotes. C'est ce qui fait sa force et aussi sa faiblesse ; c'est ce qui a donné à sa méthode politique un caractère si accusé, pour ne pas dire violent, contre les personnes. L'arène politique est pour lui, au sens littéral du mot, une sorte de *jeu de bagues*, dans lequel l'homme le plus fort l'emporte sur le plus faible et ramasse sans cesse l'enjeu. Il méprise cette politique et juge inutile toute action fondée sur des principes moraux, ou sur tout autre fait que l'action personnelle. On pourrait lui appliquer ce passage concernant Napoléon : « Cet homme comprit tout, excepté une seule chose, le scrupule en matière de morale ; quant à ceux qui avaient des principes moraux, il les brutalisa, il les ridiculisa ; il ne les comprit jamais. »

Morier insiste sur cette conduite habituelle à Bismarck : « Le résultat naturel de l'oubli des principes moraux comme levier de l'action politique, est de les remplacer par l'intrigue personnelle. Or, l'intrigue personnelle a joué dans la carrière de Bismarck un rôle immense. Aux yeux du chancelier, les personnages qui occupent la scène politique sont uniquement de deux sortes : ses

amis et leurs cliens, ses ennemis et leurs cliens. Dès qu'il voit un homme doué de quelque influence, il essaie de le mettre dans la première catégorie par cajolerie ou par force, et il réussit à convertir ainsi ses propres ennemis en instrumens actifs. Mais quand il n'y réussit pas, oh ! alors, il n'est satisfait que lorsqu'il a écrasé ceux qu'il n'a pu séduire, et rien, rien ne peut surpasser la persévérance et la violence de son animosité.

« Les personnes qui lui font l'opposition la plus obstinée et qu'il aurait voulu passionnément convertir à sa politique pour en faire ses instrumens, sont le prince héritier et la princesse. Cette opposition date des premières tentatives faites par Bismarck pour détruire la Constitution prussienne. Elle est fondée sur le simple principe que la Constitution existante étant un contrat solennel passé entre la dynastie et la nation, l'héritier présomptif est, d'une façon spéciale, obligé de la respecter. Mais ceci était une considération qui n'entra jamais dans le cerveau de Bismarck. Il était persuadé que ce n'était là qu'une affaire personnelle et que le prince lui était hostile. « Le prince royal, dit-il, doit agir sous l'influence de la princesse royale ; celle-ci sous l'influence de la Reine, et la Reine sous l'influence de lord Palmerston et de lord John Russell. Enfin, il doit se trouver quelque part un agent secret au courant de ces intrigues, et cet agent ne peut être que sir Robert Morier. » Aussi, vu la résistance du prince royal à la politique du chancelier, des intrigues misérables surgirent, et Morier aurait pu en révéler plusieurs. Il se contente de citer ce seul fait pour donner une idée de l'animosité de Bismarck. « Son but, dit-il, a été et est encore d'isoler le prince royal de toute autre influence que la sienne. Il sait que le prince est nerveux et que l'isolement le déprime ; mais étant littéralement aveugle en matière de principes, il ne sait pas qu'il a affaire à un homme de l'esprit le plus élevé, qui agit par conviction et qui continuerait à agir de la sorte, même s'il devait rester seul dans l'univers. » Pour qui connaît bien le caractère dominateur et jaloux de Bismarck et son esprit de rancune formidable, il n'est pas de meilleur portrait que celui qui vient d'être tracé par Morier. Le chancelier le détestait tellement qu'il fit tous ses efforts pour l'empêcher de rentrer à Berlin. Aussi, en 1884, lorsque mourut lord Ampthill, Bismarck s'opposa au remplacement de cet ambassadeur par Morier, « à cause de ses tendances anti-germaniques bien connues. »

Quand la paix fut assurée grâce à l'intervention du tsar Alexandre et de la reine Victoria, Bismarck changea son fusil d'épaule. Il accusa le maréchal de Moltke d'avoir voulu troubler la paix et, comme le constate Morier, Moltke devint le bouc émissaire. Furieux de sa déconvenue, le chancelier s'en prenait à tout le monde. Tantôt, il affirmait gravement à lord Russell que la presse berlinoise était entre les mains des Jésuites et échappait à son action. Tantôt, il reprochait au prince de Polignac, l'attaché militaire français dont il demandait le rappel, d'avoir osé « parler des tendances agressives des généraux prussiens. » Tantôt, il accusait Gortchakof d'avoir ourdi d'accord avec les Français une odieuse intrigue contre lui et d'avoir fait semblant de croire à des hostilités qui n'étaient que le fruit de ses propres chimères. Il lui reprochait, avec une ironie lourde, d'avoir donné à ses dépens une représentation de cirque et d'avoir voulu paraître devant la société française comme un ange gardien en robe blanche et avec des ailes, au milieu d'un beau feu de Bengale. Tantôt, il s'emportait contre la reine Victoria qui avait pris au sérieux de faux bruits transmis à Windsor, car s'il y avait eu quelque émoi en Europe, la faute en était au *Times* en particulier. Il se plaignait que la Reine eût, dans sa lettre à l'empereur Guillaume, fait allusion à des déclarations inquiétantes de l'ambassadeur allemand à Londres, le comte de Munster. Et tout en les niant, il les avouait ainsi : « Le comte de Munster peut, tout aussi bien que le comte de Moltke, avoir parlé à un point de vue théorique, *académique*, de l'utilité d'une attaque opportune à diriger contre la France, quoique je n'en sache rien... On peut dire que ce n'est pas un gage de paix que de laisser à la France la certitude qu'elle ne sera jamais attaquée, quelles que soient les circonstances et quoi qu'elle fasse... Mais il n'est pas utile de donner à l'adversaire l'assurance que de toute façon on attendra qu'il vous attaque. Aussi, ne suis-je pas disposé à infliger un blâme à notre représentant, s'il a parlé occasionnellement dans ce sens. » Bismarck reconnaissait indirectement le fait, et ses intentions hostiles contre la France s'étaient manifestées aussi bien par les paroles de Radowitz que par celles du comte de Munster. Il ne pardonnait pas à la reine Victoria, qu'il appelait « la dame exaltée, » d'avoir fait faire par son gouvernement des démarches peu bienveillantes envers le gouvernement allemand et d'avoir fait exercer sur lui

une pression par d'autres puissances. Il traitait avec moquerie la lettre où la Reine avait dévoilé à l'empereur Guillaume ses vives appréhensions contre une guerre injuste et inexplicable et l'avait conjuré de ne pas se charger de nouvelles et lourdes responsabilités, à la veille peut-être de rendre des comptes au tribunal de Dieu. Enfin, il se rejetait sur les ultramontains qui l'avaient accusé de vouloir la guerre à bref délai, et sur l'ambassadeur français qui, vivant dans ces milieux, avait transmis des mensonges de Paris comme nouvelles sûres et certaines.

Ces récriminations faites, il paraissait se calmer et se réjouir des démonstrations pacifiques de l'Europe, disant qu'il n'oserait pas engager son maître à faire la guerre immédiatement par le seul motif que l'adversaire n'était pas prêt, « car on ne pouvait jamais, en pareille matière, prévoir avec assez de certitude les voies de la divine Providence ! » Il se déclarait très heureux de l'alliance de l'Angleterre avec la Russie et faisait les plus amicales déclarations. Mais il avait de la peine à dissimuler son dépit. Devant ses intimes, il manifestait sa colère contre ceux qui l'avaient déjoué et notamment contre lord Derby qui avait, devant le Parlement anglais, confirmé officiellement l'Alerte et l'intervention amicale des puissances. Comme chancelier de l'Empire, il essayait de tenir la chose pour peu importante, « mais, disait lord Russell, derrière notre dos il s'emportait et jurait comme un damné. Il affirmait qu'il prendrait sa revanche contre ceux qui avaient fait échouer son plan. »

Bismarck tint parole. Il se vengea de Gontaut-Biron en obtenant de la France le rappel maladroit de cet ambassadeur qui avait pénétré et déjoué ses intrigues. Il se vengea de Gortchakof au Congrès de Berlin en faisant réduire les avantages remportés par la Russie dans sa guerre contre la Sublime Porte. Il se vengea de Morier en faisant diriger contre lui une campagne de presse des plus violentes, au moment où Morier occupait le poste d'ambassadeur à Saint-Petersbourg. Il l'accusa de manœuvres anti-allemandes et de sympathies ultra-françaises, lui attribuant le rôle d'informateur aux dépens de l'Allemagne. On sait que Morier se disculpa nettement de ces accusations, mais la haine de Bismarck n'en demeura que plus opiniâtre contre lui et tous les siens. Le chancelier se vengea aussi de Gelfcken en le faisant arrêter et traduire devant la Haute-Cour de Leipzig



pour avoir publié le Journal du prince royal. « Ce journal, affirmait Bismarck, avait été complété à l'aide de phrases par lesquelles les ambitieux de la Cour cherchaient à rendre le fond plus vraisemblable. J'ai exprimé, dans le rapport (du 23 septembre 1888) à Sa Majesté, mon opinion que ce journal avait subi des altérations, et j'ai exprimé en même temps l'indignation que j'éprouvais à voir des intrigans et des délateurs s'imposer à un caractère loyal et noble comme l'était l'empereur Frédéric. En écrivant ce rapport, je ne doutais pas qu'il fallait chercher le faussaire dans Geffcken, le guelfe han-séate que sa haine pour la Prusse n'avait pas empêché autrefois de briguer la faveur du prince royal pour pouvoir nuire à sa personne avec plus de succès, à sa Maison et à son État, tout en jouant lui-même un certain rôle. Geffcken était de ces ambitieux aigris depuis 1866, parce qu'ils se croyaient méconnus, eux et leurs talens. »

Or, la Haute-Cour de Leipzig acquitta Geffcken à la grande colère de Bismarck, et la Russie répondit aux procédés du Congrès de Berlin par une alliance avec la France, alliance qui, se resserrant de jour en jour, inquiète et exaspère le parti pan-germaniste, héritier des rancunes du chancelier. Les Mémoires de sir Robert Morier ont contribué à éclairer tous ces faits. Nous espérons que les derniers volumes offriront à leurs lecteurs autant d'intérêt que les deux premiers.

HENRI WELSCHINGER.

---

# ESQUISSES MAROCAINES

## SOUVENIRS

---

### I

---

#### I. — LA CUEILLEUSE D'IRIS

A Tanger, après les longues et désespérantes pluies du tardif automne, tout d'un coup, un matin, le ciel est lavé, pur et rajeuni. Alors, de la terrasse où je suis venue tant de fois essayer de percer l'obscurité du ciel et le triste voile de grisaille uniforme qui enveloppe la terre, je revois enfin la forme et la couleur des choses.

C'est une impression qui fait penser au mot de la Bible : « Et Dieu sépara la terre des eaux. » Sous la tempête, nous n'avons vu et senti pendant une si longue série de jours que deux forces : le vent et l'eau ! On ne savait plus, au bas des falaises de sable, où finissait la mer et où commençaient les côtes. La pluie éternelle et souvent furieuse tombait sur les toits plats et sur les terrasses des jardins avec un crépitement monotone de petites balles qui frappent la pierre. Aujourd'hui nous revoyons la terre. Au delà du détroit les monts d'Espagne se révèlent en vapeurs bleues ; les sables de Tarifa étincellent comme des gemmes dans la lumière du matin ; la mer, dans le détroit, sur ses deux bords, dessine les côtes. Les vagues

jouent, bondissent et jappent comme de jeunes chiens en venant mordre le ruban d'or des plages.

En rade, à l'arrière de nos bateaux de guerre, s'éploie dans l'espace vide et clair le pavillon aux trois couleurs : sur la hampe invisible, le bleu, le blanc, le rouge transpercés de la flamme du soleil ressemblent à trois colonnes de lumière, debout dans le ciel. Je les vois, immobiles et fulgurantes, comme le signe d'un impérieux message inscrit dans le bleu divin du matin.

Et, — je n'ai pas besoin d'y aller voir, — je sais que dans notre jardin, toute droite contre la petite maison des Algériens au burnouss bleu, soldats de garde, bien voilée, bien cachée dans son haïk, dont elle retient le bord entre ses dents pour qu'on ne voie pas son visage, m'attend, m'attendra, obstinée, confiante en ma venue et mon accueil, la marchande de fleurs, la cueilleuse d'iris des champs : Lialah!

Lialah! je ne sais qui nous dit son nom, ou si peut-être nous le lui avons donné. Elle n'a pas plus l'air d'avoir un nom à elle que la régulière hirondelle qui vient, à peu près au même moment, voleter autour de la maison. Lialah porte sur sa tête une charge qui ferait plier son cou robuste, si elle ne se tenait si droite, appuyée contre le mur blanc, les bras un peu écartés pour mieux assurer l'équilibre de ce poids si lourd : une gerbe tassée, faite des grands iris sauvages tout gonflés des pluies récentes qu'on voit hauts et droits dans les champs.

C'est comme si on disait que le beau temps va revenir. Cette Lialah! de tout le torride été passé, de toute la saison grise des pluies, on ne l'a pas seulement aperçue. Jamais on ne la rencontre, avec les femmes, aux fontaines, jamais on ne la devine parmi les groupes familiers des indolentes qui s'attardent le soir à rêver ou à babiller, assises sur les pierres blanches dans le champ désolé du cimetière. Mais une fois que nous avons laissé nos chevaux courir à l'aventure dans la campagne sauvage, le soldat algérien, le caïd Achmet m'a montré une minuscule hutte de terre au toit de chaume tressé. Elle était cachée sous les épineux remparts des cactus et des aloès. Par le trou ménagé dans le toit pointu passait la fumée, deux autres trous faisaient les fenêtres, un quatrième faisait la porte. Et le caïd Achmet, penché sur sa selle, me dit tout bas

avec son rire fin : « C'i là qu'y demeure si qu't'y aimes bien : ta Lialah. »

La petite hutte ! elle ressemblait bien à un nid d'hirondelle, bâti brin à brin. Elle était un peu branlante au vent, malgré les grands aloès et les cactus bleutés. Un bel amandier sauvage, unique dans la campagne, faisait pleuvoir la neige rosée de ses fleurs sur le toit pointu. L'ingénieuse hirondelle comptait sur l'amandier pour l'ombrage de l'été et les rudes remparts de cactus, qui présentent leurs raquettes plates au vent, l'abritaient des tourbillons si froids de l'Est, des tempêtes venues de l'Atlantique qui font courir au ciel ces rouleaux de nuées noires, grosses des pluies torrentielles.

C'est là, dans les champs de la solitude, que vivait Lialah, celle qui apportait au premier printemps, avec les gerbes d'iris bleutés, le rayon du matin. L'œil embrasse un horizon circulaire de terre nue, un peu vallonnée, où un seul bouquet d'arbres au-dessus du village des Beni-Macada fait une tache d'ombre. En été, c'est le désert : le soleil appelle à lui et dévore toute l'eau, brûle les brousses, les fougères, les lentilles ; c'est comme le ravage d'un incendie où ne restent debout, comme des murs démantelés, que les indestructibles cactus. Quand la brousse brûlée craque et crépite sous le pas des chevaux et que la cendre de la terre vole dans les yeux, on a soif. Mais aux premières pluies, la terre se ranime. Alors, le paysan marocain amène ses bœufs, vient dans les murs de cactus repérer ses champs méconnaissables, ouvrir avec sa charrue l'écorce de cette terre durcie et morte, pareille à une pierre calcinée. Péniblement, le soc de bois l'ouvre enfin aux semailles.

Et quand les grandes pluies sont passées, que le blé pointe, que les acanthes, dans les espaces non cultivés, se lèvent et couvrent le sol de ces grandes feuilles lustrées et découpées qui font toujours penser au couronnement des pilastres dans les temples, alors, c'est l'heureux temps de Lialah, de l'hirondelle ; elle sent venir le printemps, on la voit tresser des chaumes pour réparer les brèches faites dans son toit par les intempéries d'hiver, et un jour, au matin, une petite faucille à la main, elle sort de sa hutte où elle est restée blottie, effrayée, grelottante, toute la mauvaise saison. On la voit alors, seule et blanche, dans les champs.

J'aimais la surprendre ainsi dans son royaume. Quand elle n'est plus voilée de son grand haïk, elle est comme délivrée d'une majesté mystérieuse : elle apparaît si mince et petite, dans l'étroit caftan rose, pâli sous le caftan blanc. Sa figure est toute brune, lisse et sèche comme une châtaigne dorée ; le fichu à ramages éclatans qui lui serre la tête et les tempes, pend sur sa nuque en franges de soie vive ; la lumière y joue et chatoie comme sur un plumage d'oiseau. A chaque mouvement du cou, c'est un éclair bleu comme sur un cou de colombe. Juste au-dessus des sourcils s'échappe du bandeau de soie une onde de cheveux noirs. Sous les yeux, le grand trait noir du kohl, et sur le menton, trois raies de tatouage bleu nous disent que Lialah ne néglige pas les secrets de beauté.

Dans ce triste Islam, où, pour l'étranger, la femme est absente, un sourire féminin, deux yeux gais et confians qui se posent sur vous sont chose si rare ! Il faut guetter Lialah d'un peu loin, comme on regarderait un oiseau qui attend la sécurité de la solitude pour chercher son grain ou le brin de paille de son nid. Si elle entend le pas des chevaux ou si, surprise, elle voit un cavalier surgir tout près d'elle, derrière les murs d'aloès, d'un geste instinctif elle cache sa figure ou bien elle disparaît dans sa hutte pointue, et le paysage, animé de cette unique créature vivante, semble tout d'un coup immobile et vide. Mais, si elle reconnaît une femme, elle n'a plus peur et salue d'un beau : « Psal'rherr » sonore. C'est son bonjour. On sent alors tout l'accord rythmique de cette créature simple et sans beauté avec cette campagne nue dont le charme impérieux et pauvre, à la longue, prend le cœur. C'est un accord secret des êtres et des choses. La vie humaine est à peine séparée de la nature. Rencontrer Lialah toute seule, qui moissonne avec sa petite faucille les fleurs des champs, c'est comme apercevoir de loin l'amandier sauvage, aussi solitaire qu'elle, qui fait neiger ses fleurs là où il puise sa vie modique, dans cette terre misérable où les blés ne montent jamais plus haut qu'une petite coudée.

Lialah cueille dans les champs les iris violets au cœur d'or. Ils se dressent lisses et brillans comme des cierges dans toute la plaine. Ce n'est pas le champ de fleurs où toutes les têtes pressées s'inclinent ensemble sous la houle du vent. Non, les



grands iris poussent un peu séparés les uns des autres, chacun sort royalement de la touffe de feuilles lamées, arrondies en arc, et monte seul au soleil. Les six pétales qu'un ciseau tranchant a découpés, s'évasent, s'irradient régulièrement et se recourbent, striés de jaune et de violet, fermes et lumineux. C'est la précision et l'éclat des émaux. Vraiment, quand les iris des plaines sont dans leur splendeur debout dans la campagne on croit voir un luminaire immense porté sur ces tiges, hautes et droites comme des chandeliers. La voilà, la moisson de Lialah ! C'est pour ce jour de printemps précoce qu'elle a subi les ardeurs de l'été, et languit pendant la saison des pluies monotones. Depuis bien des jours, elle guette au ciel inquiet le matin qui sera celui de la première éclosion des fleurs sauvages. Ces champs vides sont à elle, les grandes fleurs rigides dans lesquelles la lumière met d'abord sa gloire lui appartiennent, et sous le ciel limpide qui révèle à nouveau sa beauté elle marche, elle cueille, elle moissonne aussi fière qu'une Sémiramis en ses jardins. Aujourd'hui les iris, demain les grandes asphodèles légères, rayées de noir comme des ailes d'abeille, puis la gentiane bleue, et la petite fleur pourpre qui fait sur le sol une trainée rouge comme la trace d'une blessure et qu'on appelle la « goutte de sang, » les cystes impalpables qui meurent sous les doigts en y laissant une poussière de soie blanche comme font les ailes des papillons. Lialah est heureuse ; j'entends de loin son chant du matin, sa mélodie hésitante comme l'appel plaintif d'un oiseau et puis le trille aigu qui bat dans sa gorge et par où sa voix s'élance. Penchée, elle coupe sa moisson tige à tige ; elle en fait une gerbe que ses deux bras peuvent à peine étreindre et puis, un peu plus tard, enroulée dans le grand haïk blanc dont elle mord un pan entre ses dents blanches pour cacher une moitié de son visage, la voilà, son fardeau lié, ajusté sur sa tête, en marche, les pieds nus dans la poussière, sur la route de Tanger.

La route ! ce sont les champs ravinés de sillons noirs où pointe le blé nouveau, les grands espaces informes, les allongemens de terre inculte revêtue des brousses courtes ou des tapis de fleurs qui s'épanouissent au ras du sol et brillent avec des reflets métalliques. Les bœufs dans ce demi-désert trouvent encore à paître. On les voit qui cheminent lentement et ruminent, chacun d'eux religieusement suivi du grand oiseau

blanc qu'on appelle « l'oiseau des bœufs. » Cet oiseau, on ne le voit jamais voler, mais toujours marcher lentement derrière le bœuf dont il épouse tous les pas, comme un page attentif qui suit un maître solennel et indifférent. C'est que le bœuf à chaque coup de queue se débarrasse de mouchérons que l'oiseau guette et happe de son grand bec qui s'ouvre et se referme avec un claquement régulier. Ces processions lentes de bœufs et d'oiseaux blancs caudataires ressemblent à un rite secret de la nature qui s'accomplit avec ordonnance.

Après les champs, c'est la large sente, éternellement battue sous les pieds mous et pesans des chameaux. Les longues caravanes couleur de terre ondulent à l'horizon, comme des rouleaux de sable mouvant; les mules patientes se suivent en longues files mornes sous les vociférations des muletiers. Elles passent... et puis plus rien que le grand silence. Et dans ce renouveau du silence, Lialah, toute mystérieuse sous son haïk, qui porte sur sa tête les fleurs éblouissantes, c'est le printemps qui marche et vient vers nous. Aux buissons de genêts blancs elle s'arrête pour arracher et couper, avec ses dents s'il le faut, les longues grappes folles, souples, qu'elle enlace autour des iris, les grappes blanches comme la neige, légères comme des lianes, caprices d'un matin de printemps, fleurs éphémères qui s'émiettent déjà et font un chemin blanc sous les pas de Lialah en répandant leur odeur un peu sucrée. Et puis, ce sont autour de Tanger les premiers jardins d'orangers où, sur le feuillage dense et lustré, les boutons de cire blanche se gonflent sans s'ouvrir encore, où les dernières oranges se chauffent et se sucent, et puis les sables dorés qui montent et descendent en grandes vagues au bord de la mer, sur lesquels, l'éperon prêt à mordre, il faut que le cavalier passe vite parce que les chevaux, dans ces sables si doux à leurs pas et qui fléchissent sous eux, sont tentés de jeter d'un coup d'échine impatient le cavalier de côté. Alors, avec jubilation et des hennissemens fous, les quatre jambes en l'air, ils se roulent dans la vague chaude. Enfin voici la mer, la plage lisse, le luisant noir sur lequel glisse le flot, et où les chevaux aiment courir. Les pieds nus de Lialah se reposent et se rafraichissent quand l'ourlet blanc de l'écume les touche. Tanger est là, qui ferme la plage et dévale comme une seule coulée de roches, lavées de pluies, dans la mer bruisante.

C'est le terme de la course matinale de Lialah : la petite ville basse, aux terrasses plates, d'où fusent seulement les deux minarets de faïence verdie et un seul dattier très haut sur sa colonne mince. Vite Lialah a grimpé les ruelles tortueuses où l'hiver a laissé sa boue fétide ; la voilà au *socco* au milieu des petits marchands accroupis sous les tentes en lambeaux ou sous les grands parapluies de coton délavé fichés en terre, qui les abritent aussi bien de la pluie que du vent et du soleil. Les chameaux encore assoupis mugissent sous les grands coups de trique des chameliers et font effort, balançant leurs têtes endormies, pour se relever gauchement sur les genoux ; la colle des dattes confites se mêle à la boue séchée sur leurs flancs. Vite Lialah passe, elle n'a rien à faire ici, c'est pour les madames roumis qu'elle cueille ses fleurs ; elle reçoit bien quelque algarde et quelque quolibet des vendeurs de légumes, d'oranges, de ferrailles, de vaisselle cassée. Ils se perdent dans la rumeur assourdissante des ânes qui braient, des femmes qui se disputent, des cimbales qui sonnent, du charmeur de serpens qui harangue le monde et du sorcier qui vend ses amulettes. C'est la pauvreté brutale et vraiment misérable. Vite Lialah passe ; elle sait où on l'attend depuis bien des jours et où chaque matin une piécette blanche assurera son modique pain quotidien. Et par le petit chemin parfumé, bordé d'acacias où pendent les grappes, le petit chemin familial où s'alignent patiemment sur le passage des roumis les mendiants, les estropiés, les aveugles supplians, elle enfle l'allée de sable fauve au fond de laquelle est la maison aux volets gris, au toit pareil à ceux de France qui porte à son sommet un pavillon à trois couleurs.

Et là Lialah se repose : elle sent l'accueil prochain, elle ne demande rien et vient en silence, toute droite, s'appuyer contre la petite maison des soldats algériens. Ils jouent aux dés sur le seuil et ne lèvent pas seulement la tête pour la voir. Elle attend, patiente, cachée dans son haïk qui a la blancheur terne des marbres bruts, et tombe en plis rigides depuis la tête jusqu'aux pieds. C'est une statue : les lourdes tiges des fleurs sont stables sur sa tête comme un fragment d'architrave. Seulement elle mord toujours le bord du haïk pour respirer et voir clair. Son œil mobile renvoie en éclairs noirs la lumière du matin et suit tous les mouvemens du vieux petit jardinier le *ri'ain*, le

gnome toujours courbé à terre, qui balaye toujours avec une verge de brindilles mortes toutes les feuilles et les aiguilles des pins qui tourbillonnent. Quand il a fini, il attend et recommence. Lialah attend, les soldats algériens attendent. Pour ces humbles de la vie primitive, tout est attente et habitude. On attend toujours, et rien ne suspend l'attente que la mort. Peut-être qu'il se passera des heures avant qu'une fenêtre s'ouvre. Mais alors une voix française dira : « Ah ! voilà Lialah. » Et Lialah s'avancera, elle écartera son voile, je la verrai debout dans l'allée, ses lèvres avec leurs blessures de tatouage me souriront. Son visage fin, un peu vieilli déjà, se plissera de plaisir. Elle montrera sur sa tête les gerbes des iris, restés raides et luisants dans la floraison humide des genêts blancs. Et baissant la tête, elle me la présentera comme une offrande.

Quand la tempête marocaine a soufflé trop longtemps, quand les jeunes eucalyptus ont tracé sur le sable, du bout de leurs tiges ployées sous la force du vent, des demi-cercles comme font les roseaux sur nos plages, quand on a vu pendant de longs jours, sur la mer, les vagues fouettées par le vent monotone accourir toutes ensemble avec leurs crinières d'écume blanche comme une chevauchée guerrière, quand la maison légère a tremblé sous les grondemens du vent, quand les courriers de France ont apporté tous les jours la rumeur nostalgique des vies chères dont le devoir sépare, ou bien quand ils ont manqué parce que la côte était trop inhospitalière, il y a des matins, au réveil, où le cœur fléchit sous un poids de mélancolie : malheureux celui qui n'a jamais connu le mal du pays ! Une religieuse qu'une obéissance avait retenue toute sa vie en Palestine montrait un jour de la terrasse de son couvent de Sion, à Jérusalem, l'horizon bleu où l'on devinait les monts de Moab, la vallée, creusée plus bas que la Méditerranée, au fond de laquelle la Mer Morte roule ses eaux lourdes, et comme on lui disait, regardant l'accord de ses yeux mystiques avec ce paysage où chaque nom lui était sacré : « Ma sœur, vous êtes heureuse ici, sous ce ciel, au milieu de ces souvenirs, » elle répondit : « Oui, mais on regrette parfois les orages de France. »

Les orages de France ! Lequel de ceux qu'une autre obéissance retenait, il y a quelques années, dans une de ces villas blanches qui cherchent l'air et la lumière hors du vieux Tanger, lequel

de ceux-là ne les a regrettés durant les beaux étés arides? Et quand s'apaise sur le détroit la tempête, et que, déchirant tous les voiles, le soleil brusquement sépare de sa volonté impérieuse « la terre des eaux, » lequel ne regrettait aussi les longs frémissemens incertains des printemps de France?

Mais en ces jours de mélancolie, deux visions toujours ranimaient le cœur. Sous la fenêtre, j'aimais voir Lialah relever son haïk et montrer ses fleurs transpercées de lumière où le violet, le jaune, le blanc avaient des éclats de verrières. C'était comme après l'orage, un prisme soudain d'arc-en-ciel qui promet la clémence, les bourgeons, les fleurs, les moissons, les parfums dans les jardins.

Et derrière Lialah, au bas des jardins et des vagues de sable, on voyait sur la mer deux grands vaisseaux à tourelles, immobiles sur la houle qui faisait danser les barcasses. A l'arrière, les pavillons haussés sur les hampes invisibles se déployaient. Le vent les ouvrait tout grands. Ils se détachaient avec une précision lumineuse sur l'infinie coupole bleue où les monts d'Espagne ne sont que des ondulations de vapeurs. C'était comme une apparition. Les couleurs de France barrant trois fois en trois colonnes l'espace sans fond semblaient y inscrire un message.

Alors le cœur inquiet des orages de France et de tous les orages croyait entendre la voix qui raffermait un jour un espoir incertain, la voix qui dit : « *Hoc signo vinces.* »

Lialah! maintenant que les temps s'accomplissent, que peu à peu les ombres se lèvent devant le signe qui vole sur ta terre d'Islam, tu es le premier être auquel je songe. Tu m'apparais, fantôme blanc, muet, un doigt sur la bouche. Je me souviens du jour où, te trouvant belle et singulière, une jeune fille voulut avec son pinceau de sépia faire ton portrait. Je me souviens de l'air sauvage et timide avec lequel, hirondelle, un matin de printemps, tu passas notre seuil, et de la curiosité effrayée avec laquelle tu observais ton image à mesure qu'elle se dessinait sur le grand papier bleuté. Tes lèvres étaient muettes, mais tu semblais nous aimer et, petit à petit, tu savais nous révéler le mystère de ta vie simple et de ton âme solitaire. Rien qu'avec des signes et l'éclair de tes yeux, tu nous disais, en touchant tes joues creusées : « Ma jeunesse est finie. » Et une fois qu'on voulait avancer sous ton



bandeau de soie une onde de tes cheveux, tout d'un coup, tu fis avec tes bras le geste de dessiner un grand manteau qui te couvrait les épaules, abritait ta pudeur et te descendait jusqu'aux genoux. Et la tristesse passant soudain dans tes yeux, nous comprîmes que tu pensais à la belle chevelure que les années t'avaient prise dont il ne restait plus qu'une toison amincie, encore noire, et qui retombait un peu sur ton front. Enfin un jour, faisant semblant de bercer dans tes bras un enfant que tes yeux couvraient d'amour, tu nous contas ta maternité douloureuse. « C'était une fille, » semblais-tu dire en montrant la jeune fille qui te dessinait, « grande comme elle, pareille, toute pareille, » disait ton doigt qui montrait ses yeux et ses cheveux noirs. Et puis, l'expression d'horreur crispant soudain ton visage, les bras retombèrent et sur les dalles noires et blanches où tu t'affaissas agenouillée, ton doigt farouche dessina une tombe.

Pauvre mère, devenue fille solitaire de cette invincible nature qui prend paisiblement possession de nous quand elle nous a tout repris, tu semblas, en nous voyant, ranimer ton cœur mort et l'ouvrir à l'amitié des étrangères. Et quand un jour on te montra le vaisseau qui allait les emporter de l'autre côté du détroit, quand tu compris qu'elles allaient disparaître dans ces vapeurs qui représentent pour toi des régions aussi lointaines et aussi mystérieuses que celles au-dessus de ta tête derrière les nuages, quand tu vis qu'elles allaient partir, des larmes roulèrent en silence dans tes yeux. Tu leur donnas les dernières fleurs de tes champs et de petits anneaux d'argent qui me remuent le cœur lorsque, touchant les choses du passé, j'entends leur petit bruit de sonnailles.

Tu ignores encore pourquoi les roumis vont, partent et reviennent, toujours plus nombreux et plus forts. Tes champs sont libres et pour toi rien ne sera changé si longtemps que les iris sauvages dresseront dans la campagne leur grand luminaire. Tu ne sais pas... mais moi qui sais, je t'aime d'un cœur deux fois fraternel, ô femme innocente, ô mère sœur de toutes les mères, fille incarnée de cette nature élémentaire, si belle et si pauvre, qui s'imposait à nos cœurs, ô Lialah!

## II. — LE RAKKAS

Le rakkas, au Maroc, c'est ou c'était (hâtons-nous de nous souvenir) le courrier, le vrai courrier qui va sur ses jambes, porte et rapporte les lettres d'une ville à l'autre, traverse la dangereuse Montagne Rouge pour aller de Tanger à la côte Atlantique, fait la navette à travers les premières ondulations de l'Atlas, de Tanger à Fès et de Fès à-Tanger. Il n'y a pas de cheval, pas de mule qui soutienne aussi longtemps que le rakkas une marche régulière et rapide. Sur les deux cent quarante kilomètres qui séparent Tanger de Fès le rakkas qui marche, s'il le faut, jour et nuit, gagne un jour sur le cavalier.

De tous les rakkas que nous voyions indéfiniment aller et venir, celui que j'aimais le mieux était Hadj' Ali. C'était un grand Berbère mince. Son visage jeune avait la régularité des types intacts qu'aucun jeu de pensée ou de sensibilité n'a modifiés. Il avait l'air d'un Adam éveillé à la vie avec le soleil du matin. Mais, au lieu d'être modelé dans le limon de la terre, le visage d'Hadj' Ali semblait avoir été sculpté dans un beau bois de forêt encore tout brillant de sève, un bois fin qui s'évide bien aux angles, et un peu doré. Toutes les lignes en étaient si parfaitement nettes ! L'arête mince du nez descendait si droite sur les lèvres bien dessinées ! Les cheveux tondus ras ne faisaient qu'une ombre bleue sur la tête, et on voyait toute la structure du crâne long qui brillait comme une boîte d'ivoire. On y suivait le chemin bleu des veines, toutes les saillies et les creux des os, on croyait voir jouer toute l'horlogerie intérieure d'une tête d'homme jeune et saine et qui ne pense pas. Hadj' Ali était habituellement gravé et indifférent. Mais quand il nous voyait, il riait subitement. Alors il avait l'expression d'un chien intelligent qui regarde son maître avec ses yeux tout pleins des ténèbres de l'ignorance et tout criblés de petites flammes jaunes, qui s'alimentent de la joie de vivre. Ai-je besoin de le dire ? Hadj' Ali ne savait pas lire, mais ses yeux lisaient dans les nôtres. Quand nous étions gais, il souriait. Un des rares assemblages de mots français qu'il eût appris était celui-ci : « Quand toi conn'tent, moi conn'tent, » et quand il était *conn'tent*, la raie blanche de ses dents illuminait son visage ? Il ne savait pas écrire, mais ses pensées simples s'inscrivaient toute seules dans ses yeux

mobiles et rapides, — des yeux qui voient, des yeux qui devinent, qui enregistrent, des yeux qui ne lisent pas dans les livres, mais dans les autres yeux et dans les choses.

Hadj' Ali n'était pas un rakkas ordinaire. Il ne faisait que les courses de « rakkas spécial, » c'est-à-dire que, pour une somme spécifiée à l'avance, et dans un délai convenu, il devait porter un pli et souvent rapporter la réponse sans s'arrêter comme les rakkas ordinaires aux étapes, aux repas, aux routes défoncées par les pluies, au fleuve Sebou trop grossi pour être passé à gué! Il s'agissait de marcher vite, de manger peu, de dormir moins encore. Tant pis pour les pluies, les routes, le soleil, le gué! Si le fleuve est trop gros, il passe à la nage, tout nu en nageant d'un bras, l'autre tenant la djellab repliée sur la tête. Le *taleb* qui envoyait Hadj' Ali, rakkas spécial, inscrivait sur l'enveloppe l'heure du départ, le délai prévu pour la marche, la somme fixée. Et pour chaque heure d'avance, c'étaient des pesetas supplémentaires qui le faisaient rire de plaisir.

Quand une lettre était importante ou pressée, on disait dans un certain cabinet de travail : « Ah! il faut s'assurer de Hadj' Ali. »

Et quand on voulait s'assurer de Hadj' Ali, le soldat algérien, le grand caïd Achmet dont le burnouss bleu était décoré de médailles, homme de ressources, et qui savait tout, disait en riant toujours : « Un quart d'heure, et je vas te l'amener. » Et, selon l'heure, on trouvait Hadj' Ali endormi au soleil sur les pierres blanches du cimetière ou bien assis sur ses talons au socco, les coudes ramassés sur les genoux, le menton dans ses mains, les yeux brillans comme des escarboucles, absorbé devant le conteur d'histoires qui, tous les jours, le marché fini, les petits campemens volans levés, tisse et retisse, brode et rebrode pour un quadruple cercle d'auditeurs les aventures du grand Haroun al Rachid.

Le caïd Achmet touchait Hadj' Ali à l'épaule et lui disait, toujours avec son rire un peu narquois : « Viens-y, c'est pour aujourd'hui, » et Hadj' Ali, levé d'un bond, venait à la légation. Pour commencer, il n'avait qu'à attendre. Il se tenait immobile et silencieux, tout droit contre le mur, ou bien il dormait accroupi sur ses talons, le capuchon rabattu sur la tête, quelquefois des heures, pendant que les dépêches se terminaient, se signaient, se scellaient. Quand elles étaient prêtes, le caïd Achmet

paraissait sur le grand perron. Il avait l'air d'un rajah avec ses grands burnouss, ses décorations, son énorme turban et les gestes impérieux qu'il avait pour parler au petit monde. Il frappait trois fois dans ses mains.

Alors, c'était fini, plus d'attente, plus de sommeil, plus de langueur, le rakkas bondissait, et, les yeux fixés sur le grand pli, couvert d'écritures pour lui hiéroglyphiques et de cachets, il écoutait les instructions que lui transmettait, avec une autorité royale, le caïd qui venait lui-même de les recevoir avec autant d'attention et de respect que lui en témoignait maintenant le rakkas. J'ai toujours admiré et aimé chez les Arabes la souplesse, l'intelligence instinctive des rapports sociaux qui les font tour à tour, selon l'heure et l'occasion, maîtres ou serviteurs. Ils plient et se redressent avec leur aisance grave.

Quand le caïd avait, avec l'approbation du *taieb*, passé le marché, fixé le prix, le temps, Hadj' Ali recevait avec une gravité religieuse le pli spécial enveloppé de toiles imperméables. Il l'enfermait dans la djellab blanche que recouvrait l'autre djellab en laine de chameau à petites bouffettes de soie vertes, bleues et rouges. On lui disait : « Pour chaque heure que tu gagneras, c'est un douro. » Il répondait par un geste brusque de la tête qui voulait toujours dire : « Oui... oui... oui, j'ai compris, » et les mains vides, les pieds nus dans ses babouches jaunes, sans autre bagage qu'un morceau de beurre enveloppé dans une feuille de chou et du papier gommé, il partait aussi léger, aussi insouciant qu'un chien qui porte et rapporte, doux comme un mouton, prêt pourtant à découdre le premier qui viendrait en travers de son but. On le voyait obliquer à droite, d'un pas rapide, mais sans courir, les bras ballans, sur la grande piste de Fès hattue des caravanes où les seigneurs aux voiles blancs montés sur les belles mules trottinantes, l'avaient vite dépassé. Il allait, sachant bien que le soir, pendant que les belles mules et leurs seigneurs se prélasseraient au camp, il serait, lui, le rakkas, le courrier, le coureur, blotti peut-être sous une mauvaise hutte, mais bien en avant d'eux sur la route de Fès.

Car il ne s'arrêtait plus guère, il marchait toujours du même pas, qui n'est pas du tout rythmé comme le pas de course, un pas plus glissant : les pieds peuvent à peine quitter

le sol à cause des babouches ballantes. Ils vont, c'est comme une pierre qui roulerait toujours du même train, épousant les moindres petits accidens du sol. Où mangeait Hadj' Ali ? où dormait-il ? je ne l'ai jamais bien su, car il ne répondit que par un bon rire à nos questions le jour où il arriva, ayant franchi les deux cent quarante kilomètres en quarante-sept heures. Il avait à compter non seulement avec les heures, mais encore avec les pluies, le vent, le soleil. Rien de fixe. Si la nuit est tranquille et claire, on marche. Si, le matin, la pluie tombe à rafales, on dort, Dieu sait où ! dans un creux de rocher, sous une hutte hospitalière dans un village, ou sous une tente, au campement d'un personnage en voyage ; on dort, la tête sur le bras replié, le grand capuchon pointu rabattu sur le visage. Quand on voit ainsi un Arabe couché à terre, écroulé, sous la djellab et le grand capuchon, on croit toujours frôler un mort. Manger ! il y a les vieilles dans les villages, celles qui restent à la maison, pendant que les jeunes sont aux champs, les vieilles qui fabriquent les sorts, les amulettes, qui vitupèrent, bénissent et maudissent, qui surveillent et dispensent le lait caillé. Le rakkas les connaît, les bonnes et vieilles sorcières qui font sonner leurs boucles d'oreilles. Elles sont rudes ou caressantes selon l'heure. Elles lui rient de leurs bouches édentées, lui tendent le bol de lait caillé, si doux au gosier. Il rit, et les grumeaux blancs lui restent au coin des lèvres. Quelquefois, avec les pièces hassani, il achète un peu de riz cuit, un morceau de mouton et, si c'est l'été, dans les champs séchés un feu flambe vite. Le riz se chauffe, le mouton se cuit et se recuit et, ouvrant sa djellab, le rakkas retire le petit morceau de beurre ranci, enveloppé dans la feuille de chou et qui voisine avec le pli marqué des sceaux de France. Ce pli, quand il arrive, sent de si drôles d'odeurs : le beurre, le chou, le poil de chameau et la sueur humaine, — et l'on y voit toutes les empreintes des doigts qui ont déchiré le mouton, et puis assujetti sur la poitrine la grande enveloppe lourde, le repas fini, avant de reprendre la route interminable.

Quand Hadj' Ali était parti depuis cinq ou six jours et qu'on attendait de Fès quelque réponse, celui qui l'avait envoyé était tenté souvent de tromper l'éternelle impatience qu'engendre un pays où tout est attente et incertitude. La journée finie, il ne pouvait se retenir d'aller faire sa promenade sur la route de Fès



et de lancer son cheval au galop dans cette plaine que traversait la sente et dont un léger vallonement fermait l'horizon. Dans ces champs où les arbres sont si rares, les blés si bas, où les buissons sauvages, les rhododendrons et les lentisques habillent si chichement le sol de leurs fourrés courts, une silhouette qui surgit sur le ciel vide se voit de si loin et semble si grande ! Et il arrivait que le caïd qui savait tout et devinait l'attente et l'impatience dont on ne parlait pas, tenant ses yeux perçans tendus sur l'horizon, disait : « Le rakkas là-bas. » On voyait un point noir grandir et suivre la pente douce, « une pierre qui roule. » Le rakkas descendait la côte de son pas glissant et dérythmé. Le Caïd lançait son cheval dans un nuage de poussière au galop de fantasia ; le vent enflait son burnous bleu. Nous voyions le rakkas s'arrêter net, ouvrir sa djellab, en tirer religieusement le pli caché sur sa poitrine comme un scapulaire et puis s'asseoir tranquille sur ses talons, les yeux perdus dans la grande rêverie morne qu'apportent au Marocain le flamboiement du couchant, ses gloires d'or et ses crépuscules où l'incendie du soir se fait si vite cendre froide et grise, où l'homme primitif, immobile dans une sorte d'extase triste, a l'air, avec la nuit qui descend, d'entrer lui-même dans la mort.

Un jour, nous étions nous-mêmes en voyage sur cette route de Fès, au delà de ce Sebou qu'on avait passé laborieusement la veille dans les grandes barcasses. La matinée avait été si mauvaise, la pluie si rude, qu'on avait décidé de ne pas lever le camp. Il fallait attendre. Ah ! ce pays d'attente, ce pays de Belle au Bois dormant, qui touchait à la fin de sa longue léthargie, dont on guettait toutes les respirations, chaque battement de cœur faible et irrégulier, avec la certitude que l'enchantement triste et séculaire allait se briser aujourd'hui, demain, au son des fanfares françaises, et qu'il allait vivre. On attendait, ce n'était qu'un jour, mais on ne savait plus attendre. Des rumeurs inquiétantes venues des villages étaient arrivées au camp : les tribus en mouvement, des troubles à Fès, la route coupée peut-être, les Zemmours en campagne, le rakkas qui portait le courrier allemand, dévalisé et laissé pour mort la veille. On n'avait d'autre certitude que celle des crépitemens de la pluie sur les toiles. Tous étaient à table, un peu mornes, dans un de ces silences où le cœur se ronge d'impatience. Tout

à coup un pan de la tente se releva. Un soldat algérien parut et dit : « C'est le rakkas. » Et nous vîmes Hadj' Ali qui se pliait en deux pour passer sous les cordages et la porte basse. Il avait l'air d'un gnome, d'un être aquatique, tout ruisselant de pluie, tout sale, tout rapetissé dans la djellab de toile imperméable que l'eau et la boue avaient raidie et qui luisait sur lui avec les reflets irisés comme des écailles, qu'y jetait notre petite lampe incertaine. Il entra presque en rampant, il était méconnaissable. On le fit interroger sur l'état des routes, sur les rencontres qu'il avait faites. Il répondit très vite avec beaucoup de gestes, il riait, je voyais l'éclair de ses yeux et de ses dents blanches.

Le soir, tard, comme le déluge cessait, nous voulûmes respirer un peu dans le camp l'air froid de la nuit de janvier. Notre promenade était embarrassée dans les cordages, les piquets et les petits fossés circulaires que l'on creuse autour des tentes par les mauvais jours, pour que la pluie, glissant sur les toiles, s'y écoule. C'est toujours une impression singulière que de sortir de la tente le soir, à l'heure où le camp s'endort, où les rumeurs une à une s'assourdissent jusqu'au moment où on n'entend plus que les hennissemens espacés des chevaux et les cris lointains et réguliers des gardes qui veillent autour de la petite ville de toile et se jettent ces appels stridens qui sont la sécurité du voyageur et aussi son tourment, son insomnie. Les petites portes de toile s'étaient toutes rabattues et les lumières qui font ressembler les tentes à des lanternes allumées dans la nuit s'éteignaient une à une. Mais un dernier et persistant grattement de guitare résonnait encore et une flamme à l'extrémité du camp nous attira. Hadj' Ali était là, devant une petite tente encore ouverte, avec deux soldats algériens, tous trois assis sur leurs talons. Ils avaient fait un feu avec des racines de figuier, ces sarmens noueux et bicornus qui brûlent avec des flammes fantastiques, des crépitemens de fusillade et des étincelles qui sautent avec fracas et retombent comme des fusées. Hadj' Ali délivré de ses écailles se chauffait, grattait sa guitare, grignotait des dattes. Il faisait à son tour le conteur d'histoires, nos soldats l'écoutaient. Il contait avec ces intonations gutturales, cette ardeur et cette gesticulation un peu démoniaques qu'ont entre eux les Arabes qui ne se savent point aperçus. C'est une passion sans cesse traversée de gaités d'en-

fans, de brusques colères, de longs silences, pendant lesquels la main inhabile cherche sur la guitare un accord, un commencement de chanson, trois notes brèves, tristes comme un cri d'oiseau de nuit, qui ne s'achèvent pas. Ils faisaient tous trois un étrange tableau, serrés les uns contre les autres, les visages éclairés d'en bas par ces flammes aux éclats saccadés qui tournoyaient avec le vent et semblaient par momens leur entrer dans les yeux.

Nous étions à peine rentrés dans le silence toujours grandissant, sous le ciel tragique, que nous entendîmes le pas connu et régulier du caïd Achmet qui faisait une sorte de ronde autour de nos tentes. Et quand le grand caïd se promenait ainsi très tard, d'un pas solennel, on savait bien que c'était dans l'espoir de faire part des bruits venus au camp, des histoires de pillage, de révoltes, de mouvemens de tribus et de leurs conciliabules. On connaissait l'air confidentiel du caïd, ses pas prudents, ses sous-series discrètes, et le *taleb* algérien, docile à l'indication du loyal serviteur, ne manquait jamais d'apparaître alors au seuil de la tente et de prêter l'oreille à ces rumeurs, qui volent en terre d'Islam et bourdonnent dans l'air à toute heure, véridiques parfois, toujours incertaines comme des présages.

Ce soir-là, le caïd dit au *taleb*, toujours avec son rire amusé de vieux finaud : « Tu sais pas, quand le rakkas a passé chez les Zemmours, ils y ont tiré dessus avec leurs remingtons. Hadj' Ali, il m'a montré le trou dans sa djellab. La balle... Mais Hadj' Ali, y s'en fiche. » Le lendemain, je voulus voir Hadj' Ali. Il venait de partir; au petit matin on lui avait remis des plis tout prêts pour Fès. Je pus tout juste, sur la large sente dont les deux bords se perdaient dans les champs d'asphodèles, apercevoir un point noir qui montait la côte sans hâte, sans effort. Le caïd dit avec son sourire de vieil enfant rusé qui aime les niches : « Y est content, y va passer encore chez les Zemmours. »

Il y a quelques jours, au coin d'un bon feu de France, nous rappelions avec un ami ces souvenirs; ils ont, pour ceux qui les ont vécus, l'attrait et le charme triste des ombres.

Les jeux rapides de la politique et de l'histoire les feront reculer demain dans la nuit des temps. L'ami qui nous parlait avait subi le siège de Fès. Il nous le contait avec la sobriété traversée de ce petit sourire propre à tant de Français qui ont

appris, dans la lutte, dans la vigilance perpétuelle, dans le danger quotidien, à se garder du pathétique.

J'écoutais X... et croyais le voir encore à Fès, dans la maison mauresque où nous l'avions connu et sur la terrasse de laquelle nous avions si souvent, le soir, essayé d'imaginer la destinée proche et mystérieuse de la ville du silence, toute blanche dans ses murailles, sous le cirque de monts et de forêts, d'où montait, à l'heure où sonne chez nous l'Angelus, la voix stridente du muezzin.

Je dis à X... :

« Ainsi, vous et les autres Européens, vous désespériez d'être secourus ? »

Il répondit :

« Oui, nous n'avions aucune nouvelle, la pression des tribus autour des vieux murs qui serrent la ville était toujours plus forte, plus serrée, le Maghzen ne se défendait pas, nous ne savions rien de la marche de la colonne de secours, nos rakkas ne passaient plus. »

Il se tut, hésitant un instant, et dit : « Savez-vous quand nous avons perdu espoir ? Un jour j'ai fait venir Hadj' Ali. C'était son tour. Je voulais tenter de communiquer avec Tanger. Je dis au rakkas : « Quand peux-tu être revenu ? » il me dit en arabe : « Si je ne suis pas là dans huit jours »... et il fit avec ses deux mains le signe de se trancher la tête. On savait que des têtes de rakkas avaient été vues hissées au sommet des tentes des chefs de tribu. Il prit ma lettre et la colla dans la semelle d'une de ses babouches. Il partit avec son air de chien en quête qui flaire la route, le gibier, les trous, les pièges, il partit de son pas glissant. Vous souvenez-vous, madame, de ce que vous disiez : « une pierre qui roule. »

Un silence se fit, je compris et dis : « Et Hadj' Ali n'est pas revenu ? »

« Hadj' Ali n'est pas revenu, » dit notre ami de sa voix brève. Quand on prit le camp des révoltés, sur la tente du chef, la tête de Hadj' Ali fut reconnue piquée au poteau du centre. »

X... se tut : les flammes dansaient dans la cheminée, et chacun de nous y lisait ses pensées et ses souvenirs en silence.

Et, tout d'un coup, j'eus la vision triste des grandes plaines nues, incendiées de soleil ou ravagées des pluies et des vents de l'Atlantique, la vision des larges sentes incertaines que le

pauvre rakkas a tant de fois battues de ses pieds fidèles quand il allait insouciant, d'une maison de France à une autre maison de France, montant et descendant ces échines de montagne qui font l'une derrière l'autre des vagues bleues. Je revis dans les flammes dansantes les paysages indigènes, les villages de huttes sordides, le campement inquiet du soir d'hiver sous la pluie glacée, et puis les beaux vieux murs crénelés de Fès qui semblaient prêts à s'écrouler, à la fin de l'enchantement triste, et mortel au son d'une trompe victorieuse. Je revis tout le Maroc vétuste qui meurt pour renaître, enfant barbare, aux bras de la France. Je revis l'humble Hadj' Ali et tous les aspects des choses avec la même nostalgie qu'on a là-bas en pensant aux hautes moissons dorées, aux beaux villages serrés autour des clochers dans nos plaines, la même nostalgie qu'on a, les jours d'hiver, devant les diaboliques feux de racines de figuier, en pensant aux grandes flammes tranquilles qui brûlent aux foyers de France.

### III. — LE VIZIR

Le vizir n'est pas content.

Ah ! non, il n'est pas content. Un grand pli barre son front de vieux Fasi, son front presque rose. Sa bouche s'abaisse aux coins sous la floconneuse barbe blanche. Et les pommettes vermillonnées de ses joues pâlissent. Il tourne autour de son doigt l'anneau d'argent où luit le rayon vert d'une émeraude. Il tortille, d'un air contrarié, le pan de son burnous blanc qui flotte aérien sur le caftan couleur d'azur. Si son visage de vieillard citadin, doucement rosé dans la neige des mousselines et des laines, n'avait cette ombre de maussaderie, il aurait l'air, le vizir, du patriarche des anges. Mais, hélas ! il n'est pas content !

Quoi ! des embarras, des soucis dans ces yeux, d'habitude rians, de vieillard débonnaire, sous ces voiles liliaux ?

Hier encore, quand il a quitté les roumis après une longue palabre, le vizir n'était que sourires. C'étaient la grâce pliante des salutations, le miel des lèvres, les bénédictions qui s'en remettaient à toute la nature de nous épargner tous les maux et de nous combler de bienfaits. Il remontait lentement avec



ses pas de velours la longue salle étroite où se captent l'ombre et la fraîcheur. Arrivé sur le seuil, il prit longuement le jardin, les fleurs, les oiseaux du ciel, et le jour à témoin de sa tendresse. Il salua, le dos ployé, égrenant ses mystérieuses litanies de politesse. On le vit remonter sur le dos de sa mule et partir au pas, sous l'abri des grands chasse-mouches. Les blancheurs de ses burnous, quand sa silhouette s'est estompée au bout de l'allée d'orangers, dans la grisaille du jour finissant, se mélangaient à celles des nuages. Il avait l'air d'un enchanteur de conte qui s'envole dans la fumée blanche, laissant derrière lui une douceur, un bien-être, une vertu d'espérance, un baume odorant d'amitié.

Alors, les roumis qui prenaient congé de lui se sont regardés. Leurs bouches étaient graves, mais un sourire rehaussait le coin de leurs yeux. Ils ne parlaient pas.

Et aujourd'hui le vizir n'est pas content ! C'est que les roumis l'attendent encore pour les palabres : et le ciel de printemps est si limpide ! l'air si léger ! Les citronniers dans la cour carrée du palais ouvrent leurs cœurs parfumés ; des pousses nouvelles sur les amandiers rosissent ; des trilles d'oiseaux vibrent dans la joie du matin. Le vizir fronce le sourcil : son pied gras bat d'impatience dans la babouche jaune. Faut-il vraiment encore aller parler d'affaires avec ces roumis qui s'obstinent à dire « aujourd'hui » au lieu de « demain ? » Autrefois, les roumis, c'était tout plaisir ; ils venaient avec leurs cortèges de mules toutes chargées de joujoux splendides et ingénieux. Ils en vendaient, ils en donnaient. Et maintenant, il vient d'autres roumis, non pour vendre les joujoux magnifiques, mais pour discuter très sérieusement pendant de mortelles heures. Ils ne veulent plus qu'on « prenne le bien de Dieu sur sa route, » ni qu'on dise : Inch Allah : « La destinée est comme un oiseau que l'on porte au cou et qui n'est pas libre ; » ils parlent comme si la volonté d'Allah ne tissait pas à son gré tous les jours et toutes les heures et ne réglait pas à elle seule la plénitude du trésor chérifien : Que Dieu le remplisse !

Oui, que Dieu le remplisse, car le vizir aide puissamment à le vider.

Et le vizir, rabaissant ses paupières, pousse un grand soupir. Il entend dans la cour carrée les rires des petites esclaves qui font voler avec leurs souffles et se jettent à la figure les pétales

qui tombent des orangers ; il hume par la porte étroite, découpée en trèfle dans le haut, l'air chaud chargé de parfums, il voit le jet d'eau qui bruit sur la mosaïque. Il appelle le *taleb*, — il le regarde et dit seulement : « Boukra. »

Et le *taleb* a très bien compris. Car *boukra*, c'est le mot que tout le monde aime, le mot magique qui délivre du travail, des soucis, des peines et des roumis. *Boukra* veut dire : demain. C'est le mot cabalistique qui s'est prononcé il y a des siècles quand a commencé le sommeil léthargique, le sommeil de l'enchantement dont la fin s'annonce à mille présages et que le vizir voudrait prolonger quelques heures, ses yeux clos, ses narines ouvertes aux parfums, aux fumées de benjoin et de nard qui montent des cassolettes, en croisant ses mains blanches l'une sur l'autre et en disant : *Boukra... boukra*.

Et le *taleb*, ayant entendu ce mot chéri de *boukra*, arrive avec son encrier de terre verte aux sept trous, sa plume de roseau. Il écrit aux roumis les excuses du vizir, des excuses douces comme la myrrhe : « O roumi, — que Dieu t'accorde ses félicités, — impatient comme le cerf qui s'approche des fontaines, je m'approcherai de tes sources de sagesse, j'y tremperai mes lèvres altérées de tes conseils. Permits seulement dans ta générosité qui s'épand sur le pays d'Allah comme le rayon du matin sur la terre encore tout épeurée des ténèbres, permets que ce ne soit pas aujourd'hui, mais seulement demain : *boukra*. »

Et le *taleb* se retire à reculons avec ces pas silencieux qui laissent toute leur amplitude aux sonorités des eaux fraîches. Les eaux montent et retombent dans la cour en pluie de cristal. La fleur d'eau s'épanouit sur le jet mince, s'arrondit comme un calice et se soutient éternellement jeune et vivace, secouant sa rosée comme un trop-plein de vie importune.

Le matin s'avance et s'alanguit. Avant que le cruel midi jette la mort de feu sur les sentes, le vizir, délivré encore un jour des roumis, ira dans ses jardins. Il fait un signe et les esclaves noirs plient la tente, rassemblent les soies couleur de lune et de soleil qu'on jettera sur les divans minces ; les petits vases de bronze où brûlera le benjoin, les théières pointues, les bouquets de menthe fraîche. Les musiciens arrivent avec les cithares, les tambourins, les longs pipeaux et les cornemuses. Sur les guitares déjà les cordes résonnent.

Et dans les longues salles sans fenêtres, où les divans recouverts de tapis s'alignent sous les *haïtis* bariolés, les femmes du vizir, épouses ou concubines, font tourner, dans leurs petites mains inhabiles, les grandes clés des coffrets rouges cloutés de cuivre. Elles tirent les mouchoirs de soie, les castans jaspés de fleurs d'or, les énormes ceintures de brocart qui se tournent six fois autour des hanches et les emprisonnent comme une gaine. C'est jour de fête; les femmes s'étirent de la longue paresse et, pour se parer, se raniment: elles rient, en tirant des grands coffrets les colliers à boules d'or, les anneaux barbares d'or serti d'émail, qui pendent avec un fil aux oreilles; les écheveaux de perles s'enroulent tout embrouillés autour des cous et des épaules et retombent en cascades sur les seins. Pour les bras et les chevilles, il y a des bracelets d'or souple où pendent de grandes émeraudes toutes striées de fêlures; le rayon de lumière s'y brise comme dans des yeux blessés qui ne voient plus. Les jeunes femmes reçoivent les avis de leurs aînées, les vieilles épouses assagies devenues maternelles et qui vont, les reins épais, les hanches roulantes, les seins ballans, apostrophant de leurs gronderies verbeuses les petites créatures minces tour à tour triomphantes et timides, les petites mariées d'hier ou de l'an passé. Le kohl s'allonge sous les yeux noirs un peu stupéfiés, le carmin arrondit la bouche en un trou saignant, et des dessins bleus font sur les joues comme des lignes symétriques de blessures volontaires. Est-ce un mystère de volupté qui donne à ces femmes prêtes pour l'amour une apparence de suppliciées? Mais, avec leurs grands yeux attristés de kohl et leurs visages blessés, elles rient et jacassent: c'est le ramage d'une volière où il y a des roucoulemens et des cris que suivent des coups de bec et d'ongles.

Et puis, quand elles sont toutes parées avec les beaux castans, les ceintures rutilantes, les mouchoirs de soie bien collés sur la tête, les franges qui pendent comme des plumages, les émeraudes, les écheveaux de perles aux reflets dorés, quand tout luit et chatoie sur elles comme les frissons nacrés sur des corps de sirènes, le grand et rugueux haïk blanc, le masque de soie noire percé de deux trous viennent subitement, comme un sortilège triste, tout éteindre. Elles sont comme changées en pierre. Tout le ramage cesse. Quand les épouses sont hissées à califourchon sur les larges mules, ce n'est plus qu'une file de

petites pyramides blanches. Mais leurs yeux brillent comme ceux des chauves-souris sous l'ombre des masques noirs. On dirait un cortège de criminelles vouées au silence, privées à jamais de la lumière du jour, qu'on mène, au train du deuil, à la potence.

Le vizir (qu'Allah l'inonde de ses béatitudes!) est debout dans la grande cour intérieure dallée de marbre. Il commande et il attend, les yeux perdus sur les arabesques des murs où se mêlent le bleu, l'or et le rouge. Sur les piliers engagés qui coupent les murailles aux angles, il peut lire des versets du Coran. Pour coupole au-dessus de la grande cour, il voit le ciel indigo d'où tombent, quand le soleil est haut, comme d'une batterie meurtrière, des flèches de feu, et où passent, le soir, dans le train régulier des nuits transparentes, les légions d'étoiles.

Un grand esclave noir vient s'incliner devant le maître. Tout est prêt. Alors le vizir passe sous l'ogive qui s'ouvre sur le jardin, il suit l'allée d'orangers au fond de laquelle est une petite porte basse. Il lui faut baisser la tête, ramasser autour de lui ses voiles blancs. C'est comme s'il s'échappait par une trappe. Et le voilà dans la ruelle étroite où la mule l'attend, les larges flancs couverts des neuf tapis de feutre qui portent la haute seridja de velours. Les larges étriers d'argent ciselé, où le pied chaussé de babouches s'engage tout entier, pendent. Un esclave plie le genou et le vizir monte en selle. Il prend la tête du petit cortège de fête qui s'ordonne à grands cris et à coups de trique, dans la mince ruelle où deux mules ne se croisent que si, sous le bâton, l'une se colle au mur.

Vers les jardins! Passé la porte de Bab Segma et la grande Kasbah des Cherarda, la procession blanche, d'une allure religieuse, va son chemin, précédée des joueurs de luth. La dernière enceinte franchie, c'est tout de suite la campagne, la vraie campagne, comme en Europe, comme en France par les jours d'été. Sur les montagnes, il y a de vraies forêts vivantes que l'eau des torrens arrose, des toisons touffues qui se dorent, se plissent, se séchent et meurent à l'automne, revivent au printemps en frondaisons vertes pointillées de fleurs. Ah! oui, c'est beau! et le Fasi sait goûter l'enchantement des eaux descendues des neiges de l'Atlas et qui ont fait surgir la ville sainte comme le miracle de la grande oasis. Il sait bien que

tout près c'est déjà la plaine aride. Il fait bon se reposer de la fatigue et du souci de vivre ; il fait bon dire *boukra* aux roumis, être porté au balancement tranquille des mules, dans les effluves des arbres en fleurs. Sur le ciel sans tache les amandiers s'épanouissent en bouquets blancs : la nature célèbre encore une fois ses noces éternelles dans la musique du vent qui frémit sur les oliviers et les saules. Les feuillages bruissent et se retournent avec des miroitemens d'argent. On se laisse envahir par cette griserie tranquille où s'exalte le simple plaisir d'être, de respirer, d'ouvrir et de fermer les yeux à la palpitation de la lumière. C'est le grand silence des grandes voluptés : le vizir, les esclaves, les épouses, tout est muet. Seul le petit serin jaune chante dans sa cage. Car il est de la fête, bien arrimé, tout en l'air sur un bât au-dessus de tout l'attirail des tentes, des piquets, des bouilloires et des théières pointues qui dansent au pas des mules avec un bruit de cymbales.

Et voici, entre ses murailles, le jardin clos, la retraite parfumée, l'abri sacré des doux sommeils, des longues rêveries oisives que berce le jasement de l'eau, l'eau qui court dans les canaux de faïence, et baigne à gros bouillons froids les pieds des orangers. La tente se dresse, et le sol s'adoucit, sous les tapis de haute laine verte, diaprée de rouge et de blanc, qui ressemblent aux prés où s'étirent les marguerites au cœur jaune et les coquelicots. Les divans, les coussins, brodés à petits points serrés par les jeunes filles, au fil des longues heures, derrière les murs inviolables, tout se prépare pour le repos du vizir. Le triste voile noir tombe du visage des épouses, et de leurs corps les grands haïks où elles étaient enfermées comme dans des gangues.

Et l'on voit à nouveau dans l'ombre dense, sous les branches lustrées, le chatolement des perles, les rayons brisés des émeraudes barbares, les frissons de feu sur les têtes serrées dans les mouchoirs à ramages, et la paresse voluptueuse des corps qui s'allongent, des membres qui s'étirent, des yeux qui brillent avec de longs éclairs noirs, et s'éteignent subitement dans la langueur des paupières closes.

Beauté ! Sommeil ! Silence ! « El Kessel Kif el Assel, » le repos est pareil au miel. Les abeilles bourdonnent, enivrées par les fleurs de cire dont le parfum met dans l'air une pesanteur.



Elles oublient leurs aiguillons. Heureuses, bienveillantes, elles tournent inlassablement, et tracent dans l'ombre avec leurs corps jaunes, leurs ailes brillantes, de minces cercles de flamme.

« Chante, » dit le vizir.

Les musiciens déjà sont assis les jambes croisées, en file, près de la rivière qui traverse les jardins, y dessine deux méandres bleus, où cheminent des processions de tortues, dont on voit affleurer les têtes branlantes. Guitaristes et batteurs de tambourins cherchent le rythme, l'accord, essais gémissants qui passent au ras de l'eau comme des plaintes d'oiseaux blessés.

Musique arabe ! charme des jours d'Orient, simple et monotone, et pourtant intraduisible comme sont les cris de l'âme, élémentaire comme les premières syllabes que balbutièrent les hommes pour sortir des ténèbres du silence, et manifester les uns pour les autres l'obscur mélancolie de leur être, leur émerveillement devant la beauté des choses ! musique arabe, que l'on reconnaît dès qu'on a mis le pied sur la terre musulmane, là même aux rives d'Asie et au cœur de la sainte cité d'Afrique, signe personnel de l'Islam qui ne saurait tromper, pas plus que les bourdonnemens d'abeilles, les crissements de cigales, ou les cris d'oiseaux dans les bois, musique naturelle de l'être ignorant qui ne sait qu'un rythme : le battement de son cœur troublé toujours des mêmes angoisses et des mêmes espérances : joie incertaine de vivre, d'aimer, de combattre, certitude triste de mourir ! musique arabe, qui ne varie qu'un thème : l'élan impatient de la vie, qui se précipite à l'amour, et puis s'arrête en soupirs tristes suivis de longs silences : soupirs pareils au souffle suprême de ceux qui meurent sans avoir tout dit !...

Le chanteur s'est levé. Pâle dans sa gandoura blanche, la tête renversée, le bras tendu, ses yeux semblent se retourner pour voir derrière lui dans le fond du passé. Qui ne connaît, chez le conteur ou le chanteur arabe, cette facilité apparente de l'extase, la mort vivante où il pénètre comme dans l'infini des siècles et où le suivent, comme pour une commémoration glorieuse et funèbre, ceux qui l'écoutent immobiles, les prunelles dilatées. Le chanteur a touché le thème éternel de victoire et

de deuil : la conquête sarrasine, les architectures fabuleuses aux palais des Khalifes et puis la perte de Grenade, les larmes de Boabdil. Le vizir, les femmes, les esclaves, tout le cercle muet entre dans la contemplation de la beauté invisible, de la gloire incroyable. Ce sont les Paradis qui s'ouvrent ; les rêves passent, magnifiques et funèbres dans le bourdonnement confus des guitares dissonantes et l'humble battement des tam-tams. Chaque minute célèbre un siècle et meurt extasiée, emportée au fil des petits flots limpides qui se séparent de la rivière pour courir par les canaux de faïence, aux arbres altérés. Les fleurs de grenade y tombent dans la langueur du jour et y font comme des taches de sang.

Grenade ! Le Paradis perdu ! Le chanteur la voit-il avec ses yeux de visionnaire ? Son chant devient rauque quand la vieille rhapsodie rituelle qui descend du fond des âges évoque les combats, et puis, il s'adoucit, roucoule dans la gorge comme un chant d'amour quand il dénombre les noms des glorieux Khalifes, les jours de victoire, les trésors, les lions pacifiques, rangés en cercle, dont les gueules versent des eaux froides dans les bassins de marbre, les pierres précieuses qui brillent dans l'ombre savante comme des yeux toujours flamboyans, les galeries ajourées en dentelles où la lumière éclatante, rose le matin, bleue à midi et couleur d'incendie le soir, se tamise et se refroidit : et la salle des « bachadors » où, dans la joaillerie de mosaïque des murs, neuf ouvertures découpent sur trois pans, entre les colonnades, les Sierras, les vallées, les vignes et les jardins où, comme des colonnes funèbres, les cyprès se dressent.

J'ai vu un soir le silence passionné des lèvres closes, des yeux tendus, et la léthargie des corps stupéfiés d'extase. Un vizir entouré de son peuple, de ses femmes, de ses serviteurs, entré dans le rêve séculaire. Dans ses yeux passaient des lueurs comme celles qui font flamber les prunelles d'or des chats lorsque, roulés en boule à nos foyers, ils ont l'air de se souvenir des pompes égyptiennes, et des siècles où l'esprit des dieux les habitait.

Alors plus de mensonges, plus de grâces rusées. L'artifice des sourires se détend en gravité noble. Ce qu'il aime, le vizir, ce sont ces musiques discordantes où tous les cris et les frénésies se mêlent, et c'est ce chant ténébreux écouté dans les jar-

dins où l'eau épand sous les ombres sa fraîcheur. Alors il est comme devant l'être qu'on aime, et devant qui l'on ne saurait mentir. Son visage pâle, impassible, dit enfin la vérité, tandis que les rheitas battent plus vite, que le vieux rêve monotone divague et s'exalte dans cette incantation de gloire et de douleur où renaît l'orgueil de domination et la passion des guerres. L'âme barbare et voluptueuse se repait du rêve effrené qui s'apaise dans la douceur du ciel, la blancheur des lys, l'arome de leurs cœurs ouverts, le bruissement des eaux aux pieds des orangers. Le visage pâle dit la vérité comme un visage pâle aux lèvres scellées sur lequel on lit l'amour.

« Assez, » dit le vizir.

D'un seul geste de la main il suspend le vacarme heureux des guitaristes et des batteurs de tambourins qui subissent la contagion spasmodique. Les instrumens criaient sous les battemens dérythmés de leurs doigts tremblans.

Et c'est le silence de nouveau. Toute la vision de gloires éteintes passe dans le cerveau du vizir, comme les fumées montent des cassolettes et s'évanouissent. Avec le dernier grincement des rheitas s'enfuit l'ombre des splendeurs mortes : le vizir songe, il se reprend, son regard oblique, ses paupières clignotantes ressaisissent la réalité des choses... Il revoit ces « roumis » tenaces auxquels il a échappé un jour et qui le reprendront demain. Il leur a dit *boukra*. Le jour s'apaise, le soleil penche :

Et quand *boukra* s'est annoncé, qu'as-tu vu, ô vizir, qu'as-tu entendu ? la plainte et la révolte de ton peuple : le cri de « ceux qui ne sont pas morts dans leur jour, » le lugubre chant de misère qui monte dans la fumée des gourbis. Tu as vu le cercle fatal des tribus hostiles. Elles sont venues dresser leurs tentes et faire une seconde enceinte autour des vieux murs à créneaux. Elles ont battu comme un ras de marée les neuf portes de la cité sainte, et tu as tremblé aux cris de guerre des menaçans chefs de tribus, les chefs aux pommettes saillantes, aux longs yeux cruels, aux nez recourbés comme ceux des oiseaux de proie. Ils ont des boucles noires pareilles à des cheveux de femme qui donnent à leur barbarie une sorte de douceur astucieuse.

Alors tu n'as pas dit *boukra*. Tu as appelé au secours. Tu

as couru éperdu dans les enceintes vides du Dar El Maghzen où l'on vous voyait, toi et tes frères les vizirs, aussi épeurés que les vanneaux innombrables qui viennent à la fin du jour tournoyer dans le désert des parvis. Ils battent des ailes et tracent de grands cercles affolés, comme si, les rayons froids du soir leur annonçant la fin du monde, ils voulaient échapper à la terreur des ténèbres mortelles qui descendent.

Pour toi aussi, c'était la fin du monde. Les grands coups des hordes révoltées battaient sur les neuf portes, sur les vieux murs que seule la main sacrée des siècles avait touchés. Alors, tandis que tes bras dans leurs voiles blancs suppliaient, appelant au secours, un bruit a retenti, un bruit régulier de colonnes en marche. C'est comme une respiration de la terre qui grandit : tu trembles d'espoir, tu montes sur les terrasses d'où tu ne contemplais jamais que le vol pacifique des cigognes et les Paradis du soir. Tu vois maintenant une nuée grise qui vient vers toi. Les pas qui font battre la terre font battre aussi ton cœur. Tu entends des voix inconnues, des fanfares claires. Tes sentinelles aux portes ont appris de « roumis » au dolman bleu le cri d'alarme. A Bab Segma, à Bab Ftou, à Bab-Djdid, leurs gorges rauques ont crié : « Qui vive ! »

Et une voix répond, une voix que ne couvrent ni les cris des hordes fuyantes, ni le vent des forêts, ni l'éternel roulement des eaux qui font la ceinture miraculeuse de la cité sainte : une voix pacifique et victorieuse. Ses timbres clairs sonnent comme une trompette d'archange sur les vieux murs où des siècles de soleil ont laissé des rayons dorés.

Tes sentinelles ont crié : « Qui vive ? » Et la voix a répondu : « France ! » Tes neuf portes se sont ouvertes.

O vizir, *boukra* est arrivé.

CLAUDE BORINGE.

---

# LA MONARCHIE DE JUILLET

ET

## L'EXPANSION COLONIALE

---

C'est une opinion commune de voir dans le récent essor colonial de la France un brusque réveil succédant à une longue indifférence : en matière d'expansion lointaine, il n'y aurait eu de notre part, dans toute la première partie du XIX<sup>e</sup> siècle, que des velléités hésitantes, et partout, fût-ce en Algérie, le hasard des circonstances ou des initiatives locales aurait constamment primé la volonté fluctuante des gouvernans. La simplicité même de cette vue historique suffit presque à la faire soupçonner d'inexactitude. De fait, l'œuvre coloniale de la troisième République qui demeurera toujours admirable, ne saurait être tenue pour un glorieux accident. Son ampleur et sa soudaineté résultent, en bonne partie, de ce qu'elle s'était trouvée systématiquement, encore qu'obscurément préparée, car bien avant qu'on songeât aux grands partages du globe, il y eut constamment chez nous des fonctionnaires ou des hommes d'État qui surent considérer l'ensemble du monde pour suivre, dans toutes ses parties, des projets persistans et parfois très logiquement coordonnés. Montrer l'influence de ces vues générales comme la suite ou l'enchaînement de ces traditions exigerait tout au plus de fournir quelques exemples typiques et quelques preuves partielles : je voudrais



essayer de le faire ici en considérant la seule période de la Monarchie de Juillet et, durant cette période même, une partie seulement de l'œuvre alors accomplie. Malgré son importance qui lui mériterait une étude distincte, l'Algérie, en effet, peut être laissée en dehors, puisqu'elle s'est développée à part et dans des conditions spéciales. Mais on sait qu'elle n'absorba pas tous les efforts du gouvernement de Louis-Philippe qui, dans le temps même où il entretenait une armée pour combattre Abd-el-Kader, trouvait le moyen de s'occuper aussi de la Guinée, de Madagascar et de l'Océan Pacifique. Je ne songe point à raconter par le menu ces diverses affaires dont certaines péripéties, l'incident Pritchard, par exemple, sont du reste bien connues. Mais, utilisant des documens inédits, je souhaiterais dégager quelques-uns de leurs caractères et montrer la façon dont elles se rattachèrent les unes aux autres, comme la mesure où elles engagèrent l'avenir. Et ceci conduira à résumer d'abord les projets ou entreprises poursuivis du lendemain de la Révolution de 1830 jusqu'en 1843, pour voir ensuite comment, en cette année qui fut encore à maints égards décisive, les velléités un peu éparses se fondirent en un plan d'ensemble dont la réalisation demeura très incomplète, mais dont l'application fut pourtant sérieusement commencée.

## I

Pour résumer tout d'abord les entreprises ou tentatives un peu éparses qui se produisirent entre la Révolution de Juillet et le début de 1843, le mieux sera de considérer séparément les différentes régions du globe. La clarté de l'exposé y gagnera et pareille division demeurera, d'autre part, complètement légitime. Car, si nous retrouvons partout les mêmes tendances et un égal souci des intérêts nationaux, ces intérêts varieront, et les mêmes causes ne détermineront pas nos interventions sur la côte occidentale d'Afrique, dans l'Océan Pacifique ou dans l'Océan Indien.

Après avoir occupé sur la côte occidentale d'Afrique un certain nombre d'établissements échelonnés, la France n'y détenait plus qu'Albréda dans la Gambie, l'îlot de Gorée, enfin, dans le Sénégal propre, la ville de Saint-Louis d'où dépendaient trois ou quatre postes espacés sur le fleuve et séparés par des terri-

toires soustraits à notre autorité. Un dessein conçu sous la Restauration pour transformer le Sénégal en colonie de culture aurait pu nous rendre les maîtres effectifs du pays ; mais le succès ayant été médiocre, on venait précisément d'y renoncer et de ramener nos établissemens à leur ancien rôle de comptoirs strictement commerciaux. Pour que nos négocians pussent commercer avantageusement avec les indigènes qui leur fournissaient la gomme, il fallait toutefois que les roitelets locaux ne les molestassent pas et qu'une paix suffisante régnât ; pour imposer cette paix et faire respecter nos ressortissans, force était de ne pas se cantonner dans les postes, mais de s'immiscer de plus en plus dans toutes les affaires de la région. Ainsi se développa rapidement, au Sénégal même, une politique d'influence, extrêmement curieuse à plus d'un titre. Mais comme elle ne visait nullement des accroissemens territoriaux, elle ne saurait nous retenir ici. Passons donc immédiatement aux entreprises que les mêmes ambitions commerciales firent poursuivre sur la côte, au Nord comme au Sud du Sénégal.

Assez loin de celui-ci, immédiatement au Sud du Maroc et dans le voisinage de l'Atlantique, nos cartes actuelles font figurer sous le nom d'Oued Noun une région aux confins incertains. Au temps de Louis-Philippe on l'appelait Wad Noun ou Awad Noun et l'on ne possédait sur elle que des notions extrêmement vagues. Or, en 1837, un cheik de ce pays pratiquement inconnu s'aboucha avec M. Delaporte, notre consul à Mogador, et parut vouloir rechercher un appui du côté de la France. C'était, semble-t-il, à la suite de la mort d'un voyageur anglais, Davidson, assassiné dans ces parages où il passait pour chercher à créer un établissement. Quoi qu'il en soit de ce fait et des mobiles qui pouvaient pousser le cheik, le ministère des Affaires étrangères estima l'incident sans intérêt. Mais en 1839, le même cheik revenait à la charge, et cette fois, ses demandes parvenaient, au ministère de la Marine, jusqu'à la Direction des Colonies. Avec l'esprit d'entreprises et l'enthousiasme que nous lui verrons affirmer en chaque occasion, celle-ci ne partagea point le scepticisme indolent des Affaires étrangères. Si nous n'intervenions pas, pensait-elle, d'autres profiteraient des dispositions du cheik et ce ne sauraient être que nos perpétuels rivaux, les Anglais ; un établissement étranger dans la région pourrait, en outre, drainer une partie du commerce de l'inté-

rieur que nous cherchions à capter pour le profit du Sénégal. Pour parer à de tels inconvéniens, le plus simple comme le plus sûr était de profiter de l'occasion offerte et d'en profiter sans délai. Cette façon de voir fut adoptée par le gouvernement et ainsi s'engagea une affaire assez curieuse, maintenant bien oubliée, quoique des événemens tout récents lui aient donné un petit regain d'actualité. Mais l'Oued Noun était tenu, non sans raison, pour indépendant du Maroc, et une négociation n'avait, d'autre part, chance d'aboutir qu'en empêchant les immixtions marocaines : notre agent à Mogador ne pouvait donc servir de seul intermédiaire, sans compter qu'il n'était pas qualifié non plus pour procurer les indications géographiques indispensables. Il fut donc décidé qu'un officier de marine partirait de France en mission spéciale. En conséquence, dans l'automne 1839, un lieutenant de vaisseau de rare mérite, Bouët-Willamez, reçut l'ordre d'explorer avec le brick *la Malouine*, la région côtière de l'Oued Noun et de se mettre en relations avec le cheik. *La Malouine* arriva en novembre devant Mogador où Bouët-Willamez devait, comme de juste, se renseigner plus complètement auprès du consul. Les choses commencèrent alors à se préciser. Surpris, semblait-il, voire un peu inquiet, de la suite donnée à ses propres communications, Delaporte spécifia que le cheik songeait simplement à la fondation d'un port, nullement à une cession de territoire, et fit remarquer que la saison était très peu favorable pour une exploration. C'était aussi l'avis des marins. *La Malouine* gagna donc le Sénégal et la suite des opérations fut remise à plus tard. Mais, dès le mois de février 1840, le ministère ordonnait de les reprendre, témoignant ainsi d'une hâte significative. Bouët repartit. Cette fois, il put procéder à une étude hydrographique en règle, nouer d'autre part des négociations et, au mois d'août, il adressait à Paris un rapport et un traité dûment signé. Le rapport qui visait les ressources du pays côtier et les conditions de la navigation, était peu encourageant ; le traité, en revanche, était formel. Le cheik s'engageait à créer un port avec l'aide de la France ; il en demeurerait le souverain, mais, en cas de besoin, recourrait à la protection que la France promettait de lui fournir. La France, d'autre part, entretiendrait un consul dans la ville à fonder et y jouirait d'un monopole commercial. Ces clauses, qui nous semblent

assez bizarres, témoignent de l'inexpérience qu'on avait encore de ces sortes d'affaires : elles ne nous en assuraient pas moins des droits politiques éventuels, droits dont il pouvait être aisé de tirer grand parti et, immédiatement, les avantages commerciaux que l'on visait surtout. Elles étaient, en outre, certainement conformes aux vues du gouvernement. Les Affaires étrangères, en effet, se bornèrent à formuler, au sujet du monopole commercial qui leur sembla peu en harmonie avec les principes modernes, quelques objections toutes théoriques ; quant à la Direction des Colonies, elle ne dissimulait point sa satisfaction et insistait pour qu'un avancement rapide vint récompenser Bouët-Willamez de son succès. L'approbation du Roi, formellement réservée par le négociateur, fut donc accordée sans hésitation, encore que sous une forme un peu conditionnelle, et comme une indiscretion locale avait fait connaître la conclusion de l'accord, toutes les mesures furent prises, afin de hâter l'exécution. Dès la fin de 1840, des instructions précises partaient pour Mogador et, dans le courant de 1841, Bouët retournait sur place. Ce qu'il y constata modifia la physionomie de l'affaire. Une nouvelle exploration conduite par lui-même et par un autre officier, M. de Kerhallet confirma les difficultés que présentait la navigation. Le cheik, d'autre part, n'arrivait pas à fixer ses idées. Toujours désireux de voir créer le port, il hésitait sur l'emplacement, et le gouvernement français ne trouvait pas dans les rapports reçus des indications suffisantes pour lui en imposer un. Dans ces conditions, il devenait bien difficile d'aboutir. Il n'y eut pourtant pas abandon officiel ; la France ne renonça pas aux droits immédiats ou éventuels que lui assurait son traité, mais les choses demeurèrent en suspens et, en 1843, notre intervention au Nord du Sénégal n'avait conduit à rien de positif.

Au sud du Sénégal, en revanche, les résultats étaient très nets, car nous prenions pied dans deux régions distinctes. — Dans le bassin de la rivière Cazamance tout d'abord, où nous entraînait cette association de marchands, dite Compagnie de Galam, qui absorbait au Sénégal tout le trafic avec les indigènes et à laquelle le gouvernement français renouvelait périodiquement un privilège exclusif. En 1836, lors d'un de ces renouvellements, les négocians sénégalais avaient présenté des statuts prévoyant une extension du champ de leurs affaires : à la « traite » de la gomme dans les « escales » traditionnelles du fleuve ils voulaient

ajouter maintenant des opérations analogues dans la région de la Cazamance. Leur demande accueillie sur des ordres formels venus de Paris, une série de traités furent passés de 1837 à 1839 avec les chefs indigènes et nous assurèrent quelques privilèges commerciaux en même temps que diverses parcelles de territoires situées le long de la rivière. Les récriminations anglaises ou portugaises nous empêchèrent de tirer grand parti des privilèges commerciaux ; de la plupart des petits territoires nous ne prîmes pas non plus immédiatement possession. Sedhiou cependant fut occupé militairement dès 1838, et la France se trouva ainsi réinstallée, et définitivement cette fois, dans des parages qui l'avaient attirée déjà au cours des siècles précédens.

Ce fut, surtout, on vient de le voir, grâce aux sollicitations des négocians sénégalais : ceux-ci se trouvèrent satisfaits de ce fait, les régions plus méridionales ne les intéressant pas. Ces régions commençaient au contraire à attirer l'attention de commerçans métropolitains. Depuis quelque temps, en effet, des maisons de Marseille, celle notamment de MM. Régis frères, avaient noué des relations avec la côte du Bénin dont elles tiraient des bois de teinture, de l'ivoire, de la poudre d'or, enfin de l'huile de palme, utilisée dans la savonnerie. Les négocians de Bordeaux, de leur côté, entendaient ne pas se laisser distancer, et ils demandèrent alors une exploration officielle, à la fois géographique et économique, de toute la contrée. Toujours désireux de protéger les intérêts du commerce, le gouvernement consentit et confia la mission à l'officier et au bâtiment qui devaient être désignés peu après pour l'affaire de l'Oued Noun : Bouët-Willamez fut ainsi chargé de visiter sur la *Malouine* les côtes du golfe de Guinée. Il partit en 1837 et revint en 1839, rapportant des échantillons variés, des renseignemens géographiques et deux traités. Par le premier, des chefs du pays de Garroway, près du cap des Palmes, cédaient une partie de leur territoire à la France ; par le second, Denis, principal chef de la rive gauche du Gabon, contractait une « alliance offensive et défensive » avec le roi des Français dont il acceptait la protection et auquel il céda d'autre part, en échange de marchandises, une bande de deux lieues de terrain. Les échantillons furent immédiatement mis à la disposition des Chambres de commerce, et les renseignemens géographiques groupés dans un travail autographié sans grand délai ; en revanche, un peu d'incertitude se produisit,



ou tout au moins quelques attermoiemens, touchant l'utilisation des traités.

Non pas que le gouvernement se désintéressât maintenant de ces régions. Son désir persistant d'y stimuler le commerce s'affirmait par des ordonnances modifiant les tarifs douaniers en faveur de leurs produits. De même, il était entendu, et dès la fin de 1839, que les territoires obtenus par Bouët-Willaumez serviraient à fonder des établissemens. Seulement, la décision de principe ainsi prise, deux ans s'écoulèrent sans nulle mesure d'exécution. Songeant à l'exemple de la Cazamance, on aurait souhaité l'intervention d'associations commerciales, et celles-ci étaient évidemment difficiles à organiser, puisqu'elles finirent par ne se pas constituer. Les graves préoccupations diplomatiques de l'année 1840 durent aussi détourner momentanément l'attention; peut-être enfin, la prudence traditionnelle de notre administration lui fit-elle désirer trop d'études et d'informations complémentaires. Cette dernière excuse, que le ministère de la Marine invoqua lui-même un jour, est une des plus vraisemblables, car l'exploration de la côte se poursuivait sans interruption. Bouët-Willaumez, devenu commandant de la station navale d'Afrique, continuait de s'en occuper, et, en 1842, il signalait six traités nouveaux nous assurant encore des parcelles territoriales, notamment à Grand-Bassam et au Gabon.

Tous ces traités ne pouvaient naturellement demeurer secrets, ni toutes ces explorations rester inaperçues. Les Anglais commencèrent donc à s'en préoccuper, et une enquête parlementaire qu'ils ordonnèrent alors parut témoigner chez eux du désir de nous devancer. Comme ils venaient précisément d'y parvenir dans une région du globe dont nous allons parler dans un instant, la direction des Colonies s'émut et parvint à brusquer les choses. Les mesures arrêtées vers le mois de novembre 1842, une ordonnance du 29 décembre ouvrit les crédits nécessaires et, en janvier 1843, les ordres étaient expédiés au Sénégal pour procéder à l'installation de postes militaires à Garroway, à Assinie et sur la rive du Gabon. Sur la côte de Guinée donc comme en Cazamance, la France, tout en réservant les droits qu'elle tenait de ses divers traités, se bornait à l'occupation d'une partie des parcelles qu'elle s'était fait céder. Comme en Cazamance, aussi, il s'agissait d'établissemens modestes : quelques magasins protégés par des blockhaus, pareils à ceux utilisés en Algérie, semblaient

suffire aux besoins commerciaux dont on se préoccupait uniquement. Pourtant la fondation de ces diverses dépendances du Sénégal ne pouvait manquer d'avoir une importance politique. La France reprenait pied dans des contrées qu'elle avait totalement abandonnées et s'y installait plus solidement qu'elle n'avait fait jamais. En outre, l'estuaire du Gabon dont nous nous trouvions pratiquement les maîtres, offrait aux navires un abri très sûr et pouvait dès lors devenir un excellent port de ravitaillement. C'est cette dernière considération qui devait rattacher bientôt le nouvel établissement, et partant les entreprises sur la côte occidentale d'Afrique, aux entreprises poursuivies dans d'autres parties du monde, et qu'il nous faut considérer maintenant.

Sur la côte d'Afrique nous n'avons guère rencontré que des visées commerciales : dans l'Océan Pacifique comme dans les mers avoisinantes des intérêts d'ordres divers entraient en jeu. Les négocians proprement dits, qui envoyaient des navires dans ces parages, les dirigeaient à peu près exclusivement vers les îles de la Sonde, la Chine ou les côtes de l'Amérique du Sud, négligeant les archipels peu civilisés de la Polynésie. Mais ces archipels précisément étaient visités par les bâtimens baleiniers ou cachalotiers qui poursuivaient les cétacés au cours de campagnes durant parfois plusieurs années. Enfin, dans les îles éparses du plus lointain Pacifique, comme dans celles qui avoisinent l'Asie ou sur le continent asiatique lui-même, des Français étaient installés, qu'aucun désir de lucre n'y avait attirés. Après la fondation de la Société pour la Propagation de la Foi qui marqua, comme on sait, un renouveau de notre zèle apostolique, de nombreux missionnaires s'étaient dirigés vers l'Océanie, jusqu'alors assez négligée, et on avait vu ainsi des Pères de Picpus aux îles Sandwich en 1827 et aux Gambier en 1834, des Maristes aux Wallis comme aux Foutouma en 1837, puis, en 1838, en Nouvelle-Zélande, tandis que d'autres prêtres français, ceux notamment de la Société des Missions étrangères, s'efforçaient de prendre pied en Corée ou de se maintenir en Chine et en Annam.

Le gouvernement ne se désintéressait ni des missionnaires, ni des baleiniers, ni des négocians. Favoriser ces derniers faisait partie de cette politique d'expansion économique dont nous avons vu déjà des exemples, et qui, dans le cas présent, paraîs-

sait d'autant plus facile que des avantages de tarifs, inscrits dans les lois de douane, semblaient un stimulant suffisant. Les longues campagnes des baleiniers passaient, d'autre part, pour une des meilleures écoles où se pussent aguerrir des marins, et c'était un motif très suffisant pour les encourager. Ici, toutefois, impossible de se contenter de combinaisons financières ou de primes. Il fallait que baleiniers ou cachalotiers trouvassent, le cas échéant, l'aide et la protection qui leur seraient nécessaires ; il fallait aussi que leurs équipages ne perdissent pas à la longue toute discipline au point, par exemple, de se livrer, lors des relâches, à des violences regrettables. Pour exercer une surveillance comme pour accorder la protection, point d'autre moyen que de faire effectuer des croisières dans les régions de pêche. C'est dans ce dessein qu'à la fin de 1836 le futur amiral Dupetit-Thouars était nommé au commandement de la *Vénus* et chargé d'une mission de surveillance, d'enquête et d'exploration dans les archipels du Pacifique. En ce qui concerne enfin les missionnaires, le gouvernement de Louis-Philippe appréciait leurs efforts et, comme jadis le gouvernement de Charles X, les tenait pour capables de contre-balancer l'influence britannique ; mais son affectation d'indépendance religieuse le condamnait en même temps à quelque réserve. De là des contradictions, au moins apparentes, et ce qui put sembler parfois un certain manque de franchise. A ma connaissance, nulle pièce ostensible n'affirme, durant les dix premières années du règne, l'intention de se servir des missionnaires, ni le désir de les protéger. De même, si un vicaire apostolique écrit au ministre de la Marine, celui-ci ne répond pas : il fait cependant répondre par un directeur, en même temps qu'il tient grand compte des renseignemens envoyés. Il parle aussi quelquefois des missionnaires dans des instructions « très secrètes » qu'il remet à des commandans de navires. En outre, — et cela seul serait déjà caractéristique, — ce sont très fréquemment des bâtimens de l'État qui amènent les missionnaires dans les lieux d'évangélisation et qui les visitent ensuite systématiquement. Enfin, quand les missions sont en butte aux vexations des indigènes, le premier commandant de croiseur informé intervient pour exiger réparation et garanties : c'est ainsi, notamment, que des traités pour la protection du culte catholique furent conclus en 1837 et 1839 avec les souverains des îles Sandwich et de Tahiti.

La protection des missions avait déterminé les premières relations politiques avec les petits peuples du Pacifique : les intérêts du commerce et de la pêche, joints peut-être à des considérations administratives, provoquèrent la fondation des premiers établissements.

L'idée de prendre pied dans ces parages n'était d'ailleurs pas nouvelle et, sans remonter aux projets du XVIII<sup>e</sup> siècle sur l'Indo-Chine, sous la Restauration, le capitaine Philibert avait été chargé d'étudier l'acquisition d'une île dans les mers d'Asie, tandis que M. Thierry de Ville-d'Avray offrait de céder au Roi les droits qu'il prétendait avoir à la souveraineté de la Nouvelle-Zélande. Rien n'avait pu résulter des explorations du commandant Philibert. En revanche, Thierry, nullement découragé par la fin de non recevoir qui lui avait été opposée, s'occupait encore de réunir les capitaux nécessaires à une expédition et assiégeait maintenant les ministres de Louis Philippe des mêmes sollicitations qu'il adressait naguère aux ministres de Charles X. Exactement dans le même temps, Mgr de Pompallier, évêque de Maronée, débarquait en Nouvelle-Zélande comme vicaire apostolique. Au courant, semble-t-il, des espérances de Thierry, persuadé d'autre part que la fondation d'un établissement serait chose aussi profitable que facile, il écrivait de son côté à Paris, et le gouvernement se trouvait ainsi, par deux voies différentes, saisi de la même question. Au ministère de la Marine, l'occasion semblait bonne et la hâte nécessaire, car les journaux anglais commençaient à parler des visées de Thierry. Mais une entreprise de ce genre ne pouvait se décider sans entente avec le ministre des Affaires étrangères, surtout si celui-ci détenait la présidence du Conseil, et c'était alors précisément le cas. A trois reprises, de juin 1837 à janvier 1839, la Marine écrivit donc à Molé. Comme nous aurons occasion de le constater encore, le ministère des Affaires étrangères de cette époque n'aimait, en pareille matière, ni la rapidité, ni même les décisions. Il commença par ne pas répondre. S'il répondit ensuite, ce qui n'est pas certain, ce dut être de façon peu topique et les desseins sur la Nouvelle-Zélande demeurèrent effectivement suspendus. Mais une société d'armateurs et de banquiers qui se formait pour exploiter le territoire qu'un capitaine au long cours, émule de Thierry, M. Langlois, prétendait avoir obtenu des indigènes néo-zélandais, sollicita bientôt la coopération du gou-

vernement. Celui-ci, pris dans son ensemble, fut heureux peut-être d'arriver à faire quelque chose, sans toutefois s'engager aussi directement que dans la combinaison Thierry. Un accord intervint : assurance fut donnée d'une protection efficace, et, à la suite d'un accord signé le 11 octobre 1839, l'État équipait deux bâtimens pour favoriser la compagnie Nanto-Bordelaise, dont l'entreprise fut dès ce moment poussée très activement (1). Il était malheureusement trop tard. Quand la corvette *l'Aube*, précédant les émigrans, arriva en Nouvelle-Zélande, ce fut pour recevoir notification de l'annexion par la Grande-Bretagne. Ainsi que le faisait remarquer peu après un fonctionnaire des Colonies, les Anglais avaient agi pendant que nous délibérions.

Quoique mortifié par cet échec, le ministère de la Marine ne se découragea pas. Dès l'année suivante, en 1844, il proposait, d'accord avec le ministère du Commerce, l'acquisition de l'île de Poulo-Condor qu'il venait de faire explorer et qui pouvait offrir un point de relâche sur la route du Pacifique et de la Chine. Cette fois encore, les Affaires étrangères témoignèrent peu d'enthousiasme et firent écarter le projet. Les divergences de vues entre les ministères et la lenteur de leurs discussions semblaient donc devoir faire abandonner toute idée d'installation dans ces mers lointaines quand brusquement, dans le cours de cette même année 1844, une autre affaire aboutit.

Elle est partout racontée, et cependant certains détails de son élaboration demeurent encore impossibles à démêler. Le récit qu'en a donné M. Guizot, dans ses *Mémoires pour servir à l'Histoire de mon Temps*, doit d'une manière générale être tenu pour exact. Le désir de réparer l'échec essuyé en Nouvelle-Zélande fut certainement un des motifs déterminans ainsi que le désir d'assurer un point de relâche aux baleiniers qui parcouraient le Pacifique comme aux croiseurs chargés de les surveiller; rien n'empêche non plus d'admettre que le gouvernement songeât à créer un lieu de déportation pour se débarrasser des forçats dont l'entassement dans les bagnes de France passait depuis longtemps pour un danger. Il est évident aussi que les renseignemens recueillis par Dupetit-Thouars, au cours de la mission de la *Vénus*, servirent à fixer les idées et à guider dans le choix d'un archipel. Mais divers documens provenant de la

(1) Voyez à ce sujet, dans la *Revue* du 15 janvier 1882, l'étude d'Émile Blanchard.



Marine s'accordent mal avec certains points du récit de M. Guizot, et rien en outre ne permet encore de préciser la date à laquelle l'idée prit corps, non plus que les personnes ou les services qui en eurent l'initiative. Ces détails, heureusement, peuvent sembler ici négligeables. Il nous suffit, en effet, de relever les faits suivans. Nommé au commandement de la station navale du Pacifique, l'amiral Dupetit-Thouars reçut, le 17 septembre 1841, des instructions générales qui ne prévoyaient aucune acquisition territoriale. Le 15 octobre, des instructions complémentaires lui prescrivirent d'occuper, au nom du Roi, l'archipel des Marquises. Ces dernières instructions étaient qualifiées de secrètes; de fait, le souvenir de la Nouvelle-Zélande et la crainte de donner encore l'éveil aux Anglais conduisirent à un luxe extrême de précautions. Les ordres à l'amiral furent discutés verbalement entre les ministres des Affaires étrangères et de la Marine dans le cabinet de ce dernier, et le texte n'en fut pas transmis de ministère à ministère. Rien ne transpira jusqu'à la réalisation. Celle-ci s'opéra, comme on sait, très tranquillement, au mois de mai 1842. La nouvelle en parvint à Paris en décembre. Le *Moniteur* la publia aussitôt et, le 8 janvier 1843, en ouvrant la session des Chambres, Louis-Philippe confirma, dans son discours du trône, que la France possédait désormais aux antipodes une colonie nouvelle.

Tout paraissait ainsi réglé, quand, peu après, des dépêches arrivaient du Pacifique relatant des incidens complètement inattendus. Pour comprendre leur portée et apprécier l'attitude du gouvernement, il faut toutefois considérer d'abord les desseins parallèles poursuivis dans l'océan Indien.

Après le traité de paix de 1814, la France ne détint plus dans l'océan Indien que la Réunion, naguère l'île Bonaparte, et qui recouvrait maintenant son vieux nom de Bourbon. Héritière des traditions de l'ancien régime, la Restauration voulut alors reprendre pied à Madagascar, pour trouver surtout un port qui remplacerait celui de l'île de France passée aux Anglais : Bourbon, on le sait, n'en possédait aucun. L'îlot de Sainte-Marie avait donc été occupé dès 1821 et, en juillet 1830, une expédition s'équipait à Brest pour aller châtier les Hovas qui ne cessaient de nous harceler. Dès son avènement, le gouvernement de Juillet jugea plus prudent de ne point disperser nos forces : les prépa-

ratifs furent contremandés et l'ordre donné d'évacuer Sainte-Marie. Cet ordre ne fut toutefois pas exécuté, car les ministres se heurtèrent à la ténacité des bureaux. La Direction des Colonies, que l'on invitait depuis dix ans à préparer une installation à Madagascar, ne pouvait voir dans la chute d'un régime un motif suffisant pour changer une habitude maintenant prise, et cela d'autant moins que le port jugé nécessaire dans l'océan Indien continuerait à nous manquer après comme avant. Elle fit donc maintenir l'occupation « provisoire » de Sainte-Marie. Elle était décidée à ne l'abandonner que si elle trouvait, dans la région, un établissement plus avantageux, et, conservant, d'autre part, ses projets d'extension, guettait l'occasion de les remettre au jour.

Cette occasion ne tarda pas. Dès le début de 1832, le ministre de la Marine se trouva conduit à déclarer à la Chambre, dans la discussion du budget, que la France défendrait ses droits sur Madagascar. Il ne souleva nulle protestation. Profitant aussitôt du fait, la Direction des Colonies adressa au gouverneur de Bourbon des instructions spéciales : il importait, lui disait-on, de ne pas laisser s'éteindre nos droits positifs; ordre était en outre donné d'explorer, en vue d'un établissement éventuel, une certaine baie sur laquelle des rapports nautiques avaient donné quelques renseignemens intéressans : et c'est là l'origine de notre installation à Diégo-Suarez qui devait finir par se réaliser grâce à l'inlassable obstination des services coloniaux, mais seulement cinquante-trois ans plus tard.

Aussitôt, en effet, que l'idée prit officiellement corps, des oppositions surgirent. L'exploration prescrite avait fourni des indications telles que le gouverneur de Bourbon fit immédiatement étudier les fortifications à élever par la suite sur la baie, puis adressa à Paris un plan détaillé d'occupation. Mais ce plan dut être soumis au Conseil d'amirauté. Celui-ci émit un avis si nettement défavorable que, tout en refusant les argumens invoqués, la Direction des Colonies ne put que s'incliner. Supposer toutefois qu'elle se tint pour battue serait mal connaître ses habitudes d'alors : dix-huit mois ne s'étaient pas écoulés qu'elle trouvait un moyen de revenir à la charge. Un certain M. Garrot, capitaine au long cours, qui passait pour jouir d'un certain crédit à Madagascar, avait été alors chargé d'examiner officieusement la possibilité de conclure avec les Hovas un traité de

commerce et de bon voisinage : or, en novembre 1836, une lettre de lui parvenait à Paris, annonçant de Tananarive qu'il rentrait en Europe avec une ambassade hova chargée de visiter Londres et Paris. La nouvelle intéressa le ministère de la Marine, et les Affaires étrangères elles-mêmes s'émurent à la venue d'ambassadeurs. Toutes les mesures furent donc prises pour en profiter. Tandis qu'à Londres, au début de 1837, les Malgaches étaient successivement reçus par Palmerston et par le Roi, les Affaires étrangères se faisaient informer de leurs faits et gestes par notre chargé d'affaires ; la Marine, de son côté, obtenait de Garrot quelques renseignemens et les deux départemens, enfin, se concertaient au sujet de la négociation à engager.

On commencerait, bien entendu, par proposer un arrangement commercial ; mais ce ne serait qu'une sorte d'entrée en matière, voire de prétexte. Ici, en effet, reparurent les ambitions persistantes des services coloniaux. Ils tenaient la situation de Sainte-Marie pour beaucoup moins bonne que leurs affirmations officielles ne le donnaient à croire, et, sachant aussi que la colonie de Bourbon s'en désintéressait, commençaient à penser que force serait un jour d'abandonner la petite île ; ils entendaient toujours, d'autre part, venir à leurs fins touchant Diégo-Suarez : ils lièrent donc très habilement les deux questions et firent décider qu'on proposerait aux Hovas de nous reconnaître la possession de Diégo-Suarez qu'ils n'occupaient du reste pas effectivement, en échange de la rétrocession de Sainte-Marie, dont ils nous avaient à diverses reprises contesté la propriété. La France aurait ainsi la baie tant convoitée, et sans recourir à une expédition de conquête dont la seule idée effarouchait beaucoup d'hommes politiques. Malheureusement, les prétendus ambassadeurs n'avaient que des pouvoirs fort limités : ils passaient pour n'avoir rien fait à Londres ; il semble qu'à Paris ils se bornèrent aussi à des conversations sans portée. Heureusement, Garrot était là, toujours serviable et toujours optimiste. On le munit d'instructions précises et, au début de l'été 1837, continuant d'escorter ses Malgaches, il repartait pour Tananarive, afin d'y préparer la conclusion d'un accord officiel. L'affaire paraissait décidément en bonne voie, et, dans son désir de la voir aboutir sans retard, le ministre de la Marine proposait même de procéder à l'occupation sans attendre la signature. Avec une prudence que l'événement justifia, les Affaires Étrangères vou-

laient au contraire un traité préalable pour pouvoir, le cas échéant, l'opposer aux Anglais. Cette divergence entre les deux Ministères arrêta pendant plusieurs mois toute décision. Pour regrettables qu'elles fussent en principe, ces lenteurs hésitantes n'exercèrent nulle influence sur la suite des événemens : on apprenait, en effet, bientôt que le crédit dont se targuait Garrot était imaginaire et que tout espoir devait être abandonné d'arriver à l'accord projeté. L'affaire de Diégo-Suarez échouait une fois de plus ; mais cette fois encore, la Direction des Colonies allait la faire renaître et, qui plus est, singulièrement amplifiée.

Le gouverneur de Bourbon était alors le contre-amiral de Hell, qui, de son propre aveu, s'était proposé comme objet principal de son activité, la mainmise sur Madagascar. C'est dire les soins tout particuliers qu'il donna aux explorations qu'on lui avait prescrit de faire exécuter dans la région de Diégo-Suarez. Il y avait notamment employé, dans les premiers mois de 1839, un officier de son état-major, le capitaine Passot, qui étudia toute la partie Nord-Ouest de Madagascar et constata les vexations infligées par les Hovas aux Sakalaves habitant la région. Visitant aussi les îles voisines, Nossi-Bé en particulier et Nossi-Mitsou, il y trouva d'autres Sakalaves établis avec leurs chefs pour fuir les Hovas, et très disposés à bien accueillir quiconque offrirait de les protéger. Il remarqua de plus qu'avec leurs ressources forestières et leurs mouillages sûrs, ces îles pouvaient offrir des points de relâche. C'étaient là des indications intéressantes à plus d'un titre. Avec son intelligence très avisée, le gouverneur de Bourbon fut le premier à les bien apprécier. Essentiellement homme d'initiative, il résolut d'en tirer un parti immédiat et de sauvegarder tout au moins l'avenir en attendant les ordres sollicités à Paris et les mesures définitives. Dès le mois d'avril 1840, il renvoya donc à Nossi-Bé et dans les îles voisines une mission qui, sous couleur d'y chercher des bois, devait, en réalité, les mettre à l'abri d'un coup de main éventuel des Hovas et préparer leur occupation par la France. Dans le courant de l'été le ministère de la Marine recevait ainsi, presque à la fois, les renseignemens réunis par la mission Passot sur les îles du canal de Mozambique et l'annonce de mesures déjà prises pour y faire prédominer notre influence. Or, la Direction des Colonies regrettait toujours de voir ajourner l'occupation de Diégo-Suarez, et la menace d'un conflit avec l'Angleterre rappo-

lait en outre, à ce moment, la nécessité de s'assurer des abris dans l'océan Indien. La conduite de M. de Hell fut donc complètement approuvée et, dès le 25 septembre, ordre lui fut envoyé de poursuivre sans délai ce qu'il avait si bien entrepris. Inutile d'ajouter qu'il n'hésita point. En vain l'iman de Mascate lui adressa des protestations en tant que suzerain du Sultanat des Comores dont aurait dépendu Nossi-Bé : Passot repartit encore et prit possession de Nossi-Bé, après avoir en mars et juin 1841, passé des traités réguliers reconnaissant à la France Nossi-Bé, Nossi-Cumba et Nossi-Mitsou, plus la côte Nord-Ouest de Madagascar, côte dont la reine de Nossi-Bé affirmait avoir hérité de ses ancêtres. C'était l'exécution intelligente et complète des instructions venues de Paris. Mais entraîné par les circonstances locales, le capitaine Passot les dépassa. Le sultan de Mayotte n'éprouvait pas moins que la reine de Nossi-Bé le besoin d'être protégé. Repousser ses avances et laisser d'autres Européens s'établir dans son île risquait d'ôter par avance toute valeur à la position qui venait d'être occupée. A l'instigation peut-être de M. de Hell et, en tout cas, avec la quasi certitude de n'être point désavoué de lui, Passot conclut un traité par lequel le sultan de Mayotte déclara céder son pays à la France. En même temps qu'il apprenait l'exécution de ses ordres, le ministre de la Marine se trouvait dès lors en présence des préparatifs d'une annexion supplémentaire et imprévue. La Direction des Colonies applaudit sans réserve et souhaita l'installation immédiate; le ministre de la Marine peut-être, et, certainement, le Conseil des ministres témoignèrent moins d'ardeur, et, en avril 1841, la question fut réservée.

Ceci n'était pas pour plaire aux bureaux, et d'autant moins que, toujours d'accord avec le gouverneur de Bourbon, nos postes du canal de Mozambique n'étaient à leurs yeux que des étapes préparatoires. Ils guettèrent donc l'occasion d'imposer un nouvel examen de l'affaire et comme de juste ne tardèrent pas à la trouver. On a vu nos opérations sur la côte du Bénin stimuler les ambitions britanniques : peut-être en allait-il de même touchant Madagascar, et d'autant plus aisément que notre excessive prudence administrative multipliait des missions préparatoires impossibles à dissimuler, tandis que les interminables pourparlers interministériels reculaient constamment les résolutions. Toujours est-il que, dans le courant de 1841, une série d'avis



parvenaient de Bourbon, de Maurice, de l'Inde et d'Angleterre qui tous s'accordaient pour signaler l'imminence d'une intervention anglaise à Madagascar : des journaux s'occupaient de l'île d'une façon significative, une société se constituait à Londres pour y entreprendre de grandes opérations commerciales, et des notices étaient répandues qui vantaient les ressources du pays, énuméraient ses titres à devenir une colonie britannique et mentionnaient particulièrement des points auxquels nous-mêmes portions un intérêt spécial : Fort-Dauphin par exemple, où nous avions eu un établissement, et la baie de Diégo-Suarez chère à la Direction des Colonies. Celle-ci estima, vers le début d'octobre, qu'il y aurait péril dans le moindre délai nouveau, et son chef, Filleau Saint Hilaire, prépara d'urgence un long mémoire qu'il adressa au ministre avec une note extrêmement vive et qui lui fait honneur, en même temps qu'elle honore le service dont il suivait simplement les traditions. La note débutait par l'affirmation d'une vérité que beaucoup de fonctionnaires et beaucoup de ministres ont trop souvent méconnue : « S'il y a une responsabilité d'action, il y a aussi une responsabilité d'inaction. » Le mémoire concluait à une action rapide, en rappelant la mésaventure toute récente de la Nouvelle-Zélande : il fallait devancer, cette fois-ci, les Anglais, compléter l'encerclement du Nord de Madagascar en occupant Mayotte sans délai, enfin examiner et régler une bonne fois, en Conseil des ministres, la question même de Madagascar. Il semble toutefois que les ministres n'en délibérèrent pas. Le travail de la Direction des Colonies fut envoyé aux Affaires Étrangères où Guizot exerçait en fait la présidence du Conseil, nominalement dévolue au maréchal Soult. Or, comme nous en aurons la preuve dans un instant, Guizot était alors peu soucieux des grandes entreprises lointaines et les visées anglaises ne s'étaient d'ailleurs pas précisées : les choses furent donc encore laissées en suspens et l'idée d'une intervention à Madagascar semblait de nouveau écartée, quand l'inlassable Direction parvint à la ressusciter une fois de plus.

L'amiral de Hell était rentré en France et prenait un congé dans son château familial d'Oberkirch, en Alsace. Le 11 juin 1842, on lui demanda un rapport sur la situation de Madagascar et les conditions d'une intervention éventuelle. L'amiral répondit dès le 25 juillet par un travail développé. Il insistait sur les inap-

préciables avantages de la position de Nossi-Bé et sur la nécessité de s'installer aussi à Mayotte pour en écarter les Anglais. L'occupation des petites îles n'était toutefois qu'un acheminement. C'est à Madagascar même qu'il fallait aller, à Diégo-Suarez bien entendu, mais non pas seulement là : la France devait faire valoir ses droits sur toute la grande île et substituer sa domination à celle des Hovas. Ceux-ci ayant exaspéré une bonne partie des populations, le moment se trouvait favorable. Il fallait recruter parmi les Sakalaves, dont nous avions fait déjà nos protégés, les élémens d'une petite armée. Dans un délai de cinq ans, dix mille hommes bien entraînés seraient disponibles : renforcés par un bataillon d'infanterie de marine, un bataillon de volontaires de Bourbon et un demi-bataillon d'artillerie de montagne, ils suffiraient pour marcher sur Tananarive. L'itinéraire, enfin, était déjà indiqué, et c'était précisément celui qui devait être suivi un demi-siècle plus tard : on partirait, disait l'amiral, de la baie de Bombetoke, c'est-à-dire, en fait, de Majunga. Un pareil projet était l'aboutissement logique de toute la politique de M. de Hell pendant son gouvernement de Bourbon ; il s'accordait, en outre, à merveille avec les visées ambitieuses de la Direction des Colonies ; il semble bien, enfin, qu'il séduisit aussi le ministre de la Marine du moment, l'amiral Duperré. Celui-ci résolut donc de le soumettre à ses collègues, et ceux-ci furent appelés à en délibérer dans les premiers jours de 1843, très vraisemblablement le samedi 7 janvier.

Mais cette délibération ne se limita point à l'objet particulier qui la provoquait et les résolutions qui la terminèrent eurent un caractère assez général. Ce Conseil des ministres de janvier 1843 établit en effet un lien entre les entreprises poursuivies sur la côte d'Afrique, dans l'océan Pacifique ou dans l'océan Indien, et c'est alors que se précisa le dessein de systématiser notre expansion.

## II

En ce temps déjà lointain, les bâtimens à voiles, plus nombreux que nos navires actuels, naviguaient plus constamment et, la fièvre des partages n'ayant pas encore sévi, on rencontrait sur tout le globe maints territoires réputés sans maîtres. Aussi ne se passait-il guère d'année sans que des rapports d'officiers

ne vinssent suggérer à Paris l'occupation de quelque île ou la fondation d'un poste sur telle côte écartée. Et ces insinuations commençaient généralement par être bien accueillies. La Direction des Colonies avait un peu de l'esprit aventureux des marins avec lesquels elle voisinait sans cesse. Qu'elle fût dirigée, de 1826 à 1842, par un vieux fonctionnaire de carrière, M. Filleau Saint-Hilaire, ou, après celui-ci, par un parlementaire tel que M. Galos, député de la Gironde, elle se considérait toujours comme la gardienne attitrée de nos ambitions séculaires d'expansion et rêvait de les faire aboutir toutes. Aucun des multiples plans qui s'entassaient dans ses cartons ne lui paraissait complètement négligeable, et comme elle apportait dans ses desseins la persévérance obstinée dont j'ai fourni des exemples, le ministre de la Marine se trouvait toujours prêt à prôner quelque projet d'installation lointaine. Mais si c'était incontestablement au chef de la Marine que revenait le soin de présenter de pareils projets, puis, le cas échéant, de les exécuter, l'ordre d'exécution ne pouvait émaner de lui seul. Le Conseil des ministres devait en connaître, car on sait qu'il était devenu, sous Louis-Philippe, un véritable corps délibérant, et le chef d'un autre département avait, en outre, des droits particuliers à se faire écouter. Toute expédition qui immobiliserait des forces militaires, toute acquisition territoriale qui susciterait peut-être des jalousies, risquait de rompre l'équilibre général des puissances et d'entraîner des complications internationales : aussi appartenait-il aux Affaires étrangères de s'en préoccuper. Or, dès qu'il s'agissait d'entreprises coloniales, les vues du ministère des Affaires étrangères s'accordaient peu avec celles du ministère de la Marine. Les incidens relatés ont permis d'apercevoir la divergence : peut-être convient-il de préciser ses causes.

De toute évidence elle ne provenait pas simplement de ce que l'un des départemens témoignait plus de hardiesse, l'autre plus de défiance prudente; de ce que l'un envisageait exclusivement les intérêts français, tandis que l'autre songeait aussi aux appétits des rivaux. N'étant point un département politique, la Marine, dans le genre d'affaires qui nous intéressent ici, se souciait peu des conceptions d'ensemble. Sans doute quand on lui parlait des vieilles colonies, elle demeurait assez attachée, par respect ou par habitude, au système trop logique qu'avait légué l'ancien régime; mais en présence d'affaires nouvelles, elle

subissait la complète influence des hommes d'action et des praticiens, au point d'afficher un empirisme presque absolu. Des commerçans voulaient être protégés sur la côte de Guinée? elle leur donnerait quelques postes copiés sur ceux de l'Algérie. Des navigateurs réclamaient un point d'appui dans le Pacifique? elle leur procurerait quelque archipel, sans songer à en rattacher l'acquisition aux principes qui dictaient la fondation des postes. Forcée de s'occuper, au même titre et de la même manière, des bateaux qui naviguaient dans les mers d'Asie ou de ceux qui parcouraient la Méditerranée, elle était aussi habituée à considérer constamment toutes les parties du globe avec un soin égal, sans estimer qu'en raison de leur proximité, les questions méditerranéennes, par exemple, dussent nécessairement primer celles qui se rapportaient aux mers de Chine. Aux Affaires étrangères il en allait différemment. Le prestige dont les entreprises y jouissaient variait suivant leur théâtre ou leur nature, et toutes devaient, en outre, se coordonner en système. Car le temps se trouvait encore proche où, dans l'Europe de la Restauration si savamment hiérarchisée, le but suprême était de maintenir un ingénieux équilibre entre les puissances dirigeantes, ou encore, dans les momens d'ambition, de remporter sur telle d'entre elles quelque victoire d'amour-propre. Les situations de fait avaient maintenant changé; les traditions demeuraient. Pour les diplomates de race, la grande politique consistait toujours dans des évolutions savantes entre l'Angleterre, la Russie et l'Autriche, à propos de révolutions espagnoles ou de prépondérance morale en Italie. Les avantages matériels n'étaient pas tenus pour les plus grands et s'en trop préoccuper passait même volontiers pour une politique un peu mesquine. Or, le plus souvent, les affaires se déroulant dans les parties lointaines du monde ne mettaient directement en jeu que des intérêts de négocians et ne pouvaient ainsi conduire qu'à des discussions sans gloire à propos de territoires sans passé. Pareille besogne était nécessaire, de temps en temps, mais demeurait de second ordre et seulement digne d'attention quand rien ne se passait dans la vieille et classique Europe des chancelleries. Voilà pourquoi le projet sur Poulou-Condor était repoussé sans recevoir même l'honneur d'un examen, pourquoi la crainte de froisser les Anglais ou les Portugais faisait imposer un effacement exagéré en Cazamance, pourquoi enfin les projets

sur Madagascar étaient perpétuellement combattus. L'opposition entre les Affaires étrangères et la Marine ne procédait pas d'une appréciation différente de chaque cas particulier. Deux tendances très nettes existaient dans le gouvernement français d'alors, dès qu'il s'agissait de questions coloniales. Après s'être plus ou moins manifestées au cours des affaires que nous avons résumées, elles vont maintenant, lors du débat sur Madagascar, mettre directement aux prises les deux ministères qui les représentaient.

Ce débat s'engagea vraisemblablement, je l'ai dit, dans le Conseil du 7 janvier 1843. L'amiral Duperré dut lire alors à ses collègues réunis sous la présidence du Roi la Note préparée par ses services. Reprenant les conclusions de l'amiral de Hell, cette note proposait, on s'en souvient, de réaliser sans délai l'occupation de Mayotte, mais pour un double but : procurer immédiatement un excellent point d'appui à nos bâtimens et, en même temps, préparer notre installation complète à Madagascar. Ce fut presque certainement ce dernier point qui provoqua une discussion digne de n'être pas oubliée par les historiens de notre expansion lointaine. Rien ne permet toutefois de la reconstituer positivement. Nous ne savons même pas si le Roi y intervint, non plus que le président du Conseil ou la plupart des assistans; mais qu'il y ait eu discussion demeure incontestable, tout comme l'opposition entre le ministre de la Marine et celui des Affaires étrangères. Le premier soutint la politique d'action et de conquête à laquelle la Direction des Colonies demeurait traditionnellement attachée, le second la combattit et par des argumens que nous devinons aisément : pour savoir qu'elles étaient en pareille matière et à cette époque précise les idées de Guizot, il suffit en effet de compléter un passage de ses *Mémoires* par deux discours parlementaires et par les allusions très claires de quelques pièces officielles.

Son passé et son éducation politique le portaient vers les problèmes classiques de la diplomatie européenne, et, s'accordant à merveille en cela avec les habitudes invétérées de son département ministériel, il était toujours tenté de considérer les entreprises lointaines comme accessoires et subordonnées. En outre, partisan de l'entente cordiale avec l'Angleterre, sa politique était dans une large mesure conditionnée par la préoccupation de ne rien faire qui pût troubler les bons rap-



ports entre Londres et Paris. Il estimait aussi, et non sans raison, que les conquêtes coloniales exigent un certain désintéressement en Europe et ne se justifient que par la réunion de diverses conditions. Il déterminait toutefois ces conditions d'une manière trop rigoureuse. En dépit des formes multiples que prenait dès ce moment l'expansion coloniale, il n'admettait l'annexion de territoires un peu vastes que précédée par les entreprises d'un commerce très puissant et suivie, sans délai, par des efforts administratifs considérables, comme par le transport de nombreux émigrans. Or, il jugeait le commerce français chétif, les émigrans hypothétiques et les affaires européennes trop préoccupantes pour permettre une dispersion de forces. Mais s'il faisait un cas insuffisant des ressources coloniales de la France, il admettait les prouesses de ses navigateurs et les ambitions de ses armateurs. Très au fait des progrès de la puissance anglaise, il sentait également que le champ des traditionnels conflits entre grandes puissances se déplaçait et s'élargissait : l'Europe occidentale avait été seule en cause jadis ; l'Orient méditerranéen était entré ensuite en ligne de compte ; voici maintenant qu'on en venait à considérer les parages les plus lointains. Or Guizot était trop bon patriote pour tolérer que son pays se laissât bénévolement distancer, trop imbu de considérations abstraites sur l'équilibre pour ne pas désirer maintenir cet équilibre simultanément dans toutes les régions. Il désirait aussi, sans nul doute, aider des négociants qui représentaient dignement ces classes moyennes considérées comme les solides assises du gouvernement de Juillet. Il devait enfin souhaiter de ne pas heurter obstinément un collègue aussi considérable que l'amiral Duperré. Une série de motifs, dont les uns nous sont explicitement connus, dont les autres se devinent, le portaient donc vers des entreprises coloniales, précisément dans le temps où une série de motifs opposés l'incitaient à l'abstention.

Cette situation n'était pas pour l'embarrasser. Un théoricien dogmatique de son envergure ne pouvait évidemment songer à trancher séparément et empiriquement chaque question particulière, s'agit-il même d'une grande guerre contre les Hovas, mais ne pouvait non plus demeurer dans l'incertitude. Pour en sortir définitivement, il suffisait d'ailleurs de trouver une formule conciliant toutes les tendances et permettant ensuite

de régler toutes les espèces : c'était un simple jeu pour un doctrinaire de sa force. On sait aussi qu'une fois les formules trouvées, son talent merveilleux leur communiquait aussitôt une apparence d'implacable nécessité. Ajoutez encore sa situation prépondérante dans le ministère où il tenait d'un consentement tacite le rôle d'un président virtuel, et vous comprendrez sans peine que le débat colonial de janvier 1843 dût forcément tourner à son avantage. De fait, nous savons que ce fut son influence qui dicta au Conseil les résolutions arrêtées : une décision de principe, d'abord, puis des décisions de détail qui en faisaient application immédiate aux cas spéciaux de Mayotte et de Madagascar. Dans les quelques pièces qui la mentionnent, la résolution de principe se trouve toujours formulée à peu près en ces termes : renonciation à toute conquête de vastes territoires ; en revanche, maintien ou développement d'un nombre suffisant d'établissements maritimes pouvant fournir à nos vaisseaux les points de relâche dont ils avaient besoin. De cette façon on éviterait les entreprises pour lesquelles la France était supposée manquer d'aptitudes et de moyens : on ferait cependant quelque chose, ce qui donnerait une satisfaction aux ambitieux, et on le ferait partout à la fois, ce qui contribuerait à maintenir partout le fameux équilibre. C'était, on le voit, l'aboutissement logique des considérations que je me suis efforcé de résumer : on voit aussi comment de tels principes s'appliquaient au cas particulier qui était la cause de tout le débat. Le Conseil décida donc l'occupation immédiate de Mayotte puisqu'elle pouvait s'effectuer sans grands efforts ni risques, mais en spécifiant bien qu'elle n'aurait d'autre but que d'assurer à notre marine un refuge dans la mer des Indes, car toute visée d'installation à Madagascar devait être entièrement abandonnée.

Ces résolutions arrêtées, il importait d'en poursuivre l'application pratique, seule capable de leur donner une réelle portée et d'affirmer du même coup l'avènement d'une politique véritable et nouvelle. Il fallait, en d'autres termes, exécuter strictement les décisions prises au sujet de Mayotte et de Madagascar, puis, orienter et coordonner nos efforts conformément aux vues qui avaient prévalu. Les deux choses se firent, mais non sans délais ni péripéties qui ouvrent des jours assez piquants sur nos mœurs administratives, tout au moins de ce temps-là.

Un élément nouveau intervint tout d'abord, grâce à un incident si connu, du reste, qu'il suffira de le rappeler en précisant simplement sa date. Presque au lendemain du jour où le ministère de la Marine avait expédié à Bourbon l'ordre d'occupation immédiate de Mayotte, des dépêches importantes lui parvenaient du Pacifique. Après avoir arboré notre drapeau sur les Marquises, l'amiral Dupetit-Thouars s'était rendu à Tahiti dont la reine s'était engagée, on s'en souvient, à respecter les Français et notamment les missionnaires; or les vexations continuaient; l'amiral avait adressé des réclamations vigoureuses et la reine, affolée, offrant alors de placer ses États sous le protectorat de la France, il avait accepté. Cette acquisition nouvelle et complètement imprévue n'était pas pour plaire à tous les membres du gouvernement. Après quelques hésitations, semble-t-il, on décida pourtant de ratifier le traité de protectorat. Désavouer brutalement un officier général était une mesure grave; au moment où nous prenions pied dans ces lointains parages, nous ne pouvions non plus y faire montre d'hésitation; Tahiti enfin offrait des avantages nautiques, car nos navires y trouveraient un meilleur abri que dans les rades foraines des Marquises. Son occupation se rattachait ainsi aux préoccupations qui avaient dicté celle de Mayotte et, en s'y installant, on restait fidèle aux idées adoptées par le Conseil des ministres.

Le ministère de la Marine s'était naturellement employé en faveur de l'acceptation du protectorat qui cadrait avec ses vues et satisfaisait notamment la Direction des Colonies. Mais cette Direction, chargée d'envoyer les ordres pour Mayotte, avait témoigné, en les rédigeant, d'une énergie particulière : elle avait prescrit le débarquement, même dans le cas où les Anglais se seraient déjà installés. En outre, et c'était là le fait grave, le gouverneur de Bourbon avait reçu, avec le texte de la note dont le Conseil des ministres avait repoussé les conclusions, l'assurance formelle que l'ajournement des projets sur Madagascar n'équivalait pas à leur abandon. Toujours en quête de nouveaux territoires, la Direction des Colonies applaudissait à l'acquisition systématique de points de relâche. Elle souscrivait avec enthousiasme à une partie de la résolution arrêtée en Conseil, mais à une partie seulement, car, en dépit des délibérations de Cabinet et des opinions de Guizot, elle entendait ne pas renoncer à ses

projets particuliers. C'était, bien entendu, à l'insu des Affaires Étrangères, mais, bien entendu aussi avec la connivence ou l'approbation du ministre de la Marine qui signait les dépêches : la situation respective des deux départemens demeurerait ainsi, après le Conseil de janvier, ce qu'elle était auparavant. Le ministère de la Marine n'acceptait pas sa défaite, bien que l'amiral Roussin y eût remplacé l'amiral Duperré. Le conflit persistait, et au point qu'il ne tarda pas à devenir public.

L'occupation déjà effectuée de Nossi-Bé et celle imminente de Mayotte entraînaient des dépenses non prévues au budget. Deux cent mille francs furent donc inscrits comme « subvention à divers établissemens coloniaux, » dans un projet de loi sur des crédits supplémentaires et extraordinaires déposé au commencement de janvier 1843. Quand cette subvention vint en discussion à la Chambre, le 30 mars, des explications furent demandées : l'amiral Roussin répondit et, invoquant avec beaucoup de force la nécessité de ne point renoncer à nos droits sur Madagascar, présenta presque l'occupation de Mayotte comme une étape sur la voie d'une conquête. L'émotion fut assez vive. La Commission de la Chambre délibéra et voulut entendre le ministre des Affaires étrangères : Guizot se rendit à son appel, très volontiers sans doute, et quand, le lendemain, l'un des membres de la Commission souleva à nouveau le débat, ce fut lui qui parut à la tribune. Il commença, comme de juste, par couvrir son collègue dont il interpréta les paroles, mais, cette politesse parlementaire rapidement expédiée, il le désavoua complètement. La France ne ferait rien à Madagascar, elle ne voulait rien y faire. Le ministre des Affaires étrangères ne s'en tint d'ailleurs pas là, et, ayant solennellement condamné la politique particulière de la Marine, il établit celle de la majorité du Cabinet. Après avoir affirmé que l'intérêt du pays n'était pas dans la possession de vastes territoires, il montra l'utilité qu'offrirait un réseau de points de relâche. L'idée avait été indiquée la veille par l'amiral Roussin : il s'y attacha, la précisa, et la développa. Quelques semaines plus tard, la discussion de crédits demandés pour les établissemens d'Océanie lui fournit l'occasion d'y revenir à nouveau et de paraphraser encore la résolution du Conseil de janvier. Or comme tous ces discours avaient été prononcés à l'occasion de demandes de crédits qui furent accordés par les Chambres ; comme, d'autre part,

la Marine avait été enfin contrainte de céder et, après le prompt remplacement de l'amiral Roussin par l'amiral de Mackau, de prescrire à Madagascar une politique d'effacement, la situation vers la fin de l'été de 1843 se trouvait exactement la suivante. A la suite d'entreprises amorcées un peu au hasard, dix ans durant, dans toutes les parties du monde, le gouvernement français s'était trouvé conduit à examiner dans son ensemble le problème de notre expansion. Sous l'influence des circonstances générales, en partie aussi pour limiter des ambitions qui lui déplaisaient et pour faire échouer des projets particuliers, M. Guizot avait alors improvisé une doctrine : après l'avoir fait adopter en principe par ses collègues, il l'avait fait admettre effectivement par les récalcitrans en même temps qu'il la précisait devant les Chambres qui l'approuvaient implicitement. Lors donc qu'il parla dans un discours du « système » dans lequel était entré le gouvernement, il n'avait rien qui ne fût exact. Le système était probablement trop restrictif. La Direction des Colonies et le ministère du Commerce voyaient sans doute juste en estimant que de simples points de relâche n'offriraient pas aux négocians les débouchés dont ils avaient besoin. Par un phénomène extrêmement rare dans notre histoire coloniale, il y avait pourtant un système d'ensemble, embrassant le monde entier. Chose non moins digne de remarque, ce système était hautement avoué, officiellement proclamé, et à son propos, gouvernement et parlement se trouvaient d'accord.

Rien de cela, toutefois, ne suffisait. C'était peu de chose, en somme, que l'affirmation d'une doctrine, même si on lui rattachait arbitrairement, après coup, des occupations comme celles du Gabon ou de Mayotte préparées pour des motifs très différents. Si l'on était réellement sincère, force était d'envisager des mesures d'application générale. Du moment que nos ambitions devaient se limiter à l'acquisition de quelques points d'appui maritimes, il fallait que ceux-ci, assez nombreux et judicieusement choisis, formassent tout autour du globe un réseau à peu près complet. Or, un simple coup d'œil jeté sur la carte montrait qu'il n'en allait pas encore ainsi. Aucun port français ne jalonnait la route à suivre pour aller de l'Océan Indien au Pacifique, entre Mayotte et Tahiti. Une fois quittée la côte d'Afrique, rien non plus sur la route du Pacifique par le cap Horn. De pareilles lacunes ne se justifiaient plus. On se mit donc



méthodiquement en devoir de les combler, et ceci prouve à quel point le « système » était pris au sérieux.

Je ne sais si le gouvernement voulut profiter, pour réaliser ses vues, des différends qu'il avait avec la République Argentine et qui l'amenaient à des démonstrations maritimes répétées. Je ne sais non plus si c'est à ces mêmes préoccupations que se rattache la brusque curiosité dont la Direction des Colonies témoigna, vers l'automne de 1843, à l'égard des Malouines où Bougainville avait jadis fondé un établissement et où les Anglais s'établissaient maintenant. Les desseins formés relativement à l'Amérique méridionale demeurent fort obscurs, bien que leur existence soit attestée dans un rapport que le ministre de la Marine soumit au Roi. En revanche, les projets d'établissement sur la route du Pacifique, par les détroits de la Sonde, prirent immédiatement corps.

Des circonstances particulières y contribuèrent d'ailleurs. A la suite de la guerre de l'opium, l'Angleterre venait de signer le traité de Nankin qui ouvrait cinq ports chinois à son commerce et lui assurait en outre la possession de Hong-Kong. Avec ce souci de l'équilibre que nous lui avons entendu invoquer, Guizot entendait obtenir pour la France des avantages du même ordre; mais s'il pensait qu'une négociation avec la Chine devait légitimement nous procurer l'accès des ports, il estimait que, n'ayant pas fait la guerre, nous n'étions pas fondés à réclamer un territoire: des scrupules subsistaient en 1843 auxquels les diplomates ont renoncé depuis. Force était alors de trouver, en dehors de la Chine, un établissement territorial qui contre-balancerait Hong-Kong, en même temps qu'il rentrerait dans notre organisation de points de relâche. On se mit en devoir de le rechercher. Or, dans les derniers jours de 1842, un médecin, le docteur Mallat, était rentré en France d'un long voyage d'études qui lui avait fait parcourir à ses frais quelques régions d'Extrême-Orient. Séduit par elles, il avait résolu d'y procurer un établissement à son pays et son choix même s'était fixé: c'était au sud des Philippines, dans l'archipel des Soulou, l'île de Basilan. Elle présentait, selon lui, des avantages sans nombre et son enthousiasme devait être fort grand, car, dès cette époque, semble-t-il, ses amis commencèrent à l'appeler Mallat de Basilan. Assiégeant les administrations publiques de ses demandes, il finit, en juillet 1843, par être reçu

au ministère de la Marine, avec d'autant plus de facilité sans doute qu'il arrivait au bon moment. Ses propositions se rattachant aux préoccupations de l'heure, la Direction des Colonies se mit à les étudier. L'île de Basilan lui parut convenir pour l'un de ces établissemens maritimes qu'on cherchait maintenant à multiplier ; elle pouvait être tenue pour indépendante, la souveraineté des Espagnols sur les Philippines ne devant pas s'étendre jusque-là ; elle était bien située, au débouché des détroits de la Sonde, sur la route de la Chine comme sur celle du Pacifique. Si donc une exploration attentive confirmait les dires de Mallat, il n'y aurait qu'à occuper sans délai. Le Conseil des ministres ayant approuvé ces conclusions, les mesures d'exécution commencèrent aussitôt. La mission chargée d'aller négocier avec la Chine un traité analogue à celui des Anglais se préparait à partir : Mallat lui fut adjoint avec le titre significatif d'agent colonial. Le chef de mission, M. de Lagrenée, reçut, en outre, le 9 novembre des instructions spéciales signées de Guizot, qui complétèrent ses instructions générales et le mirent au courant de nos vues sur Basilan. En même temps, l'amiral Cecille, commandant la nouvelle station des mers de Chine, recevait du ministre de la Marine des instructions parallèles. L'amiral et le diplomate devaient, guidés par Mallat, explorer l'île de concert et, si les renseignemens fournis se trouvaient exacts, conclure immédiatement un traité par lequel les chefs locaux reconnaîtraient la souveraineté de la France.

Après avoir conçu son plan général d'expansion, le gouvernement en poursuivait donc, et sans aucun délai, l'exécution très méthodique. C'est là encore un phénomène suffisamment rare pour mériter d'être soigneusement relevé. Cela fait, inutile d'ajouter, car chacun le sait par avance, que les tentatives d'exécution n'aboutirent pas.

Pour modestes qu'ils fussent, nos premiers établissemens nouveaux sur la côte d'Afrique, dans l'océan Indien ou dans l'océan Pacifique avaient immédiatement attiré l'attention peu bienveillante de l'Angleterre. La méfiance et la susceptibilité de celle-ci à peine mises en éveil, des circonstances particulières leur fournirent l'occasion de s'affirmer. Dans l'océan Pacifique, l'amiral Dupetit-Thouars avait, en effet, poursuivi sa politique

entreprenante et, dans le temps où le gouvernement acceptait, non sans hésitations, le protectorat sur Tahiti, il avait transformé ce protectorat en annexion complète et favorisé ainsi, ou provoqué, un conflit très aigu avec le pseudo-consul britannique, Pritchard. La nouvelle de ces incidens parvint en Europe au début de 1844. A ce même moment, le développement de nos opérations en Algérie et la nécessité d'en finir avec Abd-el-Kader conduisaient à préparer une expédition contre le Maroc, expédition qui, elle aussi, provoquait à Londres de vives récriminations. S'ajoutant aux rancunes qui persistaient depuis la crise orientale de 1840, comme aux difficultés toujours pendantes à propos du droit de visite, une série d'incidens qui se rattachaient à notre développement colonial venaient ainsi surexciter les passions populaires des deux côtés du détroit, et, du même coup, envenimer assez sérieusement les rapports entre les deux gouvernemens. L'entente avait beau devenir peu cordiale, le ministère français entendait lui demeurer fidèle et peut-être ne pouvait-il pas faire autrement. Mais il se trouvait alors dans une situation particulièrement défavorable à l'exécution d'un plan quelconque d'expansion lointaine.

A ce fait général, dont l'action fut certaine, encore qu'impossible à mesurer, s'adjoignaient des considérations particulières, qui ne sont pas, du reste, toujours faciles à démêler. Dans un rapport au Roi, le ministre de la Marine se bornait à mentionner la nécessité d'attendre des circonstances plus propices avant de créer l'établissement projeté sur la route du cap Horn. Cette formule, qui semble volontairement énigmatique, permet simplement de constater la persistance des desseins en même temps que l'ajournement de l'exécution ; il demeure provisoirement impossible de démêler l'histoire de ces visées sur l'Atlantique méridional. Sur le point de relâche dans les mers de la Sonde, nous sommes en revanche mieux renseignés, et fort heureusement, car ce fut cette seconde affaire qui devint la pierre d'achoppement de tout le système. Lagrenée et l'amiral Cecille avaient été cependant on ne peut plus satisfaits de leur visite à Basilan. L'île offrait bien, pour l'établissement d'un grand port, tous les avantages annoncés par Mallat ; ses chefs, puis le sultan de Soulou dont ils dépendaient plus ou moins, avaient également consenti des traités qui, s'ils ne nous transféraient point la pleine propriété juridique, nous garantissaient

une sorte de prise à bail parfaitement suffisante pour nos desseins. Il ne restait donc plus qu'à ratifier ces traités et à envoyer la garnison et le matériel : le ministre de la Marine, qui avait fait étudier l'opération dans ses moindres détails, la proposa au Conseil, en juillet 1843. Malheureusement, à Basilan même, un des bâtimens de l'amiral Cecille était, au cours d'une reconnaissance, entré en conflit avec des indigènes et son commandant avait eu alors l'idée malencontreuse de faire intervenir un fonctionnaire de Luçon. Cela suffit naturellement à mettre en éveil le gouverneur général espagnol d'abord, puis le gouvernement de Madrid. L'Espagne n'avait, à bien prendre, nul droit sérieux sur Basilan ; mais l'occasion pouvait lui paraître bonne pour s'en créer. Le ministère français, d'autre part, tenait à ménager la reine Christine, puisque le mariage des princesses espagnoles était devenu la préoccupation principale de sa politique. Quand donc l'amiral de Mackau vint demander l'autorisation de brusquer les choses en expédiant marins et soldats, des objections nombreuses surgirent, et M. Guizot notamment ne se fit pas faute de formuler les siennes.

La discussion fut, sinon vive, tout au moins très sérieuse, à en juger d'après les notes que Mackau eut soin de prendre comme pour dégager sa responsabilité personnelle d'une décision qu'il désapprouvait. Tout porte à croire, en effet, qu'il défendit le projet chaleureusement : en tout cas, il le défendit en vain. Les habitudes traditionnelles l'emportèrent. On ne voulut point compromettre ce qu'on croyait être la grande politique pour une de ces affaires qu'on estimait d'ordre inférieur. La réalité d'un port lointain fut jugée moins précieuse qu'un chimérique avantage d'amour-propre en Europe et finalement la France dut renoncer à s'installer solidement dans les mers d'Asie, afin d'être mieux assurée d'établir en Espagne un des fils de son Roi.

Ce fut, du même coup, la fin du système des points de relâche. Non que son abandon fût solennellement décidé. Les ministres s'en réclamaient encore : on lui rattacha le maintien du protectorat sur Tahiti, quand les protestations anglaises obligèrent à désavouer l'annexion proclamée par Dupetit-Thouars, et l'amiral Cecille se vit invité, d'autre part, à chercher dans les mers de Chine une île qui remplacerait pour nous Basilan.

C'était peut-être demander l'impossible, et chacun sait, en outre, combien les occasions négligées se retrouvent rarement. Eût-on d'ailleurs pu combiner quelque projet nouveau que sa réalisation se serait sans doute heurtée à des obstacles, cette fois insurmontables. La situation se modifiait rapidement en France comme en Europe. Ébranlée par les incidens coloniaux, l'entente cordiale s'effondrait à la suite des mariages espagnols, et le ministère Guizot voyait miner ainsi les fondemens de sa politique étrangère, tandis que sa politique intérieure commençait à soulever dans le pays un mécontentement grandissant. Pour la monarchie de Juillet, le temps était passé des préoccupations lointaines. Lorsqu'en 1843, le fameux cheik de l'Oued Noun essaya de reprendre les pourparlers, on mit de l'obstination à l'éconduire sans affirmer du reste l'abandon de l'affaire. Lorsque, à la même époque, des difficultés survenues à Madagascar firent songer à un nouveau projet d'expédition, ce projet ne put aboutir; il ne se rattachait plus, du reste, au système de 1843, et son étude même en consacrait implicitement l'abandon. Je ne sache pas, d'ailleurs, que postérieurement à 1843 des ministres de la monarchie de Juillet se soient préoccupés de l'acquisition méthodique de ports disséminés. Le dessin, sans nul doute, ne disparut pas à jamais, car, par la suite, la constitution des points d'appui pour notre flotte, fit revenir aux mêmes idées, mais sans partir exactement des mêmes données et sans demeurer fidèle à la conception échafaudée par Guizot. Officiellement adoptée, au Conseil des ministres de janvier 1843, celle-ci fut bien réellement abandonnée en juillet 1845, lors de la renonciation à Basilan.

Le système des points de relâche n'eut donc nul aboutissement pratique : ceci ne signifie pourtant point qu'il soit négligeable. Sans parler de son intérêt pour les personnes curieuses des opinions ou des procédés d'un ministre dont le rôle fut si considérable, ce système offre, comme je l'ai remarqué chemin faisant, le phénomène assez rare chez nous d'une vue coloniale d'ensemble. Il témoigne aussi d'un souci, incomplet sans nul doute et assez nébuleux, mais bien réel cependant, de ce qu'on a qualifié depuis la politique mondiale, et cela à une époque et sous un régime qui passent volontiers pour être demeurés étrangers à de si vastes préoccupations. Enfin, et surtout peut-être, ce système de 1843 ne doit pas être considéré en lui-



même. Il fut une résultante. Les ministres en délibérèrent parce qu'ils se trouvaient en présence d'entreprises réitérées, et celles-ci sont intéressantes pour l'histoire de notre développement colonial, soit que l'on considère leurs liens avec le passé ou avec l'avenir, soit aussi que l'on examine la façon dont elles avaient été menées.

Le rôle que les bureaux jouent depuis longtemps dans la vie publique de la France fournit un thème inépuisable à des railleries très souvent méritées. Il y aurait pourtant injustice à médire toujours de ces entités anonymes, encombrantes et mystérieuses. Même lorsqu'elles sortent de leur objet propre, qui est d'exécuter, pour prétendre à diriger, leurs défauts sont parfois heureux, soit qu'elles poussent en avant, soit qu'elles déploient une incommensurable force d'inertie. Cela se voit surtout dans les momens où le gouvernement véritable hésite, désarmé, ou bien oscille entre des tendances contradictoires. Les ministères ont beau se succéder, en effet, et les régimes eux-mêmes changer, comme la vie administrative ne saurait s'arrêter, les bureaux demeurent, subrepticement hardis, parce qu'ils ont conscience de leur force, et prodigieusement patients, parce qu'ils se savent éternels. Au lendemain comme à la veille de n'importe quel bouleversement politique, ce sont pratiquement les mêmes hommes qui, dans les mêmes locaux ministériels, continuent à s'occuper des mêmes affaires : nécessairement avec les mêmes habitudes et dans le même esprit. Ils assurent ainsi une cohésion, malgré les troubles de la surface, et maintiennent l'enchaînement des temps. Le rôle que nous avons vu jouer à la Direction des Colonies en fournit une preuve. Loin de moi la pensée de rabaisser des hommes tels que Bouët-Willaumez, Hell, Dupetit-Thouars, ou maints de leurs émules. Je ne songe pas à contester les résultats féconds de leurs initiatives. Mais certains de leurs panégyristes ont été trop loin en prétendant qu'ils agissent toujours de leur propre mouvement et violentèrent les pouvoirs métropolitains, brusquement mis en présence d'événemens accomplis. Certes, ce qui se fit alors en matière d'expansion lointaine déconcerta plus d'une fois les ministres. Mais il y avait à Paris même des hommes qui l'avaient obstinément voulu, inlassablement préparé. Pour connaître les noms des fonctionnaires qui paperassaient alors à la Direction des Colonies, nous devons feuilleter l'*Almanach Royal*; nous ignorons leurs

mérites respectifs comme la part qu'il faudrait faire à chacun. Mais ce que nous savons d'eux peut suffire. Tous travaillèrent à une même tâche dont ils ne soupçonnaient du reste pas la grandeur. Continuateurs corrects de leurs prédécesseurs administratifs, défenseurs scrupuleux des intérêts dont ils estimaient avoir charge, ils étudièrent force projets qui n'aboutirent point, et firent acquérir d'autre part quelques établissemens nouveaux. De cette double façon, ils furent parmi les principaux auteurs de l'œuvre coloniale de Louis-Philippe, l'Algérie devant toujours être laissée à part.

Quant au caractère comme à la portée de cette œuvre, ils sont très nets. Les petits territoires épars, occupés à cette époque, ont été avant tout des jalons. Divers archipels sont venus se grouper autour de ceux que le ministère Guizot avait choisis en Océanie, et ce fut la politique de protection aux missionnaires qui nous engagea dans la conquête de l'Indo-Chine. Après Nossi-Bé et Mayotte, Diégo-Suarez, puis Madagascar tout entier finirent par devenir français. Le développement du Sénégal et les postes de la côte de Guinée amorcèrent notre empire de l'Afrique Occidentale, tout comme notre Afrique Équatoriale procède des quelques lieues de territoires généreusement cédées à l'embouchure du Gabon, par notre « allié, » le roi Denis. Pour ces accroissemens prodigieux, il fallut, sans nul doute, des circonstances impossibles à prévoir vers 1840; mais nous avons pu profiter de ces circonstances, parce que, à l'insu du public, à l'insu même des gouvernans, un véritable esprit colonial subsistait quelque part en France, ainsi que des aspirations très étudiées et des traditions très nettes. L'histoire coloniale de la monarchie de Juillet permet de constater la persistance de ces traditions et la façon dont elles se conservèrent, en même temps qu'elle montre la préparation matérielle des temps futurs. C'est pourquoi quiconque cherche à comprendre notre expansion présente ne saurait la tenir pour indifférente.

CHRISTIAN SCHEFER.

---

# POÉSIES

---

## L'ÂME ÉPANOUIE

---

### DÉCLIN

Quelque chose de moi s'en va, qui fut divin,  
Qui fut de la lumière et qui fut de la joie,  
Et qu'au printemps, alors que tout vibre et flamboie,  
D'un nostalgique accent j'appelle encore en vain.

Quelque chose s'en va, qui fut de l'harmonie,  
De la grâce et de la chimère et de l'espoir,  
Assombrissant de plus en plus l'horizon noir  
Où s'enfonce mon âme aux ténèbres bannie.

Quelque chose de moi chaque jour disparaît,  
Qui, naguère imprégné d'inoubliables baumes,  
M'évoque amèrement la vie et ses fantômes,  
Et que je ne vois pas s'éteindre sans regret.

Et pourtant je ne sais quelle image sereine  
Persiste en mon destin fait de trop peu d'instans,  
Ainsi que, sur la mer, le regard suit longtemps  
Le sillage léger d'une molle carène.

## J'IRAI

J'irai semant l'amour dans ma hâte exemplaire,  
Et divine sera la moisson que j'attends,  
La moisson que mûrit le rêve et que le temps  
Transformera pour tous les pauvres en salaire.

Je me perdrai par les sentiers, par les chemins,  
Où tant de malheureux succombent sous leur charge,  
Et j'épandrai d'un geste idéalement large  
La semence d'espoir que recueillent leurs mains.

Or, je ne garderai de ce qui m'environne,  
Quand mon corps las sera par la marche affaibli,  
Le soir venu, qu'un peu de silence et d'oubli,  
Et Dieu m'en tressera peut-être une couronne.

## L'INGÉNU TRÉPAS

C'est de toi que je tiens, ô mère, j'en suis sûr,  
Mon poétique amour, digne de quelque fée;  
Toi qui, telle une perle au velours agrafée,  
As fixé ma pensée aux choses de l'azur.

Je dois à ta candeur magique et souveraine  
Ce don d'imaginer qui transfigure tout,  
Et tu m'as su donner, dès l'enfance, le goût  
Des contes qu'enjolive une bonne marraine.

Aussi, quand il faudra que je quitte à jamais  
Cette vie, où la grâce est mêlée au mystère,  
C'est de naïvetés que mon cœur solitaire  
S'emplira pour mourir, ô mère que j'aimais.

## RENOUVEAU

C'est une immense fête heureuse et nuptiale.  
Le printemps semble ému de soupirs attendris,  
Et, sur la jeune écorce où des noms sont inscrits,  
La sève fait pleurer l'ancienne initiale.

Mais, je ne sais pourquoi j'assiste en étranger  
A l'ample éclosion de tant d'ivresse vierge,  
Ni pourquoi mon vieux cœur comme autrefois n'héberge  
La divine douceur de croire et de songer.

Peut-être quelque chose en ce cœur que j'ignore  
S'est-il fatalement brisé jusqu'au trépas;  
Ce quelque chose, hélas! qui ne refléurit pas,  
Et qui fit cependant ma chanson plus sonore.

## DIEU

Une grande douceur tombe du soir d'été.  
Il semble qu'absorbant toute l'extase en elle,  
Cette heure doive enfin demeurer éternelle,  
Et que le temps se soit pour jamais arrêté.

Or, moi-même si près du ciel que l'humble argile  
Dont fut formé mon corps n'enferme plus l'esprit,  
Je m'élance vers l'idéal qui me sourit,  
Explorant l'horizon serein d'un vol agile.

Et je sens qu'au delà de ce que nous voyons,  
Plus loin encor que les plus lointaines étoiles,  
Irradie un foyer caché par tant de voiles  
Qu'à peine l'homme en soupçonne-t-il les rayons!

## OCTOBRE

Automne aux pas feutrés, automne, te voici  
Dans la plainte des bois, dans leur rouille naissante;  
Mais ta venue est tendre assez pour que je sente  
Ma souffrance embaumée en mon cœur adouci.

La noble gravité dont tu marques les choses  
Gagne de proche en proche et sans hâte s'étend  
De la mélancolie intime de l'étang  
Au jardin merveilleux que tu métamorphoses.



Et, tandis que très loin pleurent de vagues cors,  
 Les suprêmes splendeurs qu'accumule ta gloire  
 Ont, dans l'ombre où je puis encore aimer et croire,  
 Avec mon âme en deuil de suaves accords.

## DOUTE

L'aile d'une colombe au passage l'événement.  
 Un attendrissement léger plane sur nous.  
 Dans des nuages d'or et de pourpre dissous,  
 Le soleil semble peindre une fresque savante.

L'été décline et sans bruit nous sommes venus,  
 Avant qu'un si beau jour en pénombre s'achève,  
 Éterniser l'émoi de notre unique rêve  
 Et remplir de clartés nos regards ingénus.

Or, nous ne savons plus, par tant d'illustres flammes  
 Éblouis, aveuglés par notre amour si fort,  
 Si ces rayons, qu'attend l'inévitable mort,  
 S'abîment dans le vide ou sombrent dans nos âmes.

## STANCES

Clair été, tu te meurs feuille à feuille, et l'automne  
 Sur un tapis doré pose déjà ses pas ;  
 Mais, dans mon cœur déçu, clair été, tu n'as pas  
 Laisse les souvenirs dont la douceur étonne.

O clair été, toujours propice aux amoureux,  
 Tu n'as pas déposé dans mon cœur las d'attendre  
 L'émotion suave et la caresse tendre  
 Qui charment un instant les destins douloureux.

C'est pourquoi ces vers purs, où le regret s'écrie,  
 Et qui savent souffrir et qui veulent prier,  
 S'enlanceront peut-être au stoïque laurier  
 Dont la racine amère est de larmes nourrie.

## FIN D'AUTOMNE

J'ai, dès l'aurore, erré dans le parc dévasté,  
Et, remplissant mes mains pâles des feuilles mortes  
Dont un funeste vent balayait les cohortes,  
J'ai gémi sur la gloire éteinte de l'été.

O jours d'or et d'ivresse où tout l'être s'exalte,  
Jours dont me hante encor le vierge souvenir,  
Que n'ai-je pu, divins instans, vous retenir  
Et de l'ardent solstice éterniser la halte !

Mais je vois l'ombre croître où grandissait l'azur,  
Et, n'ayant voulu boire à la source première  
Que des flots jaillissans de limpide lumière,  
Je pleure, face à face avec l'hiver obscur.

## DOULEURS COMMUNES

Tout le jour, sous l'ardeur du soleil, immobile,  
La forêt, s'éveillant aux souffles frais du soir,  
Exhale un long soupir si triste qu'on croit voir  
Un cœur gonflé d'amour et dont s'émeut l'argile.

Or, c'est un cœur peut-être, endormi très longtemps,  
Que remue un désir ou qu'un regret oppresse,  
Et qui, ne pouvant plus contenir sa tendresse,  
La communique à l'ombre en murmures flottans.

C'est donc pourquoi, mon Dieu, l'âme d'angoisse étreinte,  
Le front penché sur des abîmes d'infini  
Et par mille liens à la nature uni,  
J'écoute éperdument la fraternelle plainte.

## COMME AUTREFOIS

Des cimes de cyprès dentellent l'horizon  
Comparable aux plus fins paysages d'Ombrie,  
Et dans la plaine au loin par places assombrie  
Une humble cloche éteint sa limpide oraison.

Je prie et ma pensée est si légère et j'ose  
Vous implorer, mon Dieu, d'un cœur si familier,  
Qu'avec vous le pécheur va réconcilier  
Sa vie à votre immense amour trop longtemps close.

Veillez donc que, devant ce site où sont noyés  
Mes yeux dans la douceur d'une enfantine extase,  
Ma chancelante foi naïvement s'embrase  
Et vous conçoive enfin, si grand que vous soyez.

#### LA VIE

J'ai tant aimé la vie, ô mon Dieu, que ma cendre,  
Quand vous m'aurez exclu du monde des vivans,  
Au plus léger soupir de la mer ou des vents  
Frémira tout à coup d'un tressaillement tendre.

Vous le savez, mon Dieu, j'ai tant aimé les fleurs,  
La verdure, les eaux, la clarté, l'harmonie,  
Que mon ombre, parmi les fantômes bannie,  
Regrettera jusqu'aux plus atroces douleurs.

Et, s'il est au repos définitif des trêves,  
On me découvrira peut-être, quelque jour,  
Les mains jointes encor pour implorer l'Amour,  
Et les regards levés vers l'Étoile des rêves.

#### NOSTALGIES

Le rire ensoleillé des innombrables lames  
Laisse en nos yeux songeurs un éblouissement,  
Et notre cœur ému s'imprègne doucement  
De cette ample harmonie et de ces nobles flammes.

L'écume aux rocs se brise avec de longs sanglots  
Et des barques s'en vont et glissent, si légères  
Qu'elles semblent d'un rêve ailé les messagères,  
Vers le large vibrant de lumineux îlots.

Mais, demeurés debout sur la grève de sable,  
Les regards fascinés par cet horizon clair,  
Nous sentons mieux ce que l'amour, comme la mer,  
A pour nous d'éternellement infranchissable.

## SILLAGES

Sur la plage sans fin, nacrée et miroitante,  
Où le flot roule encor les galets qu'il polit,  
Entre deux sombres rocs je me suis fait un lit,  
En face de l'immense horizon qui me tente.

Et, le cœur exalté d'illusoires départs,  
Alors que, franchissant des millions de lieues,  
Des navires sans nombre ouvrent les lames bleues,  
Je regarde gisans tous mes rêves épars.

Car nul d'entre eux n'a pu terminer son voyage  
Et conquérir un peu des espaces amers ;  
Mais chacun, dont la proue a fendu tant de mers,  
A laissé dans l'écume un douloureux sillage.

## RAFALES

Le vent gronde du large en souffles lamentables,  
Si tragiques et si farouches qu'on dirait  
Les rauques beuglemens jaillis de mille étables,  
Et dont vibre la mer sonore, sans arrêt.

Sur les rocs dénudés d'où l'océan qui fume  
Semble une cuve ardente et saute et râle et bout,  
Je marche enveloppé de rafales d'écume,  
Et, malgré l'ouragan, je demeure debout...

Que n'ai-je en cette vie aux tempêtes sauvages  
Affronté sans faiblir les rigueurs du destin,  
Et promené du haut de stoïques rivages  
L'impassibilité de mon regard hautain !

## COIN DE TOURAINE

Nul, mieux que ce terroir aux nobles horizons,  
Ne sent battre le cœur de notre vieille France,  
Nul n'étant fait d'autant de joie et d'espérance,  
Et d'autant de douceur en toutes les saisons.

Plus délicatement qu'ailleurs ton ciel s'azure,  
Doré de chauds rayons portant l'ivresse en eux;  
Et ton illustre sol, et tes coteaux vigneux  
Gardent jusqu'en leur gloire une sobre mesure.

Car c'est non loin des frais vallons de ce pays,  
Qu'inspirés à son souffle et le cœur épris d'elle,  
Ronsard et du Bellay par la Muse fidèle,  
Harmonieux amans, se virent obéis

## POUR TOI

En t'aimant je savais qu'il me faudrait souffrir,  
Que toute juvénile ardeur est inconstante,  
Et je n'aurais pas dû naïvement t'offrir  
Mon vieux cœur las d'errer, qu'un peu de calme tente.

Je savais en t'aimant, toi qui ne m'aimes pas,  
Que ton regard si doux me deviendrait sévère,  
Et que le moindre, hélas! de mes funestes pas  
Allongerait pour moi la route d'un calvaire.

Pourtant, je n'ai pas plus, sur ce chemin amer  
Hésité, — le poète en rêves se consume, —  
Que n'hésite la source à rejoindre la mer  
Qui l'engloutit dans son tumulte et son écume.

## ÉPITAPHE

Ici dort d'un sommeil divin comme sa vie,  
O voyageur, la vierge aux limpides regards  
Qu'à sa mère une fin trop précoce a ravie,  
Et dont flotte l'esprit dans les souffles épars.



S'il émane encor d'elle un vestige de grâce,  
Goûte-le dans les fleurs dont son tertre est semé.  
Aspires-en longtemps le chaste arôme, et passe  
En évoquant tout bas un cœur naguère aimé.

Et, même dans la mort se sentant immortelle,  
Peut-être, car l'amour né du rêve le suit,  
Sa cendre au nuptial tombeau frémira-t-elle,  
Heureuse qu'une étoile ait traversé la nuit.

#### LE CYPRÈS

L'obscur cyprès qu'au seuil du jardin a planté  
Quelque ancêtre inconnu, dont l'image rustique  
Est vénérée encore au foyer domestique,  
Se découpe sur l'or du ciel ensanglanté.

C'est l'heure où cependant un rossignol suave,  
Invisible dans l'épaisseur de l'arbre noir,  
De son timbre splendide émerveille le soir,  
Et chaque note ailée en mon âme se grave.

Or, la voix nuptiale éclate, vibre, luit,  
Et je cherche ébloui quel féerique mystère  
Mêle, afin de charmer le crépuscule austère,  
Tant de lumière harmonieuse à tant de nuit.

#### SOUVENIRS

J'ai goûté la douceur limpide de ton ciel  
Et le murmure frais qui coule avec ton fleuve,  
Contrée harmonieuse où l'idéal s'abreuve,  
Où chaque heure voit naître un rêve essentiel.

J'ai longuement erré sous tes grands lauriers-roses,  
Dans des jardins si beaux qu'on songeait aux élus;  
Mais à présent, pays sacré, je ne sais plus  
Si j'ai vécu ces jours, si j'ai connu ces choses.

Car la neige des ans me couvre de flocons  
Et, précoce vieillard, dans l'oubli je m'enfonce,  
Et déjà je vois croître et prospérer la ronce  
Sur mes champs qui naguère ont été si féconds.

#### L'ASILE

Quand l'âme souffre tant que c'est avec stupeur,  
Frère immémorial de l'oubli, le silence  
Assoupit la douleur trop amère et balance  
Sur les maux qu'il apaise une calme torpeur.

Cherche dans ce vallon tranquille ma retraite,  
Ami. Retrempe-toi dans un labeur humain.  
De rustiques vertus fleuriront ton chemin.  
Entre et mange. Le pain est cuit, la chèvre est traite.

Vis sous mon humble toit du labeur de tes bras.  
La fatigue éteindra toute mélancolie,  
Et seul le souvenir de la tâche accomplie  
Hantera ton sommeil lorsque tu dormiras.

#### LES MARTINETS

Dans le beau soir d'été, les fins voiliers de l'air  
En cercles éperdus virent avec ivresse.  
Un vent chargé d'odeurs suaves les caresse,  
Et le soleil s'effondre à l'occident plus clair.

Quel mirage insensé hâte leur vol rapide?  
Quel espoir vibre au bout de leurs élans subtils?  
Quel rêve en leurs légers réseaux enlacent-ils,  
Avec des cris stridens où le ciel d'or trépide?...

Ainsi, comme eux, humains stoïques, nous tournons  
Dans le cycle infernal des fuyantes chimères;  
Puis, nous cessons bientôt nos rondes éphémères,  
Sans laisser ici-bas même de vagues noms.

## A L'HEURE SUPRÊME

Mon Dieu, vous avez fait de matières si douces,  
Les prés en fleur, les ciels de gloire s'empourprant,  
L'or de la feuille morte et le bronze des mousses,  
Que seule une adorante extase vous comprend,

Vous avez accompli des miracles si tendres,  
Que seule vous conçoit la prière, ô mon Dieu !  
Et qu'enfouis déjà sous de précoces cendres,  
Mes rêves bien-aimés en trahissent l'aveu.

Laissez-moi donc mourir devant quelque beau site,  
Les yeux pleins de votre œuvre et le cœur plein de vous,  
Et demeurez propice au peu que sollicite  
Le pécheur d'autrefois qui veut s'éteindre absous.

LÉONCE DEPONT.

---

## L'ÉVOLUTION DE LA PEINTURE JAPONAISE

### DU VI<sup>e</sup> AU XIV<sup>e</sup> SIÈCLE

---

Si les expositions et les ventes ont mis depuis quelques années à la mode l'art d'Extrême-Orient, il faut humblement avouer que le grand public français n'a pu encore examiner qu'un nombre infime des œuvres dues au pinceau des anciens maîtres du Japon. On ne connaît guère en France que quelques paysages des peintres de la Renaissance qui se produisit aux xv<sup>e</sup> et xvi<sup>e</sup> siècles sous l'influence chinoise Song Youën, les Kake-monos des écoles naturalistes modernes de Kyôto et surtout les estampes d'Ukiyoye (« dessins de ce monde qui passe ») de Yedo et d'Osaka. Mais, l'époque la plus glorieuse et la plus vraiment nationale de l'histoire de la peinture japonaise, celle qui s'étend de la fin du xii<sup>e</sup> au xiv<sup>e</sup> siècle, a été encore peu étudiée.

Et de ce fait l'explication est simple : la plupart des œuvres des maîtres de Yamatoye ne sont jamais sorties du Japon où elles sont conservées dans les trésors des temples et dans quelques collections particulières. Certaines d'entre elles ont pu être admirées à notre Exposition Universelle de 1900. En outre, les admirables publications que sont les *Selected Relics of Japanese Art* de M. S. Tajima et la Revue d'art le *Kokka*, se sont donné pour tâche d'en fournir d'excellentes reproductions gravées sur bois avec un infini respect des couleurs et des moindres détails. Ces documens étant à la portée de tous dans la bibliothèque des Arts décoratifs du Pavillon de Marsan et dans celle qui a été si

libéralement mise à la disposition des amateurs d'art par M. J. Doucet, nous nous permettrons d'y renvoyer souvent le lecteur au cours de cette étude.

La splendide éclosion artistique de l'époque de Kamakura (1185-1335) n'a pas été spontanée. Elle s'est trouvée préparée et annoncée longtemps à l'avance par toute une série d'œuvres caractéristiques qui ont conduit la peinture japonaise des débuts les plus humbles aux parfaites réalisations finales. C'est cette lente évolution que nous nous sommes proposé d'analyser ici dans ses grandes lignes, nous efforçant surtout de montrer de quelle admirable façon le génie japonais a su s'assimiler, puis transformer les idées étrangères.

## I

Le Japon a-t-il possédé un art véritablement autochtone antérieur à l'introduction du Bouddhisme au <sup>vi</sup> siècle de notre ère? La question est encore assez controversée et ne peut être actuellement résolue de façon définitive par l'examen des rares vestiges d'objets décorés, — principalement des sarcophages, — datant de cette époque lointaine. Jusqu'à ces derniers temps, on revendiquait comme productions insulaires des statuettes à but funéraire dites de haniwa. Mais de récentes découvertes faites dans les anciennes tombes de la Mandchourie ont prouvé l'existence de figurines chinoises très analogues dès l'époque des Han (206 avant J.-C. à 221 de notre ère). Celles-ci, assez grossières, servent en quelque sorte d'intermédiaires entre les statuettes de même époque, mais beaucoup moins primitives du Honan et du Chantoung et celles de haniwa. L'usage de ces dernières au Japon paraît donc être lui-même une importation continentale, et l'un des principaux argumens des partisans de l'art autochtone tombe de ce fait.

En raison de sa situation insulaire à l'extrémité du vieux continent, le Japon s'est trouvé longtemps privé des institutions et des arts dont l'empire voisin bénéficiait depuis plusieurs siècles. L'ethnographie contemporaine nous montre dans ses habitants actuels un type résultant de migrations et d'invasions successives qui se sont effectuées dans les deux sens Ouest-Est (éléments ouralo-altaïques, puis chinois) et Sud-Ouest — Nord-Est (éléments



malais), et dont les descendants se sont plus ou moins métissés avec Aïnos autochtones. Suivant les plus anciennes annales, un conquérant nommé Zin-mu, parti au <sup>vii</sup><sup>e</sup> siècle avant notre ère de Kiu-Siu, l'île la plus méridionale du Japon, aurait successivement conquis Shikoku et la partie sud du Hondo. Mais on omet de dire quel était ce Zin-mu plus ou moins légendaire et d'où il venait.

Durant les trois premiers siècles après J.-C., tous ces éléments plus ou moins barbares se fusionnèrent progressivement, mais toute la partie nord du Hondo et l'île d'Ezo devaient rester encore pour plusieurs siècles aux mains des Ebisu (Aïnos) autochtones. Les premières manifestations de l'activité du nouveau peuple furent des expéditions en Corée. Les dates auxquelles les écrits officiels japonais les attribuent sont peut-être discutables. Il est en tous les cas certain qu'au <sup>v</sup><sup>e</sup> siècle les royaumes les plus méridionaux de la péninsule étaient soumis et qu'on exigeait d'eux le paiement d'un tribut. En 461, une ambassade coréenne fut reçue par le souverain japonais; dont le siège de la puissance était alors établi en Yamato, au cœur même du futur empire. Dès lors, la civilisation chinoise commença à pénétrer au Japon par l'intermédiaire des vaincus plus civilisés que leurs conquérans. L'étude des caractères d'écriture chinois, probablement entreprise dès le <sup>iii</sup><sup>e</sup> siècle de notre ère, se généralisa au <sup>v</sup><sup>e</sup>. De nombreux artisans coréens débarquèrent au Japon et composèrent sans doute pour une bonne partie ces *bé* ou corporations de peintres héréditaires qu'un des livres sacrés du Nippon, le Nihongi, signale dès l'année 463. On sait, en effet, qu'au temps de l'empereur Yûryaku (457-479), un certain prince Anki, descendant d'un empereur chinois de la dynastie des Wei, vint du Japon et s'y fit naturaliser. Il avait dans sa suite un prêtre nommé Shinki Nanryû, originaire du Kudara coréen, qui forma une lignée d'artistes dont le 5<sup>e</sup> reçut le titre officiel de Yamato-eshi, « maître-peintre du Yamato. » Ce premier art japonais eut sans doute un caractère quasi industriel et dut consister principalement dans la décoration d'objets usuels. Seule la venue du Bouddhisme (522-552) put modifier ces tendances pratiques en fournissant aux peintres un but plus élevé : la représentation de la divinité.

Mais avant d'atteindre le Japon, la doctrine de Gautama avait déjà parcouru une longue route et n'y arrivait pas dans toute

sa pureté primitive et telle qu'elle était née dans l'Inde du Nord. Il en fut de même de l'art qu'elle inspira. Dès leur entrée en Chine par le Pélou et le Nanlou, — la pentapole et l'hexapole, — les deux grandes voies naturelles d'accès du Turkestan conquises par les généraux Han de l'an 120 avant J.-C., à l'an 92 de notre ère, les croyances et les idées artistiques issues du Gandhàra indo-grec se heurtèrent à une civilisation déjà vieille de plusieurs siècles. Cette dernière, si l'on en croit certaines particularités du décor des bas-reliefs et des poteries Han (par exemple la représentation des animaux à l'allure du galop allongé), s'était elle-même trouvée influencée par de lointains apports de provenance grecque mycénienne (xii<sup>e</sup> siècle avant notre ère), venus par la voie scythe. Pour subsister, les élémens nouveaux durent peu à peu se transformer dans ces régions du Nord-Ouest de la Chine aux frontières vagues et aux populations multiples où chrétiens, nestoriens et bouddhistes devaient bientôt voisiner. L'examen des fresques et des statues des stûpas et des cryptes en ruines, du Turkestan chinois qui jalonnent la marche glorieuse de l'art nouveau à travers l'Asie centrale, — et qui ont été si heureusement fouillées durant ces dernières années par les missions Bonin, Stein, Von Lecoq, Chavannes, Pelliot, Chûta Ito, — prouve qu'à mesure qu'on s'éloigne de l'Inde, les types rendus se modifient et deviennent de plus en plus chinois. Il faut d'ailleurs voir là une question d'époque. C'est ainsi que, durant la première moitié de l'époque Wei du Nord (398-493), les œuvres découvertes ne montrent que les caractères classiques du Gandhàra (caves de Yün-kiang, par exemple). En revanche, avec la fin de la période Wei (493-549), on assiste à la fusion du courant gandhàrien tout imprégné de la grandeur élégante et de la souplesse de l'art grec et des traditions autochtones tendant davantage à la stylisation et à la recherche prédominante de l'effet décoratif (caves de Lung-men, près de Loyang). L'iconographie bouddhique s'est déjà modifiée : les attributs des divinités ont été changés et les attitudes se sont hiératisées.

La traversée de la Corée paraît avoir eu une tout autre influence sur l'art religieux. Les divinités de second ordre principalement, moins éloignées de l'humanité que les Bouddhas et les Bodhisattvas, y ont sans doute pris une allure moins hautaine, une bonhomie souriante et naïve non exempte de grâce. Et ce sont toutes ces influences diverses que nous retrouvons dans les

plus anciennes peintures japonaises connues qui remontent au début du VII<sup>e</sup> siècle.

## II

Grâce aux efforts de plusieurs souverains convertisseurs et du célèbre prince Shôtoku Taishi (572-621), le Bouddhisme s'était solidement établi au Japon, si bien qu'à la fin du VI<sup>e</sup> siècle, on comptait déjà plus de quarante temples dans ce pays. Il fallut les décorer, et on fit largement appel aux Coréens et aux artistes japonais formés par ces derniers. Alors s'ouvrit la première période de l'histoire de l'art japonais, celle dite sino-coréenne ou de l'impératrice Suiko (552 à 644).

Par une insigne bonne fortune, un des plus anciens sanctuaires japonais, le temple de Horyûji bâti entre 593 et 607 dans un site magnifique des environs de Nara a, jusqu'à nos jours, résisté aux ravages des incendies et des guerres civiles. Dans un de ses édifices, on peut encore admirer le tabernacle tamamushi qui appartient à l'impératrice Suiko. Ce reliquaire en forme de pagode dont le *Kokka* a donné d'excellentes photographies (n° 182, juillet 1905) comprend trois parties : le daizu ou base, le sumiza ou trône et le kyûden (sanctuaire). Les portes doubles du sanctuaire sont décorées de Bodhisattvas, aux longues écharpes flottantes pleines d'élégance. Sur les quatre panneaux du « trône, » des peintures religieuses exécutées en mitsuda (siccatif obtenu en faisant bouillir de la litharge avec de l'huile), de couleur jaune et rouge sur fond noir, représentent : une adoration des restes du Bouddha par deux personnages symétriquement accroupis sur des piédestaux, de chaque côté d'un reliquaire ; — les trois phases de la légende d'un prêtre qui s'élança du haut d'un rocher pour donner son corps en offrande à un tigre, en vue de se libérer de toute préoccupation charnelle ; — la matérialisation des quatre volontés dernières du Bouddha ; — et enfin, la silhouette étrange du mont Sumi (Sumirû). Suivant certaines traditions, le tabernacle serait originaire de l'Inde. Il est certain que les dessins floraux sont nettement indo-grecs et aussi le déhanchement légèrement marqué des Bodhisattvas ornant les portes du sanctuaire et la courbe gracieuse donnée au corps du saint qui se jette dans le repaire du fauve.

Mais il est, d'autre part, intéressant de constater les analogies existant entre ces peintures et les fresques du Turkestan chinois étudiées par MM. Pelliot et Chûta Ito, remontant à l'époque des Six Dynasties et des Soei (265 à 620 après J.-C.). Ces dernières montrent l'influence indo-grecque déjà modifiée par les idées chinoises. On y retrouve les mêmes figures célestes volant dans le ciel, le même motif de l'ascète se précipitant du haut d'un rocher, figurés sur les panneaux du reliquaire tamamushi. Des sujets analogues sont d'ailleurs encore traités dans les fresques un peu postérieures des caves de Touen-houang (vers 700).

Dans les peintures de la chasse d'Hôryûji, la façon de rendre les rochers est très conventionnelle; en revanche, les arbres sont représentés avec un souci beaucoup plus grand de la réalité. En figurant les deux prêtres qui adorent les reliques du Bouddha, l'artiste a peut-être même voulu faire œuvre de portraitiste, et, dès les débuts de l'histoire de la peinture japonaise, nous trouvons ainsi esquissés les élémens fondamentaux des trois genres, religieux, semi-religieux et paysagiste, appelés par la suite aux plus brillantes destinées.

La seconde période que les auteurs japonais distinguent parfois dans l'histoire de leur art, — celle dite de Tenchi I<sup>er</sup> (647-710) n'est en somme que la continuation de la période précédente. On doit néanmoins signaler durant celle-ci un fait capital : l'ouverture directe des relations avec la Chine dont l'unité avait été reconstituée par les Soei (590-620). Dès la seconde moitié du vi<sup>e</sup> siècle, les Tang qui leur succédèrent (620-907) étendirent leur domination sur les marches du Nord et de l'Ouest. D'une part, refoulant les hordes Toukiou, ils remirent la main sur le Pelou et, de l'autre, ils conquièrent la Corée (vers 655-661). Cet accroissement de puissance politique se manifesta d'une double façon dans l'art japonais de la fin du vi<sup>e</sup> siècle : la Chine transmet au Japon les traditions indo-grecques d'une manière beaucoup plus fidèle que ne l'avait fait la Corée durant l'époque précédente. En outre, ce dernier pays joua désormais un rôle important dans la formation de la peinture et de la sculpture japonaise. D'autres influences ne tardèrent, d'ailleurs, pas à se manifester. Les nombreuses ambassades chinoises reçues à la cour impériale apportèrent de splendides présens qui servirent par la suite à la constitution de l'incalculable trésor du Shô-so-in

par l'empereur Shomû I<sup>er</sup> (746). On peut encore y admirer de nos jours des étoffes sassanides ornées de scènes de chasse royales, de lions et de rosaces; des verreries, des objets en argent de provenance occidentale.

Les traditions indo-grecques sont surtout reconnaissables dans les célèbres peintures du Kondô (ou temple d'or) d'Horyûji qu'on a pu comparer aux fresques découvertes dans la salle centrale du palais d'Adschantâ (v<sup>e</sup> au vii<sup>e</sup> siècle après J.-C.) dans le Nizam indien. La légende veut que ces peintures aient été exécutées par le prêtre coréen Donshô qui débarqua au Japon en l'an 600, mais rien ne paraît devoir légitimer cette hypothèse. Le Kondô, dont l'édification datait des premières années du vii<sup>e</sup> siècle, fut en effet détruit par un incendie en 670 et dut être restauré, — peut-être même entièrement reconstruit durant le nengô Wadô (708-715). C'est probablement de cette époque que datent les fresques. Les figures y ont été d'abord dessinées au trait avant l'application des couleurs. Celles-ci diffèrent sensiblement de l'enluminure des écoles bouddhiques postérieures et semblent correspondre à des procédés oubliés depuis. Les verts, les rouges, les bruns et les jaunes tournés aux tons neutres et ternis par le temps y dominent. L'aspect des divinités est plus vivant, moins hiératisé que celui des images dues aux époques suivantes, les profils sont droits, les yeux horizontaux, les gestes pleins d'élégance. L'influence de l'Inde se fait en outre sentir dans les déhanchemens nettement prononcés, l'allongement canonique des oreilles, l'addition d'une fine moustache à la lèvre supérieure de certains Bodhisattvas (*Kokka*, n° 192, mai 1906). Sur les auréoles on peut distinguer des motifs analogues à ceux des décorations architecturales du temps d'Azoka (fleurs de lotus stylisées) et ailleurs des feuilles ressemblant fort à l'acanthé grecque. M. Cl. E. Maitre, dans sa très attachante étude sur « l'art du Yamato, » a fait, d'autre part, remarquer que « certains détails révèlent du moins que ces fresques ne sont pas purement hindoues : c'est ainsi que les Bouddhas y sont représentés parfois l'épaule droite à demi recouverte d'un pli d'étoffe, alors que, dans l'iconographie de l'Inde, l'épaule est toujours vue entièrement nue ou complètement cachée par une robe prenant au cou. » Les ombres sont marquées par des épaississemens et des traits plus foncés des contours. On note déjà l'emploi de conventions qui subsisteront longtemps dans l'art religieux, par



exemple le triple pli formé par des lignes concentriques renforcées en vermillon, marquant le cou des divinités.

Les leçons des maîtres coréens n'étaient d'ailleurs pas oubliées. Au pinceau d'un de leurs élèves, nous sommes redevables du très intéressant portrait de Shotoku Taishi qui dut être exécuté sous le règne de Temmu I<sup>er</sup> (673-686) et est actuellement conservé dans la collection impériale. M. S. Tajima et M. Morrison, dans son récent ouvrage, *The painters of Japan*, en ont donné de bonnes reproductions. Le grand propagateur du Bouddhisme est représenté debout ayant à ses côtés deux jeunes princes, tel un grand prêtre flanqué de ses acolytes. Il est vêtu d'une belle robe rouge plissée, coiffé d'un bonnet de soie décoré de laque très caractéristique de l'époque (en usage de 673 à 697 seulement) et tient dans ses mains cachées par de larges manches le Shaku, sorte de tablette d'ivoire que les nobles portaient autrefois en présence de l'empereur, comme attribut honorifique. A une ceinture très riche et par l'intermédiaire d'une double bélière, pend une longue épée droite, à poignée ciselée. Le visage assez régulier est orné d'une très fine moustache et de rares poils de barbe. Les yeux fendus en amande et les sourcils très haut placés répondent bien à l'idéal de beauté extrême-orientale. Les deux jeunes gens qui l'accompagnent, avec leur chevelure retombant de chaque côté de la figure sur les oreilles et roulée en anneaux, ont l'aspect candide d'enfants de chœur de notre moyen âge. Le portrait est tracé tout entier au trait d'encre, les ombres sont rendues par des bandes de demi-teinte accompagnant les contours et les couleurs employées sont le pourpre, le vermillon, l'ocre-noire, le jaune, le bleu-vert et l'argent. Certains noms de peintres de l'époque sont encore très caractéristiques de leur origine coréenne. Tel est le cas pour Komaeshimaro (littéralement : personne maître peintre du Koma) qui fut naturalisé vers 660.

### III

Avec la première moitié du VIII<sup>e</sup> siècle s'ouvre pour le Bouddhisme japonais une époque particulièrement glorieuse. C'est celle des souverains bâtisseurs de temples (Shōmu I<sup>er</sup> : 724-748 ; l'impératrice Kōken) et des grands bonzes prédicateurs revenus

de Chine après avoir été y étudier les textes sacrés. Ils fondèrent des sectes très nombreuses : Hossô, Sanron, Jôjitsu, Kegon, etc., parmi lesquelles l'école Mikkyô ou mystique tint une place toute particulière. Par leur intermédiaire, la culture chinoise des Tang parvenue à son apogée commença à rayonner sur le Japon et, suivant la jolie comparaison d'une antique poésie, la capitale, « Nara, la verdoyante, s'épanouit comme une fleur embaumée. » Ce fut désormais la Nara-no jidai ou « époque de Nara. »

Les peintures qu'elle inspira sont malheureusement assez rares, et ceci peut s'expliquer par cette observation que l'architecture et la sculpture étaient alors jugées plus facilement utilisables pour l'instruction des foules. N'en a-t-il pas d'ailleurs été de même durant une bonne partie de notre moyen âge ? On ne sait plus rien des cinquante sortes de paravens et d'écrans peints portant des paysages et des scènes de fêtes énumérés dans le registre des offrandes du Tadaïji, non plus que des quarantevingt-dix effigies de Rakkans décrites par celui du Daiôji.

De rares peintures ornant des panneaux de chasse montrent l'empreinte très sensible du style des Tang et ont déjà presque entièrement perdu les caractéristiques des fresques de Horyûji. L'artiste s'attache alors surtout à exprimer une idée principale, celle qu'on appelait alors Yemman (vertu pleine et entière), sans chercher à donner aux images des dieux une individualité quelconque. Le trésor du Shôsoin conserve une admirable peinture exécutée à l'encre de Chine sur toile de chanvre (*Kokka* n° 216, mai 1908) où l'idéal nouveau se trouve quintessencié. Cette esquisse sommaire, mais pleine de promesses, ne tire ses effets que de la vigueur du coup de pinceau et de la sobriété du trait affectionnés des maîtres Tang. La divinité portée sur un nuage est très remarquable par sa physionomie largement indiquée et l'aisance du mouvement de ses bras. Tout autour d'elle de longues écharpes s'envolent et viennent encore ajouter au charme de l'effet décoratif obtenu dans cette peinture caractéristique de l'ère tempyô (729-748).

Il est non moins important de signaler l'éclosion de tendances vraiment japonaises très probablement nées de la transformation des élémens artistiques coréens des époques précédentes. Les peintres semblent s'être alors reposés de la solennité des images de Bouddhas et de Bosatsu, en représentant des divinités

secondaires, des Devas du genre de cette Kichijô tennô considérée par le peuple de l'époque comme l'idéal de la beauté féminine. Une œuvre très illustre du temple Yakushiji en Yamato nous montre cette Aphrodite connue également sous le nom de Devi de Buangu, s'avancant gracieuse et souriante, revêtue d'une robe presque transparente qui rappelle, par sa forme ample et ses longues manches, les vêtements des princesses du sang de l'époque. Elle est nimbée et tient à la main la pêche mystique : seuls ces attributs veulent rappeler son origine divine. On sent que l'artiste s'est efforcé de lui donner une beauté toute humaine (reproduit dans l'ouvrage de Morrison, *loc. cit.*).

Très proches parentes de cette image de Kichijô-tennô sont les peintures décorant un paravent de six feuilles du Shôsôin. (*Kokka*, n° 226, mars 1909). Si l'on en croit une inscription du registre des offrandes de ce trésor, ce byôbu (paravent) doit être daté de l'année 756. Certaines parties ont été primitivement décorées d'applications de plumes, mais celles-ci ont depuis longtemps disparu, et on ne retrouve actuellement que quelques brins de duvet sur les vêtements. Les robes et les coiffures flottantes, ou formant une sorte de turban, des beautés figurées sont fort analogues à celles d'une statue de Kichijô tennô, en bois peint, du Jôruriji. Les visages d'une aimable rondeur expriment une bonté un peu naïve, l'exécution des draperies est fort souple et l'attitude générale d'une simplicité en complète opposition avec la stylisation hiératisée chinoise. En revanche, les paysages servant de cadres aux jeunes femmes sont vraiment Tang dans leur façon vigoureuse de rendre les rochers et les arbres fleuris. En ce sens, il est très intéressant de rapprocher ce paravent des Senzui byôbu (paravens à paysages) postérieurs dont il est l'ancêtre. Et par là se montre une fois de plus l'admirable continuité de l'évolution artistique japonaise.

#### IV

En 794, l'empereur Kwammu I<sup>er</sup> (782-805) transporta la capitale à Heian, la ville qui devait devenir par la suite Kyôto et ouvrit ainsi l'ère dite Heian-no jidai (794-1185). Politiquement celle-ci se divise en deux époques principales : la première s'étendant de 794 à 885 correspond à l'affermissement de la

puissance impériale, la seconde voit, au contraire, l'accession au pouvoir de la famille Fujiwara dont les membres visèrent au rôle de maires du palais. Au point de vue particulier de l'histoire de la peinture, il semble plus exact de distinguer les deux périodes suivantes qui formèrent comme deux nouveaux anneaux de la longue chaîne à laquelle on peut comparer le développement de la peinture japonaise : de 794 jusque vers 930, apogée des écoles bouddhiques et lente assimilation des idées étrangères : de 930 à 1167, transformation complète de ces dernières par le génie national et naissance véritable de l'art laïque.

Le règne de Kwammu I<sup>er</sup> est illuminé de la gloire qu'il acquit en restaurant le gouvernement et en imprimant aux beaux-arts une impulsion nouvelle. La peinture prit sa revanche sur la sculpture en regagnant le temps perdu durant l'époque précédente. Elle utilisa pleinement les idées artistiques de l'apogée des Tang et rajeunit son inspiration religieuse aux sources des doctrines bouddhiques Tendai et Shingon introduites la première par le prêtre Saigyô (Dengyô Daishi) et la seconde par Kukai (Kôbô Daishi). Cette période religieuse est celle de la foi mystique. La doctrine ésotérique prêchée appartenait, comme celle des autres sectes japonaises au Mahâyana, ou « grand véhicule, » école datant du concile tenu à Djâlandhara sous le règne de Kanichka au milieu du premier siècle de notre ère. Il est indispensable de l'analyser rapidement pour comprendre la portée des images religieuses de l'époque de Heian. Elle reconnaissait des Bouddhas éternels n'ayant jamais passé par la condition humaine (Dhyani Bouddhas), des Dhyani Bodhisattvas chargés de la direction et de la protection du monde et des Bouddhas humains dont le principal était Sakya Muni en sa qualité d'« envoyé du Bouddha éternel. » Mais les sectes précédentes reconnaissaient pour principal Dhyani Bouddha Amida, tandis que celles de Shingon et de Tendai donnent la première place à Dai nichî Nyôrai (Vairocana), intelligence suprême dont toutes les autres divinités, Amida, par exemple, ne sont que des transformations secondaires. Au-dessus de Dainichi Nyôrai trônent les Bodhisattvas Fugen, « celui qui répand la sagesse, » représenté généralement sur un éléphant et le bon Kwannon, dieu de la charité, puis enfin Sakya Muni.

Une place à part doit être faite aux Myô-o, « grands rois lumineux, » personnifiant les instincts violens opposés à l'intelli-

gence, descendants des génies sivaïques et des démons malfaisants du lamaïsme, mais dans le Bouddhisme japonais, mis au service de Dainichi Nyôrai contre les Asûras ou mauvais esprits. Le principal d'entre eux est Fudô, le dieu du glaive et du lacet, flanqué de ses acolytes Kongara et Seitaka, émanations des Bodhisattvas Kwannon et Miroku comme lui-même l'est du Bouddha suprême.

La doctrine ésotérique se proposait en outre de détruire l'illusion des sens et d'éteindre les passions par l'ascétisme et l'absorption de l'esprit et du corps dans l'essence du monde, atteignant par là le but le plus profond du Bouddhisme. Elle était très fortement imprégnée de symbolisme : L'image des dieux était souvent remplacée dans les textes de la secte par des caractères sanscrits bien calligraphiés. Kôbô-Daishi réglementa les rites et les symboles en créant des canons (giki). Mais il fallut faire comprendre au peuple cette doctrine très élevée et la matérialiser à ses yeux. De là la multiplication des cérémonies et en particulier des kajikitô (incantations et prières) pour implorer le secours de la divinité contre les calamités naturelles, vaincre les maladies et les ennemis. Le peuple s'efforça d'attirer les bénédictions du Bouddha sur la terre en faisant œuvre pie, en bâtissant des temples et surtout en les peuplant de statues et de peintures. De là le grand nombre des prêtres qui manièrent le pinceau ou le ciseau pour la plus grande gloire de la divinité. On s'efforça de donner aux fidèles une représentation complète du paradis : dans des Mandalas ou « ensembles parfaits, » fut figuré l'univers par le groupement des divinités principales. On sait que Kôbô Daishi en personne créa un de ces Mandalas dans le temple Toji de Heian au commencement du ix<sup>e</sup> siècle.

La période de Heian produisit des peintures et des statues dans lesquelles on s'efforça de révéler la personnalité de chaque dieu, par l'expression autant que par l'attitude données à son image. La première place fut accordée désormais aux divinités dont l'individualité se trouvait le plus fortement marquée, à ces dieux en colère que sont les Myô-ô : on voulut inspirer ainsi au peuple une crainte salutaire. En revanche, les Bouddhas et Bodhisattvas détachés de tout désir et noyés dans la béatitude céleste furent exprimés par des images majestueuses, mais en même temps pleines de grâce et de beauté. Il est à remarquer, d'ailleurs, que les traditions artistiques chinoises venaient agir



dans le même sens que les nouvelles doctrines religieuses. Les artistes de la belle période Tang aimaient les conceptions puissantes et les exécutions vigoureuses, cherchant principalement à faire de la peinture « un écho de l'esprit » (Ch'i yün), à exprimer au moyen du pinceau les qualités essentielles de l'âme, suivant en cela le premier des principes enseignés dès la fin du v<sup>e</sup> siècle par Sie-ho.

Un des plus anciens en date des « dieux en colère » est le Kongo Rikku (un des cinq vidya-rajās) attribué à Kukai (nom posthume : Kôbô Daishi, 774-835), le grand apôtre de la secte Shingon et en même temps peintre et calligraphe distingué. Cette œuvre avait été prêtée à l'exposition anglo-japonaise de 1910 par les temples du Kôyasan dans la province de Kii auxquels il appartient d'une manière indivise et elle figure dans le catalogue publié à cette occasion sous le n<sup>o</sup> 1. La divinité accroupie sur un trône en forme de fleur de lotus largement ouverte est entourée de flammes stylisées d'une très curieuse façon. Celles-ci ressemblent à certains très anciens motifs qui existent sur les poteries et les miroirs chinois de l'époque Han. L'auréole est faite d'autres flammes en spirales. Malgré ses yeux exorbités et ses dents saillantes, l'image du dieu est loin d'être aussi terrible que celles de deux Ki Fudô conservés au Manjuin du Onjôji. Si l'on en croit la légende, l'un de ceux-ci aurait été exécuté en 838 par le prêtre Kukô sur l'ordre de Enshin, à la suite d'un songe de ce dernier, et sa vue porterait malheur.

L'autre, reproduit dans le *Kokka* (n<sup>o</sup> 240, mai 1910), est debout sur un rocher. Tous ses muscles saillants rendus d'une façon conventionnelle, mais très vigoureuse semblent tendus pour l'effort, sa face est crispée dans un terrible rictus qui retrousse la lèvre supérieure sur des crocs effrayants : c'est une bête fauve divine que cet exécuteur des hautes-œuvres du Bouddha. Les contours sont exécutés au trait vermillon ainsi que tous les muscles et les trois plis quasi canoniques du cou. Les tons neutres bistre, brun et verdâtre de l'ensemble sont rehaussés par le vêtement rouge qui tombe de la ceinture et par les applications d'or des bijoux. Non moins célèbre que les deux précédents est un troisième Fudô du Myô-ô-in sur le Kôyasan. Celui-ci est dû au prêtre Enchin que l'on connaît surtout sous son nom posthume de Chishô-Daishi (814-892), qui était le propre neveu de Kukai et, comme ce dernier, voyagea en Chine où il resta



six années. A son retour, il fonda la branche Jimon de la secte Tendai et fut successivement supérieur des bonzes de plusieurs temples. Son Fudô, connu sous le nom de « Fudô rouge » à cause de la couleur donnée à son corps, est considéré comme une des œuvres les plus caractéristiques de l'art inspiré par la doctrine de l'ésotérisme. Son attitude diffère beaucoup de celle des autres images divines énumérées ci-dessus. Le peintre a voulu donner l'impression de la puissance calme mais irrésistible et fatale. Il est assis sur un rocher dans la pose du latita, la jambe droite pendante et la gauche repliée, le coude appuyé sur la pierre. Dans sa main droite, il tient le glaive entouré d'un dragon et dans la gauche le lacet. Un de ses deux jeunes assistants possède un aspect enfantin plein de candeur. C'est un lointain descendant des jeunes princes accompagnateurs de Shôtoku-Taishi dont nous avons déjà eu l'occasion de parler : Par là le vieux courant artistique coréen, en voie de transformation japonaise, manifeste sa grande vitalité.

L'archipel recevait d'ailleurs encore des émigrans coréens. L'un d'entre eux, demeuré célèbre : Kudara Kawanari (782-853) était tout à la fois un soldat et un peintre. Les ouvrages anciens racontent qu'il fut souvent appelé au palais impérial pour le décorer, ses peintures étant fort admirées pour leurs qualités de mouvement et de vie. Il reçut toute une série d'honneurs : vice-gouvernement du Mimasaka (en 823), puis du Harima (ère 834-847) et d'Aki. Quatre volets peints autrefois au Kozôji et appartenant aujourd'hui à la collection Kashiwagi de Tokyô seraient dus à son pinceau.

Dans une image de Zennyô Ryûwô, roi des dragons et en cette qualité grand distributeur de pluies bienfaisantes (temple Kongôbuji, *Kokka*, n° 227), attribuée à Jôchi disciple peu connu de Kukai, on peut, en revanche, discerner l'influence chinoise Tang très nettement marquée. Celle-ci se manifeste dans la distinction sévère de l'ensemble, dans la sobriété du geste du génie et dans l'ordonnance parfaite des draperies.

Parmi les plus belles « divinités tranquilles » de la première moitié du ix<sup>e</sup> siècle, le portrait de *Yemmaten* (Yama Deva; *Kokka*, n° 221, octobre 1908) de la collection de M. Tomitaro Hara, doit être cité. Le dieu assis sur son bœuf témoigne d'une grâce hautaine. Son visage régulier, ses yeux demi-fermés surmontés de sourcils en arc parfait expriment un idéal plein de

mysticisme. Le dessin est exécuté au trait vermillon accompagné d'une bande ombrée de même nuance. Quant aux couleurs des vêtemens, elles sont assez semblables à celles des peintures déjà étudiées : robe rouge à petits décors bleus et verts, écharpe rouge doublée de vert.

L'ère Kônin (810-823) vit enfin naître le genre semi-religieux. Le Tôji de Kyôto conserve avec un soin jaloux une suite de sept peintures représentant les fondateurs de la secte Shingon. Deux d'entre elles sont attribuées à Kôbô Daishi (Ryûchi et Ryûmyô). Les autres auraient été rapportées de Chine par ce dernier, et l'une d'entre elles est datée de 821. Ces peintures, au coloris un peu plat, mais visant à un certain réalisme, sont bien les ancêtres des si nombreux portraits de prêtres des époques suivantes. Les maîtres Tang avaient d'ailleurs déjà porté ce genre à la perfection en Chine.

Les premiers auteurs européens qui ont écrit sur l'art japonais ont pu paraître étonnés de voir surgir un talent tel que celui de Kanaoka. La chose ne doit plus surprendre maintenant que nous connaissons les œuvres qui, du VII<sup>e</sup> au IX<sup>e</sup> siècle, ont préparé les hautes réalisations effectuées par le fondateur de la famille Kose ou ses contemporains. Son génie est un aboutissement, et non un point de départ. Avec lui, la peinture bouddhique a atteint presque son apogée. Les renseignemens fournis par les auteurs japonais au sujet des dates de sa naissance et de sa mort sont assez contradictoires. Il aurait vécu sous les règnes de cinq empereurs différens qui gouvernèrent de 859 à 930. On sait d'autre part que l'empereur Uda (règne de 888 à 897) lui ordonna de peindre les portraits de neuf sages fameux et qu'en 928, l'empereur Daigo lui confia une nouvelle commande. Enfin, d'après une tradition de sa famille, il ne serait mort qu'en 987... M. Morrison a essayé, dans son récent ouvrage, d'éclaircir le problème et a émis l'hypothèse suivante : l'empereur Uda aurait recouru au talent du peintre non durant la courte période de son règne, mais après s'être retiré dans l'Inkyô (on sait, en effet, qu'il vécut dans un couvent jusqu'en 930.) La période d'activité de Kanaoka se serait alors étendue des environs de 928 à 987. Comme celle de tous les artistes fameux, sa biographie contient une foule de légendes plus ou moins vraisemblables ; on le fait d'ailleurs passer pour l'auteur de nombreuses peintures dont l'attribution est peu certaine. Parmi les

plus probables, on peut citer un Juichimen Kwannon (Kwannon aux onzes faces) de la collection du marquis Kaôru Inoué. Il aurait exécuté en outre les images de Jizô, de Yakushi Nyôrai, de Bishamonten, d'Amida Sanson, du dieu du tonnerre et de celui du vent; les portraits de Shotoku Taishi, de Kamatari Koto-buko, etc.

De grandes discussions se sont élevées autour d'un célèbre paysage : *la Cascade de Nachi*, appartenant à M. Tetsuma Akaboshi de Tokyô. A notre avis comme à celui de plusieurs critiques japonais, cette œuvre admirable ne paraît pas avoir été exécutée avant la fin du XII<sup>e</sup> siècle et n'est pas due à Kanaoka. Nous aurons d'ailleurs l'occasion d'en reparler.

Si les œuvres indiscutables du grand Kose sont peu nombreuses, il est du moins possible d'apprécier la splendeur de l'art religieux de son époque d'après quelques peintures conservées au Japon. Il nous suffira de signaler le Miroku Bosatsu du Hôzanji (*Kokka*, n° 188). Aucune expression n'en appréciera assez la grandeur, l'élégance sans maniérisme, la splendide couleur rouge des draperies. Par quelques détails cette image sacrée se souvient encore des fresques de Hôryûji, mais l'influence Tang, elle-même sur le point de se trouver japonisée, est venue modifier l'ensemble de façon très marquée.

#### IV

Durant la seconde partie de l'époque des Fujiwara (950-1160), le Japon s'engage franchement dans une voie purement nationale. Vers la fin du IX<sup>e</sup> siècle, la dynastie chinoise des Tang était en pleine décadence. Le gouvernement japonais jugea inutile de conserver des relations officielles avec l'Empire du Milieu. En 894, un décret supprima l'ambassade résidant à Si-N'gan. Seuls des religieux avides de doctrines nouvelles et quelques particuliers traversèrent la mer à de longs intervalles sans que leurs voyages aient eu une influence appréciable sur l'art contemporain de leur pays. Si le prêtre Chônén rapporta de Chine quelques peintures Song dès l'année 987, celles-ci furent peu appréciées jusqu'à la fin du XII<sup>e</sup> siècle. L'art japonais avait lentement absorbé les idées Tang et s'en trouvait comme sursaturé. Il lui fallut une longue période de recueille-

ment national avant d'être à même de s'assimiler de nouvelles notions.

Politiquement, l'époque des Fujiwara est marquée par un affaiblissement de la puissance impériale. Le Japon n'était pas encore mûr pour la centralisation, et de longues luttes féodales allaient encore être nécessaires pour faire disparaître les multiples barrières intérieures du pays. Ayant perdu tout esprit guerrier, les Mikados du <sup>x</sup><sup>e</sup> siècle se placèrent sous la tutelle de la famille Fujiwara. Leur pouvoir devint rapidement nominal. Ils vécurent confinés dans leur palais de Kyôto entourés du respect qui se rattachait à l'idée de leur origine divine, se retirant même très souvent plus complètement du monde en entrant en religion. De 823 à 1338, sur 43 empereurs, 23 abdiquèrent et 3 furent déposés. La cour impériale, le Gôshô, soumise aux influences féminines, menait une existence toute de dilettantisme, se complaisant dans les tournois poétiques et les fêtes où se déployait un faste extraordinaire. Les mœurs y étaient très légères, mais l'étiquette extérieure fort sévère. Les Fujiwara, dont la suprématie datait de l'année 888 où ils avaient obtenu la charge héréditaire de Kambaku, ne tardèrent pas eux-mêmes à subir l'influence déprimante du milieu et se lassèrent d'exercer le pouvoir, confiant l'administration à des sous-ordres et préparant ainsi leur propre perte. La corruption des mœurs devint générale.

Il n'était pas jusqu'au bouddhisme qui ne se fût modifié. Poussé par le désir des honneurs, le clergé était peu à peu tombé sous la domination de l'aristocratie. En se faisant l'instrument de la puissance d'une caste, il perdit beaucoup de sa dignité. Un tel état de choses devait avoir fatalement sa répercussion sur l'art religieux : l'idéal étant moins élevé, les œuvres perdirent beaucoup de leur majesté. On s'attacha surtout désormais à peindre de « beaux dieux, » et la forme tua l'esprit. L'époque précédente s'était efforcée d'individualiser les divinités par l'attitude générale, les particularités physiques et l'habillement. Les détails extérieurs absorbèrent bientôt toute l'attention de l'artiste aux dépens de la puissance de la conception.

Le prêtre Eshin (genshin) (942 à 1017), d'abord disciple de Jitsuye Sôjô, tenta de sauver la religion en la rendant plus compréhensible aux foules. Il se retira au monastère Eshin-in sur le mont Hiei et y composa plus de soixante-dix ouvrages de

théologie, fruits de ses longues méditations. Le plus célèbre de ceux-ci fut le *Wôyô-Yôshû*, terminé en 983. Il fixa pour but aux fidèles l'accession au Gokuraku Jôdô, dont il décrit les merveilles en ces termes :

« La région surnaturelle du Jôdô est entourée d'un sextuple rempart, d'une sextuple rangée d'arbres et d'une sextuple grille. A l'intérieur est le lac des sept pierres précieuses dans lequel coule l'eau des huit vertus. Près de là se trouvent des maisons faites d'or, d'argent et de bijoux. Nuit et jour des oiseaux de tout genre se joignent en chœur pour charmer les oreilles des habitants. Fréquemment des brises rafraîchissantes glissent sous les arbres. En vérité, tout dans ces lieux divins est plein de beauté et d'élégance. » Ce paradis n'est autre que celui de Soukhavati. Pour y parvenir, il est nécessaire d'implorer sans cesse Amida. Ce dieu compatissant est d'ailleurs sans cesse occupé à sa mission de salut aidé de ses acolytes Kwannon et Seishi et suivi de vingt-trois autres Bosatsu. Le paradis de la doctrine Jôdô veut symboliser le monde idéal de la nature dont Amida est l'esprit. Le Sûtra qui porte le nom d'Amida Kyô admire les beautés de cette nature au lieu de vénérer des idées personnifiées comme le faisaient les écrits des sectes mystiques. Par ces conceptions gracieuses l'art bouddhique se trouva entièrement renouvelé ; la nature y fut introduite. Le sourire du Bouddha contemplant la terre se fit plus doux : ce fut un Nouveau Testament de miséricorde succédant à l'Ancien de terreur. Mais le pinceau était plus apte que le ciseau à rendre les grandes scènes du Jôdô. La peinture prit donc une importance encore plus grande que dans la période précédente. En outre, dans la voie ouverte par Eshin, le génie japonais, tout imprégné d'amour de la nature et très apte à une observation perspicace, trouva à s'employer de façon merveilleuse. Il fit descendre les dieux sur la terre en les peignant sous les traits de « beaux hommes. » Les artistes tinrent à réaliser des conceptions harmonieuses, susceptibles de matérialiser le bel ordre de l'univers. Enfin, l'introduction des paysages dans la peinture bouddhique créa des œuvres intermédiaires entre celles d'inspiration purement religieuse et celles uniquement laïques.

Le Sôzu (évêque) Eshin ne se contenta pas d'élaborer une doctrine, il voulut fournir des exemples. De là d'admirables peintures qui sont la gloire de la deuxième moitié du x<sup>e</sup> siècle



japonais. La plus connue d'entre celles-ci est la « Mida Raigô, » la « venue du Bouddha sur la terre, » (*Kokka*, n° 233) d'un temple du Kôyasan où Amida et 25 Bosatsu descendent du ciel sur des nuages pour aller chercher l'âme d'un saint prêtre vivant retiré dans les montagnes. L'art de Yamatoye s'y trouve annoncé par la composition soucieuse de l'effet pittoresque et par la façon de traiter le paysage. Les rochers du premier plan supportant de beaux arbres en fleurs ont la forme tourmentée de ceux des Ye-makimonos postérieurs et se souviennent de certaines œuvres Tang. Se fondant sur ces remarques, on a parfois discuté l'attribution de la peinture à Eshin, lui assignant plutôt pour date le xii<sup>e</sup> siècle. Ce que l'on ne peut nier en tous les cas, c'est qu'elle fut directement inspirée par la doctrine de l'évêque du Hiei-san.

La même observation s'applique au triptyque du Kinkai Kômyôji de Kyôtô (*Kokka*, n° 224) portant le nom de « Yamagoshi no Mida, » « passage de la montagne par Mida » et qui aurait été exécuté durant l'ère Shôriaku (990-994). Les trois divinités : Amida et ses acolytes, apparaissent à mi-corps sortant radieusement d'une chaîne de montagnes, telles que, — suivant la tradition, — elles apparurent en rêve à Eshin sur le Hiei-san. Il est fait dans leurs images un très habile emploi des applications de filets d'or dites Kirikane. Les montagnes émergeant des nuages et couvertes de verdure ont des contours renforcés en bleu comme dans les Senzui Byobû, du xii<sup>e</sup> siècle. Deux paravens latéraux représentent des scènes du Paradis et du Purgatoire.

Un fait vient s'ajouter à tous les précédens pour montrer comment la peinture laïque japonaise sortit peu à peu de l'art bouddhique : Motomitsu, fondateur de la très yamatisante école des Kasuga, fut d'abord l'élève de Kose Kimmochi, le petit-fils du grand Kanaoka et commença par exécuter des Butsuzô (images bouddhiques), telles que l'Avalôkitésvara du Tôji à Kyôtô. D'origine illustre, — il appartenait à la branche Kanin des Fujiwara, — il reçut différens titres honorifiques, tels que ceux de Takumi no kami (chef du bureau des Constructions) et d'Echizen no mori (gouverneur de la province d'Echizen.) Il créa une technique nouvelle consistant à tenir le pinceau obliquement par rapport à la soie ou au papier. Vers le Nengô Kwankô (1004-1011), ses œuvres étaient fort goûtées, ce qui explique sa nomination d'Edokoro-no Azukari (chef du bureau de peinture,



sorte de ministère des Beaux-Arts de l'époque). A sa suite, ses descendants immédiats, puis les Tosa devinrent en quelque sorte les peintres officiels de la Cour. C'est à son petit-fils Takayoshi (vers 1072-1076) que revient l'honneur d'avoir porté au plus haut point la gloire des Kasuga. L'œuvre la plus importante exécutée par celui-ci fut l'illustration du célèbre roman de Murasaki Shikibu, le *Gengi Monogatari* (datant de l'an 1004.) Par elle, on peut se rendre compte des tendances de l'école. La peinture est essentiellement décorative; le coloris en est éclatant, mais parfois un peu épais. On sent, en outre, une certaine gaucherie et de la raideur dans les attitudes. Le mode conventionnel de représentation de ses personnages a reçu au Japon le nom de *Hikime Kagihan* (littéralement : « les yeux linéaires et les nez comme des clefs. ») L'artiste nous représente ses héros sous la forme de courtisans d'allure fort distinguée, de dilettantes, discutant gravement de choses futiles tout en s'efforçant de déranger le moins possible les plis de leurs amples vêtements empesés. (*Kokka*, n° 182, juillet 1905). Le luxe des ors et des brillantes couleurs rend admirablement la somptuosité des étoffes. L'école de Kasuga, en un mot, est en complet accord avec les mœurs et les goûts de l'époque. Les paysages sont traités de manière très simple et primitive, la perspective fait à peu près défaut. En revanche, le peintre s'efforce de donner une reproduction exacte des intérieurs en faisant disparaître les cloisons mobiles servant de murs aux maisons.

Une tendance très différente de la nouvelle peinture laïque japonaise apparaît dans l'œuvre de Kakuyû (1053-1140.) Celui-ci fut durant une partie de sa vie *dai-sôjô*, — c'est-à-dire archevêque, — de Toba, d'où son surnom de Toba Sôjô et celui de Toba-ye donné à ses dessins humoristiques. On doit voir en lui le grand fondateur du style Yamatoye dans son expression la plus énergique. Ses peintures sont de deux sortes. Dans trois *maki-monos* en noir conservés au temple Kôsanji en Yamashiro, il paraît avoir fait œuvre satirique en remplaçant les hommes par des animaux à la façon des fabulistes. De tels croquis, pleins d'une vie débordante, ne sont certes pas ceux qu'on pourrait attendre d'un grand prêtre bouddhiste. Il semble qu'il se soit proposé pour but de railler les mœurs de son époque, mais, par malheur, la plupart des allusions contenues dans ces merveilleux dessins nous échappent forcément (*Kokka*.)

Dans l'illustration de la légende du Shigisan-Engi, Kakuyû inaugure un genre tout autre qui sera porté à la perfection par les maîtres du commencement de l'époque de Kamakura (1185-1337). L'œuvre a été exécutée sous la forme dite *ye-makimono* et le moment semble venu de parler de cette dernière. C'était un rouleau de peintures se développant dans le sens de la largeur, différant en cela des *kakemono* destinés à être pendus et traités en hauteur. Les plus anciens *ye-makimono*s actuellement conservés semblent remonter au ix<sup>e</sup> siècle. Le genre aurait même existé antérieurement si l'on en croit un passage du *Genji-monogatari* : on l'employa pour illustrer des romans ou des légendes. Dès l'époque de Nara (710-794), des écrits bouddhiques présentés sous la même forme de rouleaux étaient ornés de quelques peintures. Mais dans ceux-ci, l'illustration subordonnée au texte pour renforcer certains de ses enseignements, n'occupait qu'une place secondaire. Peu à peu, les choses furent inversées et le texte, à son tour, réduit à quelques lignes, ne servit plus qu'à élucider le sens des figures. Le *ye-makimono* allait devenir un merveilleux instrument entre les mains des maîtres *yamatisans*. Sa forme rendait en effet facile le développement de longues scènes où pouvaient se grouper de nombreux personnages. Les sujets traités dans le *Shigisan-engi* sont pourtant encore assez simples. Ils mettent bien en lumière le talent simple et nerveux de l'artiste. Le coloris est sobre et les tons neutres dominant. On voit que Toba Sôjô attache bien moins d'importance à la couleur que ne le faisaient les Kasuga. Toute son attention se concentre en revanche sur l'expression des physionomies ; celles-ci perdent leur impassibilité dont elles font preuve dans les œuvres de Takayoshi et de ses successeurs.

Bientôt va commencer une période de transition entre l'époque efféminée du Fujiwara et l'ère guerrière de Kamakura. Elle a reçu le nom de Heike-jidai (1160-1181). Profitant de la faiblesse du gouvernement, la noblesse s'était rendue indépendante et, fortifiée dans ses châteaux, narguait le pouvoir central. Deux familles ne tardèrent pas à se signaler entre tous les autres clans militaires : les Minamoto (ou Gen) et les Taira (ou Heike). Les premiers étaient solidement établis dans les provinces de l'Est (le Kantô), les seconds cherchaient à dominer dans la région de Kyôto. Elles entrèrent en lutte pour la suprématie devant un empereur impuissant à maintenir l'ordre. Les

campagnes de Hôgen (1156-1158) et de Heiji (1159-1160) assurèrent le triomphe du Taira Kiyomori. Celui-ci ne sut garder aucune mesure dans sa victoire. D'un caractère violent et brutal, il s'adonna à une vie de débauche qui dura jusqu'à sa mort (1181). Durant cette période, les caractéristiques de l'art japonais restèrent sensiblement les mêmes. La société profitant de ce que la paix était rétablie pour quelques années oublia vite les horreurs de la guerre civile et la leçon ne porta pas. Plus que jamais elle se livra au tourbillon des fêtes et de telles circonstances furent peu favorables à l'éclosion d'idées nouvelles.

On doit pourtant noter l'importance prise par les peintures destinées à l'ornementation d'écrits sacrés très soigneusement calligraphiés. C'était là reprendre une vieille tradition remontant, comme nous l'avons vu, au VIII<sup>e</sup> siècle, mais en la modifiant par l'introduction d'illustrations profanes dans les écritures bouddhiques, en vue de commenter le texte. Le temple de Kumodera dans la province de Suruga possède en ce genre 18 rouleaux exécutés dès l'époque de l'empereur Toba (1108-1123). Mais les plus célèbres de ces œuvres sont celles de la période Heike jidai. En 1164, Kiyomori offrait au temple d'Itsukushima dans la province d'Aki une série de makimono consacrés au texte Hokekyô. La calligraphie en était due à 32 membres de la famille Taira. Le fond de ces makimono est somptueusement décoré d'or et d'argent en poudre et en feuilles. Les peintures accompagnant le texte consistent en utaye (dessin ornant des poésies), en ashide-ye (peintures sous la forme calligraphique) et en scènes d'intérieur pleines de charme, exécutées avec la minutie d'un miniaturiste de notre moyen âge. Les couleurs sont très brillantes et assez épaisses (*Kokka*, n° 318, juillet 1908).

Une autre sorte de manuscrits enluminés de la fin de l'époque des Fujiwara se présente sous la forme de volume relié dite Yamato-toji (littéralement : reliure du Yamato).

Dans l'exemplaire du *Hokekyô* appartenant à M. Riichi Uyeno d'Osaka (*Kokka*, n° 199, décembre 1906), le texte n'est pas interrompu par les peintures, dispositif qui produit, au premier abord, un singulier effet sur l'œil de l'observateur non prévenu.

Un troisième genre de peintures doit être enfin cité. Elles

différent des précédentes par la forme d'éventail de leur encadrement (manuscripts du temple Shitennoji, d'Osaka, datant de 1170 environ, *Kokka*, n° 204, mai 1907). Les sujets traités sont en outre plus variés : l'artiste inconnu n'a pas reculé devant la représentation de scènes populaires, chose nouvelle pour l'époque, mais ses personnages conservent une allure compassée et leurs traits sont encore rendus d'après toutes les conventions chères aux maîtres Kasuga.

Il fallut le fer rouge d'une nouvelle guerre civile plus violente encore que les précédentes pour purifier les mœurs, régénérer la philosophie japonaise et fournir aux beaux-arts de nouveaux élémens d'inspiration.

## V

Les Heike avaient à leur tour perdu leurs qualités guerrières. Le Minamoto Yoritomo en profita pour soulever le Kantô, et la mort du grand Taira Kiyomori (1181) amena la ruine définitive de son clan après une guerre de cinq ans. Yoritomo victorieux et proclamé Sei-i-tai shogun en 1196, établit sa cour à Kamakura qui devint la capitale de l'Est. Là régnèrent les mœurs austères des soldats qui pratiquaient la belle morale du Bushidô tout imprégnée du sentiment de l'honneur et du culte des vertus militaires. Pendant ce temps, à Kyôto, continuait à régner un fantôme d'empereur entouré d'une cour efféminée et dissolue. Tout ce que la période dite de Kamakura (1185 à 1337) produisit de plus beau, de plus énergique, de plus national dans le domaine artistique fut inspiré par les tendances de la capitale de l'Est. L'ère des luttes n'était d'ailleurs pas close. Dès 1201, les Hôjô devinrent les ministres (Shikken) tout-puissans des successeurs de Yoritomo incapables. Ils firent et défirent les souverains à leur guise. Kyôto fut à plusieurs reprises dévastée par les émeutes et les incendies ; les bonzes eux-mêmes se soulevèrent et se mirent à porter les deux sabres des samuraï. Un vent d'héroïsme souffla partout que les victoires du Hôjô Tokimune sur les envahisseurs mongols (1274-1281) vinrent encore renforcer. En de telles circonstances, les peintres se trouvèrent naturellement portés à représenter les foules agissantes et les grandes scènes de bataille. Les vertus guerrières de l'époque et

la bonne trempe acquise par les caractères se reflétèrent dans les œuvres des maîtres géniaux que furent Mitsunaga et Keion Sumiyoshi.

La période durant laquelle travaillèrent ceux-ci, la plus glorieuse à bien des titres dans l'histoire du ye-makimono, commence vers 1180 et dure une cinquantaine d'années. Les peintres portent alors toute leur attention sur les personnages qu'ils veulent rendre vivans, tandis que le paysage ne joue qu'un rôle secondaire. En revanche, à partir de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, ce dernier fait de grands progrès et devient la partie la plus intéressante des ye-makimono. Il faut voir dans cette évolution le jeu d'un facteur nouveau : à la fin de l'époque de Kamakura, l'influence chinoise Song vient heureusement rénover des genres prêts de tomber en décadence. Depuis bientôt un siècle, elle a d'ailleurs commencé à agir sur l'art bouddhique des Takuma transformant de façon très sensible les conceptions religieuses de l'ère Fujiwara. Elle s'attaque ensuite au genre du portrait et imprègne tout ce qu'elle touche d'un caractère tout à la fois plus réaliste et plus simple. Telle est sommairement esquissée la physionomie de la grande époque artistique que nous allons étudier.

Fujiwara Mitsunaga était le petit-fils de Takayoshi. Ses traditions de famille le rattachaient donc à l'école nationale de Kasuga. Son talent est, en effet, purement japonais. Mais il sut modifier les idées de ses ancêtres en les développant dans le sens de la vie et du mouvement. En ce sens, les œuvres de Toba Sôjô ont dû influencer fortement sur sa formation. Les auteurs japonais rapportent que, dès 1173, il travailla au palais impérial à décorer les shôji (cloisons mobiles) de la salle du Shishinden réservée à certaines cérémonies solennelles. Ce ne sont pourtant pas ses œuvres de jeunesse, mais bien l'illustration des makimono qui lui ont valu d'être considéré comme le plus grand peintre de Yamato-e du Japon. Il fut, en effet, le premier à savoir utiliser complètement la largeur du makimono pour y grouper de nombreux personnages en des scènes débordantes de vie. Ce sont les foules en délire de ses « Aventures de Ban Dainagon » (collection du comte Tadamichi Sakai) ou les diableries de son Yamai zoshi (*Kokka*, n° 210) qu'un Bosch ou un Callot n'auraient pas désavouées. Dans le premier de ces makimono existe une page admirable où l'artiste nous montre un rassemblement



populaire assistant impuissant à l'incendie qui consume l'escalier du palais impérial. Il sait nous faire sentir tout à la fois l'arrêt de l'élan de la foule vers la demeure de l'Empereur et la panique qui commence à la gagner. Le coloris est assez sobre : des tons neutres sur lesquels ressortent les vêtemens bleu, rouge, orange ou jaune. Des flammèches d'un rouge vif viennent tomber au milieu du peuple poursuivi par de gros nuages d'une fumée noire. Le dessin très nerveux témoigne d'une admirable sûreté de pinceau (*Kokka*, n° 192, juillet 1903). En revanche, le paysage est indiqué de façon fort sommaire, consistant souvent en montagnes aux contours indécis se confondant avec les nuages. Aux arbres et aux habitations du premier plan, Mitsunaga donne beaucoup plus d'importance. Il se conforme d'ailleurs en cela aux traditions léguées par les époques précédentes.

Si nous revenons, à ce propos, quelque peu en arrière, nous trouvons déjà un embryon de paysage, bien naïf et bien primitif, il est vrai, dans le Kwakogenzai-ingwa-Kyô [de l'époque de Nara (710-794)]. Puis la doctrine Jôdô, au x<sup>e</sup> siècle, adjoint les scènes de la nature aux images divines. Une autre étape intermédiaire est ensuite marquée par les peintures de ces grands paravens employés dès l'époque des Fujiwara dans certaines cérémonies religieuses et portant le nom de Sensui Byôbu. Dans ces derniers, les élémens Tang sont déjà en voie de pleine transformation. Ce ne sont plus les hautes montagnes de la Chine, mais bien les plaines ondulées ou les collines des environs de Kyôto et de Nara que le peintre veut y représenter. De grands cours d'eau paisibles y déroulent leurs méandres ; de beaux arbres et des maisons aux intérieurs très souvent entre-vus par de larges baies, viennent encore égayer l'ensemble. Les Sensui Byôbu parvenus jusqu'à nous ne paraissent guère antérieurs à la fin du xii<sup>e</sup> siècle, les plus connus étant ceux du Tôji (*Kokka*, n° 187, décembre 1903) et du Jingôgi (*Kokka*, n° 236, septembre 1911). On y remarque souvent un certain impressionnisme très caractéristique du génie japonais, celui-là même que les Koetsu et les Kôrin intensifieront cinq siècles plus tard. Les contours des montagnes sont renforcés par une large bande ombrée bleue ou verte. C'est là la technique dite Mosenhō (littéralement : règle de l'exécution des contours) évidemment artificielle, mais produisant un effet décoratif très particulier.

Il restait à animer ces paysages en y introduisant de grandes



scènes à personnages. Les premiers maîtres de *ye-makimono*s le tentèrent quelquefois, mais durent le plus souvent reculer devant la difficulté. Ils préféraient d'ailleurs, sans doute, concentrer tout l'intérêt sur les personnages principaux.

Le plus brillant émule de Mitsunaga fut sans conteste Keion, son frère cadet. Il prit le nom de Sumiyoshi parce qu'il habitait cette localité dans la province de Setsu. On est assez mal renseigné sur les dates de sa vie; on sait seulement qu'il vivait encore durant le *nengô* Keinin (1201-1203). Il est l'auteur très admiré des illustrations de l'*Histoire de la Campagne de Heiji* dans laquelle Taira Kiyomori sortit vainqueur des Minamoto. Elle est pleine de scènes de bataille (*Kokka*, n° 182, juillet 1905), traitées avec un sens extraordinaire du pittoresque. On ne sait ce qu'on doit y admirer le plus du mouvement intense donné aux combats ou de la merveilleuse façon dont sont rendus les personnages et les chevaux. Ces petites bêtes japonaises, nerveuses et souvent même vicieuses, à la forme ramassée et à l'encolure courte, possèdent encore aujourd'hui la silhouette que leur a donnée Keion dans ses œuvres. Celles-ci témoignent d'une science des allures bien capable de nous dérouter, nous autres Européens, dont les peintres sont demeurés si longtemps ignorants en la matière. Keion sait utiliser une savante opposition des nuances, mais il ne tombe jamais dans les empâtements du temps des Fujiwara.

Il eut pour fils Tsunetaka, le fondateur de la célèbre lignée du Tosa. Celui-ci habita successivement Nara et Kyôto et entre autres charges honorifiques reçut celle de gouverneur de la province de Tosa : de cette circonstance provint le nom pris par son école. On sait qu'en Kenchô (1249-1255) il travailla au palais impérial. Ses principaux *makimono*s sont ceux des histoires de la fondation de Kuramadera et de la vie du prêtre Saigyô Hôshi (*Kokka*, n° 146). Ce dernier renferme des paysages d'hiver très curieusement traités, mais le mérite de Tsunetaka est loin d'égaler celui de son père, bien qu'il ait obtenu le titre de *Edokoro-no azukari*, jusque-là à peu près héréditaire chez les Kasuga.

A l'époque où florissait le talent de Mitsunaga, Takano-bu (1146-1205), appartenant à une branche différente de la famille Fujiwara, avait fondé une autre lignée de peintres surtout illustrée par son fils Nobuzane (1177-1263).

Ce dernier est l'auteur d'un certain nombre de makimono, par exemple de ceux du Kitano Tenjin Engi (histoire de la chasse de Tenjin), conservé au Kitano Juishô de Kyôto et du Keron Engi (du temple Kôzanji). Le style de ses peintures semble avoir subi tout à la fois l'influence des Kasuga et celle des Tosa. Des premiers il se rapproche par une certaine minutie et une extrême perfection dans sa manière de rendre les moindres détails, mais les attitudes de ses personnages sont moins raides et les scènes dans lesquelles ils figurent plus mouvementées. Le coloris est plus vif que ceux de Mitsunaga et de Keion et souvent rehaussé d'or. Ce ne sont peut-être pas d'ailleurs ses illustrations de légendes qui constituent le principal titre de gloire de Nobuzane, mais plutôt ses portraits.

Nous avons vu comment le genre du portrait s'implanta au Japon dès la fin du VII<sup>e</sup> siècle (Shotoku taishi) et fut mis en faveur au IX<sup>e</sup> par l'intermédiaire des images semi-religieuses (bonzes et fondateurs de sectes), mais ces dernières se souvenaient encore trop de la sculpture dont elles étaient manifestement imitées. Il fallut arriver à l'époque de Kamakura (1185-1337) pour assister au plein développement du genre : comme les illustrations des ye-makimono, les portraits se répartissent alors en deux périodes bien différentes. Durant la première, celle dont nous nous occupons actuellement, ils montrent toutes les caractéristiques de la peinture nationale Yamatoye des Kasuga : dignité des attitudes, teintes brillantes et surtout empâtements très caractéristiques de couleur blanche des visages sur lesquels les traits sont exécutés en lignes délicates. Les chefs-d'œuvre de cette période semblent être le portrait de l'empereur Goshirakawa (*Kokka*, n° 195, août 1906), datant du commencement du XIII<sup>e</sup> siècle et conservé au Myô-ô in de Kyôto et celui du prêtre Mongaku attribué à Fujiwara Takanobu (1146-1205) (*Kokka*, n° 248). — Très curieuse est aussi l'image de la divinité Nibu Myôjin (*Kokka*, n° 234) appartenant au Shintoïsme et peinte en cette qualité sous les traits d'une princesse de l'époque à la physionomie grave, aux cheveux dénoués tombant sur les épaules et vêtue d'une robe splendide toute tissée d'or, l'entourant de ses énormes plis.

A Nobuzane nous sommes sans doute redevables de la série fameuse des Agedatami Kasen, « les poètes célèbres assis sur des agedatami, » (sortes de nattes servant de sièges). Actuellement,

elle est malheureusement dispersée dans diverses collections, dont celle du vicomte Matsudaira. Un portrait du poète Minamoto no Shitago appartenant à M. Morrison semble s'y rattacher. Nobuzane a fait de visibles efforts pour bien individualiser les images des grands personnages qu'il représente et se rapprocher de la réalité, mais les procédés dont il disposait ne lui permettaient qu'imparfaitement d'atteindre ce but. Il fallut l'influence Song de la seconde partie de l'ère de Kamakura (fin du XIII<sup>e</sup> et commencement du XIV<sup>e</sup> siècle) pour mener à son apogée l'art du portrait.

Cette époque nouvelle est marquée par la pénétration réciproque des écoles. L'influence de celle des Tosa sur les peintres des autres lignées est particulièrement marquée : elle absorbe, pour ainsi dire, en elle toutes les autres écoles à tendances yamatistes de l'époque. C'est ainsi que le bonze En-i, d'abord élève de Takuma, se montre surtout disciple de Tosa dans sa « Vie du prêtre Ippen, » exécutée en 1299 (*Kokka*, n° 245, octobre 1910). La façon dont il groupe ses personnages et le mouvement qu'il sait mettre dans les scènes représentées le rapprochent même parfois des premiers maîtres de Yamatoe. Mais la grande originalité de cette œuvre comme de tout un groupe d'autres analogues, (Vie de Hōnen Shōnin, un des fondateurs de la secte Jōdō, par Tosa Yoshimitsu, de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle ; illustration du *Kasuga gongen-genki* dont l'auteur principal fut Takakane au commencement du XIV<sup>e</sup> siècle) consiste dans l'immense progrès accompli par le paysage.

On remarquera que tous les makimonos que nous venons de citer appartiennent à une série spéciale : celle des légendes religieuses. Les édificateurs de temples se proposèrent sans doute pour but de démontrer aux fidèles la raison de la construction de ceux-ci, en faisant intervenir la divinité dans le choix de leur emplacement. Dans de telles œuvres, la nécessité de la description du site amena le peintre à donner une plus grande importance au paysage. Son étude poussée, beaucoup plus loin qu'elle ne l'avait jamais été, fut d'ailleurs facilitée par les modèles chinois Song qui se répandaient de plus en plus au Japon en cette fin du XIII<sup>e</sup> siècle. Ces derniers étaient nettement caractérisés par leur recherche d'une simplicité voulue et leur emploi des teintes légères en opposition complète avec les enluminures épaisses des maîtres de Yamatoe de la période précédente.

Le coloris de Yoshimitsu et de Takakane, comme de En-i, demeure généralement clair et sans empâtement. Ces maîtres apportent toute leur attention à rendre la perspective aérienne. On a souvent fait remarquer la manière conventionnelle dont paraissent figurés les nuages que certains ont comparé à des doigts de gant. Pour expliquer ce procédé très particulier nommé Kou-le en Chine, il y a tout d'abord lieu d'observer que, dans les pays de brouillard tels que le Japon, on voit fréquemment de longues bandes brumeuses flottant en l'air et desquelles émergent les sommets des arbres, comme dans les makimono des maîtres Tosa.

En outre, M. Sentarô Sawamura, dans une étude publiée par le *Kokka*, a réuni les quelques remarques suivantes très intéressantes à recueillir de la bouche d'un Japonais. Le procédé Kou-le aurait été souvent employé en raison de la difficulté de figurer dans leur entier les montagnes élevées, par suite du peu de hauteur relative des makimono : on a alors caché leurs sommets dans les nuages, chose d'ailleurs fréquente dans la réalité. On s'en serait encore servi quelquefois pour séparer les unes des autres les diverses scènes d'un même makimono ; ou encore comme d'un moyen décoratif destiné à intensifier le reste du coloris par le contraste des masses grises des nuages ; ou, au contraire, afin d'atténuer par leur superposition des couleurs trop violentes. Par la suite, des représentans d'autres écoles, et en particulier Kano Motonobu dans ses illustrations de légendes, adoptèrent le même procédé.

Dans l'art du portrait de la fin de l'époque de Kamakura s'accomplit une transformation analogue à celle du paysage. Les enduits de couleur blanche formant le fond des visages durant la période précédente, disparaissent dans les œuvres influencées par les Song. On vise davantage au réalisme : l'emploi des couleurs légères et des ombres permet de mieux individualiser les traits des personnages. Ces progrès s'observent dans le remarquable portrait du prêtre Daitokushi remontant au milieu du xiv<sup>e</sup> siècle (*Kokka*, n° 235, décembre 1909) et conservé au temple Daitokuji de Kyôto. L'auteur inconnu a atteint la plus grande intensité d'expression dans cette physionomie très fouillée tout illuminée d'intelligence et d'énergie. Combien, à côté de cette œuvre magistrale, paraît conventionnel et froid le portrait de l'empereur Godaigo du même temple, exécuté suivant les

anciens procédés Yamatoye et attribué à Tosa Yukimitsu (première moitié du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle)!

Durant l'ère de Kamakura, la peinture religieuse est elle-même rénouvée, tout d'abord sous l'impulsion de l'art laïque, puis par l'imitation des Song.

Dès l'ère des Fujiwara, nous l'avons vu devenir plus humaine et descendre des hauteurs où l'avaient placée les sectes mystiques. Un célèbre Nehanzô datant de 1060 (*Kokka*, n° 228, mai 1909) et figurant l'entrée du Bouddha dans le Nirvânâ est déjà très voisin des peintures des Kasuga. Les disciples qui entourent le maître reposant dans le calme de l'éternel sommeil se lamentent tragiquement, et leur douleur se traduit par des poses d'une diversité et d'une variété merveilleuses, dignes d'un Tôba Sôjô ou d'un Mitsunaga. Au <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle, la tendance réaliste s'accroît. La grande école bouddhique de l'époque de Kamakura, celle des Takuma fondée par Tamenari dès le milieu du <sup>xii</sup><sup>e</sup> siècle, était d'ailleurs très proche parente des Kasuga et des Tosa et se rattachait à la même classe des maîtres de Yamatoye.

Les divinités gardiennes conservent l'aspect terrible de celles de l'époque des Fujiwara. Celui-ci s'accroît même souvent sous l'influence des mœurs de l'époque. Tel est le cas pour le Daishô Fudô Myô-ô appartenant à M. Kaoru Inoué (*Kokka*, n° 247, décembre 1909) et considéré comme un des derniers chefs-d'œuvre bouddhiques.

D'autre part, le courant artistique créé par la secte Jôdô produit des peintures où le paysage continue à être heureusement combiné avec les images divines. Derrière une Kwannon de la collection Kaoru Inoué (*Kokka* n° 253), on aperçoit des montagnes élevées d'où descend une cascade qui vient rouler torrentueuse auprès du dieu imploré par un personnage à genoux. Cette cascade veut sans doute symboliser l'abondance de la grâce divine. Dans son exécution, elle rappelle quelque peu celle du kakemono attribué parfois à Kanaoka que nous avons déjà signalé, ce qui contribue à nous faire attribuer ce dernier au <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle et non au <sup>x</sup><sup>e</sup>.

Les maîtres Song étaient plus préoccupés de rendre le beau plastique que de faire œuvre mystique. Ce souci apparaît dans les œuvres du premier des Takuma qui ait modifié le style de sa famille sous l'influence chinoise : nous voulons ainsi désigner Shôga. Celui-ci aurait été seulement un enfant d'adoption de



Takuma Tamehisa, lui-même petit-fils de Tamenari, et aurait appartenu en réalité à une branche des Kose. Il est l'auteur du paravent décoré des douze Devas du Tôji de Kyôto qui furent peints en 1192. Ces images sont délicieuses, et dénotent un sens extraordinaire de la ligne. Le dessin exécuté au trait d'encre est très ferme et les couleurs employées ont la légèreté d'un lavis. L'or est uniquement réservé aux bijoux, et l'ensemble d'une distinction suprême. Jamais le rendu des draperies n'avait été jusque-là porté à une telle perfection (*Kokka*, n° 211).

Au xiv<sup>e</sup> siècle, l'art bouddhique parvint au dernier stade de son développement. Par la suite, il ne fit plus que décliner, les idées religieuses allant sans cesse en s'affaiblissant. Sous les Ashikaga (1337-1573), les nouvelles sectes influentes, parmi lesquelles la Zen tient la première place, ne pourront enrayer cette décadence. L'esprit religieux subsistera seul et se répandra dans la nature exprimée de façon si merveilleuse par les grands maîtres de la Renaissance japonaise (xv<sup>e</sup>-xvi<sup>e</sup> siècles). Sous la double influence des élémens artistiques Song-Youën devenue prédominante, d'une part, et de la secte Zen de l'autre, le paysage atteindra à son tour son apogée.

En revanche, le genre Ye-Makimono des vieux maîtres nationaux du Yamato, celui dont nous avons essayé de raconter la naissance (xi<sup>e</sup>-xii<sup>e</sup> siècles) et l'âge mûr (xiii<sup>e</sup> et 1<sup>re</sup> moitié du xiv<sup>e</sup>), perdra beaucoup de ses qualités initiales pour tomber finalement dans la décrépitude. La perfection de la forme tuera la vigueur de la conception. Les peintres se feront miniaturistes, préoccupés avant tout du fini des moindres détails. Contre l'éclat trop grand du coloris et l'emploi exagéré de l'or, l'École de l'Encre accomplira sa réaction. L'art des Tosa se contentera dès lors de fournir de belles images destinées à distraire les loisirs des hautes classes de la société, reproduisant inlassablement d'analogues scènes de fêtes et de beaux costumes de la cour. Durant l'époque des Ashikaga, Mitsunobu (1434-1525) tenta de lui donner une nouvelle impulsion, si bien que certains historiens ont cru pouvoir lui décerner le titre de « restaurateur du vieux Tosa, » mais il faut bien remarquer que son style différa notablement de celui des grands maîtres de la belle époque, en raison de l'influence, peut-être inconsciente, mais très certaine, exercée sur son œuvre par les peintres chinois des écoles Song et Youën.

Avant de clore cette étude, nous devons accorder un souvenir ému à cette grande période de plus de deux siècles (1100 à 1340 environ) durant laquelle le génie japonais s'exprima de si admirable façon dans les makimono des Toba Sôjô, des Mitsunaga et des Keion. Elle avait été préparée par une longue période d'assimilation des idées chinoises Tang et fut l'aboutissement de ce courant national observable dans certaines œuvres, dès le VIII<sup>e</sup> siècle. Par leur pittoresque façon de rendre les foules agissantes et même les gens du peuple employés aux métiers les plus humbles (charpentiers au travail du makimono du Tengu Soshi peint en 1296 et appartenant à la collection du vicomte Akimoto Okitomo), les maîtres du début de l'ère de Kamakura se sont à leur tour montrés les vrais précurseurs de cette école d'Ukiyoe qui, à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, devait réagir contre les Écoles académiques des Tosa et des Kano proches de la décadence.

Nous croirons avoir atteint le très modeste but proposé comme fin dernière à cette étude si nous avons suffisamment mis en lumière le caractère harmonieux de l'évolution de la peinture japonaise au cours des siècles et prouvé combien cet art s'est montré logique dans son expression parce que toujours il fut en intime union avec le développement national correspondant.

Marquis DE TRESSAN.

---

## CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

---

On attendait en France, avec un intérêt croissant, le retour de M. Poincaré de son voyage de Russie. Déjà une note officielle, rédigée avec précaution par les deux gouvernemens, avait fait connaître à l'opinion attentive le caractère, sinon les résultats, des conversations de Saint-Petersbourg; mais cette note n'était pas sortie des généralités habituelles en pareil cas. Rien d'ailleurs de plus naturel : ce n'est pas dans les documens de ce genre qu'il faut chercher la pensée profonde et précise des hommes d'État qui les ont écrits. Le style en est d'habitude tout protocolaire, c'est-à-dire superficiel et sommaire. En débarquant à Dunkerque, M. Poincaré a prononcé quelques paroles auxquelles il a pu donner un accent plus personnel et plus chaud, mais qui, sur le fond même des choses, ont été empreintes de la même réserve. Il s'est contenté de dire que jamais l'alliance franco-russe n'avait été plus solide, plus vivante, plus active, et c'était là, en somme, ce qu'il nous importait le plus de savoir. Et comment aurait-on pu attendre davantage? Les journaux ont publié jusque dans le plus menu détail l'emploi des quelques journées que M. Poincaré a passées en Russie : il n'y a pas eu beaucoup de place pour les conversations politiques. Sans doute notre ministre des Affaires étrangères et M. Sazonoff ont échangé quelques propos utiles, mais trop rapides pour qu'ils aient pu y vider les questions complexes qui sont aujourd'hui posées en Europe et en Asie. Les conversations de ce genre servent à déterminer le but qu'on se propose en commun et à indiquer d'une manière approximative les moyens à employer pour l'atteindre; elles servent surtout à inspirer d'un côté et de l'autre une confiance réciproque et à dissiper peut-être de légers malentendus; mais c'est tout.

S'il en est ainsi, pourquoi la visite que M. Poincaré vient de faire

en Russie a-t-elle produit en Europe une impression si vive et donné lieu à des commentaires qui durent encore ? La raison principale en est dans la manière dont M. Poincaré a été reçu. Ce n'est pas ainsi que, d'habitude, on reçoit un ministre, fût-il même président du Conseil en même temps que chargé du portefeuille des Affaires étrangères. Il ne couche pas chez l'Empereur. On ne passe pas de revue en son honneur. On ne déploie pas autour de sa personne, quelque distinguée et sympathique qu'elle soit, un cérémonial aussi expressif. La mesure ordinaire a été dépassée, et elle l'a été, on n'en saurait douter, de propos délibéré. Lorsque, il y a vingt-deux ans, nos navires sont allés à Cronstadt, nous ne nous attendions pas à ce qu'ils fussent accueillis comme ils l'ont été : l'alliance franco-russe est sortie de l'initiative que le gouvernement russe a prise ce jour-là. Il y a eu, toutes proportions gardées bien entendu, quelque chose d'analogue dans cette nouvelle démonstration. Il ne s'agissait pas de faire l'alliance, elle est faite depuis longtemps ; mais, précisément à cause de sa durée, le bruit avait couru qu'elle avait perdu quelque chose de son énergie première. Le gouvernement russe a voulu montrer qu'il n'en était rien, et nous lui en sommes reconnaissant. Son intention a été comprise de tout le monde, et voilà pourquoi le voyage de M. Poincaré a été considéré comme un événement considérable. Il devait dès lors produire et il a produit dans les divers pays des impressions diverses. Nous disions dans notre dernière chronique que la presse allemande en avait parlé avec sang-froid ; nous ne le répéterions pas aujourd'hui. Le gouvernement allemand a été d'une correction parfaite ; il a même montré plus que de la correction, et le salut qu'il a fait adresser en mer à M. le président du Conseil, à l'aller et au retour, est un acte de courtoisie d'autant plus significatif qu'il n'était pas obligatoire. Il a fait preuve de bon goût. Mais l'opinion est devenue de plus en plus impatiente et chagrine à mesure que se déroulaient les incidents du voyage. Certains journaux ont même exprimé l'amertume de leurs sentimens dans ces termes rageurs dont ils ont et dont il faut leur laisser le secret. Qui ne connaît le poids de l'ironie germanique ?

Dans la mauvaise humeur éprouvée par l'opinion allemande il y avait de la déception. La récente entrevue de Port-Baltique a mis une fois de plus en présence deux hommes qui ont de la sympathie l'un pour l'autre et deux souverains qui sont partisans du maintien de la paix ; mais on avait voulu y mettre autre chose, à savoir l'inauguration d'une politique nouvelle dans laquelle l'alliance franco-russe

tenait une place chaque jour moins grande et qui, de diminution en diminution, finirait par se réduire à rien ; on assurait que déjà maintenant l'alliance n'existait plus que pour la forme et à la condition de ne pas y toucher, de ne pas s'en servir, car c'était le vase brisé. L'opinion allemande se complaisait dans cette illusion que les journaux s'appliquaient à entretenir. On pouvait croire à les lire, que la France, comme la Russie elle-même, ne tenait plus guère à l'alliance, qu'elle en était bien revenue, qu'à l'usage elle en avait senti le vide et reconnu l'inefficacité. Qu'avait-elle produit en effet ? Rien, affectait-on de dire : les espérances du début s'étaient peu à peu dissipées, et la France, sentant qu'elle n'avait entre les mains qu'un instrument stérile, s'en était finalement détachée.

Nous ne perdrons pas notre temps à discuter ces allégations et à en démontrer l'inanité. Dans une durée déjà longue, l'alliance a pu éprouver quelques fléchissemens accidentels et provisoires, mais si on envisage ses résultats dans leur ensemble, elle a tenu ce que les deux parties en avaient espéré. En ce qui nous concerne, elle a modifié profondément notre situation en Europe. Nous étions la veille dans un isolement qui n'avait rien de splendide, exposés à tous les caprices d'un voisin puissant, exigeant, parfois menaçant : le lendemain, la paix trouvait une garantie précieuse dans un commencement d'équilibre, qui n'a pas tardé à se compléter par l'accession de l'Angleterre à un groupement déjà imposant. Ce ne sont pas seulement nos intérêts, mais aussi notre indépendance et notre dignité qui ont été consacrés par cet état nouveau de l'Europe. Ceux qui parlent de la banqueroute de l'alliance franco-russe semblent croire qu'elle avait été faite pour la guerre et, puisque la guerre n'a pas eu lieu, ils concluent qu'elle n'a pas rempli son objet. La vérité est que, sans exclure la possibilité de la guerre à laquelle elle prenait ses dispositions pour faire face, l'alliance avait pour but principal le maintien de la paix, et ce but a été pleinement atteint. C'est pourquoi la France et la Russie sont également résolues à la maintenir, et, puisqu'on en doutait, elles ont cru loyal d'en donner une affirmation publique. Le voyage de M. Poincaré en Russie et l'accueil qu'il y a reçu n'ont pas une autre signification. L'alliance reste un des facteurs les plus importants et les plus solides de la politique générale.

Il y en a d'autres, certes ; nous n'en avons jamais douté. Est-ce pour le rappeler que M. le comte Berchtold a pris à la hâte auprès des grandes puissances une initiative imprévue, si urgente à ses yeux qu'il n'a même pas attendu, pour la produire, le retour de M. Poincaré à



Paris? Nous parlerons dans un moment de cette proposition qui a pour objet de donner de bons conseils à la Porte d'une part et aux pays balkaniques de l'autre: mais il faut auparavant dire un mot de la situation de l'Empire ottoman, de la manière dont elle se développe et des dangers qui s'y manifestent. C'est là d'ailleurs qu'on trouvera la meilleure explication des préoccupations du comte Berchtold et de la résolution qu'elles lui ont fait prendre. La situation de l'empire ottoman, en effet, est loin de s'être améliorée depuis quelques jours; les inquiétudes qu'elle inspirait déjà se sont au contraire singulièrement aggravées, d'autant plus qu'à mesure que les difficultés augmentent, le gouvernement s'affaiblit. Danger albanais, danger monténégrin, danger bulgare, danger de tous les côtés, et, à Constantinople, ébranlement continuel d'un ministère qui s'en va en lambeaux: il y a là de quoi encourager les prophètes de malheur qui, depuis si longtemps déjà, annoncent la chute imminente de l'Empire.

Nous avons plusieurs fois parlé de l'insurrection albanaise et de ses causes. La principale a été l'imprudence jacobine du gouvernement jeune-turc qui, imprégné de certaines idées occidentales, a confondu l'unité de l'Empire avec l'uniformité de ses institutions et a voulu imposer la même loi à des provinces profondément différentes. Le sultan Abdul-Hamid a commis des atrocités qui rendent sa mémoire odieuse, mais on ne saurait contester l'intelligence avec laquelle il avait compris les nécessités qui résultaient de cet état de choses. Sa politique à l'égard des Albanais les lui avait solidement attachés, et cet attachement subsistait au fond des cœurs. Les journaux ont en effet parlé d'une conspiration albanaise qui avait pour objet d'enlever Abdul-Hamid de la villa où il est prisonnier dans les environs de Salonique et de s'emparer de sa personne pour en faire sinon un chef, car très probablement le vieux Sultan n'est plus aujourd'hui que l'ombre de lui-même, au moins un instrument et un drapeau: effrayé de ce projet, le gouvernement de Constantinople aurait ordonné le transfert d'Abdul-Hamid dans un lieu resté ignoré. Nous ne saurions garantir l'exactitude de cette nouvelle, mais elle n'a rien d'in vraisemblable. Les Albanais peuvent d'ailleurs se passer d'Abdul-Hamid; ils sont assez forts par eux-mêmes. Si ce n'est pas à eux seuls qu'est due la chute du gouvernement jeune-turc, ils y ont contribué pour une grande part et, le lendemain, ils ont dicté la loi au nouveau ministère. Celui-ci désirait dissoudre la Chambre, mais il ne savait comment s'y prendre, et peut-être l'audace lui aurait-elle manqué jusqu'au bout s'il n'avait pas reçu les injonctions impérieuses des insur-

gés albanais. La Chambre a donc été dissoute et on a cru tout de suite à l'apaisement de l'insurrection. C'était malheureusement aller trop vite et prendre son désir pour la réalité. S'il y a eu ralentissement momentané dans l'insurrection albanaise, il n'y a pas eu apaisement véritable. Les Albanais, jugeant de la crainte qu'ils inspiraient par les concessions qu'on leur avait faites, ont continué leur entreprise révolutionnaire et, mêlant la ruse à la violence, ils sont entrés par petits groupes armés à Uskub devant les troupes ottomanes qui les ont laissé faire, soit qu'elles n'eussent pas d'ordres, soit qu'elles ne les aient pas exécutés. On a appris un jour que les Albanais étaient en fait maîtres d'Uskub et le bruit s'est répandu qu'ils ne s'en tiendraient pas là : leur mouvement devait se continuer vers le Sud, du côté de Salonique. Ils n'avaient pas besoin d'aller si loin pour provoquer un soulèvement général des Balkans. Les diverses populations de la péninsule en acceptent l'occupation par les Turcs parce qu'elles regardent cette occupation comme temporaire, jusqu'au jour où elles seront elles-mêmes en état d'y substituer la leur. Et chacune rêve de s'emparer du même pays que les autres. Les mêmes territoires doivent servir à faire la grande Serbie, ou la grande Bulgarie, ou à compléter le royaume de Grèce, ou à arrondir celui du Montenegro, ou à étendre la domination des Albanais ; mais en attendant que l'exécution de ces projets mette le feu entre elles, toutes ces populations rivales regardent la Turquie comme l'entrepôt où elles ont relégué leurs espérances, et on peut dire du Turc ce qu'on a dit autrefois chez nous de la République, qu'ils sont ce qui les divise le moins. Le *statu quo* actuel, considéré comme provisoire, peut donc se maintenir encore quelque temps, peut-être longtemps ; mais le jour où un des pays balkaniques s'emparera d'un lopin de terre en dehors de ses frontières, tous les autres voudront eux aussi réaliser les grandes destinées où leur imagination se complait et quelquefois sommeille ; le réveil sera général, et Dieu seul sait ce qui se passera ! Le gouvernement ottoman s'en doute toutefois un peu lui aussi, et c'est pourquoi il a été sérieusement inquiet quand il a vu que les Albanais, entrés sournoisement à Uskub, menaçaient d'étendre leur mouvement encore davantage. Secoué par l'imminence et la gravité du péril, il a eu un sursaut d'énergie. Des troupes ont été concentrées au Sud d'Uskub, et un ultimatum a sommé les Albanais d'évacuer la ville dans un délai très court, faute de quoi ils en seraient expulsés par la force. Ils ont cédé. Les chefs de l'insurrection n'ont pas voulu compromettre les résultats déjà si considérables qu'ils avaient obtenus, sans compter

ceux qu'ils avaient l'espoir d'obtenir encore. A leur tour ils ont rédigé une sorte d'ultimatum en quatorze articles qu'ils ont adressé au gouvernement de Constantinople, et que celui-ci a accepté à une exception près : il n'a pas consenti à l'article qui demandait la mise en jugement du ministère Kakki pacha : le fait aurait été d'un trop mauvais exemple, il aurait constitué un trop dangereux précédent. Mais, devant tout le reste, le ministère Ghazy Moukter pacha s'est incliné : pouvait-il faire autrement ? Cette fois encore, on a parlé d'apaisement et il est probable qu'on en aura au moins le simulacre. Toutefois les Albanais restent en armes ; ils avaient même eu l'audace de demander qu'on leur en distribuât de nouvelles, ce que le ministère Moukter ne leur a pas accordé ; il y a suspension d'hostilités, mais est-il besoin de dire combien l'avenir est précaire ?

Quant au Montenegro et à la Bulgarie, leur cas est à peu près le même. On sait que le Montenegro a été récemment érigé en royaume : le roi Nicolas trouve sans doute son territoire un peu mesquin pour être surmonté d'une couronne. Il y a eu, on a créé un mouvement sur les frontières, chose toujours facile : un conflit entre musulmans et chrétiens s'est produit et les Monténégrins, pour secourir ces derniers, sont entrés sur le territoire ottoman. Des représentations ont naturellement été faites à Cettigné par la Porte, sans qu'il en ait été tenu grand compte, et un moment la tension des rapports entre les deux gouvernements a été si forte qu'on a pu craindre une rupture. Il s'en faut d'ailleurs que ce péril soit définitivement conjuré. Les nouvelles les plus contradictoires alternent du jour au lendemain. Tantôt on annonce que le Montenegro mobilise, tantôt on assure que les bons conseils des puissances ont produit leur effet et que l'affaire est arrangée. Malheureusement, des affaires ainsi arrangées sont toujours sur le point de se déranger de nouveau, et le Montenegro est un des points des Balkans sur lesquels il faut avoir toujours les yeux ouverts. Il en est de même de la Bulgarie, où il y a aussi un roi de fraîche date et un peuple sérieux, laborieux, ambitieux, muni d'une armée bien outillée, bien commandée, dit-on, et toujours prête à entrer en campagne. Elle y entrera sans doute brusquement un jour ou l'autre : si elle ne l'a pas fait encore, c'est grâce à la prudence, à la sagesse du roi Ferdinand qui, connaissant mieux que ses sujets les dispositions de l'Europe, n'a pas encore trouvé le moment favorable. Mais les Bulgares sont impatients. Doués d'un esprit essentiellement utilitaire et pratique, ils ne veulent pas avoir fait pour rien de grands sacrifices, et ils estiment que, s'ils ont une armée qui leur coûte très

cher, c'est pour s'en servir. Les occasions, c'est-à-dire les prétextes, ne leur manqueront pas quand ils croiront l'heure sonnée. Une de ces occasions a paru s'offrir à eux ces jours derniers, ils en ont fait énormément de bruit, mais ils s'en sont tenus là. Une bombe a éclaté à Katchana sur le territoire ottoman. Par qui a-t-elle été lancée? Les Turcs ont cru que c'était par des révolutionnaires bulgares, ce qui est possible, et comme chez eux le premier mouvement se traduit aisément par un massacre, ils ont massacré un certain nombre de Bulgares. L'impression produite par cette nouvelle en Bulgarie a été immense. Le cri : « On assassine nos frères ! » est sorti de toutes les bouches, on plutôt est parti de tous les cœurs. Des démonstrations belliqueuses ont été faites dans tout le royaume; le gouvernement a été sommé de déclarer la guerre. Le mouvement a été profond et il n'y a pas lieu de douter de sa sincérité, mais il est permis de dire qu'il a été aussi l'objet de quelque mise en scène. On s'est livré, en Bulgarie, comme à une répétition générale de ce qui y arrivera plus sérieusement quand le grand jour sera venu. Le roi, qui était absent, a dû rentrer à Sofia; il y a rempli son office ordinaire qui est de calmer l'effervescence des esprits. N'y a-t-il donc plus rien à craindre? Le danger immédiat est sans doute conjuré, mais celui qui résulte de la situation générale dans les Balkans est bien loin de l'être. Il ne faudrait qu'une étincelle pour tout enflammer. Les passions sont surexcitées, les appétits sont aiguisés, les gouvernements sont attentifs. Jusqu'ici la Serbie était restée immobile : elle vient à son tour de déclarer qu'on égorgeait ses frères du côté de Novi Bazar et elle crie vengeance comme la Bulgarie, avec laquelle on assure d'ailleurs qu'elle a conclu une entente. La Grèce seule n'a pas encore bougé, bien qu'on la dise aussi d'accord avec la Bulgarie et la Serbie. Il y a partout de l'inquiétude, de l'agitation, de l'attente, — et heureusement aussi quelque circonspection.

Pendant ce temps, le ministère ottoman donne le plus fâcheux spectacle de faiblesse interne. Dans une situation aussi grave que celle que nous venons de décrire, — encore n'avons-nous parlé que des difficultés intérieures et il ne faut pas oublier qu'elles se compliquent d'une guerre étrangère qui dure trop et se prolonge sans aboutir, — il semble que tous les patriotes ottomans devraient ne songer qu'à la patrie en danger. Il n'en est pas ainsi : les ligues qui divisent le pays et les armées continuent de se livrer à leurs dissensions et se disputent dans le sein du gouvernement lui-même. Jamais pays n'a eu un plus grand besoin d'un gouvernement fort : le ministère Mouktar est trop

divisé pour être fort. Il a été formé de personnages considérables, mais dont chacun avait des vues différentes de celles de son voisin sur la conduite à tenir envers le Comité Union et Progrès, vaincu sans doute, mais non pas défait. Tous avaient, disons-nous, des vues particulières : il faut faire exception pour Mouktar pacha qui paraît bien n'en pas avoir du tout : son glorieux passé sert de couverture à des passions qu'il ne partage peut-être pas et à des intrigues où il se perd. Aussi a-t-on dit tout de suite qu'il n'était là qu'à titre provisoire et serait bientôt remplacé. Mais par qui ? Pour lui donner un successeur, il faudrait qu'un des deux partis qui se disputent la direction des affaires eût définitivement prévalu. En somme, les uns veulent, sous prétexte de conciliation en face d'un danger commun, ménager le Comité Union et Progrès, et nous ne disons pas qu'ils aient tout à fait tort : les autres veulent en finir avec le Comité et lui arracher ses racines, afin de l'abattre définitivement. Ses racines sont les fonctionnaires qu'il a partout et qui, lors des élections dernières, ont été, avec la brutalité et le cynisme que l'on sait, les instrumens de son influence : qui pourrait dire que ceux qui veulent s'en débarrasser n'ont pas quelques bonnes raisons pour cela ? Qu'arrivera-t-il, en effet, si les élections prochaines se font sous les mêmes influences et par les mêmes procédés que les précédentes ? Qu'advient-il du gouvernement actuel et de la Ligue militaire qui l'a fondé ? Un des ministres d'hier n'a-t-il pas dit qu'il attendait le moment de demander des comptes à ceux d'aujourd'hui ? Ces divergences dans le gouvernement ont rendu particulièrement délicate la situation du ministre de l'intérieur ; aussi, à la difficulté d'en trouver un, s'est ajoutée bientôt celle de le conserver ; à peine a-t-il été en place qu'il a été impossible de l'y tenir ; Zia pacha est parti le premier, puis un second, puis, croyons-nous, un troisième. Ils étaient tous partisans de la manière forte, c'est-à-dire de l'épuration du personnel et de la nécessité d'en constituer un nouveau sur le dévouement duquel on pût compter. L'homme qui dans le ministère agissait le plus fortement en sens opposé était Hussein Hilmi pacha : il vient à son tour de démissionner. Son départ peut donner plus d'homogénéité au ministère, mais n'augmentera pas son autorité, car Hilmi pacha en avait personnellement plus que ses collègues : son passé le recommande et, dans les débats parlementaires qui ont précédé la dissolution de la Chambre, il a montré une présence d'esprit, un sang-froid, une fermeté qui ont été très remarqués. Nous n'avons pas à prendre parti entre les ministres ottomans et les politiques



qu'ils représentent ; leurs perplexités sont naturelles, mais les conséquences en sont funestes. N'a-t-on pas dit qu'il valait mieux avoir une mauvaise politique que de n'en avoir aucune ? Cela n'est pas toujours vrai, car les Jeunes-Turcs avaient une politique qui, étant mauvaise, ne leur a pas réussi. Il faut pourtant en avoir une, et c'est ce dont le ministère Mouktar pacha paraît incapable. On le savait, mais on comptait sur Kiamil : d'après les dernières nouvelles, il refuserait le grand vizirat. S'il persiste dans son refus, la confusion augmentera encore.

Qui pourrait s'étonner que M. le comte Berchtold se soit ému de tout cela ? Il ne s'en est pas préoccupé seulement au point de vue autrichien, il l'a fait encore au point de vue européen. L'Autriche a sans doute des intérêts politiques importants dans la péninsule balkanique ; elle leur a donné une satisfaction récente par l'annexion de l'Herzégovine et de la Bosnie ; mais rien n'autorise à mettre en doute sa sincérité lorsqu'elle affirme qu'elle veut s'en tenir là, au moins pour le moment, et que le maintien du *statu quo* est le seul but qu'elle se propose. En conséquence, M. le comte Berchtold veut aider la Porte, directement par ses conseils ou plutôt par ceux de toutes les puissances, indirectement par ceux que les puissances donneront aussi aux États balkaniques. Pour déterminer quels seront ces conseils, M. le comte Berchtold invite les puissances à échanger leurs vues et il donne par avance un aperçu de ce que sont les siennes, en disant qu'il convient d'encourager la Porte dans les voies de la décentralisation où elle est spontanément entrée après la chute des Jeunes-Turcs, et de recommander la modération aux États des Balkans.

A parler franchement, on a été un peu surpris de l'initiative prise par l'Autriche ; elle était inattendue, même à Berlin, paraît-il. En agissant comme il l'a fait, le comte Berchtold a imité le comte, alors baron d'Erenthal, qui a procédé à l'annexion de l'Herzégovine et de la Bosnie sans s'être entendu avec personne, pas même avec ses alliés ; mais où l'imitation cesse, c'est dans l'appel qu'il a adressé à toute l'Europe pour la convier à se mettre d'accord sur une politique commune. Cette nouveauté a produit une bonne impression : on a cru y démêler que l'Autriche renonçait à jouer un rôle à part, isolé, personnel, pour rentrer dans le concert européen. Comment n'aurait-elle pas été bien accueillie dans cette attitude nouvelle ? Elle devait l'être d'autant mieux que la politique qu'elle conseillait était celle de tout le monde. Il fallait, bien entendu, l'expliquer d'une manière un peu plus précise, car la proposition autrichienne était conçue en termes

si généraux qu'elle restait un peu vague; mais ses tendances étaient notoirement conformes à celles des autres puissances. Aussi s'est-on demandé pourquoi l'Autriche avait jugé utile de donner tant de solennité à l'expression de sa pensée. L'empereur François-Joseph a même ajouté son autorité personnelle, qui est si considérable, à celle de son ministre auquel il a choisi ce moment pour décerner une des plus hautes décorations dont il dispose. Se présentant avec cette consécration suprême, la proposition du comte Berchtold devait rencontrer auprès de tous les gouvernemens une sérieuse déférence et, en effet, ils lui ont fait tous une réponse favorable. Mais, nous le répétons, il faut s'expliquer pour être sûr de bien s'entendre, et c'est la seconde phase de l'opération diplomatique dans laquelle on est entré. La troisième sera remplie par les démarches à faire, s'il y a lieu, auprès de la Porte et des États balkaniques. Il ne s'agit pas d'intervention, dit l'Autriche; il ne s'agit pas de pression; soit, mais de quoi s'agit-il exactement? L'Autriche déclare qu'elle veut fortifier le gouvernement ottoman dans la voie de la décentralisation où il s'est engagé. S'y est-il engagé tant que cela? La voie est très longue, très accidentée, elle peut conduire très loin. L'exemple de l'Albanie, où elle est obligée de faire des concessions qui créent une véritable autonomie, n'est pas sans effrayer la Porte. Ce mot de décentralisation ne lui dit rien qui vaille. Parce qu'on a trop incliné dans le sens du jacobinisme unitaire, faut-il tomber maintenant dans une sorte de fédéralisme? Poussée jusqu'à un certain point, la décentralisation peut être la préface de la dislocation et du démembrement. C'est ce que craint la Porte. Ce que peut craindre l'Europe, c'est que l'affaiblissement du pouvoir central ne déclanche, ne déchaîne entre les États balkaniques, âprement jaloux les uns des autres et tout prêts à se disputer les mêmes territoires, des querelles redoutables auxquelles elle ne saurait rester étrangère. Et voilà pourquoi, si tout le monde approuve la proposition autrichienne au point de départ, on se demande où elle conduira. Ces questions n'ont pas encore de réponse; elles ne peuvent pas en avoir de si tôt. Au surplus le comte Berchtold n'est plus à Vienne; il est allé en Roumanie, à Sinaïa, où il est reçu par le roi Charles. La Roumanie n'est pas une des grandes puissances auxquelles la proposition autrichienne est adressée; mais, par sa situation géographique et par les forces militaires dont elle dispose, elle peut avoir une influence considérable sur certains États balkaniques, notamment sur la Bulgarie. Elle est de plus en Orient comme une sentinelle avancée de la Triple alliance. Tout donne à croire que le comte Berchtold est allé à Sinaïa avec des

intentions précises. Sa démarche est de nature à contribuer au maintien du *statu quo* oriental, sans qu'il soit besoin pour cela de mettre en mouvement l'appareil compliqué du concert européen.

Dès le retour de M. Poincaré à Paris, la France a adhéré à la proposition autrichienne, comme elle adhérera à toutes celles qui pourront contribuer au maintien de la paix dans les Balkans, ou à son rétablissement entre l'Italie et la Porte : mais, naturellement, elle ne fera rien sans s'être entendue avec la Russie et l'Angleterre, son alliée et son amie. L'intention principale qu'a eue M. Poincaré dans son voyage à Saint-Petersbourg a été, en effet, non pas tant de resserrer l'alliance qui n'en avait pas besoin, que d'en régulariser l'exercice qui s'était peut-être relâché depuis quelque temps. Ce résultat, s'il est obtenu, aura mis plus de clarté dans la situation respective des puissances : il facilitera par là des solutions que personne aujourd'hui ne peut imposer et qu'on ne peut dès lors obtenir que grâce à une bonne volonté commune. On vient de voir, par le tableau dont nous avons rapidement esquissé les traits, combien il est désirable que cette bonne volonté soit à la fois assez énergique et assez prudente pour parer au mal sans risquer de l'aggraver.

Si la situation de l'Orient intéresse toute l'Europe, celle du Maroc nous touche particulièrement et elle est loin d'être rassurante : elle est d'ailleurs ce que, depuis plusieurs années, nous avons prévu et annoncé qu'elle serait inévitablement à la suite de la politique où nous sommes entrés. Cette politique nous a imposé des obligations auxquelles nous devons faire face, puisque nous en avons pris l'engagement, et, sans plus récriminer sur le passé, ce qui serait désormais bien inutile, nous demandons au gouvernement de pourvoir aux impérieuses nécessités du présent. La France doit remplir avec honneur la tâche qu'elle a revendiquée et que, à la suite de cette revendication, les puissances lui ont attribuée. Pour cela il est de plus en plus manifeste que les troupes dont le général Lyautey dispose ne sont pas suffisantes : il faudra en augmenter le nombre et probablement le doubler. Puisqu'il le faudra, et que personne n'en doute, pourquoi ne pas le faire tout de suite ? Combien de fois n'avons-nous pas entendu critiquer le système des petits paquets qui finit par être le plus coûteux et le plus onéreux de tous, en même temps qu'il nous donne une apparence, — est-ce seulement une apparence ? — d'hésitation et de faiblesse ? Allons-nous retomber dans ce système ? Allons-nous nous embourber dans cette ornière ?

Il est triste de voir par quelle étrange fatalité les mêmes situations se renouvellent. Nous ne voulions pas aller à Fez ; le gouvernement le disait du moins ; il y a été entraîné par l'obligation de sauver les Français qui s'y trouvaient. Et cela recommence à Marakech ! Nous avons maintenant au Maroc plusieurs rognis ou prétendans : le plus sérieux de tous est El-Hiba, le fils du terrible Ma-El-Aïnin, qui entraîne avec lui toutes les tribus du Sud depuis le Soudan algérien jusqu'à la Chaouïa. Nous n'avions pas de forces suffisantes à lui opposer à Marakech ; il a donc été décidé que la ville serait évacuée par les Européens, sage mesure qu'on aurait dû prendre autrefois à Fez et y exécuter complètement. On l'a bien prise à Marakech, mais l'opération a été incomplète. Neuf Français, dont notre consul, M. Maigret, notre vice-consul, M. Monge, et un officier supérieur envoyé en mission, le commandant Verlet-Hanus, sont restés dans la ville : ils croyaient avoir le loisir de s'évader et ne l'ont pas eu, tant les mouvemens d'El Hiba ont été rapides. Que sont-ils devenus ? On s'est rassuré d'abord en disant que notre ami El Glaoui leur avait ouvert un refuge où ils étaient en pleine sécurité ; El Glaoui avait promis d'ailleurs de ne jamais les livrer à l'ennemi ; c'est pourtant ce qu'il s'est empressé de faire dès que celui-ci s'est présenté. Faut-il en accuser sa bonne foi ? Qui sait ? Peut-être n'a-t-il pas pu agir autrement. Que vouliez-vous qu'il fit contre des forces évidemment supérieures aux siennes ? Qu'il mourût ? Ce n'est pas un héros de Corneille. Ces grands chefs féodaux, comme on aime à les appeler, n'ont pas les sentimens de chevalerie qu'ont eus autrefois les nôtres. Ils ne considèrent pas que leur parole les engage, ni que les devoirs de l'hospitalité les obligent jusqu'au point où ils se compromettraient eux-mêmes. Nous ne les changerons pas, ils sont ainsi, et nous ne pourrions compter sur eux que si nous sommes nous-mêmes les plus forts : alors ils seront fidèles. Quoi qu'il en soit, nos malheureux compatriotes sont entre les mains d'El Hiba. Il a promis à son tour de les conduire sains et saufs à la côte : nous verrons bien ce qu'il en fera. On a pu croire que son intérêt serait de nous les rendre pour que nous le laissions tranquille à Marakech pendant un temps plus ou moins long ; mais il doit compter avec le fanatisme de ses troupes, et ne sera-t-il pas entraîné par le sien propre ? Nous ne demandons qu'à ne pas l'attaquer, au moins pour le moment. Le gouvernement l'avait décidé ; nous devons d'abord consolider notre situation autour de Fez, elle en a grand besoin, et nous aurions conquis ensuite peu à peu le reste du pays. Mais il aurait fallu pour cela que nos neuf compatriotes parvinssent à

s'échapper ou nous fussent rendus. Le général Lyautey a réuni des forces pour les dégager, si c'est nécessaire, si c'est possible. Qui ne l'en approuverait? Mais, une fois de plus, notre plan se trouve changé, et les événemens sont plus forts que notre volonté, plus forts surtout que notre prévoyance. Au surplus, El-Hiba n'est nullement disposé à faire halte à Marakech, à s'y cantonner et, après avoir pris sa part du gâteau, à attendre les événemens : il les provoque. Au contraire, il nous attaque, il cherche à soulever contre nous les tribus voisines de la Chaouïa auxquelles le doigt de Dieu n'a pas encore montré distinctement de quel côté est la force, et elles hésitent. Nous avons confiance dans nos troupes ; elles feront leur devoir et leur effort sera heureux ; mais pour que le résultat soit durable, cet effort devra se renouveler plus d'une fois et, si nous ne les renouvelle pas elles-mêmes par de nouveaux renforts, on leur demandera plus qu'il n'est permis d'attendre de la fatigue humaine. Entre les intérêts de notre mobilisation qu'il ne doit pas compromettre et les obligations de notre politique marocaine qu'il doit remplir, le gouvernement est dans un dilemme redoutable : il faut cependant qu'il en sorte à son honneur, et au nôtre, et le temps commence à presser.

Pendant qu'il s'écoule, la population joyeuse et désœuvrée de Vichy fait fête à Moulaï Hafid dont la démission inopportune a encore augmenté nos embarras marocains. Elle s'amuse de lui, mais il semble bien que lui-même s'amuse aussi de nous, et, vraiment, nous lui donnons beau jeu. Il va venir à Versailles, à Paris où peut-être il s'amusera seulement pour lui-même et où on le remarquera moins. Mais les reporters lui laisseront-ils un moment de repos ? Il ne manque ni de bon sens, ni d'à-propos, ni même quelquefois d'esprit dans les conversations auxquelles il se prête. Il a tout l'air satisfait de s'être tiré à son avantage, et avec de grosses rentes que nous lui faisons, d'une situation pleine pour lui d'angoisses et de dangers. Heureux homme en effet ! Qui ne l'envierait ? Il a quitté le Maroc et nous restons : nous sommes obligés d'y rester.

FRANCIS CHARMES.

*Le Directeur-Gérant,*

FRANCIS CHARMES.



